LO STATO

SECONDO

IL DIRITTO INTERNAZIONALE UNIVERSALE

EDUARDO CIMBALI

LO STATO

SECONDO

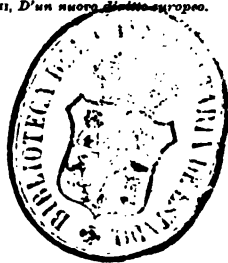
IL DIRITTO INTERNAZIONALE UNIVERSALE

CON PREFAZIONE

DI

P. PRADIER-FODÉRÉ

CONSIGLIERE DELLA CORTE DI LIONE
MEMBRO DELL' ISTITUTO DI DIRITTO INTERNAZIONALE

> Che è il diritto delle genti, guardato nell' unità sua, se non la legge eterna, a cui volentieri si sottomette la gran città universale del genere umano? E di essa città gl' individui sono gli Stati. Ora quello che sia un uomo individuo bene si sa; perocchè egli esce di mano della natura sempre il medesimo. Ma quello che sia lo Stato, opera umana in parte ed artificiale, non bene si sa da tutti e non molto chiaramente.
>
> TERENZIO MAMIANI, *D'un nuovo diritto europeo.*

ROMA
FRATELLI BOCCA, EDITORI
Via del Corso, 216-217

1891

AI MIEI GENITORI

ANTONINO CIMBALI E MARIANNA LEANZA

OFFRO

PREFAZIONE

DI

P. PRADIER-FODÉRÉ

Ce livre n'est pas le livre du passé, mais le livre de l'avenir. Il soulèvera bien des colères, il provoquera bien des dédains, mais il fera battre bien des cœurs.

L'esprit libéral et généreux qui l'a conçu sera dénoncé aux lecteurs graves comme un frivole amant des exagérations paradoxales. Les hommes qui font autorité dans la science du droit international l'écarteront à cause de ses audaces; les hommes d'État, les diplomates qui voient avec défiance s'entamer les traditions reçues, le condamneront comme le fruit d'une imagination indisciplinée. Les théoriciens qui suivent l'ornière commode des sentiers battus, les praticiens qui vivent des abus, l'anathématiseront comme une œuvre chimérique et dangereuse.

C'est qu'il y a, en effet, de bien grandes témérités dans cet ouvrage!

Dans nos temps de militarisme à outrance, l'auteur ose y parler de paix et de désarmement. Au milieu de ce concours fiévreux de tous les peuples qui s'ingénient à qui trouvera les engins de guerre les plus meurtriers, les plus destructeurs, il ne craint pas de revendiquer les droits de l'humanité. En présence de ces compétitions d'États européens qui se disputent des possessions et des compensations territoriales, des zones d'influence, et qui découpent au gré de leurs convoitises la carte du monde pour se la partager, il a la hardiesse excessive de souhaiter une déclaration des droits des peuples comme il y a eu une déclaration des droits de l'homme: celle-ci a affirmé la personnalité libre et indépendante de l'homme contre le despotisme; celle-là affirmerait contre la prédominance de la force brutale la personnalité indépendante et libre des peuples, grands ou petits, forts ou faibles, civilisés ou barbares.

Mr. Édouard Cimbali pousse même l'audace plus loin encore. Il s'avise de soutenir que la guerre est un crime de lèse-humanité que le droit est appelé à supprimer; il conseille de soumettre tous les rapports internationaux aux principes absolus et immuables du droit; il raille même, non sans quelque irrévérence, les juristes philanthropes qui, loin de se préoccuper de dicter les règles de la raison, se

bornent à discipliner la violence et s'appliquent à étudier, par exemple, les moyens les plus courtois de s'égorger, le caractère juridique des pigeons voyageurs, des aérostats, des croix rouges, vertes ou blanches, de la poudre avec ou sans fumée, etc.

Mr. Cimbali condamne la *conquête.* « Elle est, dit-il, dans les rapports de la vie des peuples, ce que sont le vol et l'esclavage dans les relations de la vie des individus au sein de toute société régie par des lois. A quoi tend-elle, en effet, si ce n'est à annihiler le droit sacré et inviolable d'indépendance des peuples et à dépouiller ces derniers du droit non moins sacré et non moins inviolable de propriété de leurs territoires? » Il gémit de constater que, de nos jours encore, ainsi qu'au moyen-âge et dans l'antiquité, usurper le territoire des peuples faibles, attenter à leur indépendance, est considéré comme le droit des forts. Il voudrait qüe, pour rendre hommage à la logique des choses, on donnât du droit international, même contemporain, la définition suivante: « C'est le droit du vol et de l'assujettissement des peuples. » « Notre temps, dit-il, est celui de l'hypocrisie raffinée. » Il montre, dans les rapports des peuples civilisés de l'Europe avec les nations barbares des autres parties du monde, la conquête se dissimulant

sous le manteau de la propagande de la civilisation. « Comment, s'écrie-t-il, ne pas reconnaître que la conquête est, en Europe, et de nos jours, un fait permanent et justifié, lorsque nous avons sous les yeux le triste spectacle d'une Pologne démembrée et asservie! Les peuples de la péninsule balcanique ne sont-ils point encore courbés sous la honteuse domination musulmane? L'Alsace et la Lorraine n'ont-elles point été annexées à l'empire d'Allemagne par la violence de l'arbitraire et de la conquête? Et ces grands arsenaux d'armes, ces vastes campements militaires, ces déploiements de forces armées prêtes à se heurter les unes contre les autres au premier signal, que prouvent-ils, si ce n'est la persistance de l'esprit de conquête, qui est la négation de tout droit et de toute raison? »

Mr. Cimbali démontre, que le droit international, sous quelques noms, sous quelques prétextes qu'ils se présentent, ne pourra jamais reconnaître des faits et des actes qui sont la négation de son existence; que son objet est de protéger l'indépendance des peuples; qu'il n'y a pas de moyen terme entre la volonté libre, qui est la grande affirmation de l'individualité des nations, et la conquête, qui est la négation de cette volonté, et qu'il faut choisir ou l'une ou l'autre; que se pro-

noncer en faveur de la conquête, c'est se placer en dehors de la science du droit international, c'est s'interdire d'invoquer ce droit, de parler en son nom. « Là où il y a des peuples qui ne sont unis entre eux que par la conquête, dit Mr. Cimbali, il y a l'esclavage et non l'indépendance; il y a l'État arbitraire et non l'État légitime; il y a l'État prison et non l'État patrie. » Les peuples qui ont été les innocentes victimes de la conquête conservent éternellement vivace et imprescriptible le droit de se soulever contre leur vainqueur. Leur rébellion pourra avoir une issue malheureuse, mais elle ne sera jamais un crime. Le crime sera du côté de ceux qui auront exercé l'infâme droit de conquête, et non de ceux qui se seront justement insurgés pour revendiquer leurs droits légitimes honteusement usurpés. L'auteur pose ensuite la question de savoir si un État formé par la conquête, et par conséquent illégitime, peut se transformer en État légitime. Il la résout affirmativement, mais à la condition que la volonté des populations conquises de se fondre dans l'État conquérant, de lui rester complètement, définitivement et indéfiniment unies, se sera manifestée librement et clairement. Le lien social et politique, pour être légitime, doit reposer sur le consentement libre et persévérant.

S'agit-il des traités internationaux par lesquels les peuples sont liés, Mr. Cimbali étudie leur valeur et leurs effets avec la même audace de vues. Respectueux observateur de la volonté nationale, il s'incline devant la force des traités, mais il y met la condition qu'ils seront l'expression de cette volonté et non l'œuvre de la violence. Un peuple, suivant lui, peut se considérer comme légitimement lié par un traité qui est le produit de sa volonté libre et spontanée, mais non par un traité qui est le résultat de la volonté d'autrui. Être tenu à subir la volonté d'un autre, c'est être une chose, une brute et non un homme: or, les peuples sont des réunions d'hommes et non des assemblages de brutes et de choses. Du haut de ce principe, l'auteur juge avec sévérité ces congrès de diplomates et de potentats qui ont disposé de l'indépendance des peuples, ont sacrifié les droits et les aspirations des nations, ont foulé aux pieds leurs traditions, ont arbitrairement taillé des États sur la carte du monde, sans interroger la volonté des peuples. Il dénonce comme une flagrante violation de l'indépendance des nations les actes « abominablement arbitraires » du congrès de Vienne, qui ont violemment soudé la Belgique à la Hollande, la Saxe à la Prusse, qui ont soumis toutes les popula-

tions italiennes soit directement à l'Autriche, soit à ses lieutenants, et qui ont confirmé « l'infâme » démembrement de la Pologne; les actes du congrès de Berlin, qui ont eu « l'impudeur », en plein dix-neuvième siècle, de consacrer l'asservissement de deux nobles provinces, la Bosnie et l'Herzégovine, et qui, là où ils ont créé des États indépendants, ont soumis leur autonomie à des restrictions si nombreuses et si insupportables, qu'ils l'ont assimilée à un véritable vasselage; les actes de la conférence africaine de Berlin, qui ont disposé du sort et des territoires des malheureux peuples de l'Afrique comme de choses sans maîtres.

Mr. Cimbali refuse aux congrès internationaux le droit d'imposer à un peuple l'union politique avec n'importe quel autre peuple. Un traité qui porte la moindre atteinte à l'indépendance d'une nation, quelles que soient la force et la puissance des États qui l'ont négocié et conclu, ne mérite pas, suivant lui, le titre de loi internationale, et aucune autorité n'a le droit d'exiger qu'il soit reconnu et respecté par le peuple dont l'indépendance a été si ouvertement outragée. L'auteur n'admet pas davantage les traités qui, quoique librement consentis, contiennent des clauses contraires à l'indépendance des peuples, parce que

cette indépendance est en dehors et au-dessus de tout contrat. Il ouvre l'histoire politique des États, et il constate qu'il n'y trouve l'exemple d'aucun peuple qui librement, volontairement, aurait aliéné sa liberté. Une pareille aliénation serait entachée de nullité essentielle, absolue et radicale, comme étant un acte de folie, quelles qu'eussent été les fins que ce peuple eût voulu atteindre en la consentant...

Tout cela est bien compromettant pour un livre qui vient occuper une place dans la bibliothèque du droit international; mais aussi, que cela est vivant! Que cela est alerte! Que cela est exact! Que cela est vrai! C'est un cri d'humanité, d'indignation, de justice. C'est une imprécation contre le déchaînement de la force brutale, contre le militarisme qui ruine les peuples moralement et matériellement, contre la guerre qui répand sur la terre le carnage et la désolation, contre la conquête qui foule aux pieds les droits des peuples, contre l'avidité des Etats forts qui se partagent sans vergogne les États faibles; c'est une protestation chaleureuse et pleine de vivacité, peut-être même d'exubérance, contre les déplorables et trop réelles iniquités qui se commettent continuellement, sur le terrain des relations internationales, à la faveur de la toute-puissance des congrès, ou de la puissance plus grande en-

core du canon. Ce n'est pas Mr. Cimbali qui acceptera l'explication égoïste du fait accompli; ce n'est pas lui qui s'accommodera de quelques lamentations timides, mais surtout prudentes, arrachées aux âmes sensibles mais craintives par le spectacle des injustices que commettent les États. Il n'admet aucun compromis avec la conscience; il secoue hardiment la poussière des traditions d'écoles; il dédaigne les circonlocutions et les ménagements académiques, et, fort de ses convictions généreuses, il s'élance dans la mêlée des doctrines pour annoncer aux peuples qui souffrent, aux nations qui sont menacées, la bonne nouvelle du droit, de la justice, de l'humanité, de l'indépendance et de la paix.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que ce livre courageux soit un pamphlet dirigé contre les cabinets européens, la diplomatie, les académies et la science officielle ou officieuse. C'est un ouvrage très-sérieux, où les principes sont exposés avec vigueur, où les théories sont passées au crible d'une critique éclairée et acérée, où les arguments abondent et se présentent dans un méthodique enchaînement. Préoccupé de l'idée et du besoin d'abattre l'empirisme qui prédomine dans nos temps contemporains, et de soumettre aux principes du droit les rapports internatio-

naux, Mr. Cimbali est parti de ce point de vue très juste, qu'il n'est pas possible de parler du droit, dans l'ordre international, si l'on n'a pas établi auparavant d'une manière absolue en quoi doit consister la personnalité des êtres collectifs dont il doit régler les rapports, c'est-à-dire des États. Il a donc étudié l'État selon le droit international universel. Il a examiné quel est le fondement légitime de l'État, et il a placé à la base de l'association politique la volonté libre et spontanée des associés. Les États sont, à ses yeux, *légitimes* ou *arbitraires*. Il n'y a d'États *légitimes*, que ceux qui ont pour fondement la libre et spontanée volonté de tous les membres qui les composent; tous les autres sont des États *arbitraires*, des États-prisons qui ne méritent pas de porter le nom saint et sacré de patrie. « Les États allemand, autrichien et russe, ne sont, dit-il, pour les fils malheureux de la noble Pologne, que des prisons abhorrées, et ne pourront jamais être considérés par eux comme une patrie. L'État turc est une prison, et non une patrie, pour tous les peuples de la péninsule balcanique, qui sont forcés de le maintenir en vie. L'État allemand est une prison, et non une patrie, pour les peuples de l'Alsace-Lorraine... » Quand Mr. Cimbali n'aurait dit que cela, il mériterait

les applaudissements émus et reconnaissants des lecteurs français.

Après avoir exposé quel est le fondement légitime de l'État, l'auteur parcourt, résume et juge les théories qui ont admis d'autres bases. Il passe successivement au crible de sa critique la théorie de la conquête, des traités, de l'avènement à la liberté, de la civilisation, de la stabilité des gouvernements, de la vitalité, du chiffre de la population, de l'étendue du territoire, de l'équilibre politique, des frontières naturelles, de la demeure fixe, des colonies, de la nationalité, de la race, de l'espèce. Après avoir immolé toutes ces théories sous les coups d'une inexorable logique, Mr. Cimbali a jeté les yeux sur les formes diverses de l'État, et a défini les États unitaires, à union incorporée, fédératifs, mi-souverains, à union réelle, protégés, neutres, feudataires, tributaires, patrimoniaux. Il s'est occupé ensuite des changements survenus dans l'État, soit dans la forme de ce dernier comme tel, soit dans celle de son gouvernement, dans la personnalité de l'État par aggrégation ou par disgrégation. Puis viennent l'examen des effets produits par ces diverses modifications et la reconnaissance de ces dernières, qui est une nécessité pour que l'État formé ou transformé soit admis à remplir les

devoirs et à exercer les droits internationaux. Mais la reconnaissance ne sera due qu'à l'État dont la formation ou la transformation aura été légitime. L'ouvrage se termine par une étude sur la société des États, sur le fondement légitime de cette société, sur ses formes (la ligue, la confédération, l'union personnelle) et sur son idéal.

Suivant Mr. Cimbali, l'idéal du droit international universel est la *société universelle*, la société de tous les États du monde. Jusqu'à présent on n'a connu que des sociétés particulières d'États, ne garantissant que l'indépendance des seuls peuples associés: or, l'objet du droit international est de garantir l'indépendance de tous les peuples indistinctement. Ce que l'esprit généreux, humain et libéral de Mr. Cimbali veut voir se réaliser, ce n'est pas la société des États tudesques, latins, slaves, européens, européens et américains: c'est la société de tous les Etats du monde; ce qu'il appelle de ses vœux les plus enthousiastes, les plus ardents, ce n'est point la proclamation d'un droit international allemand, latin, slave, européen, européen et américain: c'est la formation et la reconnaissance d'un droit international universel. Quelle devra être la base d'un société pareille de tous les peuples? Quelle sera la nature du

lien qui les réunira? L'auteur estime que la *confédération* ou l'*union personnelle* devra être la forme sous laquelle se constituera la société universelle des États. Il repousse la forme de la *ligue,* comme étant impuissante à garantir l'indépendance des peuples, parce qu'il lui manque l'action conservatrice et modératrice d'un pouvoir central. Ce pouvoir nécessaire, indispensable, sans lequel il ne saurait y avoir de garantie pour l'indépendance des associations politiques, existe, au contraire, dans la *confédération* ou dans l'*union personnelle,* et, de plus, il y est limité par l'objet même de son existence. Ce n'est pas un pouvoir qui opprime: c'est un pouvoir qui protège; ce n'est pas une domination qui paralyse les volontés et les rend esclaves: c'est une autorité bienfaisante qui favorise le développement de toutes les aspirations individuelles et légitimes. La seule, l'exclusive mission de ce pouvoir central, est de garantir l'indépendance des États confédérés ou réunis entre eux par l'union personnelle; tout acte qui, de sa part, entraverait cette indépendance, serait un fait d'usurpation. « Une société sans pouvoir central suprême exécutif est l'anarchie, dit Mr. Cimbali, mais une société avec des pouvoirs usurpateurs est le despotisme. Or, la société universelle des États, comme

toute société particulière d'hommes, ne doit être ni l'anarchie, ni le despotisme. Elle doit être la réalisation exacte et scrupuleuse de l'objet suprême et constant du droit international: la garantie des droits d'indépendance de tous les peuples du monde et, par cela même, de leur coexistence harmonique. »

Tel est, dans son méthodique ensemble, l'ouvrage nouveau qui vient s'ajouter aux travaux si nombreux, si brillants et si précieux de la science italienne. Ce n'est pas une œuvre de déclamation sentimentale, mais un livre de discussion serrée. L'auteur n'y fait pas entendre des gémissements, mais y multiplie les arguments. Les coups qu'il porte à l'empirisme et à l' « hypocrisie raffinée » de notre temps, sont assénés d'une main robuste et sûre. Dans sa profonde commisération pour les victimes de la force brutale, dans les moments où son indignation est la plus vive contre les abus de cette force, il ne s'attarde point à s'apitoyer ou à maudire: il signale, il dénonce, il jette l'anathème ou le sarcasme, et il passe comme un justicier. On pourra lui reprocher, assurément, quelques irrévérences et quelques exagérations, mais, en général, il frappe juste et, le dirai-je, si l'on veut être absolument sincère, on reconnaîtra que son principal tort est d'avoir trop raison. Il est

bon qu'à de certains intervalles une bouche vaillante sonne l'alarme dans le camp de la science, pour réveiller les engourdis. Dans tous les cas, qui donc pourrait refuser sa sympathie à cet esprit généreux, humain et libéral, qui, dans nos époques de réalisme et de relatif, soutient la cause du droit immuable et de l'absolu ? Pour ma part, je salue, dans cet ouvrage, l'aube d'un droit international qui, approprié aux besoins, aux tendances, aux exigences légitimes de la démocratie moderne, consacrera sans réserves les principes de justice, d'humanité et de liberté. Je salue, en son auteur, un écrivain qui a défendu, dans cette splendide langue italienne à laquelle on doit tant de chefs-d'œuvre, toutes ces nobles choses, dont s'est inspirée ma jeunesse, et auxquelles je suis resté fidèle dans mes vieux jours.

Lyon, ce 26 octobre 1890.

P. PRADIER-FODÉRÉ
Conseiller à la Cour de Lyon,
Membre de l'Institut de Droit international.

PREFAZIONE DELL' AUTORE

Sin dai principî del secolo Pellegrino Rossi scriveva del Diritto internazionale:

« Gli spiriti positivi non giudicano favorevolmente le diverse opere di Diritto internazionale, che sono in generale ritenute come classiche. L'erudizione di Grozio, le forme geometriche di Wolfio, la semplicità pur troppo superficiale di Vattel, le conoscenze pratiche di Martens, non sono bastate ad imprimere a questa parte così importante del Diritto tutti i caratteri d'una scienza regolarmente sviluppata: i principî non sono stati stabiliti, nè le conseguenze dedotte con quella nettezza e quel rigore, che appagano l'intelligenza e impongono la convinzione. Si può dire che, in materia di Diritto delle genti, occorra contentarsi del *press' a poco,* che non vi siano nè principî capaci di sopportare tutte le loro conseguenze, nè regole che non si trovino soffocate da numerose eccezioni, nè dottrine che non siano costrette a transigere a dure condizioni con dottrine opposte. Tutto sembra indeciso, arbitrario, mobile come gli avvenimenti, come gli interessi, come le opinioni e i colpi di testa di coloro che presiedono agli avvenimenti politici dei grandi Stati. Insomma, il Diritto delle genti è

ancora alle miserie dell' empirismo; e, se in alcune opere affetta forme scientifiche, non è questa che un'apparenza ingannatrice. Le sue formole generali non sono in massima parte che una traduzione servile dei fatti e delle gesta della diplomazia dominante, i cui sforzi, legittimi o no, sono stati sempre coronati dal successo ».[1]

Ciò che il Rossi pensa del Diritto internazionale con la sua mente di giureconsulto e di uomo di Stato, viene confermato da un illustre uomo d'armi, il generale De Vaudoncourt, con il suo buon senso naturale e con la sua provata esperienza. Infatti costui dice: « Si è molto e molto scritto intorno al Diritto delle genti, ma non abbiamo ancora alcuna opera, la quale stabilisca e sviluppi i diritti e i doveri delle nazioni. Non bisogna punto meravigliarsi. Fin qui, e fin dalle epoche più remote, il Diritto pubblico non è stato fondato che sui fatti esistenti e compiuti, su de' precedenti: i principî della legge naturale non vi sono penetrati per niente. Il diritto che predomina fra le nazioni è quello del più forte ».[2]

Duolci, frattanto, constatare che, in materia di Diritto internazionale, non siamo tuttavia usciti dallo stato deplorevole di empirismo impotente così splendidamente stimmatizzato dal Rossi e dal generale De Vaudoncourt. Gli è che v' ha tanta distanza ancora tra la brutalità del fatto e le esigenze del Diritto, che gli scrittori quasi quasi hanno perduto la coscienza di essere i sacerdoti del Diritto stesso, e, lungi dal dettare le regole della ragione, si limitano a disciplinare le violenze. Valga per tutti l'esempio di quelli, che si affannano a studiare i

[1] Rossi, *Mélanges*, Tom. prem., *Droit des gens*, pp. 443 e seg.

[2] *Dictionnaire de la conversation*, citato dal colonnello Wauwermans in *Libéria, Histoire de la fondation d'un État nègre libre*, Bruxelles, Institut national de Géographie, 1885, p. 50.

modi più *civili* di far la guerra, occupandosi del valore giuridico de' colombi viaggiatori, de' palloni areostatici, delle croci rosse, verdi o bianche, della polvere con fumo o senza fumo, dei fucili, dei cannoni e di tante altre diavolerie, senz'accorgersi che è la guerra stessa un delitto di lesa umanità le cui radici il Diritto, col suo potere eminente, è chiamato a distruggere. Ciò sembrerebbe ridicolo se non fosse, prima, cosa ben trista. È come se per gli omicidî, invece di fare una rubrica speciale nel Codice penale, si dettassero le maniere più garbate di compierli. Ma quello che non si sogna nemmeno nei rapporti tra uomo e uomo di uno stesso Stato, pur troppo attualmente è un fatto reale nei rapporti fra popolo e popolo, essendo questi ancora in quello stato selvaggio ed antigiuridico che il Vico chiama *stato di privata violenza.*

In proposito facciamo nostre queste splendide parole di un valoroso pubblicista rumeno, il Tanoviceano:

« Quanto a me, io credo che ogni scrittore di Diritto internazionale, che si contenta di constatare tranquillamente ciò che esiste, senza tendere a raccomandare quella pratica migliore che la sua scienza e il suo genio gli indicano, non è un vero scienziato. Io aggiungo che la sua opera è nociva per l'umanità; impperocchè la diplomazia - la quale ordinariamente dimentica che la sua missione è la fratellanza dei popoli - s'impadronirà di questo libro detestabile, di questa *collezione di abusi,* e non mancherà, all'occorrenza, di citarlo come se fosse l'espressione della *dottrina disinteressata.* Finchè, dunque, uno scrittore tratta il Diritto internazionale in questo modo, egli non è sacerdote del Diritto: egli esercita un commercio; e, più la sua autorità sarà grande nella diplomazia, più la sua respon-

sabilità sarà grande davanti agli uomini. Un tale Diritto internazionale io non posso comprenderlo: esso è nullo davanti a' miei occhi, perchè dimentica la sua sacra missione ».[1]

A far cessare questo stato deplorevole di cose che, nel mentre discredita la scienza, lascia i popoli in balìa della forza bruta, occorre abbattere l'empirismo predominante, e sottoporre tutti i rapporti internazionali ai principî assoluti ed immutabili del Diritto.[2] Anche a voler essere scettici, non si sa vedere la cagione per cui il Diritto, buono a regolare i rapporti tra uomo e uomo, non debba essere capace di regolare quelli tra popolo e popolo. Il Diritto o ha un'efficacia universale o è nullo. Ma noi abbiamo fede nella sua efficacia universale perchè abbiamo fede nell'universalità dell'umana ragione; e crediamo, che nulla importi se il trionfo di esso nei rapporti internazionali sia riservato ad un avvenire più o meno lontano: già la storia ci insegna, che tutte le conquiste d'ordine giuridico si sono preconizzate molto tempo prima di essersi compiute.[3]

[1] JEAN TANOVICEANO, *De l'intervention au point de vue de droit international*, pp. 34, 35, Paris, Larose et Forcel, 1884.

[2] A queste idee noi ci siamo inspirati negli studi fin qui fatti intorno al Diritto internazionale. Vedi *La Bulgaria e il diritto internazionale*, Roma, fratelli Bocca editori, 1887; *Popoli barbari e popoli civili*, seconda edizione, Roma, fratelli Bocca editori, 1891; *Il non-intervento*, Roma, fratelli Bocca editori, 1889. A tal proposito ci piace constatare che i giovani scrittori si avvicinano alle nostre idee; qualcuno, anzi, ci ha rubato idee, terminologia e titoli senza citarci.

[3] A proposito del nostro *Non-intervento* il giornale *La Legge* (numero del 3 luglio 1890) scriveva: « Non si può disconvenire che la teoria sostenuta dal giovine scrittore sia bella ed altamente umanitaria e corrispondente allo ideale giuridico dei rapporti internazionali; ma pur troppo è altrettanto innegabile che la lotta continua, persistente ed accanita delle diverse nazionalità tuttora in formazione non permetterà

Intanto lo diciamo subito: giammai sarà possibile parlar di Diritto nell'ordine internazionale se prima non si stabilisca in modo assoluto in che debba consistere la personalità degli esseri i cui rapporti debbono venire giuridicamente regolati. Questi esseri sono gli Stati. « Ora, scrive il Mamiani, quello che sia un uomo individuo bene si sa; perocchè egli esce di mano della natura sempre il medesimo. Ma quello che sia lo Stato, opera umana in parte ed artificiale, non bene si sa da tutti e non molto chiaramente ». [1] Ispirato a questo principio bene a ragione l'immortale filosofo di Pesaro ravvisava come massimo ostacolo al vero progresso del Diritto internazionale l' errore degli scrittori « di credere che basta considerare a parte per parte le relazioni esteriori degli Stati, qualunque si fosse la costituzione loro e le massime ond' è questa informata; come se l'una cosa all'altra non si legasse intimamente e sostanzialmente e si potesse ponderar bene il valore delle attinenze immediate ignorando la essenza e natura dei termini attinenti ». [2]

Occorre, insomma, una propria e vera *Dichiarazione dei diritti dei popoli,* come c' è stata una *Dichiara-*

ancora per molti anni di attuare pienamente nella pratica un sì bello ideale. Ciò che si può e si deve attuare subito si è di accostarsi per quanto è possibile all'ideale; ed è questo il còmpito a cui sono chiamati i popoli più progrediti in civiltà ».

[1] TERENZIO MAMIANI, *D' un nuovo diritto europeo,* cap. II, § 1.

[2] TERENZIO MAMIANI, *D'un nuovo diritto europeo,* Torino, 1861, cap. VI, § 1, pag. 84-85. In proposito scrive benissimo il FUSINATO: « Come parlare di un diritto positivo, se precisamente e con piena certezza e concordia non si è stabilito quali ne siano i soggetti legittimi? Come poter pensare a procedere nell'indagare le norme giuridiche che debbono reggere le relazioni fra i soggetti del diritto internazionale, senza che prima vi sia consenso universale nei criterî con cui si giudichi quali secondo il diritto siano questi soggetti? » *Le mutazioni territoriali,* Lanciano, R. Carabba editore, 1885, 1, pp. 4 e 5.

zione de' diritti dell' uomo. Con questa si è affermata, contro il despotismo, la personalità libera ed indipendente degli uomini; con quella dovrà affermarsi, contro la prepotenza della forza bruta, la personalità libera ed indipendente dei popoli, grandi o piccoli, forti o deboli, civili o barbari. Certamente, come per gli individui, così pe' popoli, oltre l'indipendenza, occorre la coesistenza. Ma, prima di parlare di coesistenza, deve rivendicarsi l'indipendenza: i diritti della Società non possono affermarsi se non dopo che si sono affermati quelli dell'individualità. Ecco perchè in tempi come i nostri, in cui nell'ordine internazionale siamo ancora nello stato selvaggio, è necessità suprema insistere di più sull' indipendenza. La coesistenza verrà dopo, da sè, sulle basi dell'uguaglianza giuridica. [1]

Noi, adunque, volendo seguire la via luminosamente tracciata dagli scrittori citati, abbiamo cercato appunto di stabilire, in questo libro, come base essenziale della scienza del Diritto internazionale, quale sia il *fondamento legittimo* degli Stati e quali le prerogative ad essi inerenti. In coerenza di ciò, abbiamo esaminato, combattendole, tutte le *teoriche,* che, direttamente o indirettamente, il fondamento legittimo degli Stati hanno negato. Poscia ci siamo intrattenuti a stabilire le varie *forme* che possono assumere gli Stati, distinguendo nettamente

[1] Valga questa osservazione di risposta al seguente appunto fattoci dal chiarissimo professore CATELLANI a proposito del nostro *Non-intervento:* « Nel giudicare la condizione della società internazionale ai nostri tempi è vera l'anologia fra quella e il diritto interno delle società medioevali; *ma non è esatta la conseguenza che il Cimbali ne deriva sostenendo, che, prima di parlare di società e di diritti della società internazionale, faccia d'uopo ricostituire secondo il suo concetto le individualità collettive destinate a formarla* ». *La Cultura,* Rivista diretta da R. BONGHI, fasc. I, 15 gennaio 1889.

gli *Stati* dalle *Società di Stati.* Abbiamo inoltre studiato le *modificazioni* interne ed esterne degli Stati, rilevando i *varî effetti giuridici* che ne derivano e stabilendo le condizioni alle quali gli Stati stessi, nel modificarsi, debbono obbedire, per poter ottenere il *riconoscimento* del Diritto internazionale.

Ma, essendo inevitabile, allo stato attuale delle cose, l'esistenza degli Stati arbitrarî, abbiamo voluto studiare la posizione giuridica in cui essi si trovano di fronte a quelli legittimi. D'altra parte, dovendo la scienza del Diritto tendere a far cessare la presente condizione medioevale nei rapporti internazionali, abbiamo cercato di stabilire i mezzi capaci di farci giungere a questo scopo. Questi mezzi si assommano nella costituzione della *Società universale* fra gli Stati: e perciò ci siamo sforzati di stabilirne il *fondamento giuridico.* [1]

Dopo ciò, non nutriamo la lusinga che i principî da noi sviluppati siano al più presto comunemente seguiti nella scienza e tanto meno applicati nella pratica. Per ora ambiamo solo conoscere se essi siano fondati o no sulla ragione e sulla giustizia. Quanto al resto, ripeteremo con Mancini: « Le verità prime in ogni scienza somigliano sempre, rispetto all' ordine pratico, a quei modelli di perfezione ideale che, anche senza speranza di pienamente raggiungersi, non si propongono meno come le più sicure guide alle tendenze della vita. La scienza del Diritto ha già adempiuto alla sua missione quando, appoggiandosi a dimostrazioni evidenti, chiama

[1] Questa benefica e decisiva tendenza comincia a diffondersi tra i migliori scrittori. L'illustre nostro FIORE, infatti, alla sua ultima opera *Il diritto internazionale codificato* (Torino, Unione tipografico-editrice, 1890), ha dato il titolo generico di *Ordinamento giuridico della Società degli Stati.*

iniqua l'ingiustizia felice, e, additandola all' esecrazione del mondo, tende almeno ad impedirne la propagazione ed a restringerne la malefica influenza sugli umani destini ». [1]

Roma, agosto del 1890.

[1] MANCINI, *Diritto internazionale*, Prelezioni; Napoli, Marghieri editore, 1873, p. 62.

Il CATELLANI, in una recensione al libro del NEUMANN, *Volk und Nation*, pubblicata nell'*Archivio giuridico*, fasc. I e II del 1889, scrive: « L'indole delle aggregazioni umane s'impone all'esame di chi studia la vita internazionale. Quali sono, secondo i supremi principî di giustizia, le aggregazioni legittime? Quale s'intenderà lo Stato perfetto che, conseguendo la piena esistenza propria, non offenda veruna esistenza altrui? Secondo quali concetti deve dividersi in parti indipendenti e secondo quali raggrupparsi in un tutto armonico la società superiore di questi enti collettivi? Però il diritto internazionale deve tener presenti queste ultime questioni e tentare di risolverle, perchè, come a tutte le scienze morali, non gli è negato il campo dell'ideale; *ma appunto per ciò esso, che studia anzitutto i rapporti fra gli enti collettivi che esistono, deve ben guardarsi dal prendere la soluzione di quei problemi finali a base del proprio sistema* ».

Ecco: qui alla mente del CATELLANI balena, senza dubbio, la luce della verità e della ragione; ma anch'egli, disgraziatamente, finisce per disconoscere l'efficacia, forse, più che per intimo convincimento, per criterio d'*opportunità*, per la paura che gli destano gli inevitabili cambiamenti, che dall'applicazione inflessibile dei principî di giustizia deriverebbero nell'attuale assetto degli Stati. È proprio questa paura che gli ha potuto far credere l'*essenza* del diritto internazionale come un fanciullesco trastullo, una vaga utopia buona solo a coltivarsi, ma senza tendere a raggiungerla, e considerare lo *statu quo* come base fondamentale della scienza. Certo, per le immense difficoltà che si oppongono, l'*applicazione* della giustizia nei rapporti internazionali è una mèta ancor lontana; ma non pensa il CATELLANI, che la *proclamazione* di essa *deve* essere la base della scienza che quei rapporti studia. La *pratica* non è che la traduzione della *teorica:* ond'è che non si potrà mai giungere ad una buona pratica se non si parte da una buona teorica. Un Diritto internazionale, quindi, che prescindesse dalla base della *giustizia,* cioè un diritto che tollerasse l'arbitrio, sarebbe la negazione di sè stesso, un colosso dai piedi d'argilla, un vano fantasma.

PARTE PRIMA

LO STATO

LIBRO PRIMO.

FONDAMENTO LEGITTIMO DELLO STATO

CAPITOLO I.

Cause e mezzi legittimi di formazione degli Stati.

1. Non sarà mai possibile formarci una idea netta sulle origini e lo sviluppo delle varie società politiche, fino a quando noi non porremo mente e non distingueremo con esattezza due cose per sè stesse diverse.

Altro, secondo noi, sono le *cause* per cui le società politiche hanno avuto origine e sviluppo; altro, i *mezzi* con cui si sono potute costituire. È, intanto, alla confusione di queste due cose di natura sì diversa, che debbonsi attribuire le innumerevoli ed accanite controversie, sempre sollevate e mai risolute, intorno al vero fondamento degli Stati, e la cui inevitabile e desolante conseguenza non è stata altro che la permanente violazione dei diritti più sacri dell'uomo e dei popoli. Ed è appunto perchè siamo pienamente convinti di un tal fatto, che noi, esordendo, nello svolgimento del tema che ci siamo proposti di trattare, vogliamo quelle due cose distinguere.

2. Perchè l'uomo vive in società? Noi qui non possiamo fare un ampio e minuzioso esame della difficilissima quistione. Ma, anche sfiorandola, non possiamo fare a meno di osservare che fra le varie cause che mantengono l'uomo in società, quella, che sopra tutte le altre domina, è la *natura assolutamente so-*

cievole di esso. L'uomo, infatti, nasce nella società, non la forma. Se nascesse fuori della società non potrebbe nemmeno idearla in quanto non concepirebbe neppure i vantaggi che ella offre.

Di fronte a questa legge si rende per noi inesplicabile la romanzesca ipotesi di un perfetto stato d'isolamento che abbia preceduto lo stato sociale dell'uomo. I sostenitori di questa ipotesi si sono mai data la pena di dimandarsi che cosa veramente significhi uno stato di puro ed assoluto isolamento fra gli uomini? Che ci vuol proprio molto a comprendere che se una siffatta ipotesi si fosse mai realizzata, ed avesse avuto durata, la specie umana, non solo non si sarebbe propagata, ma nemmeno avrebbe potuto sussistere? Nelle origini della umanità, ciò che non possonsi ammettere sicuramente sono le grandi società politiche, che ci è dato potere osservare nei nostri tempi ed in quelli anche remoti in cui la storia ci concede di penetrare. Ma che l'uomo fosse vissuto in uno stato di perfetto isolamento con ogni altro suo simile, ciò è assolutamente inammissibile. La società coniugale, questo gran vivaio della specie umana, in uno stato non sempre perfetto, sì, ma ha dovuto esister sempre, perchè senza di essa la specie umana non avrebbe avuto che una sola età. E se la conseguenza inevitabile della società coniugale è la procreazione della prole, questa — siccome l'infanzia dell'uomo è infinitamente più lunga e più debole che quella delle bestie e per la propria conservazione richiede molte più cure da parte dei suoi genitori — ha dovuto essere obbligata a vivere strettamente unita coi proprî genitori, a rispettarne l'autorità ed eseguirne gli ordini. Ora nella unione inevitabile che ha dovuto sempre esistere tra genitori e figli, noi troviamo uno stato di perfetta società, non l'isolamento. Dunque se stato d'isolamento vuolsi che nei primordî dell'umanità abbia esistito, tutto al più si potrà concedere che ciò sarà accaduto non tra uomo e uomo, ma tra famiglia e famiglia, come del resto fino a due secoli addietro si poteva osservare nel Groenland, dove non vi erano altre società che quelle di famiglia.

Se la natura socievole è la causa principale che obbliga irresistibilmente l'uomo a cercare i suoi simili e fare vita co-

mune con essi, ve ne sono altre due che non agiscono meno efficacemente per mostrare sempre più inammissibile l'ipotesi di una vita solitaria o di perfetto isolamento.

L'uomo solitario non potrebbe mai ed in verun modo vincere tutte le immense difficoltà che la natura oppone a chiunque dovrà vivere nel mondo. Se l'uomo arriva a vincerle, ciò è per il gran privilegio della intelligenza, che lo rende assolutamente superiore a tutte le altre specie di animali viventi. Ma questo privilegio a nulla gli varrebbe se esso vivesse isolato. È nella società e solamente per la società che l'intelligenza dell'uomo è capace di produrre tutti quei grandi miracoli che giustamente gli hanno procurato il titolo di re del mondo. Ma fuori della società egli non sarebbe stato buono ad altro che a farsi divorare ed esterminare da ogni bestia superiore a lui di forza e di ferocia. Ed allora chi sa quale altra specie di animali avrebbe occupato il posto di padrone del mondo, che, esclusivamente per lo stato sociale in cui ha sempre vissuto, ha sempre posseduto l'uomo?

L'assoluta impotenza, dunque, a vincere da solo tutti gli ostacoli che la natura gli oppone per vivere più o meno comodamente nel mondo, è una seconda causa per cui l'uomo è forzatamente obbligato a vivere strettamente unito coi suoi simili. Se lo stato sociale non fosse un'assoluta necessità per l'uomo, credete voi che egli si rassegnerebbe a subirlo sempre, e non oserebbe mai romperne ogni legame, tutte le volte che vedesse che fosse di ostacolo al suo sviluppo fisico e morale, anzi che di aiuto? Quando un dato stato sociale non gli piace più, la storia di tutti i tempi e di tutti i luoghi ci annunzia che egli si affretta a cambiarlo, servendosi di qualsiasi mezzo adatto per raggiungere il suo intento, ma la storia non ci dice che abbia abbandonato lo stato sociale per andare a farsi divorare ed esterminare in un deserto da bestie più forti e feroci di lui. Ed allora bisogna tenere come cosa ferma, che lo stato sociale è per l'uomo una necessità assolutamente superiore ad ogni suo volere.

Ammettiamo per pura ipotesi che l'uomo, per vivere più o meno comodamente, fosse capace di vincere tutti gli ostacoli

che gli oppone la natura, senza bisogno dello stato sociale. Ma in questo caso egli incontrerebbe un altro ostacolo forse superiore a quelli che oppone la natura. Esso sarebbe l'aperta ed irrefrenata malvagità degli altri uomini. L'uomo sciolto da ogni vincolo sociale, abbandonato in balìa di sè stesso, non avrebbe altra missione che quella di affliggere e tormentare ogni altro uomo che fosse inferiore a lui di forze e di ferocia. Teniamolo per fermo: la naturale tendenza dell'uomo è quella di dominare. Ora egli sarebbe all'apice della felicità nell'epoca in cui potesse disporre dei suoi simili come di un branco di pecore. E quale epoca più propizia, per potere sviluppare una sì ignobile e malvagia tendenza, fuori quella di uno stato selvaggio? È soltanto in questo stato che la libertà dell'uomo non ha altri limiti fuori quelli della propria forza brutale. È, dunque, soltanto in questa scellerata epoca, che l'uomo materialmente forte e malvagio potrebbe fare dell'uomo debole ed innocente tutto ciò che a lui paresse e piacesse. Ed allora la vita non sarebbe più un comune godimento per tutti indistintamente gli uomini che popolano la terra, ma un dono privilegiato dei forti e malvagi. La libertà non sarebbe più un diritto comune ed eguale per tutti, ma un privilegio dei forti e malvagi. E come, in verità, potrebbe parlarsi di vita e di libertà, quando per poter vivere liberamente non bastasse soltanto essere uomini, ma fosse assolutamente indispensabile essere forti? Lo stato permanente della vita selvaggia non sarebbe il rispetto scambievole dei diritti, ma la più aperta e flagrante violazione. Non la feconda e desiderata pace, ma la sterminatrice ed aborrita guerra. Ma a che insistere nel rilevare i possibili effetti che produrrebbe nella vita degli uomini uno stato selvaggio di natura, quando, coll'animo profondamente straziato siamo condannati a contemplare gli effetti reali che permanentemente produce lo stato selvaggio esistente ancora nei rapporti della vita dei popoli? Nei rapporti della vita dei popoli, non vediamo noi forse che la sola ed esclusiva legge che li governa non è altro che la forza brutale delle armi? Non vediamo che il sacro ed inviolabile diritto d'indipendenza non suona altra cosa che vile ed ignobile privilegio di soli quei po-

poli che hanno la forza di poterlo conservare? Non vediamo i popoli deboli ed innocenti ridotti ad essere permanentemente schiavi dei forti e malvagi? La guerra, ogni volta che scoppia, che altro è, nella più gran parte dei casi, se non un abuso della forza? E l'inevitabile pace armata che segue ogni guerra ingiusta, che altro è se non un rendere perpetui gli abusi malvagi della forza? Credete voi che gli attuali armamenti, che logorano la vita morale ed economica dei popoli, sarebbero essi mai possibili, senza la volgare e medioevale ambizione nei popoli forti di conservare ciò che ingiustamente hanno usurpato? Come, dunque, nei rapporti della vita dei popoli non saranno mai concepibili il riconoscimento e la guarentigia dei loro comuni ed eguali diritti d'indipendenza, fino a quando dominerà l'attuale stato selvaggio; così nei rapporti della vita degli uomini non sarebbero stati mai possibili il riconoscimento e la guarentigia dei loro diritti di libertà, se essi non si fossero uniti ed organizzati in società. La società, infatti, è la vera e completa realizzazione dei diritti individuali dell'uomo.

La necessità, quindi, di vivere al sicuro dagli insulti e dalle violenze dei suoi simili, è la terza causa che obbliga, non meno efficacemente delle altre due esposte, l'uomo a vivere in società con altri.

Non ci si ripeta il solito romanzo, che l'uomo entrando nello stato sociale venga a fare grandi sacrifizî dei proprî diritti di libertà. Ciò potrà essere ammissibile per chi è nato ed è stato educato al mestiere di delinquere, ma mai per coloro che ben sanno che nel rispetto scrupoloso degli altrui diritti sta la sola e vera guarentigia del libero ed inviolato esercizio dei proprî. Certamente se per libertà dell'uomo s'intende ciò che arbitrariamente nei rapporti attuali internazionali s'intende per indipendenza degli Stati, cioè non la sola facoltà di esercitare quegli atti che lasciano inviolato l'esercizio dei diritti degli altri, ma ancora l'arbitrio di violare questi diritti, allora nessun dubbio che la società civile debba essere considerata come una gran prigione.

Ma chi la libertà fa consistere in un giusto e non in un arbitrario potere, nella società civile non può vedere altro che

il grande conservatorio dei diritti individuali dell'uomo. La differenza fra lo stato selvaggio e lo stato civile questa è appunto. Nello stato selvaggio si ha il potere arbitrario; nello stato civile il potere legittimo. Nello stato selvaggio domina l'abuso della libertà; nello stato civile la vera libertà. Nello stato selvaggio la legge che regola i rapporti della vita degli uomini è la pura forza; nello stato sociale il solo sovrano è il diritto.

Ora, se è assolutamente indubitato che lo stato civile è quello in cui l'uomo vive più felicemente, perchè è soltanto nello stato civile che egli può liberamente esercitare e godere i diritti della propria personalità, ci sembra ridicolo il sentir chiamare continuamente *stato di natura* quello in cui esso vivesse fuori della società. Stato di natura è quello in cui l'uomo vive conformemente alla propria natura, non quello contrario a questa. Esso è quello in cui vive meglio, non quello in cui vive peggio. Ora, se non può mettersi menomamente in dubbio che lo stato in cui l'uomo vive conformemente alla propria natura socievole è lo stato sociale, perchè è soltanto questo quello in cui esso vive meglio, e non lo stato selvaggio, perchè questo è quello in cui vivrebbe peggio; è evidente che il vero stato di natura dell'uomo è il sociale, ma mai il selvaggio. Lo stato selvaggio deve chiamarsi stato contrario alla natura dell'uomo, non stato di natura di esso.

3. Ma qualunque sieno per essere le cause per cui l'uomo ha vissuto e vivrà sempre in società, e qualunque sia per essere il valore che vorrà attribuirsi alle cause che noi abbiamo rilevate, quel che a noi sembra giusto ed assolutamente necessario affermare si è che, onde i suoi diritti individuali non vengano veramente a soffrire la benchè menoma violazione, egli non potrà mai essere forzatamente obbligato a far parte di qualsiasi società. La società di cui l'uomo dovrà far parte è esso, che ha l'assoluto ed incontrastabile diritto di scegliersela, non gli altri. E come, in verità, potrebbe affermarsi che i diritti individuali dell'uomo non verrebbero a soffrire la benchè menoma violazione, quando egli non avesse la libertà di sceglersi quella società che egli credesse più adatta per la propria conservazione

e miglioramento? Si è appunto quando una tal libertà è negata che può ragionevolmente dirsi che i diritti dell'uomo in società vengano a sacrificarsi e non già ad essere aumentati ed assicurati. In tal caso la società non sarebbe più società, ma tormentosa ed arbitraria prigione. In tal caso avremo lo stato selvaggio mascherato, non già il vero stato sociale.

Essere l'uomo di natura irresistibilmente socievole, avere assolutamente bisogno della società per poter vincere gli ostacoli della natura e per poter essere garentito nel libero e spontaneo esercizio dei suoi diritti individuali, non significa essere forzatamente obbligato a vivere in qualsiasi società. Una siffatta strana ed antisociale dottrina può essere prediletta dal despotismo e dalla mala pianta dei suoi servitori che considerano l'uomo come una proprietà destinata ad essere sfruttata da un altro uomo; ma essa deve essere assolutamente respinta da tutti coloro che per la libertà nutrono un vero amore, e che nell'uomo, quindi, non veggono altro che una perfetta personalità nata per essere libera e rispettata nell'esercizio dei suoi diritti naturali.

Qual atto vi ha al mondo più assolutamente conforme alla natura dell'uomo, e quindi eternamente inevitabile, di quello del matrimonio? Nessuno sicuramente, perchè senza di esso la specie umana non avrebbe avuta che una sola età nel mondo. Che perciò? Forse che la donna può mai essere obbligata a sposare chiunque gli altri le impongano, invece che colui che la sua libera e spontanea volontà deve scegliere? Certamente una tale ipotesi poteva essere una realtà in altri tempi, nei tempi cioè in cui la donna era considerata come vile strumento destinato a soddisfare qualsiasi smodata voglia dell'uomo, fosse questi suo padre o suo marito. Ma essa è inconcepibile oggi che tutti si affannano a riconoscere nella donna la stessa personalità che si riconosce nell'uomo e ad esigere verso di essa quello stesso rispetto che si esige verso la libertà dell'uomo.

E bene: mentre la libertà è pienamente riconosciuta nei membri che debbono contrarre la società coniugale, ci sembrerebbe cosa contraddittoria, oltre che ingiuriosa ed indegna dei tempi di civiltà in cui si dice che viviamo, il sol dubitare che

la stessa libertà possa venire menomamente negata ai membri che debbono comporre la società civile, il cui fine principale poi non deve essere altro che la guarentigia della libertà dei suoi membri stessi. Onde, dunque, i diritti individuali dell'uomo, possa reputarsi sempre che non vengano a soffrire la benchè menoma violazione, deve assolutamente richiedersi che lo Stato di cui esso farà parte, non sia il prodotto dell'altrui arbitrio, ma libera e spontanea creazione della propria volontà. *Il mezzo*, quindi, *solamente legittimo con cui ogni Stato si origina e si mantiene deve essere non la forza, ma la libera e spontanea volontà dei membri che lo compongono.* La forza è negazione, non affermazione dei diritti individuali dell'uomo. Essa è buona soltanto a mantenere prigionieri nello Stato, non mai liberi cittadini. E siccome il diritto in qualsiasi natura di società non può, non deve volere prigionieri, ma liberi cittadini, così esso non è nella forza che può riconoscere il mezzo legittimo di attuare e mantenere lo Stato, ma nella volontà.

Non ci si dica che elevando a solo mezzo legittimo di formazione e di mantenimento degli Stati la libera e spontanea *volontà* dei membri che dovranno comporli, si venga a mettere continuamente in dubbio ed in pericolo l'esistenza dei medesimi. Agli spiriti timidi, che, non so se in buona fede o per egoismo, affacciano un siffatto timore, noi rispondiamo che questo è assolutamente infondato. Anche nel matrimonio il solo e vero mezzo di origine e di mantenimento è la libera e spontanea volontà dei coniugi, a tal segno che, nei paesi veramente civili nei quali esiste il liberale istituto del divorzio, esso viene completamente a sciogliersi quando la volontà vi fa difetto. E che per ciò? Forse che il matrimonio ha perduto la sua grandissima importanza e la sua assoluta necessità, di guisa che esso, lungi dall'essere cercato e venerato, sia venuto in uggia a tutti e sia da tutti fuggito ed aborrito? Ma niente affatto. Esso, col carattere di libertà che riveste, viene completamente ad adempiere la vera funzione cui è chiamato, quella di rendere eternamente felici i membri che l'hanno contratto, procacciandosi così l'amore ed il rispetto di tutti; ma esso non rappresenterà più

la parte che è assolutamente contraria alla sua natura e al suo fine, quella di essere l'eterna dannazione dei membri che lo formano. E bene: se nessuno si è mai sognato che, riconoscendo la volontà libera e spontanea, qual mezzo di origine e di mantenimento del sacro legame del matrimonio, questo verrebbe a cessare di esistere in ogni società; ci pare non serio il sol sospetto che, ammettendo lo stesso mezzo per la formazione ed il mantenimento degli Stati, questi non potrebbero più esistere in modo sicuro.

Ammettendo la libera e spontanea volontà come mezzo legittimo di origine e di mantenimento degli Stati, noi potremmo avere nel mondo la cessazione di quegli Stati che sono la più aperta negazione della volontà dei membri che sono forzati a formarli, ma non potremmo avere mai l'abolizione di tutti gli Stati, visto ed ammesso che la società civile è assolutamente ed irresistibilmente necessaria per l'uomo, vuoi per la sua natura perfettamente socievole, vuoi perchè è soltanto nella società che egli trova i mezzi indispensabili per vivere più o meno comodamente e per essere guarentito nel libero esercizio dei proprî diritti individuali. Negando la volontà come mezzo legittimo di origine e di mantenimento degli Stati, si verrebbero ad ammettere nel mondo non già gli Stati libera e spontanea creazione della volontà degli uomini, ma quegli Stati che sono la più flagrante violazione di questa medesima volontà. Ed allora, chi non vede che si verrebbe a dare completa ragione a quel gran paradosso sostenuto da coloro che, auspice e duce Gian Giacomo Rousseau, vi dichiarano che l'uomo entrando in società viene a sacrificare molti ed essenziali suoi diritti? Sì, è negli Stati negazione della volontà dei membri che i diritti dell'uomo vengono ad essere miserevolmente sacrificati, non già in quelli la cui origine ed il cui mantenimento è la più libera e spontanea volontà dei medesimi. In questi, i diritti dell'uomo vengono ad essere gelosamente garantiti, non sacrificati.

Capitolo II.

Stati legittimi e Stati arbitrarî.

1. Se, come abbiamo stabilito, il mezzo legittimo con cui gli Stati possono soltanto originarsi e mantenersi in vita è la libera e spontanea volontà dei membri che dovranno comporli; la logica ed inevitabile conseguenza che ne deriva, è questa.

Stati legittimi devono dirsi quelli, soltanto quelli il cui fondamento è la libera e spontanea volontà di tutti i membri che li costituiscono, non già quelli il cui fondamento non è altro che l'arbitrio della forza. Dove il vincolo che unisce più individui in società sia la forza e non il loro libero e spontaneo volere, là voi avete oppressi ed oppressori, servi e padroni, non cittadini liberi ed eguali. Là voi avete il predominio dello stato selvaggio, di quel brutale stato in cui la libertà non è un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente gli uomini, ma un privilegio dei forti; non avete il vero stato sociale. Voi avete là una prigione, in cui i padroni rappresentano la parte di spietati carcerieri, ed i servi quella d'infelici carcerati, voi non avrete il vero Stato, quello Stato che, quando è fondato sulla libera e spontanea volontà de' suoi membri, è da tutti acclamato col santo e sacro nome di *patria*. Gli Stati tedesco, austriaco e russo, per gli sventurati figli della santa e nobile Polonia rappresentano aborrite prigioni, non possono mai esser considerati come loro patrie. Prigione, non patria è per il popolo dell'Alsazia-Lorena lo Stato tedesco. Prigione, non patria è lo Stato turco per tutti quei popoli della penisola balcanica che ancora son forzati a mantenerlo in vita. Prigioni, eternamente aborrite prigioni, non patrie sono gli Stati d'Europa per tutti quei popoli delle altre parti del mondo, detti barbari, sopra i quali essi esercitano il loro arbitrario dominio.

Chiamare e riconoscere per legittimi quegli Stati il cui esclusivo fondamento è il brutale arbitrio della forza, che opprime, non rispetta la personalità dell'uomo, non sarebbe santificare e legittimare ogni potere arbitrario della forza istessa? Noi possiamo comprendere e pienamente giustificare la forza, quando sia un potere legittimo, tutte le volte che essa miri a rispettare e far rispettare il libero esercizio dei diritti individuali dell'uomo. Ma essa sarà sempre un arbitrio detestabile ogni qualvolta osi ledere questi diritti. Ora, là ove la forza obblighi più uomini ad essere uniti contro la loro libera e spontanea volontà, chi non vede che essa, adempiendo un tale ufficio, non fa altro che violare apertamente il diritto assoluto della loro libertà individuale? E violando questo diritto, non è essa un arbitrio?

Dunque là dove il vincolo che tiene unita una moltitudine di uomini è soltanto la forza, là abbiamo *Stati arbitrari*, ma mai Stati legittimi. E se gli Stati di siffatta natura, per coloro che sono costretti ad esservi uniti, sono niente altro che prigioni, noi crediamo di non esagerare se li chiamiamo *Stati-prigioni*. Come crediamo altresì di affermare una cosa esatta e giusta se chiamiamo *Stati-patrie* quelli in cui i cittadini vivono uniti in forza della loro libera e spontanea volontà.

2. Noi qui prevediamo una gravissima obbiezione. Essa è la seguente.

Stabilendo in diritto internazionale le condizioni a cui ogni Stato, nella sua formazione, deve obbedire, perchè esso sia riconosciuto come legittimo, noi – ci si osserverà – non lavoriamo in un campo nostro. Noi invadiamo un campo altrui – il campo del diritto costituzionale.

Questa obbiezione non potrà mai essere respinta fino a quando nella formazione di ogni Stato non si distingueranno due atti perfettamente diversi.

Nella formazione di ogni Stato noi dobbiamo distinguere l'atto di *unione* dall'atto di *costituzione*.

L'atto di unione è quello con cui tutti i membri componenti lo Stato dichiarano la ferma e costante volontà di vivere eter-

namente uniti. L'atto di costituzione è l'accordo degli stessi membri componenti lo Stato circa l'organizzazione sociale e politica con cui dovranno governarsi ed amministrarsi.

Ora se la scienza assolutamente competente a stabilire le condizioni, a cui i membri componenti un dato Stato debbono obbedire nello eleggersi questa o quella organizzazione sociale e politica, è il diritto costituzionale; la scienza poi assolutamente competente a stabilire le condizioni a cui i membri che debbono comporre lo Stato debbono obbedire per formare una vera e perfetta unità, è il diritto internazionale. Quindi il diritto internazionale non invade il campo del diritto costituzionale, ma si mantiene in un campo legittimamente suo, quando esige che, onde l'esistenza di uno Stato possa dirsi legittima, e quindi degna di godere il suo riconoscimento e la sua protezione, occorre *assolutamente* che tutti i membri che lo compongono dimostrino la ferma e sincera volontà di vivere uniti. Esso invaderebbe il campo del diritto costituzionale quando, non contento di vedere in ogni Stato una legittima unione, pretendesse vedere ancora una legittima costituzione.

Organizzi il diritto costituzionale gli Stati, come meglio esso crederà opportuno. Ma questo esso potrà farlo *legittimamente* sol quando gli Stati siano in perfetta regola col diritto internazionale; mai quando essi siano la più flagrante violazione di questo. E gli Stati sono in perfetta regola col diritto internazionale quando l'atto di unione è legittimo, non quando è arbitrario. Chi potrà chiamare mai legittima l'organizzazione sociale e politica della Polonia, dell'Irlanda, dell'Alsazia-Lorena, dei popoli della penisola balcanica ancor soggetti al dominio turco, quando nessuno potrà menomamente mettere in dubbio che l'atto con cui questi popoli sono uniti a quelli dai quali barbaramente dipendono non è legittimo, ma arbitrario? Datemi invece un atto legittimo di unione politica, datemi lo Stato italiano. Ebbene, in questo caso, come è legittima l'unione, così è legittima la costituzione.

Al diritto internazionale, dunque, l'assoluto ed incontrastabile potere di vegliare rigorosamente onde l'atto di unione con

cui gli Stati si originano e mantengonsi in vita sia sempre legittimo. Al diritto costituzionale quello di vegliare onde l'atto di costituzione, con cui i membri liberamente uniti in società debbono governarsi ed amministrarsi, sia legittimamente originato e legittimamente osservato. Al diritto internazionale – in breve – la missione di fondare gli Stati. Al diritto costituzionale quella di organizzarli.

LIBRO SECONDO.

CRITICA DELLE TEORIE CONTRARIE AL FONDAMENTO LEGITTIMO DELLO STATO

Capitolo I.

Necessità della critica.

1. Ad assicurare il rispetto dei diritti d'indipendenza dei popoli, non basta avere stabilito quale debba essere il fondamento legittimo degli Stati. I diritti d'indipendenza dei popoli continueranno ad essere permanentemente calpestati, se prima non si arriverà a liberare il campo del diritto internazionale da tutte quelle teorie in cui il fondamento legittimo degli Stati trovasi apertamente negato. È doloroso a dirsi! Finora tutte le teorie che hanno dominato sono state di negazione, non di affermazione del fondamento legittimo degli Stati.

2. Gli scrittori, nel ricercare le condizioni a cui gli Stati, formandosi o trasformandosi, debbono sottoporsi per potere essere riconosciuti come soggetti di diritto internazionale, di tutto si sono preoccupati, meno della *volontà* dei popoli destinati a costituirli. Anzi essi hanno fatto a gara per negarla. E infatti, nella gara, tutti i loro sforzi non sono stati diretti ad altro fine che a quello d'inventare teorie le più sfacciatamente negatrici di essa.

Gli scrittori, colle loro varie teoriche sul fondamento degli Stati, hanno sempre reso omaggio all'arbitrio della *forza*, ma

mai alla legittimità della *volontà*. Ed invero sull'argomento non v'ha teoria in cui la forza dove direttamente, dove indirettamente non sia affermata.

Le teoriche sul fondamento degli Stati possono distinguersi per una maggiore o minore *apparenza* di affermazione della forza, ma nella sostanza tutte sono espressione di essa. Alcuni esempi serviranno a chiarire meglio il nostro concetto. Noi qui non citiamo la pretesa teorica della *conquista*. La conquista lo si sa da tutti che è la più aperta affermazione della forza. Noi dobbiamo citare delle teorie che, senza esprimerlo apertamente, sono nella realtà affermazione della forza. Guardiamo la teorica dei *trattati*. Quando essa impone ad un popolo l'obbligo di esser soggetto ad uno Stato in virtù di trattati imposti da altri, è sì o no una teorica affermazione della forza? Guardiamo la teorica della *civiltà*. Quando essa impone di spogliare e di opprimere un popolo per civilizzarlo, non è anche essa una teorica affermazione della forza? Guardiamo la teorica dell'*equilibrio politico*. Quando essa impone lo sbranamento e la schiavitù di uno o più popoli sotto il pretesto di bilanciare le forze di alcuni Stati potenti, è sì o no una teorica affermazione della forza? Guardiamo la teorica della *nazionalità*. Quando essa impone l'unità politica di tutti quei popoli, che, pur essendo della medesima natura fisica, non hanno intanto nessuna volontà di vivere politicamente uniti, chi può mettere in dubbio che anche essa sia una teorica affermazione della forza?

Con queste e tante altre strane teorie, che qui non ricordiamo per brevità, dagli scrittori noi abbiamo avuto Stati imposizione della forza, ma non ancora Stati libera emanazione della volontà. Stati arbitrarî, ma non ancora Stati legittimi. Gli Stati emanazione della libera volontà, gli Stati legittimi, lo ripetiamo, si avranno quando il campo della scienza del diritto internazionale sarà liberato da tutte le teorie che dove direttamente dove indirettamente rendono omaggio all'arbitrio della forza.

Noi intanto intraprendiamo ad esaminare attentamente tutte siffatte teorie.

Capitolo II.

La conquista.

1. Che è la conquista? Non esitiamo un istante a dirlo: essa, nei rapporti della vita dei popoli, è ciò che, nei rapporti della vita degli uomini di ogni società civile, sono il furto e la servitù. Ed infatti a che altro mira essa se non ad annientare il sacro ed inviolabile diritto d'indipendenza dei popoli e a spogliare gli stessi popoli del non meno sacro ed inviolabile diritto di proprietà dei loro territorî? [1]

Ma se in qualsiasi paese più o meno incivilito, voi non troverete mai un codice penale ove sia consacrata la disposizione: « il furto è un diritto sacro ed inviolabile »; nè un codice civile ove sia detto: « la servitù del debole è un obbligo assoluto e perfetto »; pur troppo, ahimè! nell'attuale diritto delle genti trovate ancora, come nel medio evo e nell'antichità, che la sua massima fondamentale suona: « l'usurpare l'indipendenza ed i territorî dei popoli deboli, è un diritto sacro ed inviolabile dei forti »! Mentre nel campo del diritto costituzionale e del diritto civile tutti i principî che si sostengono hanno il supremo fine di garantire la libertà dell'uomo contro qualsiasi attentato di ogni altro uomo e da parte del suo governo; nel diritto

[1] « La violenza e la conquista possono essere conformi agli interessi di un popolo ambizioso; coloro che soddisfano le di lui passioni possono essere ai suoi occhi dei personaggi stimabili e virtuosi; ma un tal popolo non è che *un ammasso di malfattori e di assassini per chiunque abbia delle idee sane del diritto delle genti insolentemente violato da una nazione nemica di tutte le altre*. L'interesse permanente dell'uomo in generale, del genere umano, della gran società del mondo, vuole che un popolo rispetti i diritti di un altro popolo, alla stessa guisa che l'interesse generale di ogni società particolare vuole che ciascun dei membri rispetti i diritti dei suoi associati ». Baron d'Holbach. *La morale universelle*, t. I, sez. II, cap. IV, Parigi, 1820.

internazionale ogni massima che si stabilisce non ha altra mira che quella di meglio e più solennemente consacrare e suggellare il furto e la servitù dei popoli. Ma allora perchè non chiamare addirittura il diritto internazionale « il diritto del furto e della servitù dei popoli? » In tal modo, se non giusti, almeno si sarebbe logici; mentre dicendo che il suo ufficio è di garentire l'indipendenza dei popoli, ed ammettendo nel tempo istesso fatti ed azioni che sono la più flagrante negazione dei diritti dei popoli, oltre che iniqui, si è ipocriti. Ed i nostri tempi, pur troppo, più che tempi di civiltà – almeno nei rapporti internazionali – debbono dirsi tempi di raffinata ipocrisia. E come volete, in verità, che noi portiamo diversa e meno sconfortante opinione, quando gettando uno sguardo – non dico nei rapporti dei popoli detti civili di Europa coi popoli detti barbari delle altre parti del mondo, dove almeno la conquista si maschera col vano e sfatato pretesto della propaganda della civiltà – ma nei rapporti fra loro dei popoli detti civili della medesima Europa, noi siamo obbligati a constatare che la conquista è un fatto ancor permanente e giustificato? Come poter mettere menomamente in dubbio che la conquista in Europa non sia ancora un fatto permanente e giustificato, quando contempliamo il triste spettacolo di una Polonia smembrata e schiava? I popoli della penisola balcanica, ancor soggetti alla vergogna della dominazione musulmana, a quale legge sono forzati ad obbedire se non a quella abbominevole della conquista? L'Alsazia e la Lorena non furono e non sono ancora annesse all'impero della Germania in forza dell'arbitrio della conquista? E questa grande officina di armi, questi vasti accampamenti militari – prossimi a smuoversi al primo impulso e ad urtarsi a vicenda con una gran violenza – in cui è stata ridotta tutta Europa, che altro possono venire a provare se non l'esistenza arbitraria del fatto negazione di ogni diritto e ragione – la conquista – ed il fermo e feroce proponimento di volerla far durare ancora? Credete voi che gli spaventevoli armamenti che stanno intisichendo tutta Europa, sarebbero menomamente concepibili qualora la conquista non fosse un fatto esistente e giustificato? Gli armamenti sono

una necessità assoluta, perchè se da un canto si trovano dei popoli ferocemente ostinati a voler conservare il possesso di diritti vergognosamente usurpati; dall'altro è ben naturale che vi debbano essere degli altri popoli che giustamente ed eroicamente lottino per rivendicare quei diritti dal cui legittimo possesso sono stati spogliati. Senza lo spirito di conquista esistente e trionfante, voi nei rapporti della vita dei popoli avreste potuto avere, sì, gli armamenti necessari per impedire qualsiasi violenza si minacciasse di voler compiere; ma voi non avreste il grande scandalo di armamenti diretti a sostenere le violenze compiute. Voi avreste gli armamenti per la legittima difesa di diritti proprî, non armamenti per l'arbitraria conservazione di diritti usurpati.

2. Ma se la conquista è un fatto pur troppo ancora esistente e dominante, si può, secondo il diritto internazionale, riconoscere ed ammettere come titolo legittimo per formare e mantenere in vita uno Stato? Fare una simile dimanda, è come chiedere se, nei rapporti della vita degli uomini delle singole società civili, il furto possa essere titolo legittimo per acquistare e possedere ricchezze; o se la forza sia titolo legittimo per obbligare un uomo ad essere servo dell'altro uomo.

No, il diritto internazionale, qualunque siano per essere i nomi ed i pretesti sotto cui si presentino, non potrà mai riconoscere fatti ed azioni che siano la menoma negazione della sua esistenza. Ed in verità se il fine del diritto internazionale non è, e non può essere altro che quello di proteggere la formazione ed il mantenimento di soltanto quegli Stati che rispettano e non violano menomamente la libertà dei membri che dovranno comporli, come potrà mai, esso, riconoscere quel fatto in virtù del quale si distrugge l'indipendenza dei popoli?

Fra la volontà, grande affermazione della individualità dei popoli, e la conquista, flagrante negazione della medesima, non v'è nessuna via di mezzo. Quindi bisogna assolutamente scegliere o l'una o l'altra. O voi vi schierate in favore della volontà, ed allora per voi non possonsi e non debbonsi tollerare altri Stati che quelli la cui origine ed il cui mantenimento sia la volontà; o voi vi schiererete in favore della conquista, ed allora

per voi i soli Stati ammissibili non potranno essere che quelli che la negazione della indipendenza dei popoli ha fatto sorgere e la stessa negazione mantiene in vita.

Ma schierandovi in favore della conquista, sappiate che voi perdete ogni diritto di rappresentanti della scienza del diritto internazionale, imperocchè questa non potrà mai considerar tali coloro che sostengono principî in aperta ribellione alla sua stessa esistenza. Schierandovi in favore della conquista, dite pure che la scienza del diritto internazionale per voi non esiste e non ha ragione di esistere. Facendo ciò voi siete nel vostro diritto. Ma per carità, in tal caso, non parlate mai più di diritto internazionale. Parlare di diritto di conquista in diritto internazionale è, secondo noi, lo stesso che parlare di diritto di omicidio o di furto in diritto penale; di diritto del dispotismo in diritto costituzionale, e di diritto di servitù personale in diritto civile.

Là dove esistono popoli uniti ad altri per nessun altro titolo che quello della conquista, là vi è la schiavitù, non l'indipendenza dei medesimi. Là vi è lo Stato arbitrario, non lo Stato legittimo. Là vi è lo Stato-prigione, non lo Stato-patria. Or di fronte a Stati siffatti il diritto internazionale può essere invocato per farli condannare, non per farli riconoscere. Esso può essere legittimamente ed eternamente invocato in favore dei popoli oppressi, a cui esso è strettamente obbligato di accordare la sua più ampia protezione, ma esso non può essere mai invocato dai popoli oppressori, che debbono essere messi sempre fuori del diritto delle genti. [1]

[1] « Le *conquiste* son cotanto lontane dall'essere l'origine ed il fondamento degli Stati, quanto la demolizione di una casa è lontana dall'essere la vera cagione della costruzione d'un'altra nel medesimo sito » ha genialmente affermato il più gran pensatore dell'Europa, l'immortale LOCKE, come fu chiamato da GAETANO FILANGERI, *Du governement civil*, cap. XV, § 1. « Non v'è niuno - soggiunge lo stesso grande scrittore nell'opera citata - che converrà che un aggressore il quale si mette nello stato di guerra con un altro, ed invade i suoi diritti, possa giammai per mezzo di una guerra ingiusta aver diritto su quel che avrà egli conquistato. Puossi forse sostenere con ragione che i ladri e i pirati abbian diritto di dominio su tutto quello di cui possono impadronirsi, ovvero su di quello che qualcheduno sarà stato costretto di accordar loro con promesse dalla violenza estorte? Se un ladro getta a terra la

Se, adunque, la volontà deve considerarsi sempre come il solo e vero mezzo legittimo con cui ogni Stato deve formarsi e mantenersi in vita, la conquista deve considerarsi, al contrario, come il più arbitrario fra tutti i mezzi di formazione e di esistenza degli Stati.

I popoli, quindi, vittime innocenti della conquista, conservano eternamente vivo ed imprescrittibile il diritto di ribellarvisi. La loro ribellione potrà avere, sì, esito infelice, ma essa non sarà mai un crimine. Il crimine è da parte di chi arbitrariamente esercita l'infamia della conquista, ma mai da parte di chi giustamente insorge per rivendicare i diritti che vergognosamente gli sono stati usurpati.

3. Uno Stato sorto col mezzo arbitrario della conquista – e quindi illegittimo – può trasformarsi in legittimo?

Una siffatta ipotesi è possibile alla stessa guisa che è possibile quella di uno Stato che nato col mezzo legittimo della volontà – e quindi legittimo – viene poscia a trasformarsi in arbitrario. Uno Stato legittimo diventa arbitrario ogni qualvolta uno o più popoli di quelli che lo compongono, a cagione dei cattivi trattamenti che ricevono dagli altri, esprimono la chiara, ferma e costante volontà di disgregarsi e formare nuove personalità assolutamente distinte e separate. Uno Stato arbitrario, poi, diventa legittimo quando uno o più popoli, che colla conquista sono stati incorporati ad uno o più altri e colla stessa conquista sono stati sempre tenuti uniti, esprimono la chiara, ferma e costante volontà di rinunziare ad ogni aspirazione di separazione e di confondere con gli altri la loro personalità. Se il diritto internazionale dichiara arbitrarî certi Stati, ciò esso fa

porta della mia casa, e col pugnale alla mano mi obbliga a fargli in iscritto donazione dei miei beni, avrà egli perciò diritto alcuno? Un ingiusto conquistatore che a lui mi sottomette colla forza e colla spada non ne ha di vantaggio. L'ingiuria è la medesima, eguale è il delitto, sia pur commesso da un uomo che porta sul capo una corona o da uomo da nulla. La qualità di colui che fa un torto, o il numero dei suoi seguaci non cambia punto il torto e l'offesa; o se lo cambia, non è che per renderlo maggiormente grave ». § 11. — Contro l'arbitrio della conquista, qual fondamento degli Stati, vedi fra i moderni De Montluc, *Le droit de conquête*, nella *Revue de droit international*, t. III, anno 1871, pp. 531 e seg.

perchè questi violano la indipendenza di uno o più di quei popoli che li compongono. Ora di tale violazione non è più il caso di parlare, quando quell'uno o più popoli che colla conquista sono stati aggregati ad uno o più altri, esprimono la chiara, ferma e costante volontà di costituire unitamente con questi una grande ed armonica unità politica. Quindi questa unità politica, non più Stato arbitrario, ma Stato legittimo deve essere appellata.

Ma come fare per conoscere che la volontà del popolo aggregato ad un altro coll'arbitrario mezzo della conquista, da contraria siasi trasformata in favore dell'unità politica di cui fa parte?

Bisogna contemplare due ipotesi: quella in cui il governo del popolo al quale un altro è stato aggregato sia dispotico, e quella in cui quel governo sia rappresentativo. Nella prima ipotesi il popolo aggregato dimostra la sua ferma volontà di costituire una sola personalità coll'altro, accettando senza la benchè menoma resistenza ed eseguendo scrupolosamente tutti gli ordini del governo. Nella seconda quella volontà si esprime coll'eleggere a proprî rappresentanti individui assolutamente favorevoli all'unione politica col popolo al quale esso fu aggregato. Che se, poi, nella prima ipotesi, ogni ordine del governo fosse accolto con una insurrezione, e nella seconda si eleggessero costantemente a rappresentanti degl'individui assolutamente opposti a qualsiasi unione politica con ogni altro popolo, allora non può esservi più il menomo dubbio che la ferma volontà del popolo aggregato sarebbe tutt'altro che favorevole alla vita comune con altri. Quindi se è giusto e lecito chiamare legittimo nel primo caso lo Stato al quale un popolo fu aggregato per mezzo della conquista, sarebbe una grande iniquità non dichiararlo arbitrario nel secondo.

CAPITOLO III.

I trattati.

1. Se voi chiedete a moltissimi scrittori di diritto internazionale se in astratto debba ammettersi o no il contratto come origine delle società politiche, siatene sicuri, essi, a coro, vi risponderanno che una tale ipotesi è pura fantasia, priva di qualsiasi pratica applicazione. E la ragione principale che essi in proposito vi recano è questa. « Il contratto - essi vi dicono - suppone sempre la libertà di non convenire nella cosa, come accade nel matrimonio, nella vendita e così via via. Ora la società civile non è cosa su cui possa e non possa convenirsi ad arbitrio. Essa è una necessità assolutamente superiore alla volontà dell'uomo ». Sì - rispondiamo noi - è assolutamente incontrastabile che la società civile sia una necessità irresistibile per l'uomo. Ma ciò non potrà e non dovrà significar mai che l'uomo sia assolutamente obbligato a far parte di qualsiasi società. Provatevi a sostenere per un solo istante una siffatta ipotesi, e voi vedrete che la inevitabile conseguenza cui andreste incontro sarebbe questa. L'uomo in ogni data società non vi farebbe parte per un sentimento di sua libera e spontanea volontà, ma per imposizione dell'arbitrio altrui. Nel mondo non avremmo soltanto *Stati-patrie,* ma ancora *Stati-prigioni.* Ora, a meno che non voglia ammettersi nell'uomo l'obbligo di essere eterno schiavo di ogni società, invece che libero cittadino; voi sarete forzatamente obbligati a riconoscere nel contratto il solo mezzo legittimo di origine e di mantenimento di ogni società politica. Fuori il contratto, affermazione completa della personalità dell'uomo, non v'è che la forza, negazione della medesima personalità.

Ma intanto, la cosa proprio singolarissima e strana che noi osserviamo negli scrittori di diritto internazionale è questa.

Mentre essi, interrogati, vi risponderebbero che il contratto, in astratto, non potrà mai essere l'origine di ogni società politica, quando poi, nei rapporti internazionali, si trovano di fronte al caso di popoli che sono uniti ad altri popoli per nessun'altra causa che quella di un trattato, essi si affaticano enormemente per dimostrarvi l'assoluta ed imprescindibile necessità di riconoscere e rispettare unioni politiche di siffatto genere.

Noi che vogliamo essere scrupolosamente ossequenti e rispettosi della volontà dei popoli, perchè siamo pienamente convinti che è soltanto coll'ossequio e col rispetto della volontà dei popoli che nel mondo potranno aversi *Stati-patrie* e non *Stati-prigioni*, Stati legittimi e non Stati arbitrarî, non possiamo fare a meno di fare lietissima accoglienza a quella teorica che invoca il riconoscimento ed il rispetto di quelle unioni politiche che hanno per fondamento i trattati. Ma tutto questo noi intendiamo farlo non ciecamente, ma con larghissimo beneficio d'inventario, con moltissime riserve.

Perchè noi c'inchiniamo riverenti ed ossequiosi dinanzi a Stati che abbiano per fondamento dei trattati, questi trattati debbono essere veramente trattati, non già atti brutali di prepotenza e di follia. Ed atti brutali di prepotenza e di follia, non trattati, sono secondo noi quei così detti trattati che si sono formati senza il benchè menomo libero e spontaneo consenso dei popoli delle cui sorti in essi si è disposto, e quelli nei quali un tal consenso, se è stato libero e spontaneo, ha avuto luogo su cose che non è dato negoziare.

In tanto un popolo può legittimamente dirsi vincolato ad un trattato, in quanto questo trattato sia un prodotto della sua libera e spontanea volontà. Ma esso non potrà mai legittimamente dirsi vincolato a trattati formati dall'altrui arbitrio. Chi è tenuto a fare l'altrui volontà, è la cosa, il bruto, non l'uomo, ch'è persona, non cosa, nè bruto; non il popolo, ch'è composto di uomini, non di cose, nè di bruti. E bene: a sentire certi scrittori di diritto internazionale, che vi proclamano la più scrupolosa osservanza di quanto un ristretto numero di potentati avrà potuto deliberare in un congresso, i popoli, che a tale congresso non

sono stati menomamente invitati ad intervenire, e delle cui sorti intanto si è liberamente disposto, dovrebbero essere obbligati ad eseguire quanto, non la propria libera e spontanea volontà, ma l'altrui arbitrio abbia deliberato su di essi.[1] Ora chi non vede che, ammettendo una sì arbitraria teoria, si verrebbe a riconoscere in ogni popolo non un aggregato di uomini, ma una moltitudine di cose priva di volontà propria?

I congressi internazionali, qualunque sia per essere la forza e la potenza dei membri che potranno costituirli, non hanno una competenza assoluta, ma relativa. Non hanno un campo di azione sterminato, ma perfettamente limitato.

I congressi internazionali, in tutto ciò che discutono e deliberano, non possono in verun modo sorpassare i limiti del più assoluto rispetto dovuto alla indipendenza dei popoli. Essi sono nel loro legittimo dominio fino a quando discutono e deliberano atti e provvedimenti diretti a rispettare e far rispettare l'indipendenza di ogni popolo. Ma essi escono dal campo della loro legittima competenza tutte le volte che discutano e deliberino un atto che possa significare la benchè menoma violazione del diritto d'indipendenza di qualsiasi popolo. E violazione flagrante del diritto d'indipendenza dei popoli deve sempre ritenersi ogni atto con cui un congresso internazionale deliberi delle sorti di un popolo, senza prima aver consultato la sua libera e spontanea volontà. Flagrante violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli fu quell'abbominevole arbitrio del congresso di Vienna, nei cui atti principali qua si decide la forzata unione del Belgio coll'Olanda, là quella della Sassonia colla Prussia; qua si decreta la forzata sottomissione di tutte le popolazioni italiane in parte alla potenza diretta dell'Austria, in parte alla potenza di tutti i suoi luogotenenti, là si conferma lo infame smembramento della Polonia. Flagrante violazione dei diritti di indipendenza dei popoli fu quel congresso di Berlino, che in pieno secolo decimonono non ebbe nessuna vergogna di dichiarare nei suoi

[1] V. De Martens, *Traité de droit international*, tradotto dal russo da Léo Alfred, Paris, 1883, vol. I, parte gener., cap. III, § 56, p. 314 e seg.

atti, qua la schiavitù di due nobili provincie, la Bosnia e l'Erzegovina – quella Bosnia e quell'Erzegovina che furono le prime ad insorgere contro la dominazione straniera del Turco, per affermare la loro assoluta indipendenza – e là, dove stentatamente si avventurò a fare degli Stati indipendenti, sottopose questa indipendenza ad un numero di sì indecorose ed insopportabili restrizioni da farla somigliare ad un vero vassallaggio, più che ad altro. Flagrante violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli fu, finalmente, quella conferenza africana di Berlino (1885) che nei suoi atti dispose della sorte e dei territorî degli infelici popoli dell'Africa, come di una cosa qualunque priva di padroni.

Se un popolo deve costituire una unione politica con questo o con quell'altro popolo, non sono, no, i congressi internazionali che hanno il diritto di decretarlo. Ciò deve essere assolutamente decretato dal consenso di quei popoli che quella unione politica hanno veramente in animo di formare. Padronissimi sempre i congressi internazionali di ricercare e consacrare in un trattato tutte quelle condizioni a cui i popoli debbono assolutamente obbedire, perchè ogni possibile loro unione politica possa rivestire il vero carattere di legittimità. Padronissimi ancora di adoperare la forza contro qualsiasi popolo che osasse menomamente ribellarsi a quelle condizioni. Ma essi, i congressi internazionali, nessun diritto hanno d'imporre ad un popolo l'unione politica con un qualsiasi altro popolo.

Un trattato che violi menomamente l'indipendenza di un popolo, qualunque sia per essere la forza e la potenza degli Stati che l'hanno deliberato, non merita, no, il titolo e la dignità di legge internazionale, come molti si affaticano a sostenere; alla stessa guisa che non meriterebbe il nome di vera legge civile quel codice che contenesse le più aperte violazioni contro i diritti civili dell'uomo; nè di legge costituzionale l'*ukase* con cui un despota qualunque annientasse i diritti politici dei cittadini. Quindi esso nessuna autorità ha di esigere il riconoscimento ed il rispetto da parte di quei popoli la cui indipendenza sia stata apertamente oltraggiata. Quale grande ingiuria non sarebbe per i diritti civili dell'uomo quel codice in cui fossero tassativamente imposti i

nomi delle donne con cui l'uomo potesse soltanto contrarre matrimonio, di quelle persone con cui esso potesse soltanto stipulare dei contratti, di quelle persone in cui favore esso potesse soltanto disporre del proprio patrimonio, o i nomi di quei generi di coltura che esso potesse soltanto adottare nei proprî campi? Quale grande ingiuria non sarebbe per i diritti individuali dell'uomo quell'*ukase* di un despota, in cui venisse imposta la religione a cui soltanto l'uomo potesse esprimere il proprio culto, in cui venisse impedita la libertà di riunioni ed associazioni, la libertà di stampa, il diritto di avere dei rappresentanti, o, dove questo non fosse apparentemente distrutto, venissero imposti i nomi di quelle persone che fosse soltanto lecito potere eleggere? Ebbene: egualmente ingiurioso deve considerarsi per l'indipendenza dei popoli ogni trattato in cui, senza averne consultato prima la volontà, fosse decretato l'obbligo in un popolo di vivere unito con un altro, negandoglisi così il diritto di decidere se gli convenga meglio vivere separato e con una costituzione propria, o unito con chi credesse meglio poterlo aiutare a sviluppare e conservare i proprî diritti di libertà e d'indipendenza.

2. Ma se noi non ammettiamo quei trattati in cui l'unione politica di più popoli fosse arbitrariamente deliberata da un congresso internazionale invece che dal libero consenso dei popoli medesimi che dovrebbero vivere politicamente uniti; noi, poi, non possiamo fare lieta accoglienza nemmeno a quegli altri trattati che, sebbene acconsentiti dai popoli che dovranno costituire una unione politica, contengano intanto delle disposizioni apertamente violatrici dei diritti d'indipendenza di uno qualunque di essi. Se i primi sono illegittimi e quindi nulli per la mancanza del consenso dei popoli direttamente interessati; i secondi, poi, sono inammissibili, perchè questo consenso adesso, se esiste, riflette però un ordine di diritti eternamente incontrattabili, un ordine di diritti di cui così l'uomo, come ogni aggregazione di uomini, non può liberamente disporre come potrebbe di un campo o di un gregge. Questi diritti sono i diritti d'indipendenza e di dignità, che noi teniamo dalla natura, che sono esclusivamente

personali, che noi non possiamo menomamente disgiungere da noi stessi ed ai quali non possiamo mai rinunziare.

Se qualcuno volesse ricercare attentamente nella storia il numero di quei popoli che volontariamente si siano fatti schiavi di altri popoli, io credo di non esagerare se affermo che esso non ne troverebbe uno. Ed è naturale, perchè l'indipendenza è un diritto universale dell'umanità, un diritto di cui tutti indistintamente i popoli hanno avuto sempre coscienza, qualunque siano per essere i tempi ed i luoghi in cui siano vissuti.

Ma ammettiamo per un solo istante l'assurda ipotesi che un popolo, con un trattato liberamente e spontaneamente acconsentito, si obbligasse di essere schiavo di un altro. Ebbene: un tal trattato dovrebbe considerarsi come originariamente nullo ed insussistente. Imperocchè sono gli atti di ragione non già gli atti di follia che possono legittimamente legare un aggregato non di bestie, ma di esseri eminentemente ragionevoli. Ed atto di follia deve considerarsi quello con cui un popolo non prendesse nessuna cautela contro chi domani impunemente potrebbe oltraggiarlo e distruggerlo. Atto di follia deve considerarsi quello con cui un popolo, assoggettandosi ad un altro, trascurasse di farsi assicurare l'adempimento del fine essenziale di ogni società politica, che quello è appunto di conservare la vita, la libertà, la pace ed il bene di tutti i membri che dovranno comporla.

L'uomo cerca la compagnia del suo simile non per chiudersi la via ad ogni suo miglioramento, ma per ottenere certi fini che rimanendo isolato è pienamente convinto di non poter raggiunger mai. E siccome egli non è mai sicuro dell'aiuto o servizio che, in compenso di un altro suo aiuto o servizio, chiede al suo simile, egli, per assicurarsene, fa ricorso al mezzo del contratto. L'uomo, per sua amara esperienza, sa pur troppo che la tendenza di ogni altro uomo non è che quella di fare il suo proprio tornaconto. Or appunto per impedire che egli possa essere considerato come cosa e non come persona, si è che egli, trattando con ogni altro uomo stipula un contratto. E il contratto invero non è che la guarentigia della libertà individuale dell'uomo. Se l'uomo nel contratto non scorgesse un certo e sicuro

mezzo per assicurarsi i suoi diritti individuali, credete voi che egli sarebbe tanto sciocco e folle da contrarlo? Bisognerebbe soltanto o essersi ingannato o essere alienato di mente per stipulare in un contratto la propria personalità umana. Ed ecco perchè santamente e giustamente le ottime leggi civili dichiarano assolutamente nulli tutti quei contratti in cui siasi fatto menomamente mercato dei diritti inalienabili ed imprescrittibili della libertà e della dignità dell'uomo.

Trasportando questo ragionamento dall'uomo al composto degli uomini, che è il popolo, ognun vede chiaramente che se questo, invece di continuare a vivere assolutamente separato e indipendente, cerca la compagnia di un altro, ciò non fa per star peggio, ma perchè sarà pienamente convinto che da tale compagnia potrà ricavare un miglioramento. Ma ogni popolo, per amara esperienza, sa pur troppo che tutti gli altri popoli hanno la medesima tendenza che si osserva in tutti gli uomini, quella cioè di mirare a fare esclusivamente il proprio tornaconto. Esso quindi, non sarà mai sì sciocco e sì folle, che, presentandosi a quell'altro popolo con cui trova conveniente costituire una unione politica, gli dica: « Eccomi qua, io mi unisco a voi, per fare esclusivamente il comodo vostro. Disponete di me, per ora e per sempre, come disporreste di un branco di pecore. Io vi giuro che mai oserò ribellarmi contro di voi, qualunque siano per essere le ingiurie e le offese con cui voi compenserete la servitù che vi professo ». Egli invece gli terrà sempre questo linguaggio, che è il sol linguaggio della ragione: « Uniamoci, ma a patto che voi rispettiate me come io rispetterò voi ».

Se, dunque, nel mondo sono possibili certi trattati in cui i diritti d'indipendenza di un popolo siano apertamente annientati, ciò non deve ritenersi che accada perchè esistono dei popoli che spontaneamente e liberamente si prestino ad una sì sciocca e folle opera; ma esclusivamente perchè vi sono altri popoli che ve li obbligano colla forza. Ed in verità, i popoli il cui mestiere è quello di spogliare e di usurpare i diritti ed i territorî di altri infelici popoli, come volete che giustifichino in faccia alla folla degli ingenui sì turpi atti, se non affannandosi a far vedere che

questi siano l'effetto della libera volontà degli altri, invece che un prodotto della loro prepotenza?

I trattati, in cui un popolo ha acconsentito alla sua schiavitù, più che atti della propria follia, noi crediamo essere più esatti chiamandoli atti dell'altrui prepotenza.[1] Ma siano essi opera della propria follia o dell'altrui prepotenza, essi in faccia al diritto delle genti non esistono. Imperocchè il diritto delle genti è il protettore dei trattati, guarentigia dei sacri ed inviolabili diritti d'indipendenza dei popoli, non complice dei trattati flagrante violazione dei medesimi diritti.[2]

[1] Nello stato di mente sana e di animo libero e spontaneo, i soli trattati che un popolo acconsente sono quelli in cui la propria condizione morale e materiale venga migliorata, non quelli in cui essa venga a soffrire la benchè menoma lesione.

[2] « I trattati - scrive il Mamiani - recano del sicuro una grande obbligazione morale. E in genere dee giudicarsi che per mutarli sia mestieri il concorrimento o l'accordo di quelle medesime volontà, onde furono compilati e sanciti, e di più che ogni mutazione ed emendazione di essi adempiasi con la minore offesa possibile degli interessi contrari, nè si lascino indietro i convenevoli temperamenti. Aggiungiamo che la fede inverso i trattati dee rimanere integra eziandio quando sopravvengano mutazioni sostanziali all' interno degli Stati. Ma l'obbligazione intrinseca di un trattato proviene dalla sua sostanziale equità e ragionevolezza, e dal suo esattamente conformarsi a tutti i principî, laonde rimosso pure il trattato, l'obbligazione naturale non cesserebbe ». *D'un nuovo diritto europeo*, cap. I, § 4. — « Non v' ha prescrizione nè *patti* che valgano contro la nazionalità dei popoli; perchè la libertà come la vita è uno di quei beni onde Iddio si è riserbato il sovrano dominio ; e perciò non si possono nè *donare*, nè *vendere*, nè *comperare*, nè *cedere*, nè *usucapire* in modo alcuno ». VINCENZO GIOBERTI, *Il gesuita moderno*, tom. V, cap. XXX. — « I trattati sono fonte di obbligazioni tra le genti, ma non possono abolire o distruggere i diritti inalienabili ed essenziali delle nazioni, nè quelli della morale e della giustizia universale ». MANCINI, *Diritto internazionale*, prelezioni, p. 41.

Capitolo IV.

La libertà.

1. Data una moltitudine di individui che dimostrino la ferma e costante volontà di costituire quella unità, quel tutto, quella grande personalità che nei rapporti internazionali prende il nome di Stato, si può secondo il diritto internazionale esigere che la base della organizzazione civile e politica di questo Stato sia assolutamente la *libertà?* Eccoci al punto in cui i confini del diritto costituzionale e del diritto internazionale si determineranno esattamente, eccoci al punto in cui si potrà vedere quale sia veramente il campo legittimo ed inviolabile del diritto costituzionale e quale quello del diritto internazionale. Se da Grozio a Bluntschli il diritto internazionale è rimasto sempre in uno stato di perfetta immobilità, in uno stato di sterile infanzia, ciò non deve attribuirsi ad altro che alla mancanza assoluta dei limiti determinanti il suo vero e legittimo campo. Ora lo si è obbligato ad abbandonare parte del campo proprio, ora ad invadere parte del campo altrui, ma mai gli si sono tracciati quei veri confini dentro cui gli è soltanto permesso ed imposto di esercitare la sua libera e feconda attività. Lo si è arbitrariamente privato di una parte essenzialissima del suo campo, anzi della parte più vitale e più importante, coll'impedirgli d'imporre le condizioni a cui uno Stato nel formarsi e nel mantenersi deve obbedire perchè sia dichiarato legittimo e coll'obbligarlo che si è fatto a riconoscere qualsiasi esistenza di Stati e non già soltanto quegli Stati che per la legittimità del loro fondamento hanno veramente ragione e diritto di esistere. Lo si è poi messo in un campo non suo, tutte le volte che gli si è fatto esigere l'esistenza della libertà come base della organizzazione civile e politica degli Stati legittimi.

Lo scopo del diritto internazionale deve dirsi pienamente raggiunto, i suoi principî debbono considerarsi come perfettamente rispettati, le condizioni da esso richieste sono scrupolosamente adempiute tutte le volte che ci troviamo di fronte ad uno Stato i cui membri dimostrano chiaramente e fermamente la volontà di vivere uniti e di formare un tutto assolutamente distinto da qualsiasi altro Stato. Che poi l'organizzazione civile e politica di uno Stato siffatto abbia per base la libertà o la negazione della libertà dei cittadini che lo compongono, ciò è cosa che non interessa per nulla il diritto internazionale. E che bisogno questo avrebbe d'interessarsene quando nello Stato vi sono non già popoli dei quali l'uno sia forzatamente obbligato a vivere unito coll'altro, ma individui che vogliono assolutamente costituire come un tutto compatto e indissolubile; individui che vogliono fermamente essere un solo popolo, e non più popoli, una unità politica e non più unità politiche? Ma la libertà dei cittadini non è rispettata. E che importa? Ciò è cosa che può riguardare il diritto costituzionale, non già il diritto internazionale. Il diritto internazionale non è della libertà dei cittadini dei singoli Stati che si occupa, ma della indipendenza dei popoli. Ora questa indipendenza non potrà mai considerarsi come violata quando un popolo non dipende da altra volontà che da quella di sè stesso. Uno Stato, dunque, in cui l'unione dei membri che lo compongono sia libera e non forzata, spontanea e non imposta, qualunque sia per essere la sua organizzazione civile e politica, sarà sempre uno Stato perfettamente legittimo secondo il diritto internazionale. Uno Stato in cui i principî dominanti e direttivi siano quelli della più sincera libertà di tutti indistintamente i cittadini che lo compongono, è egualmente legittimo che quello in cui la libertà sia un privilegio di un solo uomo o di una o più classi di uomini. Lo Stato italiano, ad esempio, dove la libertà dei suoi più alti funzionari è un diritto eguale a quello dei suoi più umili cittadini, è legittimo secondo il diritto internazionale alla stessa guisa di uno Stato africano, dello Stato del Marocco, ad esempio, o di uno Stato asiatico, dello Stato della China, dove i principî politici dominanti

si sa da tutti che sono quelli del privilegio da parte dei governanti e della servitù da parte dei governati.

La condizione assolutamente essenziale, anzi indispensabile per il diritto internazionale si è che tutti i membri dello Stato mantengano sempre viva e ferma la volontà di costituire un tutto unito ed indivisibile, senza la più lontana tendenza in uno qualsiasi di essi di volersi separare dall'insieme, di voler provvedere solo ai proprî bisogni particolari, come di volere la repubblica, ad esempio, quando l'insieme vuole la monarchia, o la monarchia quando l'insieme vuole la repubblica, di voler vivere in pace quando l'insieme fa la guerra, o di guerreggiare quando l'insieme vuol vivere in pace.

Data, in tutti i membri componenti uno Stato, la fermissima volontà di mantenersi uniti ed indivisibili, nessuno è nel diritto di dubitare menomamente che le loro istituzioni civili e politiche siano espressione libera e spontanea della loro medesima volontà. Vi è, ad esempio, il principio del privilegio di una o più classi di cittadini e della totale servitù di tutte le altre? Ciò significa che la volontà di tutti i membri componenti lo Stato o almeno della maggioranza è quella del privilegio e della servitù. Vi è, ad esempio, un governo il più dispotico che possa immaginarsi sulla faccia della terra? Ciò significa che la volontà dei membri componenti lo Stato è quella di avere un governo dispotico. In uno Stato in cui tutti i membri che lo compongono non dipendono da altra volontà che da quella di loro stessi, è assolutamente ridicolo il sospettare che tutto ciò che fra loro esiste non esista per loro libera volontà. Quando un popolo dipende esclusivamente dalla propria volontà e non da quella di qualsiasi altro, se mostrasi tollerante verso qualsiasi sua organizzazione civile e politica, ciò significa, e non può significare altro, che egli così vuole. Non volendo così, noi non arriviamo mai a comprendere perchè esso debba tollerarla. Chi l'obbliga, chi lo forza a tollerarla? Nessuno fuori che la sua volontà, perchè da nessuno fuori che dalla sua volontà esso dipende. Se esso tollera ogni sua organizzazione civile e politica, dunque, ciò vuol dire che esso la trova pienamente conforme ai proprî interessi. Non trovandola

conforme ai proprî interessi, esso avrebbe tutti i mezzi a sua disposizione per potersene liberamente ed impunemente disfare. Esso in primo luogo potrebbe disporre del mezzo pacifico delle elezioni politiche. Se poi questo gli fosse stato usurpato da qualche suo tiranno o classe di tiranni, egli avrebbe un altro mezzo a sua completa disposizione, mezzo che nessuna prepotenza di tiranno del mondo è mai forte abbastanza per poterglielo menomamente usurpare. Io intendo parlare del mezzo violento della guerra civile. Se esso, pur essendo libero e pur essendo nel diritto di servirsene sempre, non fa uso nè del primo nè del secondo mezzo per disfarsi della sua organizzazione civile e politica, ciò significa e non può significare altro che la trova regolare ed utile alla sua condizione.

2. « Ma chi non sa – si osserva – che ben di rado i popoli possono da soli riuscire a rintuzzare la prepotenza dei loro oppressori, perchè, di solito, questi dispongono a proprio beneplacito della forza armata del paese ed i favori elargiti procurano ad essi una docile e fedele schiera di settatori pronti ad ogni sbaraglio? » [1]

Nessuna ipotesi più assurda e più arbitraria di questa. È assolutamente inammissibile che la forza armata di un paese si metta a disposizione dell'oppressore di questo stesso paese quando la volontà generale di tutto il paese si dimostri contraria al proprio oppressore. Se la forza armata di un paese è composta di elementi dello stesso paese, come volete che essa sia favorevole ad un governo dispotico quando la volontà generale del paese è assolutamente contraria? Non sarebbe perfettamente contraddittorio ammettere nello stesso tempo una volontà generale di un paese contraria al proprio governo, e una volontà della forza armata di questo paese favorevole? Se la forza armata di un paese mantiensi fedele al proprio governo, ciò significa che coloro che sono contrari a questo governo non rappresentano la volontà generale del paese, ma una piccolissima parte. E se sono una pic-

[1] V. Ercole Vidari, *Del principio d'intervento e di non-intervento;* Milano, 1868, § 4, p. 43.

colissima parte, essi non hanno alcun diritto di pretendere che il governo sia conforme alla loro semplice volontà. Nè la docile e fedele schiera di settatori, costituita coi favori che loro elargisce il governo dispotico, potrà mai ammettersi che abbia tanta forza da mettere tutto un popolo in sbaraglio quando tutto questo popolo sarà veramente contrario. Essa potrà tenere a freno un ristrettissimo numero di cittadini, ma mai tutto un popolo, quando tutto questo popolo mostrasi fermamente contrario al proprio governo. Perchè i settatori di Luigi XVI non impedirono l'assassinio di questo infelicissimo re, quando tutto il popolo francese ne voleva assolutamente la pelle? Perchè i settatori di Carlo X non impedirono la sua espulsione dalla Francia quando il popolo innalzava al trono Luigi Filippo? Perchè i settatori di Luigi Filippo non impedirono la sua caduta quando il popolo francese proclamava la repubblica? Perchè i settatori del terzo Napoleone non impedirono la caduta del suo impero quando il popolo francese proclamava la nuova repubblica? Quando, dunque, un popolo sia assolutamente contrario alla propria forma di governo, non ci sono forze armate o settatori del mondo che possano bastare per vincere e domare la sua invincibile e indomabile volontà. Egli potrà rovesciarla colla massima facilità e col più lieve ed insignificante sacrificio. E come no, se il solo ed il più potente appoggio di qualsiasi forma di governo non è altro che la sua sovrana volontà?

Le potenze straniere, quindi, compierebbero la più flagrante violazione della sovranità di un popolo tutte le volte che, sotto il pretesto di volerlo redimere dal despotismo, l'obbligassero a cambiare qualsiasi forma di governo, la despotica inclusa, a cui esso volontariamente obbedisce. La rivoluzione francese che, sotto il pretesto di propagare le idee di libertà, sottomise quasi tutti i popoli di Europa al suo arbitrario e prepotente impero, fu una permanente violazione dei diritti di sovranità dei popoli. Essa collo imporre ai popoli di Europa una forma di governo, sia pure liberale, ma evidentemente straniera, cadde nei medesimi arbitrî e nelle stesse colpe in cui poco tempo dopo dovea cadere la Santa Alleanza che si credette lecito potere

obbligare i popoli medesimi ad obbedire a governi despotici. Noi crediamo di non esagerare se in fatto di violazione dei diritti di sovranità dei popoli chiamiamo la rivoluzione francese precorritrice della Santa Alleanza. Ed è naturale, perchè la sovranità dei popoli non si viola soltanto quando li si obbliga ad avere il governo despotico invece del liberale, ma anche quando li si forza ad avere il liberale invece del despotico.

Se le potenze straniere vogliono, nei rapporti internazionali, esercitare un'azione veramente benefica e legittima, e non malefica ed arbitraria, esse devono interessarsi della tristissima condizione dei popoli che non sono nel possesso della loro sovranità, non già della condizione di quelli che esercitano liberamente i loro diritti di sovranità. E non sono nel possesso della loro sovranità tutti quei popoli che non appartengono a sè stessi, ma ad altri; tutti quei popoli che, contrariamente alla propria volontà, sono obbligati a vivere dipendenti da altri e non liberi. È quando un popolo dipende dall'altrui volontà e non dalla propria, che qualsiasi organizzazione sociale e politica a cui obbedisce, è organizzazione imposta e non voluta. È soltanto in tal caso che esso è schiavo e non sovrano. Ed è soltanto in tal caso che le potenze straniere possono agire per aiutarlo a liberarsi dallo stato di schiavitù in cui vive, e ad acquistare il libero esercizio dei diritti di sovranità. Obbligare un popolo a cambiare un sistema politico di vita, sia pure il più imperfetto o tirannico che possa immaginarsi, ma volontario e spontaneo, si è assoggettarlo, si è farlo schiavo, si è oltraggiarlo. Aiutare invece un popolo a disfarsi di una organizzazione sia pure la più perfetta e la più sapiente che esista in tutto il mondo, ma imposta e forzata, si è redimerlo, si è renderlo persona, si è farlo rispettare. Ora lo scopo supremo del diritto internazionale, si è la libertà, non la schiavitù dei popoli. Si aiutino, quindi, quelli che sono schiavi ad avere la loro indipendenza. Ma si rispettino quelli che sono nel pieno possesso della loro libertà.

3. In altro nostro lavoro, noi avevamo detto:

« Il popolo russo che volontariamente e spontaneamente obbedisce al feroce ma nazionale despotismo di uno czar, è popolo

libero e indipendente, secondo il diritto internazionale, ecc ». [1] « Ferdinando Borbone, napoletano, in Napoli era assai più straniero che non fosse Alessandro di Battenberg, non bulgaro, in Bulgaria ». [2]

Ercole Vidari in queste nostre affermazioni, con grande aria di trionfo, crede di avere scoperto una vera contraddizione.

« Come? - egli esclama - ma Ferdinando Borbone non era un principe nazionale? Dunque i Napoletani non erano anche essi un popolo libero e indipendente secondo il diritto internazionale? E allora, perchè odiavano e cacciarono Ferdinando? » [3]

Noi non figureremmo di essere in contraddizione se il Vidari avesse fatto seguire alle nostre affermazioni le parole da noi dette per sostenerle. « Il primo (cioè Ferdinando Borbone) - noi soggiungemmo, dopo avere definito Borbone per sovrano straniero e Battenberg per nazionale - più che colla libera e spontanea volontà del popolo delle Due Sicilie, governava coll'appoggio materiale di truppe mercenarie svizzere e coll'appoggio morale dell'Austria. Il secondo (cioè Alessandro di Battenberg) più che coll'arbitraria volontà di questo o quel popolo straniero, governava in Bulgaria colla libera e legittima volontà nazionale del popolo bulgaro ». [4] E se è assolutamente innegabile che Ferdinando Borbone nelle Due Sicilie era un sovrano straniero e non nazionale, perchè imposto dallo straniero e non dal popolo, come, al contrario, Alessandro di Battenberg in Bulgaria era sovrano nazionale e non straniero, perchè libera espressione della volontà del popolo bulgaro e non imposizione dell'arbitrio straniero; il popolo delle Due Sicilie, se lo metta bene in mente il Vidari, era un popolo schiavo, non libero e indipendente. Quindi dicendo noi che « il popolo russo, che volontariamente e spontaneamente obbedisce al feroce ma *nazionale* despotismo di uno czar è popolo libero e indipendente secondo il diritto internazionale », e che

[1] V. Eduardo Cimbali, *Il non-intervento,* libr. I, cap. I, p. 52.

[2] Op. cit., libr. I, cap. IV, p. 75.

[3] Vedi la recensione sul nostro lavoro *Il non-intervento*, pubblicata nel *Filangieri*, anno XIV, num. 1, gennaio 1889, p. 51.

[4] V. Eduardo Cimbali, *Il non-intervento*, lib. I, cap. IV, p. 75.

« Ferdinando Borbone, napoletano, in Napoli era assai più straniero che non fosse Alessandro di Battenberg, non bulgaro, in Bulgaria »; abbiamo affermato un principio di innegabile verità, non ci siamo contraddetti come per diletto fantastica il Vidari. Il despotismo dello czar in Russia è despotismo indigeno, e perciò spontaneo. Il despotismo di Ferdinando Borbone nelle Due Sicilie era straniero, e perciò imposto. Ora là dove v'è despotismo spontaneo, là per noi v'è un popolo indipendente; là dove v'è despotismo imposto, là v'è un popolo schiavo, sempre dal punto di vista del diritto internazionale parlando. Quanto al diritto costituzionale è un altro paio di maniche.

CAPITOLO V.

La civiltà. [1]

1. Se, data una moltitudine d'individui che dimostrino la ferma volontà di costituire unica ed indivisibile personalità politica, non è menomamente richiesto, secondo il diritto internazionale, che la loro organizzazione civile e politica abbia per base la libertà; si può richiedere che il loro sistema di vita interna sia civile e non barbaro, conforme ai veri principî di giustizia naturale e di moralità e non in menoma ribellione con questi principî? Perchè, in altri termini, un popolo goda il diritto d'indipendenza, è necessario che sia *colto*, è necessario che professi e pratichi idee perfettamente virtuose e morali? In breve: i popoli detti barbari hanno diritto a quella stessa indipendenza che godono i popoli detti civili? Quel diritto internazionale che regola e pro-

[1] V. Edoardo Cimbali, *Popoli barbari e popoli civili*, Saggio di diritto internazionale universale, seconda edizione; Roma, fratelli Bocca editori; - *Il non-intervento*, Studio di diritto internazionale universale; Roma, fratelli Bocca editori, lib. IV, capitoli VII e VIII.

tegge i rapporti legittimi della vita dei popoli civili si può applicare ai popoli barbari? Il diritto internazionale deve essere un privilegio dei popoli civili, o un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente i popoli che compongono il mondo?

Ecco una serie d'importantissime e vitali quistioni che finora nessuno ha osato sollevare nel campo della scienza del diritto internazionale [1] o, se sono state sollevate, ciò è stato fatto sì imperfettamente e con una leggierezza e superficialità tali, da accusare negli autori una perfetta ignoranza o un ingiustificabile e colpevole disprezzo dei principî fondamentali del diritto delle genti.

A godere il sacro ed inviolabile diritto di libertà non è menomamente mestieri che si sia Platone o Aristotile, Cicerone o Tacito, Dante Alighieri o Machiavelli, Giordano Bruno o Shakespeare, Emanuele Kant o Gian Giacomo Rousseau: basta soltanto essere uomo.

E bene: a godere il diritto, non meno sacro ed inviolabile d'indipendenza, non è menomamente mestieri, no, che si sia Grecia o Roma, Egitto o Cartagine, Firenze o Venezia, Inghilterra o Francia, Italia o Prussia: basta soltanto essere aggregato di uomini. [2]

[1] « Il mondo civile è ancor piccolo molto ed angusto a comparazione dell'ignorante o guasto, o inselvatichito. E perchè il primo si versa sull'altro ogni giorno più, e già penetra dentro l'Africa, regge gran porzione dell'Asia, travalica la muraglia cinese e si accampa dallato alle torme selvagge dell'ultima Australia, tempo è che gli scrittori definiscano a tenore di scienza il modo di prevalere e maggioreggiare equamente e con rigorosa giustizia in ognuna di quelle contrade. Qualche cosa è già trovato e determinato circa alla naturale preminenza degli ottimi in ogni congregazione politica e circa la tutela dei minori e degli orfani nel diritto privato. Ma ciò che accada di volere e di procurare legittimamente appresso ai popoli barbari ed ai bisognevoli di ogni sussidio e rispettando in essi pur tuttavia la libertà e dignità dell'essere umano, non istimo che alcun sapiente l'abbia insino a qui sottoposto a regole esatte, e insegnato e delineato i principî, il limite e le applicazioni del gius delle genti civili sulle incivili ». TERENZIO MAMIANI, *Dell'ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 8, n. 45.

[2] « Ogni nazione ha diritto di essere indipendente perchè è nazione, non perchè sia colta o incolta; e la storia insegna che forse una nazione, quanto più è nei primi stadî del suo corso civile, tanto più è feroce nel difendere o nel recuperare la sua indipendenza ». SALVAGNOLI, *Della indipendenza d'Italia;* Firenze, 1859, p. 21.

Ammettete nei rapporti della vita degli uomini di ogni data società civile l'obbligo che per esser libero bisogna essere colto, e voi vedrete che la libertà non sarebbe più un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente gli uomini, ma un privilegio di alcuni uomini soltanto. Ammettete nei rapporti della vita dei popoli l'obbligo che per essere indipendente bisogna essere *civile* e voi vedrete che la indipendenza non è più un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente i popoli che compongono la gran società universale, ma un abbominevole privilegio di alcuni popoli soltanto.

Nessuno, che voglia dirsi veramente ossequiente ai principî di libertà, potrà mai ammettere che per essere libero occorra menomamente esser colto. La libertà non potrà mai consistere nell'obbligo di vivere, nella sfera legittima dei proprî diritti, in questo o quel dato modo. Nel forzato adempimento di un tale obbligo vi è la schiavitù, non la libertà dell'uomo. La libertà sta nel diritto di vivere come impone ed ordina la propria spontanea volontà, non già nell'obbligo di vivere come ordina la volontà degli altri.

Se sarebbe ammettere la più flagrante violazione dei diritti di libertà, qualora nei rapporti della vita degli uomini di ogni data società si esigesse il titolo di *sapiente* per essere libero; non sarebbe egualmente ammettere la più flagrante violazione dei diritti d'indipendenza, qualora nei rapporti della vita dei popoli si esigesse il titolo di *civile* per essere indipendente? Come no! Un popolo non è un composto di bestie, ma di uomini. Dunque, come è ingiusto ogni atto con cui si viola la libertà dell'uomo, del pari ingiusto deve considerarsi ogni atto con cui si viola la libertà di un aggregato di uomini. La qualità e il numero delle persone non cangiano la natura dell'azione: l'ingiuria è la medesima, ed uguale è il delitto.

2. Ma se l'indipendenza ridotta ad un semplice privilegio dei popoli civili, e non riconosciuta come diritto comune ed eguale per tutti indistintamente i popoli del mondo, civili e barbari, è arbitrio; vi sono delle ragioni che diano ad un tal fatto l'apparenza se non la realtà di una giustificazione qualsiasi?

Si è sostenuto che i popoli che s'intendono sotto il nome di barbari, considerati nei loro caratteri fisici e morali più essenziali, costituiscano una razza assolutamente separata dai popoli civili; una razza che non ha nessun elemento comune colla razza dei popoli civili; una razza non di veri uomini, ma di esseri al di sotto della specie umana; una razza non di uomini *uomini*, ma di uomini *bruti*.

Il barone di Montesquieu a proposito dei popoli negri disse:

« Qualora mi toccasse a sostenere il diritto che abbiamo avuto di rendere schiavi i negri, ecco ciò che io direi: Quelli dei quali parliamo sono neri dalla testa ai piedi, ed hanno il naso sì schiacciato che è quasi impossibile il compiangerli. Potè uno pensar mai che Dio, il quale è un essere sapientissimo, abbia messa un'anima, e sopratutto un'anima buona, in un corpo tutto nero? Una prova che privi sono i negri del senso comune, si è che fanno più conto di una collana di vetro, che dell'oro stesso, il quale di sì gran momento si è presso le colte nazioni. È impossibile che supponiamo che coloro sieno uomini; imperciocchè, se li supponessimo uomini, si comincerebbe a credere che noi stessi non siamo cristiani ». [1]

Dopo il nome di Montesquieu, mi parrebbe una profanazione citare qui altri scrittori che hanno espresso concetti simili intorno ai popoli diversi da quelli di razza bianca. Basta soltanto constatare che la inevitabile e dolorosissima conseguenza di teorie siffatte non è stata altra, nè poteva essere altra che quella di considerare i popoli di razza opposta a quelli di razza bianca, non già come eguali, ma come inferiori, non già come persone, ma come cose, non già come uomini, ma come bruti. Sicchè non rapporti di libertà, ma rapporti di schiavitù si sono stabiliti sempre fra popoli barbari e popoli civili, fra popoli di razza negra, rossa o gialla, e popoli di razza bianca.

Ma coloro che si affrettarono a pronunziare la più completa separazione fra i popoli di razza bianca e quelli di ogni altra razza, facendo degli uni come una *specie* perfettamente distinta

[1] Montesquieu, *Lo spirito delle leggi*, lib. XV, cap. v.

dagli altri, dovevano ben riflettere che i criterî ai quali informavano le loro teorie erano, più che criterî scientifici, niente altro che criterî di opportunità e di tornaconto. Non si è mai inteso dire che un animale qualunque mediante l'educazione dell'uomo sia arrivato ad apprendere il linguaggio dell'uomo e l'abbia adoperato nei suoi rapporti cogli uomini. Ma nessuno potrà mettere menomamente in dubbio, invece, che i popoli di razza opposta alla bianca abbiano non solo un linguaggio proprio, di cui si servono nei rapporti fra loro, ma anche la capacità di apprendere e parlare speditamente qualsiasi altro linguaggio dei popoli di razza bianca.

Non si è mai inteso dire che dall'unione di un uomo e di una cavalla sia nato un essere qualsiasi. Ma nessuno potrà più mettere in dubbio che dall'unione di un uomo di razza bianca e di una donna di qualsiasi altra razza umana nasca un essere umano. Se la natura ha separato con barriere insormontabili le differenti specie, se le unioni anche tra specie sorelle divengono rapidamente infeconde, essa, in compenso, non ha messo alcun limite alla potenza di riproduzione delle unioni contratte tra le differenti razze di una medesima specie. Essa sembra, al contrario, aver voluto fare dell'incrociamento una condizione di progresso e di perfezionamento. Le razze rimaste pure degenerano o restano stazionarie; i vizî ereditarî vi si trasmettono, aggravandosi. Con l'incrociamento al contrario i difetti spariscono, le qualità si sviluppano o si moltiplicano. Nè si dica più che i matrimonî tra mulatti siano sterili. Questa asserzione è falsa. Vi sono delle popolazioni considerevoli tutte composte di sangue mescolato e che intanto sussistono da lungo tempo. Il Messico, San Domingo, il Brasile ce ne danno l'esempio più evidente.

Or se questi fatti sono innegabili, come può aversi il coraggio di separare i popoli di razza bianca dai popoli di razze opposte, e di considerarli non come unica specie, ma come più specie separate? Dobbiamo separarli perchè gli uni hanno un colore e gli altri ne posseggono uno diverso? Ma il colore è l'impronta del clima, non il segno distintivo di una specie. « L'uomo bianco in Europa, nero in Africa, giallo in Asia, rosso

in America - disse Buffon - non è che il medesimo uomo tinto dal colore del clima ».

Dobbiamo separarli perchè gli uni hanno il naso aquilino e gli altri schiacciato? Perchè gli uni non hanno le labbra grosse, i capelli ricci, l'angolo facciale depresso, l'osso del tallone sporgente, e gli altri perchè posseggono simili segni? Ma allora fra i popoli della stessa razza bianca dovremmo mettere fuori della specie umana tutti quegli individui che hanno nel modo più evidente le labbra grosse, i capelli ricci, l'angolo facciale depresso e non rare volte anche l'osso del tallone sporgente, imperocchè nessuno può negare che anche fra i popoli della razza bianca vi sieno degli uomini nati con simili segni.

Dobbiamo separarli perchè gli uni hanno le facoltà mentali sviluppatissime e gli altri non le hanno? Ma allora nei tempi antichi bisognerebbe considerare come esseri non costituenti la specie umana tutti quei popoli barbari o rozzi della Gallia, della Spagna, della Germania, dell'Inghilterra e di tante altre contrade sopra le quali Roma portò le sue armi distruttrici. E nei tempi nostri bisognerebbe ancora mettere fuori la specie umana tutte le classi plebee esistenti presso ogni popolo di razza bianca, perchè nessuno potrà mai affermare che le facoltà mentali delle classi plebee sieno dello stesso grado di sviluppo delle classi colte.

Non i caratteri fisici e morali puramente accidentali, dunque, sono il criterio per ben determinare se certe classi d'individui debbano entrare a far parte o no di una data specie, ma i caratteri fisici e morali incontrastabilmente permanenti. Ora fra gli uomini, qualunque sieno per essere le *varietà* che essi possano rappresentare per le differenze di razza, di clima, di linguaggio, alle quali si aggiungono ancora la grandezza delle distanze e la difficoltà delle comunicazioni, esistono certi comuni e permanenti caratteri che fanno di tutti essi una grande ed indistruttibile *unità*. Questi caratteri sono la *generazione* e l'*intelligenza*. [1] Generazione che quando ha luogo tra uomini

[1] Vedi P. J. Buchez, *Traité de politique et de science sociale*, vol. I, lib. II, cap. IV, § 32, pp. 88 e seg. — Quatrefages, *De l'unité de l'espèce humaine*. — Hollard, *De l'homme et de races humaines*.

di varie razze può produrvi una nuova e distinta razza, ma che concorre sempre ed invariabilmente a perpetuare la specie umana. Intelligenza poi che convenientemente ed abilmente coltivata è capace di trasformare completamente linguaggi, religioni, costumi, pregiudizî, governi e farvi di una razza di uomini la più barbara un popolo perfettamente civile, e di uomini appartenenti alle più disparate ed opposte razze un nuovo popolo prospero e glorioso. Qualunque sia per essere dunque la razza a cui appartengono, gli uomini sono tutti di natura essenzialmente identica. Caucasi, Etiopi o Mongoli, essi sono tutti una parte integrante o meglio una delle forme dell'umanità: l'intelletto e la libertà animano quegli involucri che sembrano a noi bianchi sì difformi o sì singolari. Il dito di Dio è anche improntato su quelle fronti depresse, su quei peli colorati.

La teorica che ha considerato i popoli di razza opposta a quella bianca come una razza non appartenente alla specie umana, è teorica di egoismo e di tornaconto, teorica inventata per giustificare gli atti esecrandi di spogliazione, di sterminî e di servitù che la sanguinaria civiltà europea ha consumato contro infelici popoli che non hanno avuto altro torto che quello di essere deboli; ma essa non è una teorica scientifica. È una teorica buona soltanto per far conoscere la natura ferina dell'uomo detto *civile*. Ma essa non ha nessun fondamento di verità.

Il trattare gli uomini detti di razza inferiore da bestie e non da uomini, come la barbarie della razza bianca ha fatto pel passato, e pur troppo seguita a fare ancora nel presente, sotto il pretesto sfruttato e sfatato che essi non appartengano alla specie umana, è delitto di lesa umanità che la scienza del diritto internazionale condanna e riprova inesorabilmente.

3. Ma se i popoli detti di razza superiore hanno l'assoluto dovere di rispettare i diritti d'indipendenza dei popoli detti di razza inferiore, perchè anche questi sono parte integrante della specie umana, possono essi limitare ed anche sopprimere addirittura questi diritti sotto il pretesto – singolarissimo pretesto! – che essi nella qualità di più *colti*, di più *civili*, hanno il potere di dirozzare ed incivilire quelli che sono incolti?

Qualunque scrittore di scienze politiche, sociali, economiche e, quel che più monta, anche giuridiche riscontriate, voi osserverete che sono ben rari quelli che osino spendere almeno una parola per negare nel modo più assoluto e reciso una sì arbitraria e despotica pretesa. Quasi tutti sono d'accordo nel concetto che i popoli detti civili hanno il diritto di dominare e governare i popoli detti barbari. [1]

Noi prima di rispondere a quella dimanda vogliamo farcene un'altra, che formuliamo in questi termini: Dante Alighieri - dimandiamo - per il sol fatto che era quell'altissima ed universale mente che tutto il mondo ha riconosciuto, avrebbe avuto il diritto d'imporre la propria volontà ad un misero mortale qualunque, di togliergli l'esercizio delle sue naturali facoltà e di disporne come a lui fosse piaciuto?

[1] Secondo Bacone « Una nazione civilizzata (*civilis*) ha il diritto di estendere colle armi la sua influenza ed il suo impero su di un popolo che non lo è; delle aggregazioni di uomini ancora idiote e brutali hanno bisogno di essere corrette e raddrizzate dalle nazioni veramente costituite ». Vedi il piccolo scritto *De bello sacro*. — « Non voglio anche negare - scrisse il Gioberti - che per un certo tempo una nazione possa obbedire ad un'altra senza proprio danno, anzi con frutto. Ma ciò accade solamente quando il popolo dominante è assai più colto dell'altro, e la dominazione in sua mano è una specie di tutela e di tirocinio. Tale è sostanzialmente l'imperiato dei popoli civili sui barbari, degli antichi Romani su molte nazioni conquistate da loro e dell'Europa moderna sul rimanente del mondo. Esso è legittimo e utile nella sua radice, come è legittima e profittevole l'autorità degli uomini adulti sui pargoli, e dei savi sugl'imbecilli ». *Della nazionalità in proposito di un'operetta del P. Luigi Taparelli d'Azeglio* nell'opera *Il gesuita moderno*, Losanna, 1847, t. V, cap. XXX. — « Le nazionalità incipienti e rozze - scrisse il Carutti - possono talvolta non sentire il bisogno della propria signoria, ed allora il protettorato ed anche il reggimento di una nazione più inoltrata e provetta può dirsi legittimo perchè non offende il diritto della minore vassalla ». *Dei principî del governo libero*, lib. III, cap. I. — « I popoli padri, primogeniti, più saggi, per la tutela di che sono incaricati, hanno il diritto d'intrigarsi negli affari dei popoli fanciulli per insegnar loro a ben regolarsi, e di usare a tale uopo anche la forza ». Damiron, *Morale*, t. II, p. 51. — Il Bluntschli scrive: « Lo Stato colonizzatore ha il diritto di estendere la sua sovranità sul territorio occupato dai popoli selvaggi per favorire la civilizzazione e l'estensione della cultura ». *Le droit international codifié*, tradotto da M. C. Lardy, 4ª ediz., art. 280. — Il Calvo afferma lo stesso concetto del Bluntschli: « Quando un paese non appartenente ad alcuno Stato è posseduto da popoli selvaggi o barbari - egli scrive - il diritto della civiltà sembra giustificarne l'occupazione per parte di uno Stato civile col riconoscergli il dovere necessario di estendere il dominio della civiltà ». *Le droit international*, etc., 3ª ediz., t. I, lib. IV, § 214, p. 320. — Il Bovio,

La nostra coscienza di uomo libero ci risponde che no. La grandezza di mente e di cultura che un uomo può possedere gl'impone l'obbligo di essere più scrupolosamente rispettoso dei naturali diritti degli altri, non gli dà l'arbitrio di farsene violatore. Se l'apparizione degli uomini di genio dovesse produrre per conseguenza la violazione dei diritti di libertà degli uomini ordinari e comuni, che sono la gran maggioranza, meglio che non sorgessero mai, perchè sorgendo essi sarebbero il flagello, non la felicità della specie umana. Meglio mille volte ignoranti, ma liberi, che colti, ma schiavi. La felicità dell'uomo è nella ignoranza *libera*, non nella cultura *forzata*. Paragonate l'indigeno d'America anteriore alla feroce conquista dell'europeo coll'indigeno posteriore a questa conquista e poi ditemi se la felicità era nel secondo e non nel primo. Interrogate l'animo

ad una scienza che non può essere sicuramente mai quella del diritto internazionale, fa dire: « 1º Non vi essendo un diritto all'ignoranza, come non c'è alla delinquenza, non vi può essere dunque un diritto della barbarie. *La razza civile deve ad ogni costo e modo ingentilire o eliminare* (?) *le razze selvatiche*; 2º La razza migliore è destinata dalla legge selettiva dove a trasformare in meglio, *dove a disperdere le razze inferiori* (??); 3º Questo espandersi dove rapido e dove lento ma continuo della razza migliore, costituisce la storia della civiltà (?), cioè il farsi universale della storia; 4º L'espandersi degli Stati incivilitori è l'espressione del genio storico rivelantesi nei grandi condottieri e nelle grandi nazioni. Togliete la ragione di espansione agli Stati, ed Alessandro, Cesare, Carlomagno, Napoleone I diventano illustri masnadieri, complici Grecia, Roma, Francia, ecc., e il secolo XIX sarebbe innominabile, perchè l'umanità sarebbe ancora preistorica ». *Il diritto pubblico e le razze umane;* Napoli, 1887, pp. 5 e seg. — Il MANCINI, nella qualità di ministro degli affari esteri. non si peritò di dichiarare alla Camera dei deputati che egli faceva propria la infelice ed antiscientifica espressione del BOVIO: « Non può esistere un diritto della barbarie come non esiste un diritto della ignoranza ». Vedi *Atti parlamentari*, sedute dei 17 e 18 marzo 1885. — « È l'attitudine delle nazioni più progredite ad elevare le meno civili, ad insegnar loro il lavoro agricolo, industriale e commerciale, a comunicare loro gli strumenti e le forze intellettuali, morali ed economiche della civiltà, a dar loro leggi e tribunali più retti, religione e costumi più umani, come ad esempio, la soppressione del commercio degli schiavi, tutto quello che abbiamo visto essersi cominciato a vedere per opera nostra a Massaua, che eleva moralmente e giustifica il loro dominio. In altre brevi parole gli è il *pacisque imponere mores* di Virgilio che abbiamo esaminato altra volta, la diffusione del diritto, della civiltà, dell'umanità delle nazioni più progredite, che rende benefici e giustifica i dominî extranazionali nei paesi e sulle genti meno civili ». LUIGI PALMA, *Il diritto di acquistare e di mantenere dei dominî extranazionali*, nella *Rassegna di scienze sociali e politiche*, 15 marzo 1887.

dell'algerino posteriore alla conquista francese e vedrete che egli vi risponderà di essere il più infelice uomo di questa terra. Ed è naturale! L'indigeno americano e l'algerino anteriori all'epoca della conquista straniera, di cui furono innocenti vittime, erano liberissimi e padroni di sè stessi, e quindi felici. Quelli posteriori alla conquista, invece, furono ridotti nello stato della più abbietta schiavitù. Ora nello stato di schiavitù, sia pure imposto sotto il singolarissimo pretesto d'incivilire, vi possono essere rimpianti per la perduta libertà, lotte sanguinose e disperate per riacquistarla. Ma è ridicolo parlare di felicità.

Gli uomini di genio non sono tali quando ce lo dicono essi colla loro bocca, ma quando lo dichiarano e lo riconoscono gli altri. Ora ammettendo la strana teoria che l'uomo di genio debba far valere la propria volontà per il sol fatto che è uomo di genio e non perchè gli altri gli riconoscano e gli diano il potere di farla valere, chi non vede che ogni uomo perderebbe il sacro ed immutabile diritto della libertà di giudicare? Chi non vede, ammettendo una sì tirannica teorica, che ogni uomo non sarebbe più padrone di scegliere quelli su cui deve riporre tutta la sua fiducia, e dai quali deve essere diretto e governato tanto negli affari suoi privati, quanto in quelli di ordine politico? Come non accorgersi che l'uomo verrebbe obbligato ad obbedire in tutti gli atti della sua vita ad una specie di uomini predestinati e non ad uomini a cui la propria coscienza gl'impone soltanto di obbedire? E se cotali uomini predestinati, cotali uomini grandi per bocca propria e non per bocca degli altri, riuscissero ad essere una massa di tiranni e di ladri, chi non vede che anche in tale ipotesi occorrerebbe obbedire alla loro volontà? Chi non vede che in un tale ordine di idee, alla medioevale teorica del diritto di certi uomini a governare per volontà di Dio, verrebbe a sostituirsi quella del diritto di certi altri individui a governare per volontà propria? Secondo i principî della vera e non equivoca libertà, l'uomo di governo non è l'espressione nè della volontà di Dio, nè della volontà propria, ma della volontà degli uomini che è chiamato a governare.

Se nei rapporti della vita degli uomini d'ogni data società, adunque, è cosa assolutamente ridicola oltre che ingiusta, il pensare, che un uomo abbia il diritto di comandare uno o più altri uomini, per il sol fatto che egli si dica che è grande ed illustre, e non perchè gli altri gli riconoscano tale grandezza e quindi gli accordino essi spontaneamente quel diritto; è cosa egualmente ridicola, oltre che ingiusta, il sol concepire che nei rapporti della vita dei popoli, alcuni di essi debbano comandare tutti gli altri sol perchè essi si proclamino grandi ed illustri, e non perchè gli altri loro riconoscano una tale grandezza e quindi accordino loro un tal diritto.

Qualsiasi popolo del mondo, barbaro o civile, negro o bianco, non ha e non può avere altra aspirazione che il proprio benessere materiale e morale. Ora, in che cosa codesto benessere debba consistere, non è l'arbitrio altrui che è competente a dirlo, ma esclusivamente la propria volontà. Quindi il governo, la cui principale missione si è quella di assicurare il benessere dei popoli, dev'essere il prodotto della volontà propria, non l'imposizione dell'arbitrio altrui. In un governo imposizione dell'arbitrio altrui, vi è il vantaggio personale di coloro nelle cui mani trovasi il governo, non il benessere vero dei governati. Possegga un popolo le qualità più eccellenti, abbia la civiltà più sviluppata, dimostri le attitudini più adatte per governare e incivilire gli altri popoli, ma tutto ciò non gli dà la benchè menoma particella di diritto a comandare in casa degli altri. Se un popolo abbia la sapienza di governare gli altri, non è lui che deve dirlo, ma gli altri. Quindi non è la sua pretesa sapienza che può mai dargli il diritto di governare gli altri, ma la volontà degli altri.

Quando un popolo ha veramente bisogno dell'altrui civiltà, è esso, esso soltanto, che deve invocarla. Invocandola esso – liberamente e spontaneamente, s'intende – significa che può averne bisogno: significa che esso ha riconosciuto che la civiltà di un altro popolo ha un valore. Ma se non la invoca, si deve sempre intendere che esso non sa che farsene dell'altrui civiltà. E se lui non sa che farsene, nessun popolo del mondo ha il diritto d'imporgliela.

« Io lo dirò a grande scandalo dei nostri moderni riformatori, si chiamino pure Licurghi e Carlomagni; se io vedessi un popolo al quale si offrissero istituzioni le più perfette, metafisicamente parlando, e che le rifiutasse per restar fedele a quelle dei suoi padri, *io stimerei questo popolo* e lo vedrei più felice sotto le sue istituzioni difettose che non potrebbe essere sotto tutti i perfezionamenti propostigli ».[1]

4. « Ma i popoli barbari - si dice - non sono capaci di governarsi da sè. Quindi i popoli civili, più che il diritto, hanno il dovere di assumere il loro governo ».

Falsissima la premessa, falsissima la conseguenza. Noi neghiamo nel modo più assoluto che i popoli barbari sieno incapaci a governarsi da sè. Potrà dirsi che essi sieno incapaci a governarsi con questa o quella forma di governo. Ma non potrà

[1] Benjamin Constant, *Cours de politique constitutionnelle*, etc., vol. II, « De l'esprit de conquête », cap. xiii.

« L'obbligazione di prestare un beneficio nel popolo più potente è condizionale - scrive un grande e dimenticato pubblicista italiano - e giudice della condizione è lo stesso popolo bisognoso, il quale è libero, e quindi da niuno deve essere astretto ad accettare un beneficio di cui non abbisogna o vuole far senza. Lede adunque la libertà di una nazione chi, malgrado di essa, vuol farle per forza un beneficio. Nulladimeno ciò leggiamo essersi fatto soventi volte da potentissime nazioni, coprendo bene spesso col nome di beneficenza la loro avarizia ed ambizione, non senza esecrazione di tutti i buoni ». Giovanni Maria Lampredi, *Diritto pubblico universale, ossia diritto di natura e delle genti;* Milano, Silvestri, 1828, vol. III, parte terza, cap. iv. § 3, p. 207. — « Se la dominazione felice e quieta dei forestieri (*civili*) e gli effetti prosperosi e giovevoli al popolo (*barbaro*) sottomesso scusano ed assolvono l'usurpazione, già non la scolpano interamente innanzi al diritto; perchè la forza è giusta e lodevole nel reprimere il male, non nel costringere gli uomini liberi ad accettare ed operare il bene; e, se il mezzo è intrinsecamente illecito, nessuna bontà finale lo raddrizza ed onesta. Nè crediamo possa tornare a ciò sufficiente nemmanco l'apertissimo consentimento dei popoli vinti, o comechessia soggettati, i quali in riguardo del loro desiderio di civiltà e di educazione hanno balìa di cedere non in perpetuo ma solo a tempo e condizionatamente la innata loro libertà e indipendenza. E se il Gentile e il Gravina e altri scrittori autorevoli con tale argomento specioso della propagazione della civiltà procacciarono di prosciogliere da ogni incolpazione le conquiste romane, sieno lodati solo del buon desiderio di lavare da ogni macchia la gloria dei nostri padri ». Terenzio Mamiani, *Dell'ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 8, 45. — « Qual cosa è più degna - esclama il citato scrittore - del recare la civiltà ai barbari e torli dalla salvatichezza e da mille brutture? Ma recare tai beni sulla punta delle aste e coll'opera delle daghe, come piaceva ai

ammettersi mai, che essi sieno incapaci per qualsiasi forma di governo: ciò è smentito dalla più superficiale osservazione, che trova dovunque, anche ne' popoli più primitivi, un governo.[1] Se per un solo istante dovesse ammettersi quell'arbitraria ipotesi, noi saremmo obbligati a riconoscere che là dove la *barbarie* dei popoli civili non s'è ancora imposta, i popoli vivano senza alcun governo. Nel Marocco, nella China, nel Giappone, in tutti quei territorî dove la barbarie europea non ha ancor condotto coi cannoni e colle baionette l'esterminio o la servitù, si dovrebbe ammettere che i popoli vivano senza alcun governo. Gl'indigeni d'America, gl'infelici e sventurati popoli che debbono alla scoperta del loro mondo il loro sterminio, prima che la Spagna vi avesse mandato i suoi masnadieri Cortez e Pizarro, si dovrebbe ammettere che vivessero senza alcun governo. I popoli presso

Romani, questo è incivile e tirannico ». *D'un nuovo diritto europeo*, cap. XII, § 7. — « Nè io so rifinire di meravigliarmi - scrive il gesuita Taparelli - quando leggo nel Damiron che, nella società delle genti, *i popoli padri primogeniti, più saggi*, per la tutela di che sono incaricati, hanno il diritto d'intrigarsi negli affari dei popoli fanciulli, per insegnar loro a ben regolarsi e di usare a tale uopo anche la forza Vorrei sapere dal signor Damiron dove si conferiscono queste patenti di saviezza e dove stanno le fedi di nascita per tal primogenitura! Certamente in quei medesimi archivî o università ove i *grand' uomini* ricevono la missione, e i popoli il comando di credere a codesti inviati celesti. In quanto a me non so vedere preminenze di *diritti* fra nazioni indipendenti: e, se vi è, come non può negarsi, preminenza di *doti*, di *potere*, di *civiltà*, ecc., questa impone bensì ai preminenti il debito di largheggiare per *benevolenza* verso chi ne chiede spontaneamente gli aiuti, ma non conferisce il diritto di *costringere* a chiederli o ad accettarli. Altrimenti dovrem dire che anche fra individui indipendenti il più savio potrà a suo talento costringere il men capace a ricevere educazione; e correrem pericolo, lettor cortese, di trovarci, voi ed io, un bel giorno amendue nuovamente rimessi in collegio da un qualche saccentone della scuola di Damiron, risoluto di renderci grandi uomini al par di lui. Ma lasciamo codesti vaneggiamenti ad una morale di *circostanza* che voleva o animare o giustificare le invasioni di una nazione, lusingandola colla idea di *popolo rigeneratore*, e speriamo che niun popolo giunga mai a sì stolida vanità di credersi quel desso, che, superiore a ogni altro, ebbe la missione superna di reggere a bacchetta noialtri popoli fanciulli ». *Saggio teoretico di diritto naturale*, ecc., vol. II, dissertazione IV, cap. II, art. 1, § 2, n. 1376.

[1] « Anche là ove non vi sia ancora un governo costituito, come ad esempio presso gli Esquimesi, vi sono de' costumi che hanno forza di legge e che regolano la condotta degli individui ». LETOURNEAU, *L'évolution politique dans les diverses races humaines*, Paris, Lecromier et Rabe, 1890, p. 545.

cui Roma portò o l'esterminio o la servitù, prima che fossero stati vittime di sì ingiustificabili delitti, dovrebbe anche ammettersi che vivessero senza alcun governo.

5. Un altro argomento inventato, sempre allo scopo di potere opprimere impunemente i popoli barbari, bisogna combattere.

I popoli barbari – dicono i popoli civili e i loro difensori – non hanno sentimento di libertà. Quindi noi mettendoli sotto la nostra sovranità, nessun loro diritto di libertà, che essi nemmeno sanno cosa significhi, offendiamo. Il sentimento di libertà i popoli barbari l'acquisteranno dopo che saranno stati un certo periodo di tempo sotto la nostra sovranità, ma essi non lo posseggono all'istante in cui noi li conquistiamo. E quel sentimento essi l'acquistano col contatto di noi popoli civili, di noi che siamo organizzati coi principî della libertà, di noi che professiamo ed insegniamo i principî di libertà, di noi che siamo una grande e permanente scuola di libertà Noi, dunque, popoli civili, estendendo il nostro dominio sopra popoli barbari non facciamo altro che ridurli dallo stato di cose, in cui li troviamo, allo stato di persone, in cui li lascieremo. [1] Ora trasformando i popoli da cose in persone, da bestie in uomini, non adempiamo noi un'alta e lodevolissima missione di civiltà?

Bisogna non avere o fingere di non avere il senso della vera e reale conoscenza di uomini e cose, bisogna vivere o fingere di vivere nel mondo della luna, bisogna essere o ingenui o gesuiti, per proclamare e sostenere un cumulo di idee in così aperta e provocante contraddizione coi fatti e cogli avvenimenti

[1] « Quando e dove gl'indigeni si sieno trasformati e ingentiliti – dice il Bovio – danno essi il primo segno della gentilezza, si liberano. volgono contro i conquistatori le medesime armi della civiltà. e si fanno nazione. Così avvenne contro gli Spagnuoli in molte terre di America e così memorabilmente contro gl'Inglesi da quella che è oggi dovunque ammirata e temuta repubblica degli Stati-Uniti, la cui dichiarazione dei diritti (1776) precede di una generazione la famosa dichiarazione francese. Che sarebbe l'America senza l'espansione europea? » *Il diritto pubblico e le razze*, p. 9. — Nessuno esempio - lo diciamo a voce alta e con quanta forza noi possediamo - nessuno esempio, dico, è invocato, in sostegno della tesi di cui ci occupiamo così a sproposito come quello di America. *In America vi è stato esterminio di popoli, non trasformazione, non ingentilimento*. In America, la razza europea si

che ci pone sotto i nostri occhi la storia di tutti i tempi e di tutti i luoghi.

« I popoli barbari non hanno il sentimento della libertà » si dice. Ma in qual fatto della storia voi trovate la conferma di una affermazione così falsa e così arbitraria? Per dirci che i popoli barbari non hanno il sentimento della libertà, voi siete nell'assoluto dovere di citarci un sol caso, almeno, di popoli barbari i quali si sieno lasciati conquistare da popoli civili senza opporre la benchè menoma resistenza. Voi siete nell'assoluto dovere di citarci degli esempi di popoli barbari i quali, dopo essersi lasciata mettere al piede la catena della schiavitù da parte di popoli civili, vuoi perchè in buona fede, vuoi perchè deboli, l'abbiano sopportata tranquillamente e senza compiere uno qualsiasi di tutti quegli atti chè sono più che sufficienti per manifestare il vivo e profondo sentimento della libertà e della indipendenza da ogni influenza straniera. Ma voi ciò non lo potrete fare giammai. E siete nell'assoluta impotenza di farlo perchè la storia di tutti i tempi e di tutti indistintamente i popoli che abitano il mondo è manifestamente contro di voi. I fatti e gli avvenimenti della storia, invece, sono unamini e costanti nel farci conoscere nel modo più chiaro che là, dovunque un popolo di natura la più barbara di questo mondo sia stato menomamente minacciato nei sacri ed inviolabili diritti di libertà e d'indipendenza, esso ha fatto sempre sforzi inauditi per conservarli. E là dove, vuoi per inganno, vuoi per debolezza, un popolo barbaro sia stato assoggettato da un popolo civile, i fatti e gli avvenimenti della storia ci fanno conoscere altresì che esso con insurrezioni permanenti e sanguinosissime ha sempre tentato

è potentemente affermata, non *trasformando* ed *ingentilendo* gl'indigeni, ma *assassinandoli*. In America noi abbiamo avuto la sostituzione di una razza straniera ad una razza indigena, compiuta col ferro e col fuoco, non abbiamo avuto la trasformazione e l'ingentilimento della razza indigena. Se trasformazione ed ingentilimento avesse avuto veramente luogo in America, noi là avremmo dovuto vedere la razza indigena trasformata ed ingentilita, non esterminata. Quelli, dunque, della pretesa trasformazione e ingentilimento di certi popoli, se vogliono che noi prendiamo sul serio le loro idee, ci debbono recare esempi di popoli veramente trasformati e ingentiliti, non di popoli, a grande sciagura dell'umanità, esterminati.

di ricuperare la perduta indipendenza.[1] I popoli barbari che la Grecia, per mezzo del suo Alessandro, ridusse sotto il suo straniero dominio, chi ha mai detto che si fecero conquistare a braccia aperte? I popoli barbari sopra i quali la prepotenza di Roma portò o l'esterminio o la servitù, si fecero forse esterminare o assoggettare rimanendo immobili ed indifferenti? Ma allora la storia di Roma non sarebbe stata quella lunga ed interminabile sequela di guerre spaventevoli e sanguinose che tutti sappiamo. L'esterminio che la barbarie europea portò sopra i popoli barbari del nuovo mondo si compì forse senza che questi vi avessero opposta la benchè menoma resistenza? Ma allora quello esterminio non sarebbe stato necessario. L'Inghilterra - per citare esempi di storia contemporanea - l'Inghilterra, dico, nelle Indie, nelle Antille, a Singapore, al Capo, a Perim, in Egitto; la Francia nel Tonchino, in Algeria, in Tunisi; la Spagna nell'arcipelago delle Canarie, nelle isole di Cuba e di Portorico, nelle Filippine, nelle Marianne; l'Olanda a Giava, a Sumatra, nelle Molucche; il Portogallo a Madera, negli arcipelaghi delle Azzorre, nel regno di Angola, al Macao, nel Timor; l'Italia, sicuro, anche l'Italia, nel mar Rosso; la Germania nel Zanzibarese, esercitano forse il loro dominio in mezzo alle grida di gioia e di giubilo di tutti i popoli da esse governati? Ma allora noi non sapremmo proprio come spiegare gl'incessanti, sanguinosissimi eccidî di cui i popoli civili sono vittime. Noi non sapremmo a che cosa attribuire la necessità di mantenere migliaia e migliaia di soldati accampati sopra i territorî dei popoli barbari conquistati.

[1] « La istoria insegna che forse una nazione, quanto più è nei primi stadî del suo corso civile, tanto più è feroce nel difendere o nel recuperare la sua indipendenza ». SALVAGNOLI, *Della indipendenza d'Italia*, p. 21. — « Non vi ha popolo tanto abbietto il quale possa tollerare con animo indifferente una lunga servitù, se non la senta utile a sè stesso o almeno la veda tale. Ciò pure potrei confermare con parecchi esempi tolti dall'istoria delle repubbliche veneta, genovese e fiorentina, se amassi intrattenermi a lungo intorno a cose che appartengono all'arte politica. Non è questa stessa la cagione che ai nostri tempi tiene in guerra un floritissimo regno di Europa con lontani popoli di America? » GIOVANNI MARIA LAMPREDI, *Diritto pubblico universale, ossia diritto di natura e delle genti*, vol. III, parte terza, cap. I, § 5, p. 144, nota 1.

I popoli barbari non potranno avere un sentimento pronunciato di libertà nei rapporti coi loro liberi e spontanei governi indigeni, governi che essi considerano come tanti dêi o per lo meno come tanti padri, ma essi quel sentimento l'hanno sviluppatissimo nei rapporti con qualsiasi altro popolo del mondo. E questo ci basta per negare nei popoli civili la strana ed arbitraria pretesa di poterli assoggettare impunemente. Qualunque sieno per essere i sentimenti di un popolo barbaro nei rapporti col proprio governo, quando esso dimostra la ferma volontà di vivere indipendente da qualsiasi altro popolo del mondo, esso ha assoluto ed eterno il diritto di essere rispettato da tutti gli altri. L'assoggettarlo è violare il diritto delle genti, non compiere una missione di civiltà.

6. I costumi e le istituzioni politiche e sociali dei popoli barbari – si dice ancora – sono in massima parte una flagrante violazione del diritto naturale. Ora chi non si accorge che riconoscendo nei popoli barbari il diritto d'indipendenza, si verrebbe a riconoscere ogni flagrante violazione del diritto naturale istesso? La schiavitù, l'antropofagia, la pirateria, il suicidio delle donne ai funerali dei loro sposi, il sacrificio di uomini e donne sull'altare di dêi falsi e bugiardi, la poligamia e tante altre barbare usanze, chi non vede che sieno tante manifeste violazioni del diritto naturale? Si debbono rispettare in omaggio ad un falso ed esagerato diritto d'indipendenza? Ma superiore al diritto d'indipendenza c'è il diritto naturale che è interesse di ognuno e di tutti mantenere assolutamente inviolato.

Questa eterna e difficilissima questione delle violazioni del diritto naturale in cui uno o più popoli potranno incorrere, è assolutamente impossibile risolverla colla simultanea soddisfazione delle legittime esigenze dei diritti d'indipendenza di ogni popolo e dei diritti dell'umanità, se, come pur troppo da Grozio a Bluntschli nessuno ha fatto ancora, non si stabilirà una distinzione di vitalissima importanza. La distinzione è questa. *Altro* – secondo noi – *è il diritto naturale interno di ogni dato popolo, altro il diritto naturale internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra.*

Che è il diritto naturale interno di ogni dato popolo? Che è il diritto naturale internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra?

Quell'insieme di principî di ragione e di giustizia destinati a garantire la libertà individuale dell'uomo da qualsiasi attentato di tutti gli altri uomini coi quali forma una spontanea associazione politica e del proprio governo, è ciò che costituisce il diritto naturale interno di un popolo. L'insieme, poi, di principî di ragione e di giustizia destinati a garantire l'indipendenza di ogni popolo dagli attentati di tutti gli altri popoli è ciò che costituisce il nostro diritto naturale internazionale.

Data tale distinzione, ognun vede che la conseguenza assoluta ed inevitabile che ne deriva è questa: altro sono le violazioni del diritto naturale interno di ogni popolo, altro le violazioni del diritto naturale internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra.

Si hanno violazioni del diritto naturale interno di un popolo quando il governo viola o permette che si violino impunemente i naturali diritti di libertà di una o più classi di uomini formanti fra di loro uno Stato. Si hanno, al contrario, violazioni del diritto naturale internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra, quando un popolo viola o permette che si violino impunemente i naturali diritti d'indipendenza di qualsiasi altro popolo della terra.

Guardate la condizione della Russia e guardate la condizione della Polonia. Nella Russia voi avete la violazione del diritto naturale interno del popolo russo, imperocchè il governo, o, meglio, il partito nelle cui mani è il governo, nega a tutti gli altri partiti i naturali diritti delle libertà politiche. Nella Polonia avete, al contrario, la violazione più flagrante ed aperta del naturale diritto internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra, imperocchè in essa abbiamo la violazione dei diritti d'indipendenza di un popolo.

Guardate l'Algeria e guardate il Marocco. Nell'Algeria, dove esiste un governo negazione assoluta dei naturali diritti d'indipendenza di tutto il popolo algerino, voi avete una violazione

flagrante del naturale diritto internazionale di tutti indistintamente i popoli della terra. Nel Marocco, dove esiste un governo negazione assoluta dei naturali diritti di libertà di più classi degli uomini componenti il popolo marocchino, voi avete, al contrario, la violazione del diritto naturale interno dello stesso popolo.

Stabilita questa assolutamente vitale e decisiva distinzione, le conseguenze che nel campo del diritto internazionale essa produce sono evidentissime. Se è giusto e santo muovere guerra a qualsiasi popolo i cui costumi e le cui istituzioni offendono menomamente il diritto naturale internazionale; è ingiusto fare guerra a qualsiasi popolo, i cui costumi e le cui istituzioni offendono semplicemente il proprio diritto naturale interno. Se è giusto e santo muovere guerra alla Russia che viola i naturali diritti d'indipendenza del popolo polacco, sarebbe ingiusto fare guerra alla stessa Russia, perchè il governo dello czar viola i naturali diritti di libertà di molte classi degli uomini componenti il vero popolo russo. Se giusto sarebbe far guerra alla Francia che viola l'indipendenza del popolo algerino, ingiusto sarebbe far guerra al governo del Marocco che viola la libertà di alcune classi degli uomini costituenti il popolo marocchino.

Il diritto naturale internazionale non è dei diritti naturali dei cittadini dei singoli Stati che si preoccupa menomamente. Il suo unico e supremo pensiero sono, al contrario, i naturali diritti d'indipendenza di tutti indistintamente i popoli della terra. L'indipendenza dei popoli, non la libertà degli uomini costituenti i varî popoli, è l'unica e vera aspirazione del diritto internazionale. La libertà dei cittadini costituenti i varî popoli è il campo del diritto naturale interno dei varî popoli, non il campo del diritto naturale internazionale di tutti i popoli. Quindi, chi deve pensare a far sì che la libertà di tutti indistintamente i cittadini costituenti un dato popolo non venga violata ma rispettata, è il diritto costituzionale, non il diritto internazionale. Obbligare il diritto internazionale ad interessarsi menomamente delle violazioni che i membri costituenti un dato popolo compiono contro il loro diritto naturale interno, ciò è obbligarlo ad usurpare un campo

non proprio, ciò è confonderlo col diritto naturale interno d'ogni paese, ciò è farlo violatore non protettore della indipendenza dei popoli.

Fra gli scrittori antichi di diritto delle genti, errò, secondo noi, l'altissimo intelletto di Ugone Grozio,[1] quando esso fra i giusti motivi di guerra incluse, oltre che le violazioni del diritto naturale internazionale, anche le violazioni del diritto naturale interno dei varî paesi. Si può essere di accordo con Grozio quando egli si fa sostenitore della guerra contro tutti quei popoli « che fanno il mestiere di pirata e di corsaro ». La pirateria, infatti, nessuno può mettere in dubbio che col fatto di togliere ai popoli la libertà di viaggiare sicuramente per quelle grandi vie di comunicazione universale che sono i mari, costituisce una delle più flagranti violazioni del diritto naturale internazionale. Ma non si può essere di accordo con lui quando vuole altresì che si faccia guerra contro quei popoli « che trattano inumanamente i loro padri e le loro madri, come facevano i *Sogdiani*, che li uccidevano, prima che Alessandro il Grande li avesse persuasi a rinunziare a questa usanza barbara », e contro quei popoli « che mangiano carne umana, come facevano gli antichi Galli, presso i quali Ercole fu quello che abolì una tal costumanza ». Per quanto barbari ed inumani possano essere questi delitti contemplati dal Grozio, noi non possiamo fare a meno di dichiararli come delitti di diritto naturale interno e non diritto naturale internazionale. Ora giudici competenti per punire i delitti compiuti contro il diritto naturale interno sono i popoli nel cui territorio si compiono, non già i popoli stranieri che nessuna offesa diretta ricevono da quei delitti.

Fra gli scrittori modernissimi di diritto internazionale, poi, errò anche il Bluntschli, secondo noi, quando in modo assoluto, affermò che la schiavitù esistente nell'interno di un qualsiasi paese sia una istituzione contraria al diritto internazionale.

[1] *Le droit de la guerre et de la paix*, tradotto dal BARBEYRAC, tom. II. lib. II, cap. XX, § 10, 2, 3.

Ecco gli articoli nei quali il Bluntschli formula questa idea:

« 1° Non v'è proprietà dell'uomo sull'uomo. Ogni uomo è una persona, cioè un essere capace di acquistare e di possedere dei diritti;

« 2° Il diritto internazionale non riconosce ad alcuno Stato e ad alcun particolare il diritto di avere degli schiavi;

« 3° Gli schiavi stranieri divengono liberi di pieno diritto mettendo il piede sul suolo di un altro Stato libero, e lo Stato che li riceve è tenuto di fare rispettare la loro libertà;

« 4° Il commercio degli schiavi e i mercati di schiavi non sono tollerati in alcun luogo.

« Gli Stati civilizzati hanno il diritto e il dovere di affrettare la distruzione di cotali abusi ovunque s'incontrino ».[1]

Tutti questi articoli che noi abbiamo voluto riprodurre integralmente, in omaggio alla verità, sono spiegabilissimi in diritto costituzionale, il cui supremo fine si è la guarentigia della libertà personale di tutti indistintamente gli uomini che formano ogni dato popolo, ma essi sono assolutamente inammissibili in diritto internazionale.

Il Bluntschli, negli articoli riprodotti, doveva parlare da *internazionalista*, non da *costituzionalista*. Egli avrebbe parlato da internazionalista se invece di dire: « Non v'è proprietà dell'uomo sull'uomo » o « il diritto internazionale non riconosce ad alcuno Stato e ad alcun particolare il diritto di avere schiavi » o gli « Stati civilizzati hanno il diritto ed il dovere di combattere ogni commercio di schiavi », avesse detto: « non v'è proprietà di popolo sopra un altro popolo » o « il diritto internazionale non riconosce ad alcuno Stato o popolo il diritto d'avere altro Stato o popolo schiavo » o « gli Stati civilizzati hanno il diritto ed il dovere di combattere ogni commercio dei diritti di indipendenza di qualsiasi popolo del mondo ». In questo modo egli avrebbe affermato l'indipendenza dei popoli - il supremo

[1] BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, tradotto dal LARDY, articoli 360, 361, 362, 363.

fine del diritto internazionale. Ma obbligando, invece, il diritto internazionale ad esigere che la libertà di tutti i cittadini componenti i varî popoli sia riconosciuta e garantita dai loro governi, egli gli ha fatto invadere un campo non proprio, egli l'ha confuso miserevolmente col diritto costituzionale, egli l'ha fatto violatore, non protettore dei diritti d'indipendenza dei popoli.

Se, nell'interno di un paese esiste la schiavitù o qualsiasi altra istituzione contraria alla dignità dell'uomo, ciò non è per capriccio, ma perchè essa risponde ad un bisogno assoluto delle varie classi sociali dello stesso paese.[1] Senza un tal bisogno noi non la crederemmo umanamente possibile. Perchè nella Russia ieri esisteva ed oggi non esiste più? Vuol dire che ieri rispondeva ad un bisogno sociale, ed oggi non più. Dunque, dove esiste, se non vuolsi andar contro gli stessi interessi di coloro che la sopportano, bisogna rispettarla. Sopprimendola, quando la volontà di coloro che la esercitano e di coloro che la sopportano è assolutamente contraria, voi non solo non rendereste liberi coloro che credete che sieno schiavi, ma ancora rendereste schiavi coloro stessi che credete che sieno liberi. Non rendereste liberi coloro che sono schiavi, perchè questi verrebbero obbligati ad avere un sentimento che non hanno. Rendereste schiavi coloro che son liberi, perchè voi per far trionfare i vostri pretesi principî di libertà dovreste obbligarli a subire la vostra signoria. Sicchè di un popolo, che prima si governava colla propria volontà, se ne farebbe uno forzato a vivere col-

[1] « La schiavitù e la tratta, per quanto ripugnino al sentimento morale dei popoli civili, e siano in contraddizione con tutte le idee umanitarie del nostro secolo, sono di troppo antica origine e troppo profondamente radicate nelle idee, nel modo di vivere, nei bisogni di una razza di uomini sparsa su tanta parte del mondo, per poterle sopprimere con qualche considerazione filantropica, o efficacemente impedire con alcuni trattati. La schiavitù sotto l'una o sotto l'altra forma è diffusa in quasi tutto Oriente, *ed è naturale conseguenza delle condizioni di quei popoli, del loro stato sociale, della cultura delle terre.* La poligamia, la difficoltà del libero lavoro agricolo, l'idea stessa in cui si tengono alcune occupazioni ed alcuni lavori, e da ultimo la religione, offriranno per lungo tempo ancora ai sostenitori della schiavitù tutto un arsenale di scuse ». ERMANNO DI BARTH, *L'Africa orientale dal Limpopo al paese dei Somali*, traduzione di A. BRUNIALTI; Roma, 1876, cap. XIV, pp. 274 e seg.

l'arbitrio altrui. Ma questa è schiavitù, la peggiore delle schiavitù, perchè imposta, non libertà.

Voi la vera schiavitù l'avete là dove un aggregato di uomini è forzatamente obbligato ad essere unito ad un altro aggregato di uomini, ma mai là dove coloro che formano uno Stato sono uniti per loro spontanea volontà. Qui, qualunque sieno per essere le istituzioni ed i costumi dominanti, avete un popolo indipendente, là avete un popolo padrone ed un popolo schiavo. Ora se veramente vuolsi essere difensori della libertà degli uomini componenti un dato popolo, e non oppositori sotto le falsissime e bugiarde apparenze del contrario, bisogna aiutare a redimersi quei popoli che giacciono sotto l'oppressione di altri popoli, ma lasciare assolutamente indipendenti quelli che non dipendono da altra volontà che dalla propria. Bisogna aiutare la Polonia a liberarsi da' suoi stranieri oppressori, ma lasciare in pace il popolo russo che non dipende da altra volontà che da quella dei Russi. Bisogna aiutare l'Algeria a liberarsi dall'oppressione della Francia, e l'Egitto dall'oppressione dell'Inghilterra, ma bisogna lasciare in pace il Marocco e l'Abissinia che non dipendono da altra volontà che quella dei Marocchini e degli Abissini. Nella indipendenza di un popolo vi è sempre la libertà dell'uomo. È quando quella indipendenza manca che la libertà dell'uomo non esiste. Nella schiavitù del popolo algerino v'è la schiavitù di tutti gli Algerini. Nella indipendenza del popolo marocchino - dite ciò che vi pare in contrario - v'è la libertà di tutti i Marocchini.

7. Ma - si dice ancora - se si è assolutamente obbligati a rispettare l'indipendenza di un popolo, qualunque sieno per essere tutti quei suoi costumi ed istituzioni che se fanno male a sè stesso non offendono menomamente i diritti degli altri, quel rispetto sarebbe una grandissima mostruosità quando implicasse la benchè menoma violazione dei diritti altrui. E si offenderebbero i diritti degli altri quando si pretendesse che gli stranieri appartenenti a Stati civili, andandosi a stabilire nell'interno di territorî abitati da popoli barbari, si sottomettano ai barbari costumi e leggi dominanti in questi ultimi. Non è difficile con-

cedere che i popoli barbari sieno lasciati liberi di obbedire alle loro indigene costumanze. Ma sarebbe enorme che si forzassero ad obbedire alle medesime costumanze cittadini appartenenti a Stati grandemente avanzati nel cammino della civiltà. I popoli civili se non possono esigere che i popoli barbari rinunzino di governarsi coi loro costumi, sono, però, nel pieno diritto di obbligarli a riconoscere che i loro connazionali andandosi a stabilire nel territorio di questi ultimi si governino colle leggi e istituzioni dominanti negli Stati ai quali appartengono. In altri termini, se è giusto ed ammissibile che uno Stato barbaro eserciti la propria giurisdizione sopra i propri sudditi, non è giusto, non è ammissibile che tale giurisdizione si estenda sopra gli stranieri appartenenti a Stati civili. Questi ultimi devono dipendere assolutamente dalla giurisdizione dei loro Stati, che questi esercitano mediante i proprî consoli. [1]

Che un cittadino appartenente ad uno Stato civile possa soffrire immensamente se lo si sforzi ad obbedire ai costumi e alle leggi dominanti nel territorio di quel popolo barbaro, presso cui avrà deciso di stabilirsi, noi non possiamo metterlo in dubbio. Ma in omaggio alla indipendenza che non deve essere un privilegio di questo o quel popolo civile, ma un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente i popoli del globo, barbari e civili, noi neghiamo nel modo più assoluto che un tal cittadino, obbligato a tale obbedienza, venga ad essere menomamente leso nei proprî diritti. Neghiamo quindi, nello Stato dal quale dipenderà il diritto di sottrarlo alla giurisdizione terri-

[1] F. De Martens, dopo aver notato che le grandi Potenze hanno sempre respinto ogni dimanda della Turchia tendente alla soppressione delle giurisdizioni consolari e delle capitolazioni che esistono ancora nel suo territorio e che sono contrarie all'esercizio della sovranità di ogni governo regolare soggiunge: « La giurisdizione dei consoli europei esiste anche in Persia, in China e nel Giappone, perchè questi paesi, alla stessa guisa che l'Impero ottomano, non offrono tutte le garanzie necessarie per la sicurezza vera degli interessi e dei diritti degli stranieri che vi fanno soggiorno. Fino a quando non si saranno realizzati dei cambiamenti essenziali così nelle leggi come nel regime politico e sociale dell'Oriente, gli Stati in quistione non godranno dei diritti appartenenti a tutte le nazioni civilizzate ». *Traité de droit international*, tradotto dal russo da Léo Alfred; Paris, 1883, I, Introduction, VII, pp. 238 e seg.

toriale del popolo barbaro presso cui sarà andato a stabilirsi, e di sottoporlo alla giurisdizione dei proprî consoli.

Il diritto di sovranità che ogni popolo esercita nei limiti interni del proprio legittimo territorio è assoluto. Comunque esso venga esercitato, nessun popolo del mondo può credersi in diritto di opporvi la benchè menoma restrizione. Ogni restrizione si potrebbe comprenderla contro quel popolo che abusasse del proprio diritto di sovranità, e si abusa quando si usurpino i diritti di sovranità di un altro popolo; ma essa sarebbe assolutamente ingiustificabile quando volesse applicarsi contro chi non fa altro che esercitare esclusivamente il proprio diritto di sovranità. Ed esercita appunto il proprio diritto di sovranità, non usurpa menomamente quello degli altri, qualsiasi popolo del mondo, che a tutti indistintamente gli uomini che abitano il proprio territorio impone l'assoluto dovere di obbedire alle proprie leggi. « Ma queste leggi sono barbare ». Barbare - rispondiamo - per lo straniero che va a stabilirvisi, non per gli indigeni che le hanno fatte.

Ogni popolo fa le proprie leggi per star bene lui, non per fare star bene lo straniero. Lo straniero, le leggi per star bene lui può pretenderle nello Stato proprio, non nello Stato degli altri. Nello Stato degli altri è forzatamente obbligato ad obbedire a quelle alle quali gli s'impone obbedire, ma esso nessun diritto ha di pretendere un trattamento secondo la propria civiltà. [1]

[1] « Lo straniero diviene suddito della legge del paese in cui egli va a dimorare, egli è soggetto alla potenza pubblica di questo paese. Questo è un principio di diritto delle genti ammesso presso tutte le nazioni ». MANGIN, *Traité de l'action publique*, I, n. 59. — « Indubitatamente, chiunque entri nel territorio di uno Stato, deve osservare tutte le leggi che hanno per oggetto di tutelare i diritti delle persone, la proprietà, la tranquillità e la salute pubblica. Conseguentemente l'autorità delle leggi rurali e di polizia è riconosciuta come *assoluta* per diritto delle genti. Siano le dette leggi conformi o contrarie a quelle della sua patria, siano più o meno gravose di quelle della maggior parte degli Stati civili, lo straniero non può mai esimersi dall'osservarle ». PASQUALE FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, terza edizione, vol. I, parte spec., partiz. I, libro I, sez. I, cap. IV, 478. — « Ciascuno Stato ha il diritto di vegliare alla propria conservazione, e si è in questo diritto che risiede la sovranità. Or come uno Stato potrebbe conservarsi e mante-

Ma per un individuo avvezzo a vivere sotto le leggi civili del proprio paese, è impossibile adattarsi a quelle del paese barbaro dove vorrà stabilirsi. Non ci vada – rispondiamo – ma, andandovi, è assolutamente obbligato ad adattarvisi. Il popolo che gli accorda l'ospitalità, quindi, è nel pieno diritto di costringerlo a ciò anche colla forza.

Non sarebbe singolare la pretesa di quel *grand' uomo* che, dopo avere ottenuto il permesso di dimorare nella casa di un misero contadino, pretendesse che questi lo trattasse, non come l'infelice tratta sè stesso, ma come la condizione di quel tanto grande uomo esige? E bene: egualmente singolare sembra a noi la pretesa dei popoli civili a mettere sotto la loro speciale giurisdizione quei loro cittadini che ottengono il permesso di dimorare nel territorio posseduto da popoli barbari.

Se i popoli barbari, per un sentimento di generosità che i popoli civili sono incapaci di nutrire, vogliono essi, liberamente e spontaneamente accordare allo straniero il diritto di dipendere dalla giurisdizione del proprio Stato, essi sono padronissimi di farlo. Ma ciò è una loro libera facoltà, non un obbligo. Essi quindi, come sono nel pieno diritto di accordare quel diritto, sono pure nel pieno diritto di negarlo. Essi coll'accordare un tal diritto non sono menomamente obbligati a far ciò per la pretesa civiltà che rappresentano i popoli ai quali appartengono gli stranieri dimoranti nei loro territorî. Essi non debbono fare altro che guardare se ciò sia compatibile o no coi loro esclusivi interessi. Se sì, fanno bene ad accordarlo; se no, fanno anche bene a negarlo.

I popoli civili sopporterebbero che la China o l'Abissinia, il Giappone o il Marocco, mandando una colonia di proprî cit-

nersi se esistessero nel suo seno degli uomini che potessero impunemente infrangere la sua polizia e turbare la sua tranquillità? Il potere sovrano non potrebbe adempiere il fine per il quale esso è stabilito se degli uomini stranieri o nazionali fossero indipendenti da questo potere. *Esso è nulla se non è tutto.* La qualità di straniero non saprebbe essere una eccezione legittima per colui che se ne prevale contro la potenza pubblica che governa il paese nel quale esso risiede. *Abitare il territorio si è sottomettersi alla sovranità* ». PORTALIS, *Code civil suivi de l'exposé des motifs*, t. II, p. 12.

tadini nei loro territorî, pretendessero di mantenerla sotto la propria giurisdizione? Io credo che no. E perchè? Perchè essi considererebbero ciò come incompatibile col loro diritto di sovranità. E se essi non sopporterebbero una simile pretesa, perchè debbono sopportarla i popoli barbari? Forse perchè questi sono barbari? Ma la indipendenza per ogni popolo, come la libertà per ogni uomo, non esiste perchè si è civile, ma perchè si è popolo, perchè si è aggregato di uomini. Quindi bisogna rispettarla presso qualunque popolo, sia civile, sia barbaro.

Là dove esistono le giurisdizioni consolari, i popoli che le hanno accordate liberamente e spontaneamente non sono obbligati a rispettarle in perpetuo, come si potrebbe arbitrariamente sostenere nella teoria e nella pratica del diritto internazionale, ma fino a quando essi crederanno ciò compatibile col diritto della loro indipendenza. Là dove non esistono, poi, i popoli civili non hanno nessunissimo diritto d'imporle colla violenza. Imponendole colla violenza, essi violano il diritto delle genti.

8. Ma - si dice ancora - i popoli barbari non vogliono vivere in rapporto di società con i popoli civili. Quindi, si conchiude, è impossibile estendere ad essi l'azione del diritto internazionale che suppone lo stato di società, non già lo stato d'isolamento fra i popoli. [1]

Noi qui non vogliamo discutere quanta verità ci sia nella affermazione che i popoli barbari non vogliono vivere in rapporto di società coi popoli civili. Ciò sarà argomento che svol-

[1] « L'azione del diritto internazionale - scrive il russo MARTENS - non si estende che alle nazioni che riconoscono i principî fondamentali della civiltà europea e che sono degne del nome di popolo civile. Le condizioni sociali e politiche nelle quali vivono i popoli musulmani e i popoli pagani e selvaggi rendono impossile l'applicazione del diritto internazionale nei rapporti con queste nazioni barbare e mezzo civilizzate. Le relazioni internazionali riposano sull'idea della comunione che non si può immaginare senza la solidarietà degl'interessi e l'analogia delle tendenze tra le nazioni. Ora i paesi musulmani si governano esclusivamente secondo il Corano che è ostile ed intollerante riguardo a tutti i popoli che praticano altre religioni. Quanto ai popoli barbari, essi non solamente non sentono la necessità di rapporti internazionali, ma ancora, abitualmente, essi non hanno una organizzazione sociale che offra della consistenza nè delle frontiere territoriali ben determinate ». *Traité de droit international*, tradotto da LÉO ALFRED in francese, vol. I, Introduz. VII.

geremo in altra occasione. Per adesso ammettiamo che quella osservazione sia vera. E bene, anche in questa ipotesi i popoli barbari hanno diritto al godimento dell'azione protettrice del diritto internazionale goduta dai popoli civili.

L'indipendenza di qualsiasi popolo del mondo, al pari della libertà dell'uomo, non è una arbitraria concessione dello stato sociale, ma un diritto naturale, innato, assoluto. Essa sorge all'istante stesso in cui il popolo sorge, non mai quando il popolo, unendosi ad altri popoli con legami esterni più o meno stretti, forma con essi una società. L'indipendenza, dunque, è un diritto che precede lo stato sociale dei popoli, non lo segue. Se fosse diversamente, uno stato sociale che si stabilisse tra i popoli avrebbe la piena facoltà come di dare così di togliere l'indipendenza dei popoli. Ma allora io non so che utile vi potrebbe essere ad aspirare a che i popoli escano da quello stato d'isolamento in cui vivono attualmente, per entrare nello stato sociale.

Lo stato sociale in cui vive l'uomo forse gli toglie la libertà? Esso lungi dal togliergliela non fa altro che assicurargliela. E ciò perchè? Appunto perchè la libertà dell'uomo, al par della indipendenza di ogni popolo, non è un diritto sociale, ma un diritto naturale, non è un diritto che gli concede lo stato sociale, ma un diritto che gli dà la natura. Quindi ammessa la strana ipotesi che l'uomo fosse vissuto in stato di natura, egli per natura avrebbe avuto diritto al rispetto della sua libertà da parte di qualsiasi altro suo simile. Questa libertà nello stato di natura è vero che non avrebbe quella sicurezza e tutte quelle guarentige che soltanto lo stato sociale può accordare. Ma ciò non toglie mai il fatto che essa per natura sarebbe esistita.

Lo stato d'isolamento, dunque, in cui i popoli barbari vuolsi che vivano, non è, nè potrà concedersi mai che sia una ragione per negar loro il diritto d'indipendenza. Questo diritto essi l'hanno dalla natura non dalla società. Per natura quindi, essi hanno diritto al rispetto più assoluto e scrupoloso della loro indipendenza, anche nello stato d'isolamento in cui vuolsi che vivano.

9. Ma – si dice ancora – i principî di diritto internazionale dominanti presso gli Stati civili non sono nè conosciuti nè accettati dai popoli barbari. Dunque come fare ad estendere a questi l'azione benefica e protettrice del diritto internazionale goduta dai popoli civili? Chi non sa, ad esempio, che gli usi esistenti presso i popoli civili intorno al commercio, alle rappresentanze diplomatiche, alla guerra, ecc. non sono nemmeno conosciuti dai popoli barbari? E, se ciò è evidente, come riconoscerli degni della protezione del diritto internazionale?

Qui bisogna che noi dissipiamo un grande equivoco che concorre potentemente a mantenere il diritto internazionale in quello stato di confusione e d'incertezza che tutti deploriamo. L'equivoco, secondo noi, è che si confonde miserevolmente il diritto internazionale cogli atti che i popoli, secondo lo stesso diritto internazionale, sono nel pieno diritto di fare e non fare; si confonde il campo e la missione del diritto internazionale col campo e la missione della libertà individuale dei popoli.

Il diritto internazionale stabilisce le norme a cui i popoli, esercitando i molteplici atti della loro vita, debbono sottostare, onde la loro mutua indipendenza non venga a soffrire il benchè menomo danno. La libertà individuale dei popoli, poi, è quella che decide se gli atti che non sono impediti dal diritto internazionale è utile ed opportuno che un popolo li faccia o no. Il diritto internazionale non impone ai popoli di fare questo o quell'atto internazionale, ma impone le condizioni a cui essi debbono forzatamente obbedire, quando li vogliano fare, onde la loro scambievole indipendenza non venga menomamente turbata. Così esso non dice ai popoli: fate il commercio, mantenete rapporti diplomatici. Questa è cosa che deve deciderla esclusivamente la libertà individuale dei popoli. Egli dice, al contrario: facendo il commercio, o annodando rapporti diplomatici, non violate menomamente la scambievole indipendenza dei popoli. Chi si è mai sognato che il diritto civile debba dire agli uomini i cui rapporti esso regola: ammogliatevi, acquistate proprietà, disponete di queste vostre proprietà, contrattate? Il diritto civile impone, sì, le condizioni a cui gli uomini sono forzatamente

obbligati ad obbedire, nel compiere dati atti civili, onde la loro scambievole libertà non abbia a soffrire la benchè menoma violazione. Ma esso non può mai imporre di fare questo e quell'atto. Se fosse diversamente, il diritto civile esisterebbe non già per garentire la libertà individuale dell'uomo, ma per violargliela.

Tornando, adunque, alla obbiezione da cui siamo mossi, diciamo, che, se per principî di diritto internazionale dei popoli civili s'intendono quei principî che stabiliscono le condizioni a cui tutti indistintamente i popoli del mondo debbono obbedire nell'esercitare la loro attività, si afferma una grande ed innegabile verità. Ma se per principî di diritto internazionale dei popoli civili s'intende l'obbligo di fare assolutamente atti internazionali che si è nel pieno diritto di fare e non fare, oh allora cotali principî sono la negazione, non l'affermazione del diritto internazionale. Così, ad esempio, se i popoli civili per principî del loro diritto internazionale intendono le norme di ragione e di giustizia a cui tutti indistintamente i popoli del mondo debbono obbedire nell'annodare rapporti di commercio o diplomatici, onde la loro scambievole indipendenza non soffra detrimento alcuno, essi secondo noi hanno perfettamente ragione. Ma se per principî del loro diritto internazionale intendono l'obbligo di annodare forzatamente rapporti di commercio o diplomatici, essi s'ingannano di santa ragione, perchè un tal preteso diritto internazionale sarebbe la negazione, non la guarentigia dei sacri ed inviolabili diritti d'indipendenza dei popoli.

Laonde, se i popoli barbari, dopo avere *liberamente* e *spontaneamente* stipulati trattati di commercio o annodati rapporti diplomatici coi popoli civili, non adempissero i loro obblighi, si avrebbe tutta la ragione del mondo di dire che essi agirebbero in perfetta contraddizione col diritto internazionale. Ma se essi non volessero in verun modo nè stipular trattati di commercio nè annodare rapporti diplomatici coi popoli civili, o se, dopo essere stati obbligati a stipularli e ad annodarli colla *violenza*, vi si ribellassero, allora errano di santa ragione, secondo noi, tutti coloro che vi affermano che quelli agendo in tal modo

andrebbero contro il vero dritto internazionale. Ciò potrà farvi dire che i popoli barbari non sentano nessun bisogno del commercio o dei diplomatici dei popoli civili. Ma non vi dà davvero il diritto di affermare che essi facendo in tal modo ignorino o non ammettano i principî del diritto internazionale. I principî del diritto internazionale li ignorano e non li ammettono i popoli civili, essi che colla violenza pretendono dai popoli barbari atti che soltanto la libera e spontanea volontà di questi può concedere; non già i popoli barbari, che, opponendosi a fare certi atti, non fanno altro che esercitare il loro diritto d'indipendenza.

10. Ma se i popoli civili sono assolutamente obbligati a rispettare il diritto d'indipendenza dei popoli barbari, nulla è ad essi concesso di fare onde questi ultimi si liberino dallo stato di barbarie in cui vivono? Più che il diritto, non hanno essi il dovere d'impiegare una parte della loro attività al miglioramento e alla civilizzazione dei popoli addietro nel cammino del miglioramento e della civilizzazione? Devono godere esclusivamente essi i beneficî ed i vantaggi della loro civiltà, senza far nulla onde gl'infelici popoli, che ne son privi, possano goderli egualmente?

Prima di rispondere a simili dimande, noi ci sentiamo in dovere di fare intorno ad esse alcune considerazioni.

Noi neghiamo nel modo più assoluto che nel mondo vi sieno dei popoli, avanti nel cammino della civiltà, che sentano il bisogno di aiutare a progredire quelli che si trovino addietro. Tanto nei rapporti della vita degli uomini, quanto nei rapporti della vita dei popoli – si dica ciò che si voglia in contrario dagl' ipocriti e dagl'ingenui – la tendenza vera e costante di chi trovasi grandemente progredito in qualsiasi ramo di arte, di scienza e d'industria, non è altra che quella di combattere accanitamente coloro che da sè stessi, spontaneamente, colle loro sole forze siano già progrediti, o che dimostrino la ferma volontà di progredire. Fermiamoci un poco a contemplare i rapporti della vita degli uomini, e noi vediamo che chi ha il primato in un ramo di arte, di scienza e d'industrie s'aombra

terribilmente di ogni altro che coi suoi indefessi lavori e col suo ingegno miri ad offuscarglielo menomamente. Se si fosse ancora nel medioevo, chi non avesse altro torto che quello di andare avanti e di aspirare ad avere l'alta posizione sociale posseduta da altri, pagherebbe un tal torto col sacrifizio della vita. Adesso la vita gliela si lascia. Ma in compenso gliela si avvelena col farlo vittima di un mondo di ostacoli e di persecuzioni. A tal segno che esso o non arriva mai a raggiungere ciò che vuol raggiungere, o se lo raggiunge vi arriva così spossato, così esaurito che non può goderlo felicemente e lungamente.

Ciò che si osserva nei rapporti della vita degli uomini si osserva egualmente nei rapporti della vita dei popoli. Qualsiasi popolo possegga un primato vuoi per commercio, vuoi per industria, vuoi per ricchezza territoriale o morale, ha una invidia profonda contro ogni altro popolo che, sia pure con una politica onesta e giusta, si è già costituita una splendida posizione o è nella via di costituirsela. Ma nei rapporti internazionali si sa che viviamo ancora in pieno medioevo. Dunque, si sa pure che ogni popolo il quale non ha altro torto che quello di essersi costituita una onorevole posizione o di volersela costituire, paga il più delle volte un tal torto o coll'esterminio o colla schiavitù. Cartagine, potenza commerciale di prim'ordine, era sì gelosa di tale sua supremazia che essa, per impedire di perderla, è fama – è Strabone che ce lo dice – che calasse a fondo tutte le navi che si dirigevano verso la Sardegna. E Roma, che della supremazia di Cartagine aveva invidia, allora si reputò soddisfatta quando il *delenda Cartago* di Catone fu un fatto compiuto. Ma Roma non fu soltanto della supremazia di Cartagine che ebbe invidia. Essa invidiava tutte quelle supremazie che impedivano l'affermazione assoluta ed esclusiva della sua. Quindi bisognava distruggerle tutte. Ed ecco che essa muove guerra a tutti quei civilissimi popoli italioti, la cui tristissima fine fu dove l'esterminio, dove la servitù. Ecco che fa guerra a Numanzia ed a Corinto che essa distrugge completamente. Tutte le guerre sostenute dalle città greche tra loro, dalle città dell'Italia medioevale, pur tra loro, dalla Grecia di Alessandro, dalla Francia

di Carlomagno, Carlo VIII, Luigi XII, Francesco I, Luigi XIV, Napoleone I, dalla Spagna di Carlo V e di Filippo II, che altro scopo ebbero se non quello di togliere colla forza delle armi la supremazia a quei popoli che la godevano o d'impedire di averla a quelli che lottavano per averla? Nei nostri tempi, poi, tutte le guerre fatte dalla Francia contro la nazione italiana e quella tedesca, per impedire le loro particolari unità politiche, perchè furono fatte se non perchè essa temeva che queste ultime due nazioni costituendo le loro particolari unità sarebbero venute a toglierle quel primato morale e materiale che essa esercitava in Europa? Il suo tentativo abortito di stabilirsi nel Messico, che altro scopo aveva se non quello di ostacolare il sempre crescente predominio morale esercitato dagli Stati-Uniti nelle due Americhe? E adesso che in Europa il primato è nelle mani della Germania, la pretesa rivincita a cui aspira la Francia, che altro è se non una maschera per nascondere l'ambizione di riacquistare in Europa l'influenza perduta?

Ora se è assolutamente innegabile che la tendenza vera e costante di tutti i popoli civili non è altra che quella di fare aspra e barbara guerra contro qualsiasi altro popolo che spontaneamente e colle proprie forze è progredito o aspira fortemente a progredire; dobbiamo noi essere tanto ingenui da credere che essi possano concepire il più lontano pensiero di aiutare a diventare forti, grandi e civili come loro quei popoli che non sono come essi nè hanno la menoma volontà di diventarlo? Dobbiamo essere davvero tanto ingenui da credere, come gli altri pur fanno, che la Grecia di Alessandro sia andata in Asia, in Africa e presso tanti popoli di Europa per il nobile e generoso pensiero di trasformare ogni popolo in una vera Grecia? e Roma dobbiamo dire che conquistò tutte le parti del mondo da essa conosciuto per fare di tutte queste parti tanti altri imperi romani? Gli Europei andarono in America per fare dei popoli indigeni tanti popoli europei? L'Inghilterra si trova nelle Indie per fare degli Indiani un nuovo popolo inglese? La Francia è in Algeria forse per fare del vero popolo algerino una potenza a sè eguale e rivale?

Noi, al contrario, crediamo fermamente che il principio egoistico della personale utilità e non il principio umanitario del bene altrui è stato sempre ed è ancora la sola cagione per cui i popoli civili degli antichi, medî e moderni tempi sono andati nei territorî dei popoli barbari. La parola civiltà è stata sempre ed è ancora il pretesto, la maschera per nascondere quella cagione.

Se il motivo vero dei rapporti che i popoli civili hanno ambìto di aver sempre coi popoli barbari fosse stato l'interesse di questi, e non il proprio, essi non avrebbero nè assoggettati, nè esterminati i popoli barbari che, per loro grande sciagura, sono stati vittime delle loro visite. Invece a gran disdoro dell'umanità, noi vediamo che tutta la storia dei popoli civili nei loro rapporti coi popoli barbari non è altro che storia di servitù e di esterminî. Storia di servitù o di esterminî fu quella della Grecia e di Roma. Storia di esterminio fu quella della barbarie europea nei suoi rapporti cogli infelici indigeni dell'America. Storia di servitù e di esterminî è quella di Francia in Algeria e d'Inghilterra nelle Indie.

Noi non arriviamo a comprendere - e preghiamo i nostri maestri a volerci illuminare - come sia possibile fare l'interesse e il bene di un popolo rendendolo schiavo o esterminandolo.

Ma, poi, volete una vera prova che il motivo per cui i popoli civili assoggettano i popoli barbari è l'esclusivo loro vantaggio e non il bene di questi ultimi? Leggete, presso i popoli a governi rappresentativi, le discussioni che si riferiscono alle guerre che bisogna intraprendere onde potere assoggettare un popolo barbaro, e voi vedrete che, fra i varî argomenti che si svolgono pro e contro tali guerre, quello che sopra tutti gli altri domina assolutamente ed occupa il principalissimo posto è il principio dell'utilità. Se i governi sono abili a dimostrare questa utilità, la guerra contro il popolo barbaro è decisa. In caso contrario, siatene sicuri, il popolo barbaro sarà lasciato nella sua barbarie, o meglio nella sua indipendenza. [1]

[1] Grande lode merita l'onor. Bonghi, che in mezzo ad una Camera di spiriti igno-

E poi, se presso i popoli civili di tutti i tempi, dalla Grecia e da Roma agli Stati della moderna Europa, ha dominato sempre l'opinione che i popoli barbari sono assolutamente loro inferiori,

rantemente scettici e petulanti ebbe il coraggio di stimmatizzare altamente un sì medioevale sistema. Ecco le sue nobili parole:

« Signori, ho presentato l'interpellanza, ultimo fra tutti, quando dalla formola di quelle che precedevano ho potuto persuadermi che il concetto mio non avrebbe trovato espressione in questa Camera. Ed in realtà, o signori, questo concetto mio, che a me pare di non poca importanza, è diverso da quelli che sono stati espressi nella Camera, sinora. Signori, io vi dirò, al mio solito, una cosa ardita, una cosa la quale nessuno di voi forse si aspetta e che probabilmente una gran parte di coloro che mi ascoltano troverà fuori di luogo, ed è questa: codesta discussione, o meglio codesta esposizione di pensieri sulla quistione africana, a me ha fatto una impressione assai triste. Io ho sentito da tutti quanti gli oratori considerare come cosa fuori di ogni contestazione, come cosa sulla quale non bisognasse nè punto, nè poco neanco fermarci per un momento, che noi avessimo il diritto di conquistare terre nelle quali si suppone che alcune parti della nostra cittadinanza possano vivere meglio che in patria. Lasciando stare il supposto, quello che mi ha fatto meraviglia ed alta meraviglia è questo: *che tutti quanti qui discutono non la quistione del diritto ma la quistione dell'utilità*. Ora io sono vecchio, signori, ma mi ricordo di una giovinezza nella quale avremmo avuto rossore di trattare una qualsiasi questione sotto questo unico punto di vista; mi ricordo di un tempo nel quale tutti quanti si sarebbero posti per prima, anche per solo rispetto di alcuni principî, la quistione: se la politica che proponevano al paese, e nella quale spingevano il governo, fosse non solo utile, ma giusta. E come potete voi pensare, o signori, che sia giusta una politica che si propone per fine la conquista di una parte dell'Abissinia? Vi pare egli civile, o signori, giacchè volete portare la civiltà a popoli meno civili di noi, il portare il diritto della guerra fin là?... Certamente io risico, ripetendo queste cose, di parere semplice affatto, risico di parer semplice dicendo che in questa seconda metà del secolo noi abbiamo fatto un grande regresso, se non rispetto alla scienza, almeno rispetto alla pratica del diritto. Quelle che noi via via siamo andati introducendo nella coscienza nostra e nel diritto sono affermazioni, delle quali qualsiasi persona che si creda adatta a governare il mondo dovrebbe aver vergogna; ed io credo che coloro i quali disprezzano questi principî debbano vergognarsi di sè stessi, perchè sono indietro del tempo in cui vivono. A me ha fatto meraviglia che quel gruppo di considerazioni che si mettono avanti perchè noi usiamo del diritto di colonizzazione e del diritto della guerra, fuori di ogni limite, faccia capo a ciò, che il nemico nostro non si trova oramai in grado da impedirci di occupare quei luoghi che a noi paresse utile di occupare. Ebbene, codesto nostro nemico è morto, ed il diritto di quelle genti, morto il re, resta al paese. I patti o le inimicizie col re morto, non sono patti o inimicizie col paese, del quale è morto il re? Ad ogni modo, poichè il re è morto, e poichè codesto morto è sotterra, e codesto nemico ha combattuto lontano da noi, noi potremmo, senza pericolo e con onor nostro, mandare una parola di lode per quest'uomo, che in fine è morto combattendo per la sua fede e per la patria sua. Sì, o signori, questa generosità noi potremmo usarla senza pericoli e senza rossori ». *Atti parlamentari della Camera dei deputati*, tornata dell'8 maggio 1889.

e, quindi, meritevoli di essere dove assoggettati e dove sterminati, chi non vede quanto sia puerile e grottesco il solo immaginare che essi abbiano potuto avere in mente di elevare questi popoli al loro grado, educandoli ed incivilendoli? Vi siete mai sognato di elevare un asino al grado vostro, mediante l'educazione? Certamente mai. E perchè? Appunto perchè voi avete ritenuto sempre per fermo che l'asino è nato per servirvi, non per essere un vostro eguale. E bene: i popoli civili che hanno portato sempre l'opinione che i popoli barbari sono esseri al di sotto delle bestie, assoggettandoli li hanno trattati peggio che bestie da soma, non da esseri umani, liberi ed eguali a loro. Come gli insegnamenti che l'uomo dà alle bestie da soma hanno lo scopo di farsi servire meglio che sia possibile, e non quello di elevarle al suo grado; così gli insegnamenti che i popoli civili hanno dato sempre ai popoli barbari hanno avuto, sì, lo scopo di poterli sfruttare peggio che bestie, ma mai quello di elevarli al loro grado.

Se i popoli civili avessero avuto il santo e lodevolissimo proposito di civilizzare e non di sfruttare i popoli barbari, si sarebbero presentati da missionari, non da oppressori o sterminatori; da fratelli, non da padroni; da martiri, non da martirizzatori; da difensori, non da violatori della loro indipendenza; da gentiluomini, non da assassini.

La favola, dunque, che i popoli civili, conquistando i popoli barbari, facciano ciò per incivilirli, si metta una buona volta e per sempre da parte. Così, almeno, all'oltraggio di cui i popoli barbari sono permanentemente vittime, non si aggiungerà il dileggio.

Ma ammettiamo, ora, per un solo istante, l'impossibile ipotesi che nel mondo esista qualche popolo il quale abbia veramente in animo di essere utile ai popoli addietro nel cammino della civiltà invece che a sè stesso, di essere un benefattore e non un malfattore, un civilizzatore e non un conquistatore. E bene: i mezzi che in tal caso egli sarebbe assolutamente obbligato ad adoperare dovrebbero essere da cavaliere dell'umanità, non da cavaliere d'industria; da civilizzatore, non da conquista-

tore; da martire, non da martirizzatore. E ciò per due potentissime ragioni, una delle quali riguarda il diritto e la giustizia internazionale, l'altra la stessa causa della civilizzazione che vuolsi affermare.

Il diritto e la giustizia internazionale impongono che i diritti d'indipendenza di qualsiasi popolo del mondo - barbaro o civile - sieno assolutamente e scrupolosamente rispettati. Superiore a qualsiasi civiltà è l'indipendenza dei popoli. Non v'è civiltà del mondo a cui si possa concedere la più lontana violazione dei diritti d'indipendenza di un qualsiasi popolo. La vera civiltà non consiste in altro che nel rispetto assoluto e scrupoloso della indipendenza di tutti indistintamente i popoli del mondo. I veri civilizzatori, quindi, sono quelli che rispettano e fanno rispettare i diritti d'indipendenza di qualsiasi popolo del globo, non già quelli che li violano o permettono che si violino impunemente.

Ma non è soltanto il diritto internazionale quello che si oppone a che i mezzi coi quali s'intenda incivilire un popolo sieno violatori dei diritti d'indipendenza di questo. È anche la civiltà che vuole propagarsi, che si oppone.

Qualunque sia per essere l'obbietto in cui voi farete consistere la civiltà, non sarà poi possibile che essa si propaghi ed affermi colla spogliazione e coll'oppressione del popolo che si voglia incivilire.

In che cosa volete voi farla consistere? Volete farla consistere nella religione? Ma la religione è il sentimento più assolutamente libero e spontaneo che possa esistere negli uomini e nei popoli. Si crede ad una data religione, perchè si è pienamente ed intimamente convinti, non già perchè altri lo imponga. Quindi la propagazione di una religione può essere effetto della persuasione, ma essa non sarà mai l'effetto della imposizione. La persuasione poi della bontà e santità di una religione si forma coll'abnegazione, col sacrificio, colla onestà e colla indipendenza di cui i suoi rappresentanti debbono essere la più perfetta incarnazione, ma mai quando essi non sono altro che oppressori o strumenti di oppressione. Guardate la religione di Cristo nelle

sue origini e nell'epoca del suo massimo sviluppo. Nelle origini, appunto perchè i suoi rappresentanti furono veri martiri, essa fece tutti quei passi giganteschi che tutti sappiamo. Ma quando nel massimo suo sviluppo i suoi rappresentanti da martiri si trasformarono in martirizzatori, allora aveste la Riforma. Se i missionari cristiani inviati nei vasti imperi dell'India non si fossero allontanati dalla virtù che loro era stata inspirata da sì sante intraprese; essi sarebbero pervenuti a fondare il cristianesimo sulle rovine dell'idolatria; ma le loro grandi opere in questa brillante parte del mondo, sì miracolosamente operate dalle loro prime virtù, crollarono per sempre quando questi popoli, da prima sedotti e ben tosto disingannati, scoprirono sotto la maschera di una religione novella tutte le passioni d'invasione, di ambizione e di cupidigia che hanno reso sì celebri nell'India i popoli di Europa. Non sono dunque quei popoli attraenti che hanno resistito all'impero della virtù, ma si è, al contrario, la virtù che è mancata nei suoi predicatori. L'infelice indigeno dell'America conquistata dalla barbarie feroce dello Spagnuolo come volete che avesse accettato la divina religione di Cristo, quando nei suoi ministri non vedeva altro che strumenti delle inaudite oppressioni esercitate contro di esso dal barbaro dominatore? Un indigeno in fin di vita, ad un missionario che gli descriveva il paradiso coi colori più deliziosi onde convertirlo al cristianesimo, chiese: « Ci sono Spagnuoli nel paradiso? » Avutane risposta affermativa, tutto inorridito e spaventato respinse i consigli del missionario e volle morire in seno alla propria religione per non vedere nemmeno al di là degli Spagnuoli. Questo fatto che cosa dimostra se non l'impossibilità assoluta di propagare la religione coll'oppressione del popolo che vuol convertirsi? Come può un popolo il più ignorante di questa terra prendere il menomo interesse per una religione le cui prime manifestazioni non sono altro che la schiavitù e la spogliazione? Quanti e quanti anni è che il Turco, a gran disdoro dell'Europa, si trova stabilito in gran parte del territorio di questa? Colla sua oppressione ha convertito mai un cristiano in Turco? Noi abbiamo avuto Turchi ridotti in cristiani, non casi inversi.

Volete far consistere la civiltà nella filosofia? Ma la filosofia è come la religione. Essa disapprova le armi che si prendono in suo nome e che insanguinano le sue dottrine. La filosofia come la religione vuole estendersi con i beneficî e la persuasione. Essa non si fa mai strada colla spada e non la invoca mai come alleata. Gli Spagnuoli devastando l'America coll'immagine di Cristo ed i Francesi devastando l'Europa coll'immagine della libertà, hanno un ravvicinamento sinistro ed affliggente, e la filosofia si dovette mettere in lutto, come la religione si era messo un velo. Si è preso in prestito il suo nome come la religione ha prestato il suo. Si è invocata l'una, si è attestata l'altra per coprire le brame dell'ambizione e gli attentati della politica. La politica dei governi cattolici è stata sempre d'ingrandirsi, sotto il pretesto di estendere la religione; alla stessa guisa che la politica francese è stata quella di assoggettare i paesi stranieri, sotto il pretesto di estendere la filosofia. L'interesse è stato sempre lo stesso.

Vogliamo far consistere la civiltà nel commercio? Ma il commercio chi non sa che è un atto non di esclusiva utilità di una delle parti che lo esercitano, ma di vantaggio scambievole di tutte? E se questo è il fine del commercio, chi non vede che esso non può avere altro fondamento che la libertà di tutte le parti che lo esercitano? Senza questa libertà in una qualsiasi delle parti, l'atto che venisse a compiersi più che commercio non sarebbe furto? Mi potrete voi mai negare che lo Spagnuolo, forzando gl'infelici indigeni dell'America a ricevere – in scambio di verghe di argento e piastre – rasoi, pur essendo privi di barba, tabacchiere, senza essere usi al tabacco, libri di devozione, pur essendo ignoranti ed illetterati, più che atto di commercio non compiva che atti di spogliazione? E l'Inghilterra che forza la China ad avvelenarsi coll'oppio che essa ruba agli oppressi Indiani, che dobbiamo essere tanto ingenui da dire che fa atto di commercio? Se per commercio, dunque, vuolsi intendere ciò che veramente deve intendersi, cioè il libero scambio dei varî oggetti posseduti dai varî popoli, e non ciò che esso non è, cioè l'usurpazione degli oggetti che uno o più popoli non vo-

gliono scambiare; è, allora, evidente che il solo mezzo con cui esso si afferma e realizza è l'indipendenza ed il rispetto della indipendenza dei popoli coi quali si desidera farlo, non la violenza e l'oppressione.

Vogliamo far consistere la civiltà in date istituzioni civili e politiche? Ma date istituzioni civili e politiche, perchè sieno liberamente accettate da un popolo, bisogna che questo sia nato per esse. E, se non nato per esse, bisogna che vi sia educato. Ora questa educazione egli non potrà mai riceverla nell'oppressione e nella schiavitù. Sostenere l'ipotesi contraria sarebbe come sostenere che, per insegnare a parlare a un bambino, bisognerebbe tagliargli la lingua o per insegnargli a camminare occorrerebbe mettergli le catene ai piedi. Nella oppressione e nella schiavitù un popolo pensa al modo come affermare la propria libertà, l'unico bene che esso apprezza e sospira, non già ad imparare le istituzioni civili e politiche che gli si vogliono insegnare. I barbari ricevettero la civiltà di Roma, non già quando questa fu loro padrona, ma quando furono essi i padroni di lei. I barbari in Roma non vennero, no, colle istituzioni civili e politiche della loro aborrita e vinta padrona, ma coi loro costumi. Le istituzioni civili e politiche di Roma essi le appresero da padroni, non da servi di essa.[1] Ed è naturale, perchè nella servitù dovevano pensare ad affermare la loro libertà, non già a perdere il loro tempo in lavori da scolaro. Gli infelici indigeni d'America preferirono di lasciarsi esterminare anzichè accettare quella pretesa civiltà europea che loro si voleva insegnare coll'oppressione e colla schiavitù. In India, in Algeria e in tanti altri territorî soggetti all'abbominevole e

[1] « Se l'impero è crollato sotto i colpi dei barbari, Roma è sopravvissuta; ella è sopravvissuta nella sua lingua, nelle sue leggi, in tutti quei principi di organizzazione politica ch'essa aveva per la prima fortemente *saisis* ed altamente applicati, insegnando al mondo intiero ciò che è lo Stato, quali ne sono gli attributi ed i diritti. *Essa è sopravvissuta in Italia, in Francia, in Ispagna, e si è sopratutto dopo la caduta dell'impero che Roma è penetrata al di là del Reno e delle Alpi, e vi ha apportato le sue dottrine, come quelle acque che s'infiltrano poco a poco sotto una diga che la loro violenza non aveva potuto rovesciare* ». PELLEGRINO ROSSI, *De l'État*, cap. I, § 5, nelle *Mélanges*, vol. II.

barbaro dominio degli Europei, voi avete popoli sempre pronti a ribellarsi per affermare la loro perduta indipendenza, non scolaretti tutti intenti ad ascoltare gl'insegnamenti di oppressione e di spogliazione di cui sono permanentemente vittime. Là, dove esiste un popolo tutto intento a studiare e ad appropriarsi ed assimilarsi le istituzioni civili e politiche europee, è nel Giappone. Ed è naturale, perchè il popolo del Giappone è indipendente, non servo dell' Europa. Come tale, quindi, ha il tempo e l'opportunità d'incivilirsi. Ma nella schiavitù, nella oppressione come avere il tempo e l'opportunità d'incivilirsi?

Volete far consistere la civiltà nella libertà? Ma Dio buono! i popoli barbari che voi dite di volere liberare hanno la libertà. Sarà una libertà diversa dalla nostra, ma è libertà. La libertà non consiste nell'obbligo di pensarla e di vivere come vogliono gli altri, ma nel diritto di pensare e di vivere secondo la propria volontà. Ora i popoli barbari, qualunque sieno per essere i costumi e le leggi dominanti presso di essi, vivono secondo la loro volontà. Quindi sono liberi. La nostra propaganda armata, dunque, sarebbe propaganda di servitù, non di libertà.

11. Ma, si obbietta: I popoli barbari sono inospitali. Essi respingono inesorabilmente tutti quegli individui che i popoli civili mandano nei loro territorî col generoso, nobile e disinteressato fine di incivilirli. Data questa invincibile loro natura, come poterli mai incivilire? Se non si fanno avvicinare da nessuno, è evidente che dovranno rimanere perennemente barbari. Quindi anche per quei popoli che veramente hanno in animo d'incivilire e non sfruttare e speculare, chi non s'accorge che prima è necessità suprema domar colle armi ogni popolo barbaro che si voglia incivilire?

Rispondiamo, in primo luogo, col negare recisamente che i popoli barbari sieno per natura inospitali. Se ciò fosse vero, voi, o pretesi popoli civili del mondo, a quest' ora non avreste avuta la più lontana conoscenza della esistenza dei popoli detti barbari. Il fatto che voi li conoscete, presuppone già che sia penetrata della gente nei loro territorî, che abbia avuto tutto il comodo e l'agio di studiarli e di farvene rapporto.

I popoli barbari non sono inospitali per natura. Essi divengono inospitali. E chi li fa divenire inospitali siete voi, o pretesi popoli civili del mondo, voi che in essi non volete vedere che dei popoli destinati ad essere vostri schiavi, come Aristotile, negli uomini che non erano sapienti come lui, non voleva vedere altro che *cose* destinate a servire ai bisogni smodati e capricciosi dei sapienti. Essi sono divenuti inospitali quando hanno ben compreso da che razza di principî di civiltà è inspirato il vostro ardente desiderio di conoscerli e venire a loro contatto. Essi hanno pur troppo compreso che farsi conoscere da voi e venire a vostro contatto significa perdita della naturale loro libertà, riducimento allo stato di totale schiavitù in quei territorî ove la Provvidenza col solo fatto di averveli fatti nascere li destinò ad essere padroni. Con questa viva e profonda convinzione che il vostro niente affatto *civile* contegno non fa altro che confermare e radicare sempre più, con questa convinzione, dico, volete che essi sieno ospitali e rispettosi verso di voi? Non vediamo nella civile Europa certe nazioni espellere dai loro territorî quanti stranieri in cui si sospetta di vedere la più immaginaria ed ipotetica minaccia contro la loro sicurezza? I così detti civili Stati-Uniti d'America non hanno barbaramente chiuso il loro territorio alla emigrazione chinese, sotto il pretesto che questa costituirebbe un pericolo per la pace e la prosperità dell' Unione? E volete che i popoli barbari sieno ospitali con voi, quando in voi non veggono altro che barbari e spietati esterminatori della loro naturale indipendenza e volgari e ributtanti usurpatori dei loro legittimi territorî?

No, in tempi normali, in tempi in cui non sospettano di essere menomamente insidiati nella loro naturale e legittima indipendenza, i popoli barbari non sono inospitali. Lo spirito di ospitalità presso di essi è esercitato come cosa sacra e doverosa.

I briganti Cortez e Pizarro, e tutti i loro vili seguaci, fino a quando seppero dissimulare bene il loro vero mestiere presso i popoli indigeni d'America, nei cui territorî essi penetravano, ricevettero onori ed accoglienze divine. Ma quando essi colle loro ribalderie, coi loro assassinî e colle loro spogliazioni

si manifestarono per quel che veramente erano, ah! allora era naturale, che dovunque si presentavano, non incontrassero che aperte ostilità: ostilità che, a grande sventura dell'umanità, pur troppo erano destinate a risolversi sempre in danno della indipendenza e della vita degl' infelici popoli che giustissimamente le esercitavano. L' Italia, per citare un esempio di storia contemporanea e patria nello stesso tempo, fino a quando non sognò mai di farsi conquistatrice, non potè mai dire che l'Abissinia di re Giovanni fosse inospitale verso i suoi figli; tutt' altro. Noi sappiamo che ogni Italiano che andava in Abissinia era bene accetto ed incaricato dei lavori più delicati. A tutti è noto come un miserabile falegname qualunque fosse arrivato al grado di ministro del Negus di quel popolo. Noi sappiamo come fra codesto re barbaro ed il nostro re civile vi fossero dei continui scambi di regali. Ma quando l'Italia commise l'imperdonabile torto di conquistare territorî che non le appartenevano, allora era naturale che gli Abissini vedessero in noi, se non dei nemici aperti, sicuramente degli amici ipocriti. Spiegabilissima quindi la feroce persecuzione di cui tanti illustri nostri viaggiatori furono vittime. In questi gli Abissini non vedevano più dei missionari, degli apostoli, dei civilizzatori, ma delle spie, delle avanguardie di eserciti distruttori della loro indipendenza ed usurpatori dei loro legittimi territorî. Spiegabile quindi il dolorosissimo avvenimento di Dogali, in cui la parte del popolo abissino non è, no, quella di popolo inospitale, ma quella di popolo difensore della propria indipendenza e del proprio territorio.

Ma ammettiamo l'ipotesi che i popoli barbari sieno veramente inospitali. Ebbene, ciò non è mai una buona e giusta ragione per assoggettarli colla forza delle armi. Se essi si dimostrano inospitali con i popoli civili, ciò significa che la presenza di questi nei loro legittimi territorî è più d'incomodo che vantaggiosa per essi; ciò significa che vivono più felici e contenti nel loro isolamento che nel contatto coi popoli civili. Se essi comprendessero che il vivere a contatto, l'essere ospitali coi popoli civili tornasse loro veramente utile e vantaggioso, noi non crederemo mai che si manterebbero in quell' isolamento

ed in quella inospitalità di cui si accusano. I popoli civili dunque di fronte ad un popolo inospitale hanno, sì, il diritto di non fare alcun sacrifizio per togliere un tal popolo dalla infelicità in cui si pretende che viva, ma essi non hanno quello di assoggettarlo sotto il singolarissimo pretesto di avere agio ad incivilirlo. Se poi essi hanno veramente in animo di essere utili ai popoli barbari e inospitali, facciano pure, ma ciò sacrificando sè stessi, non i popoli ai quali dicono di volere essere utili. Quindi essi sono nel pieno diritto di mandare presso i popoli barbari degli individui pronti e risoluti a sfidare qualsiasi pericolo derivante dalla pretesa inospitalità di questi ultimi, pur di persuaderli ad accogliere le idee della loro civiltà, ma essi nessun diritto hanno di mandarvi degli eserciti pronti e risoluti più ad opprimere che a persuadere.

12. Si è detto che certe razze resistono invincibilmente ad ogni civilizzazione; e dopo aver citato come esempio la razza rossa o americana, si è stati solleciti a conchiudere che queste razze imperfette o degradate che la civiltà perseguita e spinge avanti a sè, senza poterle raggiungere mai, sono destinate ad indebolirsi gradatamente e a disparire un giorno dalla faccia del globo, come nel regno animale e nel regno vegetale accade di quelle piante e di quelli animali di cui il naturalista ritrova appena alcuni avanzi nel seno della terra. Si direbbe che questi esseri non fossero che degli abbozzi, i primi saggi di una natura incolta e selvaggia che manifestava la sua potenza senza conoscere ancora la beltà, che, in ogni cosa, consiste nell'ordine e nella proporzione.

Se c'è accusa che i popoli civili non hanno diritto di fare ai popoli barbari, essa è quella appunto che qui noi abbiamo riferito. Per affermare che certi popoli siano assolutamente incapaci ad elevarsi a quei principî e a quelle idee dominanti presso i popoli civili, questi sarebbero nell'assoluto dovere di dimostrarci di avere adoperati i mezzi veri ed indispensabili per fare loro apprendere quelle idee e quei principî. Ma una tale dimostrazione non ce la possono mai dare, per la semplicissima ragione che non hanno sognato mai d'incivilire un qualsiasi

popolo barbaro. Essi nei loro rapporti coi popoli barbari non hanno fatto altro che o soggiogare o sterminare. In America hanno completamente esterminate le razze indigene, non le hanno incivilite. Se la loro opera in America fosse stata di civilizzazione e non di esterminio, noi là avremmo dovuto vedere le razze indigene trasformate, non distrutte. Imperocchè la civilizzazione si afferma conservando e trasformando, non esterminando. In Africa si inventò la tratta dei negri. Questa invenzione ebbe luogo forse per incivilire gl'infelici indigeni dell'Africa? Quale fosse il suo vero e genuino scopo ce lo dice il *Codice Nero*, ignominiosa creazione dei popoli civili.

Ammettiamo adesso l'ipotesi che i popoli civili avessero veramente adoperato i mezzi adatti per convertire alle loro idee i popoli barbari, l'ipotesi cioè che essi fossero stati civilizzatori e non soggiogatori od esterminatori, apostoli e non speculatori, martiri e non martirizzatori, ma sempre infruttuosamente, ma sempre senza nessun risultato favorevole. E ciò a causa dell'assoluta incapacità nei popoli detti barbari a ricevere la civiltà dei popoli di razza bianca.[1] E bene: anche che tale ipotesi si fosse realizzata, non per questo i popoli resistenti a qualsiasi civilizzazione cesserebbero per un solo istante di aver diritto alla vita e alla indipendenza. Avete inteso dire mai, nei rapporti della vita degli uomini delle singole società civili, che un maestro, tutte le volte che si trovasse di fronte a discepoli – e questi casi sono sempre all'ordine del giorno – a discepoli, dico, assolutamente incapaci ad apprendere la propria scienza, avrebbe il diritto di farli buttare in prigione, o di farli impiccare addirittura? Pare impossibile! Tutto questo, che sembra una grande ridicolaggine nei rapporti tra uomo e uomo, è un fatto assolutamente inevitabile nei rapporti tra popolo e popolo, ammettendo la strana e barbara teoria che i popoli incapaci a ricevere la civiltà degli altri debbano essere destinati a perire. Quando nei

[1] Per chi voglia conoscere intanto la *capacità* nei popoli barbari ad elevarsi a quegli stessi principî di civiltà dei popoli europei, noi citiamo il bellissimo libro: *Libéria, Histoire de la fondation d'un État nègre libre* par le colonel WAUWERMANS; Bruxelles, 1885.

rapporti tra uomo e uomo, un maestro incontra difficoltà insormontabili per istruire i suoi discepoli, ha il diritto di smettere il suo insegnamento: può anche continuare, se è dotato di una buona dose di pazienza. Ma sarebbe ridicolo riconoscergli il diritto di fare imprigionare e impiccare il suo imbecille discepolo. E bene, lo stesso principio deve valere nei rapporti tra popolo e popolo. [1]

13. Rivendicati i diritti d'indipendenza dei popoli barbari contro le ingiuste pretese di dominio dei popoli civili, ognun vede che bisogna respingere affatto il sistema di considerare il diritto internazionale come privilegio dei soli popoli civili e non come diritto comune di tutti i popoli della terra, barbari e civili.

Il Catellani, in una sua gentilissima recensione del nostro libro *Il non-intervento* dove abbiamo accennato alle idee che qui sviluppiamo più ampiamente, ci osserva: « Che se il suo concetto dello Stato limita soverchiamente il numero delle personalità politiche ammesse al beneficio del diritto internazionale e del rispetto e dell'ordine che ne risulta, il concetto che l'autore si forma del diritto internazionale (p. 16, garenzia della indipendenza di tutti i popoli) estende d'altronde troppo tale beneficio ad aggregazioni sia non ancora politicamente costituite, sia appena giunte ad uno stadio primitivo di civiltà. *In tal caso egli eccede*, a nostro avviso, quando (p. 164) sostiene *che secondo il*

[1] Recentemente un giovane pubblicista d'ingegno e di soda cultura così ha confutato lo strano concetto del Bovio che non vi sia diritto alla barbarie:

« Non vi è diritto alla barbarie - afferma il Bovio - come non c'è un diritto all'ignoranza, alla delinquenza. Eppure invece di *eliminarli* i nostri delinquenti, li ricoveriamo in costosi ed igienici *cellulari;* perchè? Perchè abbiamo, quasi interamente, abolita la pena di morte? Perchè non osiamo, similmente, affermare che, non vi potendo essere un diritto all'ignoranza, le nostre classi colte *sono destinate a eliminare*, a *disperdere* le nostre classi *inferiori?* Perchè logicamente non eliminiamo gl'infermi, i deformi, gl'inutili ingombri della nostra sociale convivenza? Evidentemente perchè negli inferiori, negl'ignoranti, nei nostri barbari domestici, come nei nostri infermi, nei deformi, negli stessi delinquenti, non dimentichiamo l'*uomo;* e di fronte ai diritti della *sociale difesa*, sospendiamo se è necessario, ma non osiamo sopprimere i *diritti dell'uomo*. Ora perchè useremo diversi criteri coi barbari, cogl'ignoranti, coi deformi (rispetto alla civiltà nostra) di un altro continente? » A. Ghisleri, *Il diritto e le razze, punti dubitativi proposti all'onor.* Bovio, nella Rivista *Cuore e Critica*, luglio 1887.

diritto internazionale non vi sono popoli civili e popoli barbari, ma popoli tutti quanti eguali: sarebbe come sostenere che dal punto di vista dell'esercizio dei diritti non vi sono uomini adulti e fanciulli, sani e malati di mente, persone dotate e destituite delle attitudini fisiche necessarie ad esercitarli, ma soltanto esseri umani perfettamente uguali fra loro ». [1]

Rispondiamo in primo luogo, che è assolutamente falso l'addotto paragone tra i popoli barbari e i fanciulli o i malati di mente appartenenti a popoli civili. Un popolo non può paragonarsi che a un altro popolo. Inoltre, un popolo, barbaro quanto si voglia, può avere nel suo seno fanciulli e malati di mente; ma in complesso è un tutto organico che ha tale maturità e tale sanità da potere non solo esercitare, ma anche vendicare (e i popoli civili lo sanno a prova) nel modo più violento i loro diritti. Soggiungiamo poi, che noi non abbiamo detto che i popoli barbari siano uguali a' civili *per capacità fisica e morale*, abbiamo detto solo, che, di fronte al diritto, tutti i popoli, siano civili, siano barbari, sono eguali. Abbiamo affermato, dunque, un' uguaglianza di diritto, non un'eguaglianza di fatto. Così secondo il diritto civile non vi sono nè nobili, nè plebei, ma cittadini tutti quanti eguali tra loro. Nei rapporti della vita dei popoli, come in quelli della vita degli uomini, essere destituito di certe qualità fisiche e morali, non significa essere messo al bando della provvida e benefica protezione del diritto, ma necessità di maggiore protezione. Ora ribellarsi al principio che secondo il diritto internazionale i popoli barbari siano eguali ai popoli civili, è ammettere che i barbari, per la mancanza di quelle qualità fisiche e morali di cui sono forniti i popoli civili, siano non maggiormente protetti, ma messi al bando dal diritto.

[1] V. *La Cultura*, rivista diretta da R. Bonghi, 1-15 gennaio, 1889, pp. 11 e seg.

Capitolo VI.

La stabilità dei governi.

1. Perchè una moltitudine d'individui costituisca uno Stato autonomo e indipendente, una personalità internazionale, è necessario che il suo governo sia *stabile?*

Non vi sarebbe più indipendenza se, per goderla, s'imponesse, ad ogni popolo, la condizione di avere un governo stabile. Un popolo, forzatamente obbligato a conservare una data forma di governo, ammesso pure che questa sia stata scelta da esso spontaneamente, in origine, non è indipendente, ma schiavo. Non è un essere della cui volontà sia padrone esso, ma un essere a disposizione di altri.

Ora se l'indipendenza vuole affermarsi e non la schiavitù, ogni popolo deve essere lasciato assolutamente libero di cambiare quando gli pare e piace la propria forma di governo. Lo straniero nessun diritto ha di opporvi il benchè menomo ostacolo. Qualsiasi atto con cui lo straniero impedisse che un popolo compisse nell'interno del suo legittimo territorio tutti quei cambiamenti politici che credesse opportuni, sarebbe una violazione del diritto d'indipendenza.

La condizione assolutamente indispensabile per essere uno Stato indipendente è la *legittimità* del fondamento, non la *stabilità* del governo. La stabilità del governo è una facoltà per ogni Stato legittimo, non un obbligo. Si conserva una data forma di governo se la si trova conveniente. La si cambia mille volte se la sua stabilità non si trova conveniente.

2. Non ci si faccia la solita e sciupata obbiezione che l'esistenza di un popolo che possa cambiare ad ogni istante forma di governo costituisca un pericolo ed una minaccia permanente per la sicurezza e la pace di tutti i governi vicini. Simili ti-

mori possono essere sentiti da governi arbitrarî, da governi che si fondano sulla negazione della volontà dei popoli, ma essi sono assolutamente inconcepibili in un governo la cui esclusiva forza non è altro che l'amore e l'affetto dei popoli. Simili timori, ad ogni cambiamento politico che si verificava in Napoli, in Piemonte, nello Stato pontificio, a Modena, a Parma, in Toscana, potevano essere vivamente e profondamente sentiti dall'Austria che governava nel Lombardo-Veneto opprimendo ed oltraggiando i diritti d'indipendenza di queste nobili popolazioni, ma essi erano un assurdo in Inghilterra ed in ogni altro paese di Europa in cui il governo era fondato sulla volontà dei popoli. Ad ogni cambiamento politico che nell'attualità potrà compiersi in Serbia, nella Grecia, nella Bulgaria, quei timori saranno avvertiti dalla Turchia, dall'Austria e dalla Russia che in tutti gli altri popoli della penisola balcanica governano opprimendone ed oltraggiandone i sacri ed inviolabili diritti di libertà e d'indipendenza, ma essi saranno davvero inconcepibili in Italia, dove il governo è espressione non oppressione della volontà del popolo italiano. Ed è per far godere una pace serena e tranquilla a governi oltraggiatori ed oppressori che noi dovremmo negare in qualsiasi popolo indipendente il diritto di cambiare quando e come gli pare e piace il proprio ordinamento politico? Giammai! A governi negazione della volontà dei popoli il diritto internazionale impone assolutamente ed inesorabilmente la cessazione, non una libera e tranquilla esistenza. E se i continui cambiamenti politici che potrà compiere ogni popolo indipendente avranno veramente la virtù di rendere difficile la esistenza dei governi arbitrarî, quei cambiamenti, oltre che essere legittimi in sè e per sè, saranno anche utili e legittimi per una tale provvidenziale virtù.

Ma ammettiamo l'assurda ipotesi che i continui cambiamenti politici che accadono presso un dato popolo indipendente rendano difficile l'esistenza non solo dei governi arbitrarî degli altri paesi, ma anche dei governi legittimi, dei governi, cioè, che si fondano sulla libera e spontanea volontà dei popoli. Ebbene: in tal caso questi governi hanno tutto il diritto del mondo di prendere nell'interno dei loro legittimi territorî quei prov-

vedimenti e quelle misure che crederanno indispensabili e necessarie per mantenersi in vita, ma essi non hanno il menomo diritto di farsi violatori del diritto d'indipendenza coll'imporre ad un popolo, vicino o lontano che sia, l'obbligo di non compiere tutti quei cambiamenti politici che gli piaceranno. Che se, non ostante tutti quei provvedimenti o tutte quelle misure, la loro esistenza è sempre più in pericolo, allora ciò significa che il loro destino impone che cessino di esistere. Quindi incolpino di ciò il destino, ma lascino in pace quei popoli che cambiando forme politiche non fanno altro che esercitare il sacro ed inviolabile diritto della loro indipendenza. Il dovere assoluto e sacro di ogni popolo è quello di star bene lui, non quello di far felici col proprio sacrificio i governi degli altri paesi. Egli quindi, nello scegliersi questa o quella forma di governo, quando gli parrà e piacerà, deve pensare se questa può essere utile a lui, non già se può costituire un pericolo o una minaccia per l'esistenza dei governi degli altri paesi. Se cambiare la propria forma di governo come e quando piacerà ad un popolo, significasse violare menomamente i diritti d'indipendenza di qualsiasi altro popolo del mondo, allora nessun dubbio che il governo di qualsiasi altro popolo del mondo avrebbe tutta la ragione di reputarsi offeso e di far guerra contro l'offensore per ottenere riparazione. Ma se cambiare forma di governo non significa ciò, nessun popolo del mondo è in diritto di parlare di minacce e pericoli per la sua esistenza. Quindi la menoma opposizione che si tentasse di fare contro qualsiasi popolo che cambia, quando gli pare e piace, il proprio ordinamento politico, sarebbe la più flagrante violazione del diritto d'indipendenza. Come tale, deve esser sempre respinta.

3. Ma – si osserva ancora – quel popolo la cui indole è di cambiare ad ogni istante governo, non è soltanto ai governi degli altri paesi che può far male, ma anche ed in massima parte a sè stesso. Fa male a sè stesso perchè cambiando continuamente governo non può godere quello stato di pace e di sicurezza che sono tanto indispensabili per ogni specie di progresso e di miglioramento. Esso, con tal natura, mostra la sua

piena ed assoluta incapacità a governarsi da sè. Or – si conchiude – per un popolo che è incapace a governarsi da sè, non è una gran fortuna se si offrono spontanei altri popoli per governarlo? E governandolo in tali circostanze, come può dirsi che gli si faccia male, e che quindi si venga a compiere un'azione contraria al diritto internazionale?

Queste ragioni sotto altra forma furono quelle che la Francia mise in campo allorchè volle compiere la gran prepotenza del suo *intervento nel Messico*. Il fiero e gelosissimo popolo messicano, redentosi dal giogo spagnuolo, quando credeva fiorire nella indipendenza, riuscì irrequietissimo, ora repubblica, ora impero; e asseriscono che dugentoquaranta insurrezioni militari si succedessero dal 1821 al 1863.[1] La Francia credette guarirlo da un sì grave male, imponendogli, armata mano, un governo straniero.

Noi non possiamo mettere menomamente in dubbio che quel popolo il quale non ha mai un governo stabile e duraturo non si trovi nello stato più florido e desiderabile. Ma non possiamo nemmeno ammettere che per far felice un siffatto popolo il vero rimedio sia quello di togliergli l'indipendenza, sottoponendolo ad un governo straniero. Se un popolo non può essere felice con un governo proprio, non è mai sperabile che possa esserlo con un governo straniero. E non potrà mai esserlo con un governo straniero, in primo luogo perchè questo ha sempre interessi assolutamente opposti a quelli del popolo governato. Lo straniero con tutti i suoi atti mira non ad essere mezzo per rendere felice il popolo governato, ma a far servire questo di strumento per soddisfare la sua insaziabile ingordigia. Osservate tutti i popoli, barbari o civili, soggetti a governi stranieri, e voi vedrete che non ve ne ha uno che si reputi menomamente contento del suo stato di inumana soggezione. Tanto è vero ciò che essi, ora con insurrezioni aperte, ora con disposizioni ad insorgere, dimostrano il loro fermo proponimento di redimersi dal giogo oppressore dello straniero. In secondo luogo poi, ammessa

[1] Francesco De Arrangoiz, *Mexico desde 1808 hasta 1867*; Madrid, 1872.

pure l'impossibile ipotesi che un governo straniero voglia dimostrare la più sincera ed onesta intenzione di consacrarsi tutto alla felicità del popolo governato, esso non potrà mai riuscire a raggiungere il suo intento. E ciò perchè esso sarà sempre nell'assoluta impossibilità di comprendere i bisogni e le inclinazioni vere del popolo governato. Chi, in verità, può conoscere meglio i proprî bisogni e le proprie inclinazioni se non chi si trova nel caso? « Quel che un indigeno di mediocre levatura sa per istinto, i forastieri devono impararlo lentamente a forza di studio, nè giungeranno mai a farsene una cognizione esatta. Le leggi, i costumi, le relazioni sociali su cui hanno a legiferare, lungi dal conoscerle fin dall'infanzia, riescono loro affatto estranee; la conoscenza dei particolari fondasi in loro sulle informazioni degli indigeni, nè sanno in chi fidarsi; la popolazione li teme, li sospetta, li detesta fors'anco; non li avvicina che per moventi di interesse. La tendenza naturale li spinge ad accordare la loro fiducia a chi sottomettesi in modo più servile, tanto che finiranno per avventura col disprezzare gl'indigeni e questi ultimi dal canto loro riterranno che l'operato degli stranieri non possa mai ridondare a loro profitto ».[1]

Con queste invincibili difficoltà, come illudersi che, nel caso che contempliamo, un governo straniero possa essere più utile ad un popolo che non la propria indipendenza? I continui cambiamenti politici sono un gran male per un popolo, ne convengo pienamente. Ma essi sono sempre mali proprî, e quindi voluti; non stranieri, e quindi imposti. Ora i mali che un popolo considera come peggiori sono quelli imposti, non già quelli voluti.

Ci sembra poi assolutamente strano il sentir dichiarare *incapace a governarsi da sè* ogni popolo che ci offra lo spettacolo di una permanente mutabilità di governi. Il continuo mutar di forme politiche che fa un popolo può bene autorizzarci a riconoscere in esso una continua tendenza a progredire, ma sarebbe davvero grottesco il volere considerare un tal fatto come segno d'incapacità a governarsi da sè. Se per un solo istante noi

[1] M. J. Stuart Mill, *Le gouvernement représentatif*, cap. XVIII.

dovessimo ammettere l'opinione contraria, la China, la cui manifesta caratteristica è l'assoluta immobilità in ogni specie d'istituzioni sociali, politiche e civili, sarebbe il modello dei popoli capaci a governarsi da sè. E la Francia, dove ad ogni tratto voi avete una nuova forma di governo, sarebbe al disotto della China. Forse gli uomini si assomigliano alle api ed ai castori, che, essendo sempre gli stessi, possonsi governare oggidì come al tempo di Adamo? Oggi ogni aggregato di uomini può essere tormentato da una serie di bisogni, che domani non potrà più avere. E se il governo dell'oggi non è buono a soddisfarli, chi non vede in ogni aggregato di uomini la necessità assoluta di cambiarlo? E se i bisogni del dimani non sono più quelli di ieri, chi non vede che il governo di ieri si rende assolutamente inopportuno? Incapace a governarsi da sè, voi potreste dichiarare ogni popolo che perennemente sopporta in pace e con rassegnazione le più turpi offese dei peggiori governi despotici, ma voi non potrete considerare mai più per tale, chi, insofferente di ogni menoma ingiuria, si ribella contro qualsiasi governo che osi rendersene autore.

4. Dovremo noi ammettere la singolare teoria di coloro, e non son pochi, che non negano no, nei popoli, il diritto di cambiar forma di governo, ma vorrebbero che questo cambiamento avesse luogo pacificamente e mai per mezzo di una guerra civile? Ma allora chi non vede, che la sovranità null'altro sarebbe che un nome vano e privo di qualsiasi significato? Negare ad un popolo il diritto di fare appello alla guerra civile, quando tutti i mezzi pacifici non riescono a nulla per cambiare un governo che non risponde più ai proprî bisogni, ci vuol molto a vedere che ciò null'altro sarebbe che negargli il diritto di sovranità? Senza il diritto di servirsi della guerra civile, quando i mezzi pacifici non sono sufficienti per disfarsi di un governo aborrito, un popolo non potrebbe mai disfarsene. Esso, sarebbe condannato a subirlo eternamente. Ora un popolo condannato a subire un governo del quale vorrebbe disfarsi, è un popolo schiavo, non indipendente o sovrano. La sovranità sta nel diritto di avere qualsiasi forma di governo e di cambiarla con qualsiasi mezzo si renda indispensabile, non già nel diritto di avere

questa invece che quella forma di governo e di cambiarla con questo invece che con quel mezzo.

Qualunque sieno per essere, adunque, i cambiamenti di governo che abbiano luogo nell'interno di un popolo, e qualunque sieno per essere i mezzi di cui questo popolo si serve per attuarli, esso ha diritto di essere rispettato. Ogni ostacolo o limite, che lo straniero volesse opporre a tali atti, sarebbe una flagrante violazione del diritto d'indipendenza. La stabilità del proprio governo non è una condizione indispensabile perchè un popolo abbia diritto al libero esercizio ed al rispetto del suo sacro ed inviolabile diritto d'indipendenza. Essa è una semplice facoltà. *Stabile o variabile che sia la forma di governo di un popolo, questo ha eternamente sacro il diritto all'indipendenza.*

5. Non è la variabilità della forma di governo, non è il vario mezzo con cui queste forme di governo si cambiano, che ci preoccupa. Ciò che ci rattrista profondamente si è il vergognoso spettacolo di quella variabilità ridotta ad un privilegio dei soli popoli forti. Nello stato di barbarie in cui si trovano ancora i rapporti internazionali, il cambiar governo quando pare e piace ed il servirsi di qualsiasi mezzo, non è diritto comune ed eguale per tutti indistintamente i popoli del mondo, forti e deboli, ma privilegio dei soli forti. Quante sollevazioni ha fatte Parigi e la Francia, per citare un solo esempio di popoli forti, in questi ultimi anni, e quante forme di governo ha sperimentate, furono tutte e prestamente approvate e sancite dalla diplomazia. Approvarono la cacciata di Carlo X e l'innalzamento di Luigi Filippo. Indi la cacciata di questi e l'acclamazione della repubblica. Indi pure l'arrivo al trono del terzo Napoleone contro l'espresso divieto dei congregati di Vienna. Indi, finalmente, la cacciata di quest'ultimo e l'acclamazione della nuova repubblica. Ma laddove si ebbe a fare contro a piccole forze o disordinate, come in Italia, nell'Assia Cassel, nell'Annover, in Ispagna ed in qualche altra parte, si volle che ogni cosa tornasse forzatamente all'obbedienza dei principî (così li domandano e così li mantengono), e fu sperato che il mondo dimenticasse le molte sconfitte da quelli toccate. Se dimani la Francia mutasse ancora

una volta la sua forma di governo, tutti gli altri Stati si affretterebbero a prenderne atto. Lo stesso accadrebbe se un cambiamento di forma di governo avvenisse in altri Stati. Ma la cosa non andrebbe così, qualora il menomo cambiamento, non dico intorno alla forma di governo, ma intorno alla dinastia regnante, si verificasse in qualche piccolo Stato come, ad esempio, nella Serbia, nel Belgio, nell'Olanda, nella Bulgaria, nella Grecia, nella Rumania. Nell' interno di uno qualsiasi di questi Stati, nessun cambiamento politico è possibile senza l'assentimento degli Stati forti. Sicchè noi crediamo di non esagerare se in modo assoluto affermiamo che i governi esistenti presso ciascun piccolo Stato non sono l'espressione vera e sincera della volontà dei popoli che costituiscono ciascuno Stato, ma l'arbitraria imposizione dello straniero. E come può sostenersi un'opinione opposta, in verità, quando noi contemplando i fatti e gli avvenimenti che accadono sotto i nostri stessi occhi, siamo assolutamente obbligati a convincerci che i cambiamenti politici dei piccoli Stati più che per libera e spontanea loro volontà, si compiono per imposizione dello straniero? Nella Bulgaria, per non citare che esempi di storia contemporanea, Alessandro di Battenberg non fu obbligato ad abdicare perchè così volle veramente il popolo bulgaro, ma perchè così impose la medioevale prepotenza della Russia e la vigliacca complicità delle altre grandi potenze. Nello stesso Stato l'elezione di Ferdinando Coburgo a successore di Alessandro di Battenberg non avvenne perchè così piacque al popolo bulgaro, ma perchè così impose l'Austria-Ungheria sostenuta dalla Germania, Italia e Inghilterra. E in Serbia l'abdicazione recentissima di re Milano, dovremo essere tanto ingenui da credere che accadde per libera e spontanea volontà del popolo serbo? Ma, per sostenere ciò, noi dovremmo ignorare la lotta accanita, quanto ingiusta, che si combatte tra Austria e Russia onde quel piccolo Stato possa trasformarsi in feudo di uno di questi prepotenti Stati.

Un tale stato di cose, niuno è che non vegga quanto sia in piena contraddizione coi veri principî di ragione internazionale. Non può quindi farsi a meno di deplorarlo e combatterlo.

Capitolo VII.

La vitalità.

1. « Il diritto internazionale - scrive il Bluntschli - non protegge che gli Stati *vitali* ».[1]

« Quantunque possa sembrare pericoloso questo principio - egli soggiunge - a causa degli abusi sofistici ai quali può dar luogo, non se ne può intanto negare la giustezza ».[2]

E conclude: « I viventi hanno soltanto dei diritti ».[3]

Dunque, secondo questa singolarissima teoria, perchè uno Stato possa aspirare ad ottenere la protezione del diritto internazionale, non basta il solo fatto di essere uno Stato. È assolutamente indispensabile essere forte. Ma allora, noi domandiamo, che scopo, che missione avrebbe l'esistenza del diritto nel mondo? Se il diritto internazionale dovesse aver per fine la protezione degli Stati forti, esso sarebbe una grande superfluità, non una vera ed assoluta necessità. I forti per vivere liberamente e sicuramente nessun bisogno hanno della protezione del diritto. Essi la protezione della loro libera e sicura esistenza la trovano in sè stessi, nella loro forza. Chi invece ha assolutamente bisogno della protezione del diritto è il debole; esso, che abbandonato a sè stesso, cioè alla sua debelezza, sarebbe l'eterna ed invendicata vittima delle ingiurie e delle prepotenze del forte. Togliere a tutti i popoli il potere di abusare delle loro forze; opporre la potenza alla potenza, e neutralizzare l'una per mezzo dell'altra; mantenere l'esistenza dei deboli colla protezione dei forti; obbligare i più orgogliosi a rispettare l'indipendenza degli umili; ab-

[1] Bluntschli. *Le droit international codifié*, tradotto in francese da M. C. Lardy, 4ª ediz., lib. II, 61, 1, p. 87.

[2] Ivi.

[3] Ivi.

battere le conquiste e restituire le usurpazioni; porre da ogni parte delle dighe all'ambizione e dirle come al mare: *tu non andrai più avanti* – eccolo il supremo ed unico fine dell'esistenza del diritto internazionale. Or ammettendo, per un solo istante, l'immoralità della teorica del Bluntschli, quella cioè di ridurre il fine del diritto internazionale alla protezione degli Stati *vitali*, chi non vede come ciò null'altro sarebbe che autorizzare tutti i loro abusi e prepotenze, null'altro che mettere a loro assoluta e completa disposizione la vita, la libertà e tutti gli altri beni degli Stati deboli o *non vitali?*

Quando nei rapporti della vita degli uomini di ogni data società c'imbattiamo in un ammalato, l'opinione di ogni anima ben nata, onesta e generosa si è che si soccorra quell'infelice, assicurandogli con ogni cura tutti i suoi diritti ed interessi, onde in caso di guarigione possa servirsene liberamente; non già quella di prenderlo a calci per mandarlo subito all'altro mondo ed impossessarsi di tutti i suoi beni. Questa potrà essere solo opinione di vili ed abbietti speculatori. Lo stesso deve necessariamente accadere nei rapporti della vita degli Stati, imperocchè la qualità ed il numero delle persone non cangiano la natura dell'azione. Data l'esistenza di uno Stato veramente debole, ammalato, *non vitale*, i principî più elementari di morale e di giustizia internazionale, impongono a qualsiasi altro Stato forte e *vitale* obblighi di onestà e di umanità, non mai prepotenze da malfattore. Lo Stato forte e *vitale* può benissimo soccorrere lo Stato debole e *non vitale*, assicurandogli e difendendogli i suoi legittimi diritti dagli attentati di quegli Stati che vorrebbero approfittare di tale condizione di debolezza per spogliarlo; ma esso non ha, non può giammai avere l'arbitrio di assassinarlo per il solo fatto che è debole e *non vitale*. Essere ammalato, debole, *non vitale*, potrà essere una ragione, un titolo di più per aver più diritto alla protezione, non una colpa che meriti la perdita della propria vita. Gli Stati, forti o deboli, vitali o non vitali, per diritto internazionale debbono morire di morte naturale, non di assassinio. L'assassinio va represso e punito, non protetto e sanzionato. Ora, ammettere la teoria del Bluntschli si è ammettere la morte

degli Stati deboli, non per via naturale, ma per assassinio; si è proteggere e sanzionare l'assassinio. Se ciò sia giusto e morale, noi lo lasciamo decidere al lettore.

Chi ha mai letto nel codice penale di un paese veramente civile, che ogni individuo pieno di vita e di forza possa liberamente ed impunemente uccidere quanti ammalati e moribondi incontrerà? Qual codice penale di paese civile del mondo ha potuto mai riconoscere in un individuo bene in salute il diritto di poter penetrare liberamente in un ospedale per far strage di tutti gli ammalati? Ebbene, tutto questo, che sembra un paradosso, una grande iniquità nei rapporti tra uomo e uomo, sarebbe la cosa più naturale e lecita del mondo nei rapporti tra popolo e popolo, se per un solo istante si dovesse ammettere la teoria che il Bluntschli non ha avuto vergogna di diffondere.

Per stabilire se ad uno Stato spetti o no la protezione del diritto internazionale non bisogna, no, ricercare se esso sia *forte* o *debole*, *vitale* o *non vitale*, come, abusando della sua grande autorità di scrittore, ha creduto lecito fare il Bluntschli. Niente affatto. La non vitalità, la debolezza di uno Stato, non lo ripeteremo mai abbastanza, potrà essere un motivo ed un titolo di più per assicurargli una maggiore e più scrupolosa protezione, ma niente affatto un motivo ed un titolo per negargliela menomamente.

Ciò che, al contrario, in ogni Stato si è assolutamente obbligati ricercare si è se esso è veramente legittimo o no, secondo il diritto internazionale.

Dato, nella gran società internazionale, uno Stato *legittimo*, sia forte o debole, vitale o non vitale, ha assolutamente diritto alla protezione del diritto internazionale. Dato, al contrario, uno Stato arbitrario, sia forte o debole, vitale o non vitale, nessun diritto ha alla protezione del diritto internazionale. Esso deve esser messo al bando del diritto internazionale.

2. M. Rolin-Jaequemyns, per negare alla Turchia europea il diritto del *non-intervento*, il diritto, cioè, di vivere indipendente da qualsiasi influenza straniera delle grandi potenze europee, accetta pienamente la teorica del Bluntschli. « Bisogna -

egli dice - che lo Stato in questione sia *capace di vivere*, e che non sia semplicemente un *cadavere politico* in decomposizione ». E qui M. Rolin-Jaequemyns riproduce integralmente le parole del Bluntschli, che noi già conosciamo. Quindi conchiude: « Queste due considerazioni bastano in diritto per rifiutare alla Turchia l'eccezione del non-intervento contro l'azione delle potenze. L'impero ottomano non è uno Stato *vitale;* tutti gli avvenimenti accaduti da quindici mesi ce lo mostrano in preda ad una vera dissoluzione ».[1]

Ma nella Turchia europea più che di uno Stato privo di vitalità si tratta di uno Stato *arbitrario* ed *illegittimo*. Nella Turchia europea, infatti, noi non abbiamo un insieme di popoli che vivano unitamente per libera e spontanea loro volontà, ma la dominazione organizzata di un popolo sopra altri popoli. La presenza dei Turchi fra i cristiani non è lo stabilimento di una società politica, di uno Stato, ma una semplice occupazione militare. Quindi alla Turchia europea, se è giusto che si neghi il diritto d'indipendenza, ciò non deve essere, no, per mancanza di *vitalità*, come pretende il Rolin-Jaequemyns, ma semplicemente ed esclusivamente per mancanza di *legittimità*. La Turchia europea non è una *sventurata*, ma una *colpevole*. Essa, dunque, deve esser messa fuori del diritto delle genti perchè colpevole.

3. Alcuni scrittori, per il riconoscimonto della personalità di uno Stato, richieggono condizioni molto analoghe a quella della vitalità, e perciò ne facciamo qui cenno. Il Wheaton, infatti, ha scritto: « Il concetto *legale* di uno Stato implica necessariamente l'abituale obbedienza dei suoi membri a coloro che sono rivestiti del supremo potere ».[2] Ammettendo questa teorica del Wheaton noi verremmo a conseguenze non meno tristi di quelle a cui si verrebbe ammettendo quella del Bluntschli. Ed invero, dato uno Stato in cui il governo, per quanto illegittimo ed arbitrario, sia altrettanto forte per poter ottenere l'obbedienza

[1] L'autore scriveva nel 1876, nella *Revue de droit international*, tomo VII, pp. 368-370, e l'articolo da lui scritto s'intitolava: *Le droit international et la phase actuelle de la question d'Orient.*

[2] WHEATON, *Éléments du droit international*, parte I, cap. II, § 2, n. 3.

dei cittadini; noi dovremmo riconoscergli il carattere di legittimità. Ora ciò è in aperta ribellione ai principî veri di giustizia e di ragione. Nell'attuale Italia, dove il governo è espressione della volontà degli Italiani, e non imposizione dell'arbitrio straniero, voi avete uno Stato perfettamente legittimo. Ma negli Stati della stessa Italia, anteriori a quello attuale, dove avevate governi imposizione dell'arbitrio straniero dell'Austria, e non espressione della volontà degli Italiani; voi avevate Stati arbitrarî, non Stati *legali*.

4. Scrive il Carnazza-Amari: « ..... A formare lo Stato non basta una moltitudine di famiglie riunite: si richiede altresì un'autorità sovrana che mantenga il dominio del diritto, e quindi un reggimento giuridico comune a tutti i consociati.[1] » Pienamente d'accordo su ciò, sebbene una tale osservazione ci sembri affatto superflua, perchè tutti sappiamo che qualsiasi moltitudine d'uomini avente uno scopo comune non può esistere senza una centrale direzione. Immaginate anche un branco di ladroni: essi hanno sempre un capo. Gli Arabi beduini viventi abitualmente in uno stato errante, pastorale e di ladroneccio abituale, hanno capi militari per le loro imprese, ed arbitri civili per le loro differenze. Scorrete il globo terracqueo, anche dove le società sono più imperfette, e voi troverete da per tutto una direzione centrale dei poteri degli uomini riuniti. Ma là dove non possiamo più essere d'accordo coll'illustre scrittore catanese si è quando soggiunge: « Poco importa se questa autorità sia giusta o ingiusta, chiamata dal suffragio universale o imposta dalla violenza, residente nel seno della società politica, o proveniente da tutt'altro consorzio sociale *straniero*.[2] » No. Prima che lo Stato possa dirsi *legittimamente* esistente, esso deve dimostrare che le autorità in esso costituite sieno fondate sulla volontà dei membri che lo compongono, non già sull'arbitrio e sulla violenza dello straniero. Se questo non

[1] G. Carnazza-Amari, *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace;* Milano, 1875, sez. 1ª, cap. I, n. 3, pp. 152-153.

[2] Ivi.

si esigesse da ogni Stato, tutti gli Stati sarebbero legittimi. Gli Stati formati dalle tre frazioni della Polonia coi loro prepotenti oppressori, dove abbiamo autorità imposte dallo straniero e non dalla volontà dei Polacchi, sarebbero Stati perfettamente legittimi. La Turchia europea, dove tutto è imposizione dell'arbitrio straniero dei Musulmani, e non emanazione della legittima volontà dei popoli che sono forzati a costituirla, sarebbe uno Stato anche legittimo.

5. Il Fiore dice, che « onde attribuire ad un organismo politico la capacità giuridica internazionale, occorre che esso sia organizzato in maniera da potere esercitare i suoi diritti e adempiere alle obbligazioni internazionali ».[1] Ma noi dimandiamo: il potere esercitare diritti e adempiere obbligazioni internazionali allontana il pericolo che uno Stato sia illegittimo? No. Si può benissimo esercitare diritti e adempiere obbligazioni internazionali, pur essendo uno Stato perfettamente arbitrario. L'Austria quando dominava in Italia, nessuno può mettere menomamente in dubbio che nei rapporti colla Santa Alleanza esercitava diritti e adempiva obbligazioni internazionali. Ma nessuno oserà dirci, che l'Austria in Italia costituisse uno Stato legittimo secondo il diritto internazionale. Ora, quando uno Stato è arbitrario, e non legittimo, qualsiasi atto esso compia nei rapporti internazionali costituisce l'usurpazione di un diritto altrui, non è esercizio di un diritto proprio. Tutti gli atti internazionali, che compivano i governi dei varî Stati dell'Italia anteriore al risorgimento nazionale, erano usurpazione di diritti altrui, non esercizio di diritti proprî, perchè quei governi erano violatori, oppressori, non esecutori, non rappresentanti della legittima volontà delle varie popolazioni italiane. Quindi, se vogliamo parlare veramente il linguaggio della ragione e della giustizia internazionale, e non isterilirci la mente col ripeter cose in aperta ribellione ad esse, noi diciamo che nemmeno la semplice potenzialità di esercitare diritti e adempiere obbligazioni internazionali è

[1] PASQUALE FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, terza edizione, vol. I, parte generale, lib. II, sez. 1ª, cap. III, 304, p. 200.

criterio esatto e giusto per riconoscere in uno Stato la *capacità* giuridica internazionale. Senza la *legittimità* per fondamento, non c'è potenzialità del mondo che possa fargli riconoscere il carattere di vera ed incontestabile capacità giuridica.

Capitolo VIII.

La quantità della popolazione.

1. Quale deve essere il numero degli individui che debbono comporre lo Stato? Si può, nella formazione dello Stato, rigorosamente stabilire una data quantità di popolazione, la quale non possa essere nè aumentata nè diminuita?

A queste dimande non bisogna rispondere col linguaggio timido, incerto, equivoco e confuso dell'opportunismo, ma col linguaggio netto, risoluto e severo della scienza. Mettiamo da parte dunque il solito e funesto sistema invalso negli scrittori, quello cioè di limitarsi a porre innanzi tutti gl'inconvenienti e le difficoltà politiche ed economiche inerenti tanto alla grandezza quanto alla piccolezza degli Stati senza venire mai a un risultato che soddisfaccia le legittime esigenze della scienza e della pratica del diritto delle genti. Codesto potrà essere un sistema indispensabile ed utile nel campo della *politica* e della *economia*, ma esso è affatto inopportuno nel campo del diritto. Il diritto internazionale non esiste per ricercare e stabilire quali dimensioni debba avere lo Stato, onde sia assicurata la prosperità e la ricchezza dei popoli, ma per ricercare e stabilire le condizioni assolutamente indispensabili per garantirne l'indipendenza. Quindi lo Stato, conforme all'ideale del diritto internazionale, non è quello più *ricco* o più o meno *popoloso*, ma quello più *libero*.

Quanta debba essere la popolazione chiamata a formare lo Stato, non è affare che lo riguarda: esso esige solo la libera e

spontanea volontà di tutti *indistintamente* i membri che dovranno comporre lo Stato stesso. Una Europa unita ed organizzata colla libera e spontanea volontà di tutti indistintamente i popoli che la compongono, e non per violenza di uno o più popoli di essa, sarebbe uno Stato perfettamente legittimo come oggi lo è benissimo la repubblica di San Marino o il principato di Monaco. [1]

2. Scrisse il Montesquieu: « Se picciola è una repubblica, ella è distrutta da una forza straniera; se grande, la distrugge un vizio interiore. Da questo doppio disordine vengono di pari infettate le democrazie e le aristocrazie, o che siensi buone o che siensi cattive; il male sta nella cosa medesima; non vi ha forma alcuna che possa apporvi riparo ». [2]

Ma in questa proposizione del vecchio scrittore francese v'è l'accertamento di un fatto, non v'è l'affermazione di un principio di diritto. Piccolo o grande che sia uno Stato, il giurista deve guardare esclusivamente se esso abbia o no per base la *legittimità*. Se non l'ha, esso deve dichiararlo come arbitrario e additarlo all'esecrazione generale. Ma se l'ha, il giurista deve sforzarsi a dimostrare e proclamare l'obbligo che incombe in ogni altro di rispettarlo nel legittimo esercizio dei suoi diritti, ma non se ne deve venir fuori con affermazioni scettiche e pessimistiche, buone soltanto a far retrocedere, ma non a far progredire l'umanità. Se la piccolezza o grandezza di uno Stato *legittimo* può essere causa di mali interni, ciò non è cosa di cui il giurista è obbligato a preoccuparsi menomamente. Questa

[1] « Sia grande, sia piccola la società politica, non importa: una municipalità indipendente si può figurare come uno Stato, quando si regga per sè stessa, come per esempio la repubblica di San Marino e tutti i villaggi indipendenti sparsi su la terra ». ROMAGNOSI, *Giurisprudenza teorica*, parte I, lib. IV, cap. II, § 1871. — « Tengasi, adunque, per vero e manifesto il concetto che ogni qualsiasi Stato nell'essere suo normale e perfetto è indipendente in compiuta maniera, e dir vogliamo che gode non pure della intrinseca, ma della estrinseca autonomia. La grandezza o picciolezza di lui, l'essere armato o inerme, facoltoso o povero, non dilata nè restringe la sua indipendenza agli occhi della ragione e della giustizia. La libera città di Amburgo è così autonoma come l'impero di Moscovia ». TERENZIO MAMIANI, *D'un nuovo diritto europeo*, cap. II, § 3.

[2] MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, vol. I, lib. IX, cap. I.

è faccenda che riguarda esclusivamente i membri componenti lo Stato.

In altro luogo lo stesso Montesquieu scrive ancora: « Affinchè uno Stato si trovi nella sua forza, fa di mestieri che tale sia la sua grandezza, che abbiavi una relazione della velocità colla quale puossi eseguire contro esso alcuna intrapresa, e la prontezza ch'ei può adoperare per renderla vana: siccome quegli che attacca può subito farsi vedere da per tutto, così forza è che chi difende possa di pari comparir da per tutto; e per conseguenza, che l'estensione dello Stato sia mediocre, affinchè sia proporzionata al grado di velocità, che la natura ha dato agli uomini per trasferirsi da uno ad un altro luogo ». [1]

Qui ognuno si accorge facilmente che si tratta bene di regole di arte militare, e non di regole di diritto. Or il giurista dev'essere sacerdote del diritto, non *stratego*. Egli quindi la forza e la difesa degli Stati deve cercarla nel rispetto assoluto e scrupoloso dei principî di diritto, non nella maggiore o minore loro estensione territoriale, come il Montesquieu ha creduto bene di fare.

3. Pellegrino Rossi, invece di darci regole vere ed esatte onde assicurare la legittima estensione degli Stati, e rendere impossibile ogni ingrandimento arbitrario, si contentò di riprodurre, ampiandolo e colorendolo, il concetto falso del Montesquieu. Ci descrisse gl'inconvenienti dei piccoli e grandi Stati, senza preoccuparsi menomamente di stabilire le condizioni indispensabili per la loro legittima e libera esistenza.

« I troppo piccoli Stati - egli scrisse - a meno di circostanze locali e tutte particolari, non hanno indipendenza reale allato delle grandi nazioni. Essi non vivono che della gelosia e della rivalità dei loro potenti vicini. Focolari permanenti di corruzione e di intrighi, essi cercano troppo sovente nell'astuzia la salute che non possono trovare nella forza. Il pensiero umano vi si abbassa come nella più parte degli uomini la cui posizione è subalterna, precaria, incerta. Egli è raro di trovare

[1] MONTESQUIEU, *Esprit de lois*, vol. I, lib. IX, cap. VI.

delle anime fiere e dei caratteri elevati là dove il timore è incessante e il sospetto un'abitudine. La loro *autonomia* non è che apparente; essi non possono governarsi che a grado di una volontà straniera; d'altra parte tutto ciò che si fa avviene su meschine proporzioni. Lavori pubblici, belle arti, insegnamento nazionale, tutto vi è incompleto, mutilato, senza avvenire, senza slancio. Aggiungete, se la comparazione è permessa, che i piccoli Stati hanno l'inconveniente dei piccoli poderi dove bisogna impiegare per scarsi risultati gli uomini, gli strumenti, che basterebbero per uno, tre o quattro volte più esteso. Il governo, o è despotico, o manca di forza organizzata, e si trova sempre alla mercè di un pugno di faziosi. Lo spirito umano non vi si sviluppa, o diviene un pericolo per lo Stato, perchè sviluppandosi esso sente nascere dei bisogni che non possono essere soddisfatti, esso cerca un alimento che lo Stato non può offrirgli. Ben tosto non v'è più accordo tra l'individuo e lo Stato, come in quelle famiglie in cui gl'infanti hanno ricevuto una educazione, acquistate delle idee, sviluppati dei sentimenti ignoti ai loro parenti ». [1]

Il torto, assolutamente imperdonabile, del Rossi è questo, secondo noi. Egli si preoccupa di pericoli e inconvenienti che, ammesso pure che fossero reali, non interessano per nulla la scienza del diritto internazionale. Quando poi si tratta di pericoli ed inconvenienti che interessano direttamente ed immediatamente la giustizia, egli, invece di suggerirne i rimedî adatti per combatterli, se ne tace. Che cosa può importare, in verità, al diritto se negli Stati troppo piccoli i lavori pubblici, le belle arti, l'insegnamento nazionale, tutto vi sia incompleto, mutilato, senza avvenire, senza slancio? Ciò se male è, è male di cui debbono preoccuparsi solamente i membri componenti i piccoli Stati, non il diritto. Se, ancora, il governo è despotico o manca di forza organizzata, e si trova sempre alla mercè di un pugno di faziosi, dato che ciò sia vero; se lo spirito umano non si sviluppa, o, sviluppandosi, diviene un pericolo per lo Stato;

[1] PELLEGRINO ROSSI, *De l'État*, cap. XI, § 2, in *Mélanges*, vol. II, pp. 67 e seg.

queste sono tutte cose deplorevoli, sì, ma sopra cui il diritto internazionale non è tenuto a portarvi rimedio alcuno. Chi non sa quanto in qualsiasi Stato, grande o piccolo, la condizione del cittadino debole e povero sia incomparabilmente più infelice che quella del forte e del ricco? Il nullatenente o il possessore di insignificanti e sterili fondi può paragonarsi al feudatario? Che perciò? Il diritto pubblico e privato deve forse aver la briga di trasformare il debole in forte, il nullatenente in possessore di grandi beni o in gran feudatario? Ma se questa singolarissima briga non può e non deve avere il diritto pubblico e privato di ogni paese, esso però deve avere somma ed incessante cura onde tutte le varie forme di libertà di tutti indistintamente i cittadini, deboli o forti, ricchi o poveri, colti o ignoranti, vengano attentamente e scrupolosamente garantite e difese. E bene: nei rapporti internazionali, nei rapporti della vita dei popoli, il diritto delle genti ha per questi appunto la stessa cura che il diritto pubblico e privato di ogni paese ha per tutti i cittadini. Non di belle arti, non di lavori pubblici, non d'insegnamento nazionale, non della forma del governo, non dello sviluppo dello spirito umano degli Stati deve occuparsi, ma della loro legittima esistenza e del rispetto assoluto di essa. Che se poi nella realtà la legittima esistenza dei troppo piccoli Stati non è rispettata, ciò potrà essere una ragione per stigmatizzare e additare alla esecrazione generale coloro che si rendono colpevoli di simili offese, una ragione per incitare a trovare mezzi adatti per combattere e punire tali malfattori, non già una ragione per dire ad essi: « Per voi non c'è diritto alla libera esistenza! »

« Gli Stati di una grandezza smisurata - seguita Pellegrino Rossi - non presentano minori difficoltà e pericoli. Senza parlare dei timori che essi ispirano e delle leghe che suscitano, non è nelle condizioni delle cose umane di rattaccare con legami solidi al centro le parti estreme di una circonferenza lontana. Più è grande la distanza che separa le diverse parti di un impero, più è probabile che queste parti differiscano tra esse per condizioni fisiche, per abitudini e costumi. Se il governo è assoluto, come potrà contare sull'affezione delle province che non lo co-

nosceranno che per l'intermediario dei suoi agenti subalterni? Come contare sull'obbedienza di quei popoli lontani, giacchè il potere centrale non sarà probabilissimamente che una dura oppressione? Il governo centrale è, al contrario, un governo libero, un governo di discussione, una monarchia rappresentativa ad esempio? Allora delle due cose l'una: o le province lontane non partecipano alla rappresentanza nazionale, e non sono che delle *province* o delle colonie dello Stato, e si preparano tutte le difficoltà del sistema coloniale, sistema di sua natura temporaneo, e che finisce colla perdita delle colonie o colla loro emancipazione; o tutte le parti dell'impero partecipano alla rappresentanza nazionale e all'amministrazione del paese, e come allora non spaventarsi delle difficoltà che offre nella pratica un simile sistema? Come radunare al centro, per una deliberazione ed una azione comune, un sì gran numero di uomini, chiamati periodicamente da luoghi sì lontani e fuori stato forse di parlare la medesima lingua, di prender parte ai medesimi dibattimenti? Che diverrebbe il Parlamento britannico, se vi si dovessero aggiungere, per una rappresentanza che non fosse una vana forma, dei deputati di tutte le province che l'Inghilterra possiede nelle cinque parti del mondo? »[1]

Tutte le difficoltà e pericoli messi innanzi dal Rossi, è assolutamente indubitato che siano una realtà vera ed evidente. Il volerli mettere per poco in dubbio sarebbe dar prova di pochissima serietà pratica e scientifica; ma la causa vera di tali difficoltà e pericoli non è quella immaginata dal Rossi. La causa vera ed innegabile delle difficoltà e dei pericoli degli Stati grandi, non è la loro grandezza, astrattamente considerata, ma l'arbitrio e la prepotenza su cui essi si fondano. Gli Stati di cui ci parla Pellegrino Rossi non sono *grandi o smisuratamente estesi* per la *legittimità* della *volontà,* ma per l'abbominevole arbitrio della violenza; non sono un'associazione di popoli liberamente uniti, ma un violento e sanguinoso attruppamento; non un'associazione di popoli liberi ed eguali, ma un serraglio

[1] PELLEGRINO ROSSI, *De l'État*, cap. XI, § 2, in *Mélanges*, vol. II, pp. 67 e seg.

di oppressi ed oppressori, di padroni e servi, di flagellati e di flagellatori. Tal fu l'impero della Grecia di Alessandro, tale l'impero romano, tali gl'imperi di Carlomagno, di Carlo V, di Filippo II, di Luigi XIV, di Napoleone I; tali sono nei nostri tempi gl'imperi d'Inghilterra e della Russia. Ora in Stati siffatti è possibile illudersi che non esistano quelle difficoltà e pericoli accennati da Pellegrino Rossi? Ma se nel mondo esistessero mai degli Stati, sia pure della grandezza più smisurata, ma aventi per fondamento la libera volontà di tutti indistintamente i loro varî elementi, siatene certi che le difficoltà e i pericoli temuti dall'illustre italiano sarebbero un vano sogno. « Più è grande la distanza che separa le diverse parti di un impero, più è probabile che queste parti differiscano tra esse per condizioni fisiche, abitudini e costumi ». Sia pure tutto questo. Ma se il vincolo che unisce le varie parti di un impero è la libera volontà di tutte, niuno è che non vegga come la varietà delle condizioni fisiche, delle abitudini e dei costumi, invece che una difficoltà invincibile, è difficoltà già vinta. « Se il governo è assoluto, come potrebbe contare sull'affezione delle province lontane che non lo conosceranno che per l'intermediario dei suoi agenti subalterni? Come contare sull'obbedienza di quei popoli lontani, giacchè il potere non sarà probabilmente che una dura oppressione? » Ma qui la difficoltà non è, no, nella forma del governo assoluto; essa è nell'arbitrario ed illegittimo fondamento dell'unione. Quando un popolo è unito volontariamente ad un altro, nel governo, sia pure despotico, non vede, no, l'imposizione dell'arbitrio straniero, ma l'emanazione della sua volontà. Quindi l'ama ed obbedisce come se fosse un governo libero.

« Se il governo centrale è libero, una monarchia rappresentativa, ad esempio, come non spaventarsi delle difficoltà che offre nella pratica un simile sistema? Come radunare al centro, per una deliberazione ed un'azione comune, un sì gran numero di uomini, chiamati periodicamente da luoghi sì lontani e fuori stato forse di parlare la medesima lingua, di prender parte ai medesimi dibattiti? » Nessun dubbio ancora su queste difficoltà. Tanto è vero ciò che nessun popolo dell'Asia, nè dell'Africa, nè

dell'America si è mai sognato di formare un grande Stato con qualsiasi popolo di Europa. Se queste mostruose unioni hanno avuto luogo, ciò è stato per la violenza dei popoli europei, non mai per libera volontà dei popoli delle altre parti del mondo. Ma ammettiamo per un istante l'ipotesi che varî popoli delle altre varie parti del mondo *liberamente* volessero formare uno Stato a governo rappresentativo con qualche popolo europeo. E bene: in tale ipotesi sarebbe cosa assolutamente ridicola preoccuparsi delle difficoltà immaginate dal Rossi. Se essi hanno deciso liberamente di vivere uniti, col governo rappresentativo, ciò significa che essi non temono queste difficoltà. Temendole non si sarebbero uniti, o, se uniti, non avrebbero scelto per governo quello a forma rappresentativa. E non temendole esse, parti esclusivamente interessate, non ci sarebbe nessuna ragione del mondo per essere temute dalla scienza del diritto internazionale.

« L'ordine e la regola – conchiude Pellegrino Rossi – non sono possibili all'uomo che in una sfera limitata e proporzionata ai suoi deboli mezzi. Se egli porta i suoi sguardi troppo lontano, se egli moltiplica e complica oltre misura gli obbietti che egli pretende regolare, la sua vista si turba, i rapporti delle cose gli sfuggono, ed egli è costretto a consacrare tutte le sue cure ai turbamenti e ai disordini di cui lui medesimo è stato causa. Egli è tuttavia impossibile di esprimere con una cifra la quantità alla quale può elevarsi la popolazione di uno Stato solidamente costituito. Troppe circostanze possono modificarla in più o in meno. Cinque o sei milioni d'Irlandesi alle porte d'Inghilterra, presentano al governo inglese più difficoltà che cinquanta o sessanta milioni d'Indiani a cento leghe di distanza ». [1]

Noi non neghiamo che l'ordine e la regola non sono possibili all'uomo che in una sfera limitata e proporzionata ai suoi deboli mezzi. Ma noi siamo poi pienamente convinti che sarebbe stato assai più esatto, più vero e più vantaggioso se il Rossi avesse detto, come era obbligato a dire, che l'ordine e la regola tanto per l'uomo, quanto per i popoli non sono realizzabili che

[1] Pellegrino Rossi, *De l'État*, cap. xi, § 2, in *Mélanges*. vol. II, pp. 67 e seg.

in una sola cosa: nella *giustizia*. Noi crediamo di non esagerare se affermiamo che la maggior parte di disordini che l'uomo provoca nel mondo siano da attribuirsi più alla ingiustizia dei proprî atti che alla sproporzione tra questi e i suoi deboli mezzi. Ma comunque sia ciò, la cosa certa ed innegabile si è che i soli disordini dei quali l'uomo deve considerarsi responsabile sono quelli che egli provoca meno per la sproporzione tra i suoi atti e i deboli mezzi di cui dispone, che per la violazione dei diritti altrui. Nel primo caso se egli male fa, non lo fa che a sè stesso. Nel secondo lo fa alla società. Ora il giurista è dei mali che l'uomo, sia individualmente, che collettivamente considerato, fa agli altri, che deve attentamente preoccuparsi, non dei mali che egli per questo o quell'altro motivo può fare a sè stesso.

Siamo pienamente di accordo col Rossi, quando dice che è impossibile esprimere con una cifra la quantità alla quale può elevarsi la popolazione di uno Stato solidamente costituito. Ma noi non è la cifra che andiamo cercando. Noi cerchiamo il fondamento legittimo degli Stati, a prescindere dalla cifra della popolazione, che è assolutamente indifferente per diritto internazionale, se sia la più alta che possa immaginarsi o la più bassa. Ed è questo fondamento che il Rossi ha avuto il gran torto di non stabilire. « Troppe circostanze possono modificarla (la cifra) in più o in meno. Cinque o sei milioni d'Irlandesi alle porte d'Inghilterra presentano al governo inglese più difficoltà che cinquanta o settanta milioni d'Indiani ». Ma per noi non v'è che unica e sola circostanza: l'assenza del principio di legittimità nel fondamento degli Stati. Quando uno Stato ha per base la negazione della volontà di uno o più dei popoli che lo compongono, non c'è cifra di popolazione del mondo che possa vantarsi di rimanere invariata e costante. Se gl'Irlandesi costituiscono pel governo inglese tutte quelle difficoltà che sappiamo, ciò non deve attribuirsi ad altro, appunto, che alla mancanza assoluta del principio di legittimità nel vincolo di unione. Quanto agl'Indiani, ci limiteremo a notare che l'avvenire dirà se lo stabilimento degl'Inglesi su di essi non sia altra cosa che un gigantesco, ma passaggiero accampamento.

4. Gian Giacomo Rousseau avea stabilito la cifra di 10,000 uomini per la popolazione che deve costituire ogni Stato. Bluntschli respinge una tale proposta. E noi non sappiamo dargli torto. Ma là dove il Bluntschli ha indubitatamente torto si è quando reca le ragioni per cui bisogna respingere la proposta di Gian Giacomo.

« Gli Stati piccoli - scrive il Bluntschli - potevano sussistere con *dignità e sicurezza nel medioevo.* I tempi moderni spingono a più grandi agglomerazioni, sia che i doveri politici dimandino delle forze nazionali più estese, o che l'ingrandimento di certi Stati sia divenuto una minaccia o un pericolo per l'indipendenza degli altri ». [1]

Rileviamo in primo luogo la confessione, che « gli Stati piccoli potevano sussistere con dignità e sicurezza nel medioevo ». Essa, per bocca dello stesso Bluntschli, non viene a fare altro che a dimostrare l'assoluta inferiorità dei tempi moderni di fronte al medioevo, nei rapporti della vita internazionale dei popoli. Un'epoca, secondo noi, può dirsi altamente progredita nei rapporti internazionali quando sono scrupolosamente garentiti i diritti di libertà e d'indipendenza degli Stati deboli, non già quando sono garentiti quelli degli Stati forti. Nella garenzia dei diritti degli Stati forti il merito non è del diritto, ma della forza. Ora il Bluntschli col dirci che l'esistenza degli Stati piccoli, con *dignità* e con *sicurezza,* era possibile soltanto nel medioevo, che altro viene a fare se non ad affermare che nei rapporti internazionali v'era più progresso nel medioevo che nei tempi moderni? E se una tale realtà era evidente agli occhi del Bluntschli, esso era obbligato a biasimarla, non a giustificarla come non generosamente ha fatto. Vogliamo ammettere che « i tempi moderni spingano a più grandi agglomerazioni ». Ma tutto questo non deve significare che gli Stati piccoli non debbano sussistere con *dignità* e *sicurezza* inferiori a quelle del medioevo. Non bisogna confondere le aspirazioni fugaci e passaggiere di un'epoca colle aspi-

[1] BLUNTSCHLI, *Théorie générale de l'État,* traduz. francese di M. ARMAND DE RIEDMATTEN, seconda edizione, lib. I, cap. I.

razioni eterne ed immutabili del diritto delle genti. Le aspirazioni di esso non sono nè le grandi, nè le piccole agglomerazioni, ma semplicemente le *libere* e *spontanee* agglomerazioni. Dunque essere le aspirazioni dei tempi moderni le grandi agglomerazioni non significa che gli Stati piccoli e deboli debbano agglomerarsi con altri contro il loro sentimento di libertà. La benchè menoma violenza che si facesse contro di essi, per obbligarli a fondere la loro piccola e debole esistenza con quella di altre più forti e potenti, costituirebbe sempre, con buona pace del Bluntschli, la più flagrante violazione del diritto internazionale.

Scrive lo stesso Bluntschli:

« Ogni Stato comprende un *certo numero di uomini* uniti tra essi. Questo numero può essere molto differente: migliaia o milioni; *ma almeno bisogna che la sfera della famiglia sia sorpassata... Una famiglia, da sè sola, una tribù, quella di Giacobbe, ad esempio, potrà divenire il centro intorno al quale se ne raggrupperanno delle altre; ma lo Stato non esisterà che quando questa famiglia unica, fusasi con parecchie altre, sarà divenuta un popolo.* L'*orda* non è ancora un *popolo; senza popolo,* o in un grado più elevato di civiltà, senza *nazione, non v'è Stato* ».[1]

A dare ascolto a queste affermazioni del Bluntschli, parrebbe che là dove le popolazioni avessero avuta la sventura o può darsi anche la fortuna di essersi fermate allo stato di famiglia o di tribù, queste famiglie o queste tribù non avrebbero diritto di rappresentare una personalità internazionale.

Se tale è veramente il concetto del Bluntschli, noi non esitiamo un istante a dichiararlo ingiusto ed arbitrario. Un tal concetto può essere bene accolto da scrittori *formalisti,* da scrittori che alle fallaci apparenze della forma sacrificano la realtà della sostanza; ma esso deve essere assolutamente respinto da chi la sostanza antepone alla forma. Negare alle popolazioni che possono vivere al semplice stato di famiglia o di tribù il

[1] Bluntschli. *Théorie générale de l'État,* traduzione francese di M. Armand De Riedmatten, seconda edizione, lib. I, cap. I.

carattere di personalità internazionale sarebbe metterle al bando di quella giusta e doverosa protezione che il diritto internazionale deve accordare ad ogni libera aggregazione di esseri umani. Le popolazioni che vivono allo stato di famiglia o di tribù sono un aggregato di esseri umani, sì o no? Se sì, come avere il coraggio di negare ad esse il diritto della loro libera e pacifica esistenza? Il diritto internazionale non è la protezione di determinate quantità di uomini aggregati, ma di qualsiasi libera aggregazione di uomini. Date dunque certe contrade in cui gli uomini vivano allo stato di famiglia o di tribù, queste famiglie o queste tribù hanno diritto a quella stessa indipendenza cui hanno egualmente diritto quelle grandi associazioni di famiglie, o di tribù che nelle contrade avanti nel cammino della civiltà si chiamano *Stati.* [1]

Capitolo IX.

L'estensione del territorio.

1. Che la popolazione costituente uno Stato debba abitare un territorio è una verità tanto evidente, che non ha bisogno di dimostrazione.

Ma quale deve essere questo territorio? che estensione deve avere? in che condizioni deve trovarsi?

A queste dimande non può darsi che una sola risposta. La risposta è questa: *quello è territorio di uno Stato, che gli appartiene* LEGITTIMAMENTE. Come nel vero diritto internazionale, nel

[1] « Allorchè più famiglie indipendenti sono stabilite in una contrada, esse ne occupano il dominio libero, ma senza impero, poichè non formano una società politica. Nessuno può impadronirsi dell'impero in quel paese: sarebbe questo un sottomettere loro malgrado quelle famiglie, e alcun uomo non ha diritto di comandare a genti nate libere s'elleno non sottopongonsi a lui volontariamente ». VATTEL, *Le droit des gens*, vol. II, lib. II, cap. VII. § 97.

diritto internazionale guarentigia e non flagrante violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli, vi sono dei modi *legittimi* per unire e mantenere uniti gl'individui che debbono costituire lo Stato; così egualmente vi debbono essere dei modi *legittimi* per possedere e godere liberamente tutti quei beni che formano il territorio dello Stato stesso. Non v'è Stato legittimo là dove gli individui che lo compongono siano uniti non per *libera* e *spontanea* volontà, ma per *violenza*. Del pari, non v'è territorio legittimo di Stato là dove esso null'altra cosa sia che usurpazione di diritti altrui.

2. Quand'è che il territorio di uno Stato non può in modo alcuno dirsi usurpazione di diritti altrui? Quando esso in tutta la sua estensione non si compone che di beni *legittimamente* acquistati e *legittimamente* posseduti.

Quando il territorio di uno Stato si dice legittimamente acquistato e legittimamente posseduto?

Ogni popolo, che di generazione in generazione ha sempre e senza la menoma interruzione abitato e goduto il territorio trasmessogli dai suoi più remoti antenati, possiede un tal territorio a titolo di *successione*. Questo titolo è il più legittimo perchè esso non mantiene un popolo nel possesso di cose che non si è mai sicuri se appartengano o no ad altri popoli stranieri, ma nel possesso di beni che costituiscono il patrimonio sacro e santo degli esseri più cari che possano esistere al mondo: il patrimonio dei proprî antenati. E il patrimonio degli antenati di un popolo può aversi il menomo dubbio che debba legittimamente appartenere a questo e non ad altri popoli? Chi potrebbe mai sostenere che quel territorio che gl'Italiani godono come sacro retaggio dei loro antenati dovesse appartenere a Francesi, Austriaci e Russi? Ci fu, è vero, una lunghissima e luttuosa epoca in cui quel territorio fu posseduto da innumerevoli popoli stranieri, ma ciò fu a titolo di furto e di spogliazione, non già a titolo di successione come adesso lo stanno possedendo i legittimi e veri discendenti degli antichi Italiani.

Se il possesso del territorio lasciato dai proprî antenati è il più legittimo, ognun vede come ogni popolo abbia sacro e

santo il diritto di goderlo liberamente e con assoluta esclusione di qualsiasi altro. Come nei rapporti della vita degli uomini di ogni data società politica ogni cittadino ha sacro e santo il diritto di possedere e godere il campo e la casa lasciatigli dai suoi genitori, così nei rapporti internazionali ogni popolo ha sacro e santo il diritto di possedere e godere il territorio lasciatogli dai proprî antenati. Come è furto lo spogliare un cittadino qualunque del possesso della casa o del campo lasciatigli dai suoi genitori, del pari furto è spogliare un popolo della menoma parte del territorio lasciatogli dai proprî antenati.

3. Dato il possesso di un territorio a titolo di vera e legittima successione, il popolo che ne è investito nessun obbligo ha di destinarlo a questo o quell'uso. Egli al contrario ha l'assoluto diritto di farlo servire a quello scopo che i suoi speciali bisogni e la sua particolare natura gl'imporranno. Se chi possiede legittimamente un territorio potesse essere menomamente obbligato a servirsene non come piace a lui, ma come gl'imponessero gli altri, egli allora sarebbe un *castaldo*, non un *proprietario*.

Qualunque sia per essere, dunque, il modo secondo cui un popolo si serve del suo legittimo territorio, nessun altro popolo del mondo può mai attribuirsi il diritto di reputarsi menomamente offeso di ciò. Egli, quindi, verun limite è nel diritto di imporgli; molto meno poi può spogliarlo in tutto o in parte. Come si è assolutamente obbligati a rispettare il diritto d'indipendenza di un popolo, qualunque sia per essere la sua forma di governo, o il suo grado di civiltà; del pari si è assolutamente obbligati a rispettare il diritto di proprietà del suo territorio, qualunque sia per essere l'uso che ne faccia.

La conseguenza inevitabile e legittima che deriva da quanto abbiamo stabilito è questa. I popoli che utilizzano il loro territorio col sistema dell'*agricoltura*, nessun diritto hanno di privare di una parte qualsiasi dei loro legittimi territorî quei popoli che li utilizzano col sistema della *pastorizia* o della *caccia*. Esercitare la pastorizia o la caccia su di un dato territorio non significa non possederlo, ma utilizzarlo secondo la natura dei proprî

bisogni e delle proprie inclinazioni. Se un popolo cacciatore o pastore avesse quegli innumerevoli e mai soddisfatti bisogni da cui continuamente è tormentato ogni popolo agricoltore, credete voi che egli se ne rimarrebbe per sempre in quel genere di vita? Certamente no: egli avrebbe fatto quel passaggio di vita che hanno fatto tutti quegli altri popoli che un tempo dovettero essere cacciatori o pastori come lui. Se, intanto, esso continua ad essere cacciatore o pastore, ciò significa che esso non ha ancora i bisogni dei popoli agricoltori. E se non l'ha ancora, non c'è nessuna ragione morale o umanitaria del mondo che possa attribuire a qualsiasi altro popolo il diritto di farglieli acquistare collo spogliarlo dei suoi legittimi territorî. In questo modo gli si toglierebbe il mezzo di soddisfare quei pochissimi bisogni che ha, non gli si porterebbe quella menzognera e falsa felicità, di cui sempre si parla per legalizzare tutti gli atti di spogliazione.

Ma il territorio posseduto dai popoli cacciatori o pastori è superiore ai loro bisogni - si dice -. Quindi - si conchiude - è giusto che quelli che ne posseggono uno affatto ristretto, se ne approprino una data quantità. [1]

Questo ragionamento starebbe bene quante volte le quistioni di proprietà territoriale degli Stati si dovessero risolvere secondo i bisogni colpevoli e gli istinti rapaci dei popoli ambiziosi di dominare; non già quando si considerano, come si è assolutamente obbligati di fare, dal punto di vista dei bisogni e dei sentimenti di quei popoli che, comunque le usino, posseggono, *legittimamente*, le loro terre. Quanti e quanti signori, noi non vediamo in qualsiasi Stato, che posseggono estensioni di

[1] Scrisse in proposito il VATTEL: « Vi ha dei popoli che per fuggire la fatica, viver non vogliono che della loro caccia e delle loro gregge. Ciò poteva praticarsi senza opposizione nella prima età del mondo, quando la terra era più che sufficiente per sè stessa al piccol numero dei suoi abitatori. Ma oggi che il genere umano è tanto moltiplicato, non potrebbe sussistere se tutti i popoli viver volessero in tal maniera. *Quelli che ritengono ancora questo genere di vivere ozioso usurpano più terreno di quel che avrebbero mestieri con un onesto lavoro;* e non possono dolersi se altre nazioni più laboriose e troppo ristrette vengono ad occuparne una parte ». *Le droit des gens*, etc., vol. I, libr. I, cap. VII. § 81.

terre assolutamente superiori ai loro veri bisogni, tanto è vero, che non le sottopongono per nulla a quei fecondi sistemi di cultura, che, bene applicati, ridonderebbero a grande utilità di loro e di tanti altri cittadini? Che perciò? Può esservi codice civile di popolo del mondo che autorizzi ogni nullatenente qualunque di appropriarsi tutte o parte di quelle terre per farle servire ai proprî bisogni?

4. « *La terra* - scrisse il Vattel - *appartiene al genere umano per la sua sussistenza*. Se ciascuna nazione avesse voluto fin dal principio attribuirsi un vasto paese, per non vivervi che di caccia, di pesca e di frutti selvatici; il nostro globo non sarebbe sufficiente alla decima parte degli uomini ond'è oggi abitato. *Non è dunque un traviare dalle mire della natura riducendo i selvaggi entro più angusti confini* ».[1]

Nessun concetto più vago e più pericoloso di questo affermato dal Vattel. *La terra appartiene a chi la possiede legittimamente* - noi rispondiamo -. Qualunque possano essere le conseguenze dei vasti territorî posseduti da alcuni popoli, ciò è cosa che riguarda l'economia politica, non il diritto internazionale, il cui supremo e costante fine si è di garantire i *legittimi* possedimenti dei popoli, non quello di autorizzare la usurpazione dei beni altrui, come il Vattel, con una disinvoltura che noi non gl'invidiamo, c'insegna.

5. Il Bluntschli ha scritto ancora:

« *La superficie della terra è destinata ad essere coltivata dall'uomo*, e l'umanità è destinata ad estendere la civiltà sulla terra; ma questo scopo non saprebbe essere raggiunto se le nazioni civilizzate non prendessero in mano l'educazione e la direzione dei popoli selvaggi. Perciò *è necessario di estendere il territorio degli Stati civili, e di costituire delle autorità civili nel più gran numero possibile di località barbare* ».[2]

La terra - rispondiamo noi - è destinata a soddisfare i bisogni di chi legittimamente la possiede. Essa, dunque, deve ser-

[1] VATTEL, *Le droit des gens*, vol. I, lib. I, cap. XVIII, § 209.

[2] BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, tradotto in francese da M. C. LARDY. 4ª ediz., libr. IV, 280, 1, p. 177.

vire a *tutti* gli scopi a cui i *legittimi* padroni la destinano, non semplicemente a quello imposto dal Bluntschli. Ammettere la strana teoria del Bluntschli significherebbe che il legittimo possessore della terra nel servirsene non deve dare ascolto alla voce dei proprî legittimi bisogni, ma a quella dei colpevoli bisogni degli altri. Ma ciò è la negazione più flagrante di ogni vero principio di proprietà, non l'affermazione, non la difesa, non la guarentigia di esso. La coltura della terra è una facoltà del legittimo possessore, non mai una condizione indispensabile per possederla, alla stessa guisa che la istruzione di un uomo o di un popolo è facoltà, non condizione per poter godere il naturale ed assoluto diritto di libertà e di indipendenza.

6. Il Bluntschli, quasi a giustificare le sue teoriche non di diritto, ma di *arbitrio* internazionale, ha detto: « *I selvaggi ignorano in generale la proprietà fondiaria, come ignorano lo Stato* ».[1]

Ciò può star bene nella fantasia del Bluntschli, ma è da discutersi molto se lo sia egualmente nella coscienza e nei sentimenti dei popoli detti selvaggi. Potrà concedersi che presso i popoli selvaggi il concetto della *proprietà privata* non abbia quello sviluppo che si osserva presso i popoli civili. Ma è da negarsi nel modo più assoluto, che presso di essi non esista il concetto della *proprietà internazionale*, l'unica e sola cosa di cui l'internazionalista deve tener conto. Quando un popolo civile usurpa il territorio di un popolo barbaro, è vero sì o no che questo vi oppone quella medesima resistenza che un popolo civile opporrebbe contro qualsiasi suo usurpatore? E quando il popolo civile ha usurpato il territorio del popolo barbaro, è vero sì o no che questo fa sforzi incessanti ed inauditi per rivendicarlo? Leggete le istorie di tutte le usurpazioni compiute da popoli civili contro popoli barbari, e vedrete come questi dimostrino luminosamente la piena coscienza dei diritti della loro proprietà internazionale. Ma a che insistere su ciò, quando abbiano esempi di popoli detti barbari che dimostrano la coscienza

[1] BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, libr. IV, 280, 1, p. 177.

dei diritti di proprietà internazionale, oltre che coi fatti, anche col loro commovente e chiaro linguaggio? Nel classico libro, che Alessio di Tocqueville ha consacrato agli Stati-Uniti di America, troviano il testo di una petizione diretta dalla tribù dei Cherochees al Congresso di Washington, che voleva spogliarli del loro territorio.

« *Da un tempo immemorabile* - dicevano essi - *il nostro Padre comune che è nei cieli ha dato ai nostri padri la terra che noi occupiamo: essi ce l'hanno trasmessa come loro retaggio. Noi l'abbiamo conservata con rispetto perchè essa contiene le loro ceneri. Questo retaggio l'abbiamo noi giammai perduto o ceduto? Permetteteci di chiedere umilmente: qual diritto migliore può avere un popolo e un paese che il diritto di eredità e la possessione immemorabile? Giammai i nostri padri avrebbero consentito ad un trattato il cui risultato sarebbe stato di privarli dei loro più sacri diritti e di rapir loro il loro paese* ».[1]

Da questo linguaggio ognun vede che non è davvero nell'animo dei popoli barbari che faccia difetto il sentimento dei loro diritti di proprietà territoriale. È nei popoli civili che anche oggi, come nella barbarie dell'antichità e del medioevo, manca il sentimento della giustizia internazionale.

Sull'argomento di cui ci occupiamo, vogliamo riprodurre ancora il discorso di un Cafro, fatto prigioniero dagli Olandesi. Esso servirà a provare sempre più il sentimento che tutti i popoli barbari hanno della proprietà delle loro terre. Ecco com'è riferito dal Dapper:[2]

« Gli si fa (al Cafro) ogni sorta di buon trattamento per obbligarlo a manifestare i motivi che avevano spinto la sua nazione a prendere le armi. – *E voi, o Olandesi,* rispose egli in collera, *chi vi ha obbligato a dissodare le nostre terre e a seminare del grano nei nostri pascoli? Con qual diritto venite ad impadronirvi della eredità dei padri nostri, di un paese che*

[1] V. Giuseppe Saredo, *Principî di diritto costituzionale*, vol. I, lez. III, § 12, p. 98.

[2] *Description de l'Afrique*, p. 377.

ci appartiene da tempo immemorabile? E in virtù di quale legge voi potrete mai impedirci di pascere i nostri greggi nelle terre che sono nostre, e sulle quali non vi è permesso di discendere che per ristorarvi passando? Ed intanto voi disponete dei nostri beni da sovrani, e ci imponete tutti i giorni qualche nuovo divieto di avvicinare tale o tal altra terra. Che direste voi se vi si venisse a provocare nello stesso modo nel vostro paese? Soffrireste voi ciò di buon umore? » Comparate a queste parole del Cafro la risposta che gli si diede. Gli si rispose che la sua nazione avea perduto il Capo e le terre *che ne dipendevano*, colla *sorte delle armi*, e che era cosa abbastanza inutile il tentare di rapirle. Ecco il linguaggio degli Europei, degli uomini *civili, illuminati*. Ecco il diritto pubblico presso a poco universale della parte del globo ove la perfettibilità della specie umana, secondo si pretende, ha fatto i più grandi progressi! Ma quel Cafro infelice, quello stupido Cafro che non aveva per guida che la ragione naturale, che noi a titolo di favore chiamiamo il volgare buon senso, quale lezione non ha dato al suo interlocutore? [1]

7. Non è semplicemente la *successione* il titolo per cui un popolo può possedere legittimamente il territorio. Ve ne sono ancora altri due: l'*occupazione* e la *convenzione*.

Occupazione. Perchè l'occupazione sia veramente occupazione e non un camuffato ladroneccio, è assolutamente indispensabile che il territorio che si acquista non appartenga a nessuno. E un territorio si può dir veramente di non appartenere a nessuno quando sì nell'atto in cui si acquista, che in un dato tempo in cui si possiede - tempo che non potrà essere nè inferiore, nè superiore ai quindici anni, perchè gli atti dei popoli non sono atti privati che possono mantenersi lungamente occultati, agli occhi di coloro i cui diritti possono venire menomamente lesi da essi - non venga esercitata alcuna violenza. Il fatto della violenza fa sempre supporre che il territorio occupato non era va-

[1] V. Gérard de Rayneval, *Institutions du droit de la nature et des gens*, vol. I, lib. II, nota 22.

cante, ma aveva un padrone. Ora acquistare un territorio che ha il suo padrone, si è compiere un ladroneccio non una vera e legittima occupazione.

Non basta che il territorio che si acquista sia assolutamente senza padrone, perchè l'atto con cui si acquista costituisca una vera occupazione. È indispensabile che questa occupazione sia EFFETTIVA. Non vogliamo qui determinare quali sono gli atti che danno all'occupazione il vero carattere di effettiva. Ma non possiamo fare a meno di dire che essi debbono essere tali da far nascere nell'animo di un viaggiatore la piena e non dubbia convinzione di trovarsi di fronte ad un territorio che non è senza padrone. Se l'occupante è un popolo agricoltore, la *coltura* del territorio occupato ci sembra un atto indispensabile per dare all'occupazione il carattere di effettiva. Il colono europeo non può invocare un titolo equivalente a quello che invoca il nomade, poichè la vita sedentaria è nelle sue abitudini, nei suoi costumi e forma uno dei caratteri della sua civiltà. Se l'occupante, invece, è un popolo cacciatore o pastore, allora la caccia o la pastorizia bisogna che sia un fatto reale e non apparente. Che se nè il popolo agricoltore vi fa opera di coltura, nè il cacciatore o pastore vi dà segno di esercitarvi la caccia o la pastorizia, allora il territorio che si pretende occupato deve considerarsi perfettamente vacante e senza padrone.

Convenzione. Perchè la convenzione o il trattato sia un titolo legittimo per acquistare il possesso di un qualsiasi territorio, occorre in primo luogo che essa non sia il prodotto della *violenza*, ma libera e spontanea emanazione della *volontà* dei contraenti. Chi cede, aliena o cambia un territorio, non deve far ciò perchè così altri gl'*impone*, ma perchè così egli *vuole*. Nel secondo caso l'acquisto del territorio ceduto, alienato o cambiato è un acquisto legittimo e inviolabile. Nel primo esso è una usurpazione, contro la quale chiunque ha eterno diritto d'insorgere.

In secondo luogo, chi cede, aliena o cambia un territorio, deve essere veramente padrone, non un usurpatore. Se esso è un usurpatore e non un vero padrone, la convenzione deve di-

chiararsi come assolutamente *nulla,* e incapace di produrre diritti e doveri.[1]

In ultimo luogo perchè la convenzione sia ammissibile, e per togliere ogni equivoco, dobbiamo dire che essa deve avere per obbietto esclusivamente un territorio, non il menomo individuo che possa abitare il territorio che voglia cedersi, alienarsi o cambiarsi. L'uomo od ogni aggregato di uomini non è un oggetto di cui altri possa disporre liberamente, ma una persona, di cui padrone di disporre è assolutamente ed esclusivamente lui. Un popolo, al quale un altro popolo è aggregato, ha tutto il diritto di disgregarsi da questo, quando non voglia più costituire una unione politica con esso, ma egli nessun diritto ha di disporre delle sue sorti come potrebbe disporre di un territorio qualunque. I popoli si *uniscono* tra loro, non si cedono, non si alienano, non si cambiano E si uniscono con un contratto libera emanazione della volontà di quelli *direttamente* ed *immediatamente* chiamati a costituire l'unione, non con un contratto in cui la parte rappresentata dal popolo che vuole cedersi, alienarsi o cambiarsi è simile a quella di un branco di pecore o di un podere. Ciò che per convenzione può alienarsi, cambiarsi, cedersi, è il territorio, esclusivamente il territorio, ma mai un popolo, che non è *res,* ma *persona.*

[1] I puritani inglesi, che si stabilirono nella Nuova Inghilterra, comprarono dai selvaggi il terreno che vollero occupare. Però, osserva CREASY, « il sistema della compra era grossolanamente fraudolento dalla parte dei civili nuovi arrivati, i quali scientemente compravano estese regioni dai capi o da altri che non avevano alcun diritto di alienarle, e interpetravano poi i confini delle contrade acquistate secondo la loro propria convenienza e la loro rapacità ». *First Platform,* § 218 cit. dal FIORE. Ma qui, come ognun vede, si trattava di atti di rapacità meritevoli della più rigorosa punizione, non di convenzioni.

Capitolo X.

L'equilibrio politico.

1. Che diremo dell'*equilibrio politico?* [1] Dovremo ammettere negli Stati l'obbligo di mantenere *eternamente* un eguale grado di forza, come il sistema dell'equilibrio politico vorrebbe? [2] Sa-

[1] « La parola *equilibrio* deriva dal latino *equus* e *libra, bilancia*, ed esiste equilibrio, quando l'asta della bilancia è in posizione parallela all'orizzonte ed esprime fra le altre idee quello stato di contrasto di forze opposte ed eguali che si distruggono e si neutralizzano. In politica si volle usare questa parola per indicare lo stato di eguaglianza delle forze degli Stati, in guisa che venendo in opposizione si distruggerebbero e si neutralizzerebbero. In effetto Ancillon disse non altro essere l'equilibrio politico che un sistema di *contro-forze*, e Montesquieu lo chiamò *uno sforzo di tutti contro tutti*. Quindi essenziale condizione per l'equilibrio politico così concepito è l'eguaglianza materiale della forza degli Stati.... L'eguaglianza materiale potrebbe risultare o dal dividere egualmente i territorî degli Stati o dall'assegnare loro lo stesso numero di abitanti, o dallo imporre ad ogni nazione lo stesso numero di soldati, lo stesso sviluppo fisico e morale, e dal renderli in tutto materialmente eguali ». G. Carnazza-Amari. *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, 2ª ediz., vol. I, sez. 2ª, cap. iv, § 5. pp. 319 e seg.

[2] Fénélon, uno dei valorosi ed eloquenti difensori del sistema dell'equilibrio politico, così esprime il suo concetto in proposito : « L'attenzione a mantenere una specie di eguaglianza e di equilibrio fra le nazioni vicine è ciò che ne assicura il riposo comune. A questo riguardo tutte le nazioni vicine ed unite pel commercio costituiscono un gran corpo ed una specie di comunanza. Tutti i membri che compongono questo gran corpo, devono fare in modo, per il bene che si vogliono scambievolmente, da prevenire qualsiasi progresso di ognuno dei membri, che rovescierebbe l'equilibrio e condurrebbe alla rovina inevitabile di tutti gli altri membri. Tutto ciò che altera o cambia questo sistema generale di Europa è troppo pericoloso e trascina dietro di sè dei mali immensi. Tutte le nazioni vicine sono talmente legate dai loro interessi le une alle altre e al corpo d'Europa, che ogni menomo progresso particolare può alterare questo sistema generale che forma l'equilibrio e che è il solo che possa assicurare la pace pubblica. Togliete una pietra da una volta e tutto l'edificio rovina, perchè tutte le pietre si sostengono contrapponendosi. L'umanità pone quindi tra gli Stati vicini un vicendevole dovere di difesa per la salute comune contro un vicino Stato che diviene troppo possente.... ». *Examen de coscience sur les devoirs de la royauté*, Œuvres, tom. III, p. 361, ediz. 1835.

rebbe venire miserevolmente meno ai principî che abbiamo stabiliti e sostenuti nei due precedenti capitoli.

In che volete, infatti, far consistere la forza che dovranno rappresentare gli Stati? Volete farla consistere nella quantità della popolazione? E allora l'equilibrio politico, che imporrebbe a tutti gli Stati l'obbligo di avere una eguale quantità di popolazione, sarebbe una flagrante ed iniqua violazione del diritto di libera aggregazione politica. I popoli non sarebbero padroni di far parte di quella unione politica scelta dalla giustizia della loro libera volontà, ma forzatamente obbligati a mantenersi in quelle unioni politiche destinate dall'arbitrio dell'altrui capriccio. Così noi dovremmo assistere al mostruoso ed antisociale spettacolo di popoli desiderosi di vivere vita politica autonoma, eppur costretti a vivere in immorale e detestabile connubio con altri; e di popoli, poi, desiderosi di vivere in unione politica con altri, forzatamente obbligati a mantenersi separati ed isolati tra loro. Sicchè non Stati, libera e spontanea espressione della volontà dei popoli, noi avremmo nel mondo; ma Stati, violenta ed arbitraria imposizione della volontà straniera: non Stati-patrie, ma Stati-prigioni; non Stati in accordo col diritto internazionale, ma Stati in aperta ribellione con esso.

Volete far consistere la forza degli Stati nella estensione del territorio? E, allora, l'equilibrio politico, che imporrebbe agli Stati l'obbligo di avere una eguale estensione di territorio, sarebbe la più flagrante violazione del diritto di proprietà territoriale dei popoli. Esso null'altra cosa sarebbe che l'applicazione del *socialismo* nei rapporti della vita dei popoli, di quel socialismo che tanto orrore desta in ogni anima onesta, tutte le volte che si accenni di volerlo realizzato nei rapporti della vita degli uomini di ogni singola società politica. I popoli, così, non avrebbero più diritto a possedere quei territorî che la loro libera e legittima attività, variamente sviluppata ed esercitata, loro darebbe diritto di acquistare, ma semplicemente quelli destinati ad essi da una forza estranea e indipendente dalla loro varia capacità. Un popolo inetto ed indegno, per la sua inettezza, a possedere un palmo di territorio, dovrebbe possederne una quantità

eguale a quella di un altro intelligente e capacissimo di possederne una quantità maggiore. Un popolo, al quale, pel ristretto numero degli individui che lo compongono, un piccolo territorio sarebbe sufficientissimo, dovrebbe occuparne uno eguale a quello di un popolo che, per il continuo e notevolissimo aumento degli individui che lo compongono, avrebbe urgente e vitale bisogno di possederne uno più ampio.

Se queste sono le inevitabili conseguenze cui conduce l'applicazione dell'equilibrio politico, tanto se si fa consistere nell'obbligo di avere una eguale quantità di popolazione, quanto nell'obbligo di possedere una eguale estensione di territorio: chi non vede che per esso, come per qualsiasi altro principio ingiusto, non deve in verun modo esservi posto in diritto internazionale? Come, senza pronunziare la sua condanna di morte, la sua non esistenza, il diritto internazionale, il cui supremo fine è l'assoluto e scrupoloso rispetto delle libere aggregazioni dei popoli e dei loro legittimi possedimenti territoriali, potrebbe mai accordare ospitalità nel suo campo ad un principio di flagrante ed aperta violazione del diritto di libera aggregazione dei popoli e del diritto dei loro legittimi possedimenti territoriali? L'equilibrio politico non può, non deve aver posto nel diritto internazionale. Le parole che lo esprimono devono essere assolutamente bandite, cancellate per sempre dal dizionario.

2. Ma - si dice - obbligando tutti indistintamente gli Stati ad avere un eguale grado di forza, l' equilibrio politico ha un alto ideale di giustizia per mira. Esso si oppone alla formazione dei grandi Stati, degli Stati potenti per numero di popolazione e per estensione di territorio. E i grandi e potenti Stati chi non sa che costituiscono un permanente pericolo contro la sicurezza dei piccoli Stati e la pace generale dell'umanità? Ora il sistema politico - si conchiude - che evita questo pericolo, coll'impedire le cause che possono produrlo, non fa cosa onesta e giusta?

Noi, in verità, non arriviamo a comprendere con qual coraggio si possa chiamare giusto ed onesto un sistema che, senza distinguere mezzo da mezzo, si oppone alla formazione di qualsiasi grande e potente Stato.

Il diritto internazionale non è alla formazione dei grandi Stati che si oppone. Esso, nessuno ideale ha sulle dimensioni degli Stati. I soli Stati contro cui esso si oppone sono quelli che tanto nel formarsi quanto nello estendersi violano i diritti dei popoli.

Gl' imperi di Grecia, di Roma, di Carlomagno, di Carlo V, di Filippo II, di Luigi XIV, di Napoleone I, non sono condannati dal diritto internazionale per il semplice fatto che furono grandi e potenti, ma perchè non ebbero altro fondamento che la negazione dei diritti d' indipendenza dei popoli forzatamente obbligati a formarli. Data l' ipotesi che questi imperi, invece che per violenza dei loro fondatori, si fossero formati per libera e spontanea volontà dei popoli che li costituirono, essi sarebbero stati pienamente legittimi e contro di essi, quindi, nulla il diritto internazionale avrebbe potuto osservare. Opporsi alla esistenza di un grande Stato, formatosi con mezzi legittimi, è atto arbitrario, come la benchè monoma opposizione che si esercitasse contro l'esistenza di un piccolo ma legittimo Stato. E l'equilibrio politico che si oppone all'esistenza degli Stati sol perchè *grandi* e *potenti*, senza tener conto se essi sieno fondati o no con mezzi legittimi, è un sistema che deve respingersi assolutamente, perchè causa diretta ed immediata di simili atti arbitrarî.

Ma gli Stati grandi e potenti possono essere un pericolo per l'indipendenza dei piccoli e la pace generale. Sia. Ma fino a quando essi nessun atto fanno che sia di menoma violazione dei diritti d' indipendenza di un qualsiasi popolo, fino a quando essi non esistono e non progrediscono con altro mezzo che la libera e spontanea volontà dei popoli che li compongono, voi dovete rispettarli scrupolosamente. Il diritto internazionale comanda la repressione del delitto internazionale, non già dell' intenzione di un tal delitto. Ora, per pretendere il diritto di opporsi alla esistenza dei grandi Stati, voi siete assolutamente obbligati a dimostrarci che essi rappresentino un delitto internazionale, non l' intenzione di un delitto. C' è uno Stato che tenga unito a sè uno o più popoli coll'arbitrio della violenza o che voglia incorporarsene uno o più altri, sempre coll'arbitrio della violenza? Esso ha compiuto o

sta per compiere un delitto internazionale, perchè la violazione del diritto d'indipendenza di un qualsiasi popolo del mondo costituisce il più grave delitto internazionale. Ed in questo caso tutti gli Stati del mondo hanno sacro e santo il diritto di fargli guerra per obbligarlo ad emancipare quell'uno o più popoli che possiede per violenza o per impedirgli d'incorporarsene altri collo stesso mezzo della violenza. Ma se esso tiene uniti i popoli che lo formano per loro libera volontà e non per sua violenza, se ogni altra incorporazione di popoli compie per volontà di questi e non per sua violenza, allora esso non è uno Stato delinquente, ma onesto e giusto.

Delinquenti sarebbero quegli Stati che, in nome di quel gran delitto che si chiama equilibrio politico, osassero attentare alla sua legittima esistenza. Gli Stati d'Europa avrebbero tutta la ragione del mondo di combattere l'esistenza dello Stato italiano, quante volte essi fossero nel grado di dimostrare che l'unione dei vecchi Stati d'Italia non si formò, nè si mantiene in vita per libera volontà di tutti essi, ma per imposizione di uno solo di essi, il Piemonte, ad esempio. In quest'ultimo caso esso sarebbe uno Stato arbitrario. Ma combatterlo per il timore che la sua grandezza possa essere un pericolo per l'indipendenza degli altri, sarebbe atto ingiusto. Gli Stati di Europa avrebbero tutta la ragione del mondo di combattere l'unione della Spagna e del Portogallo, quante volte essa venisse a compiersi non per libera volontà di entrambi codesti popoli, ma per violenza di uno di essi. Ma combatterla per il timore che essa potrebbe essere un pericolo per l'indipendenza degli altri Stati, sarebbe ingiusto. Gli Stati d'Europa debbono combattere l'estendersi della Russia nella Bulgaria, non già per il timore che una tale estensione potrebbe essere un pericolo per la loro indipendenza, ma perchè oramai è accertato che essa sarebbe la più flagrante violazione dei diritti d'indipendenza del popolo bulgaro. Non violazioni dei diritti dei popoli immaginarie e temibili, dunque, gli Stati debbono detestare e combattere, ma violazioni reali ed attuali. *Il timore di potere essere aggredito non dà mai diritto di farsi aggressore.* Ma ad ogni menoma aggressione che uno

Stato abbia fatto o minacci di fare, tutti gli Stati del mondo hanno diritto di opporvi la più energica ed esemplare resistenza. L'abuso del diritto d'indipendenza che uno Stato, per quanto grande, altrettanto legittimo, *può* fare non dà mai diritto a qualsiasi altro Stato di toglierli l'uso del diritto d'indipendenza. Ma ogni menomo abuso che esso compisse realmente, darebbe a tutti gli altri pieno diritto di reprimerlo.

3. Ma - si dice ancora - permettendo ad uno Stato un eccessivo ed indefinito ingrandimento, come non accorgesi che in tal modo gli si viene ad assicurare una specie di dominazione universale, una supremazia su tutti indistintamente i popoli della terra? Ed allora qual popolo al mondo avrebbe più diritto di considerarsi sovrano? Qual popolo potrebbe sottrarsi all'influenza di una tale dominazione o supremazia universale?

Fino a quando - rispondiamo noi - esisteranno al mondo popoli capaci di far risplendere le virtù che li adornano, e popoli disposti a riconoscere ed ammirare la grandezza, non ci facciamo illusioni, la temuta dominazione o supremazia universale di uno fra tutti gli altri sarà sempre ed incontrastabilmente un fatto reale ed esistente. Gettate uno sguardo su tutte le epoche della storia e voi vedrete che non ve ne ha una in cui non vi sia stato popolo il quale non abbia esercitata la sua dominazione o supremazia universale.

Comprendo e pienamente giustifico qualsiasi avversione contro una dominazione o supremazia *arbitraria*, ma io non so proprio comprendere nè giustificare perchè si debba avere eguale orrore per una dominazione o supremazia *legittima*, per una supremazia che fosse non forzata, ma *volontaria*, non imposta, ma *libera*, non violenta, ma *spontanea*, non armata, ma *pacifica*. La prima è flagrante violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli. Ma la seconda rispetta scrupolosamente questi diritti. E, rispettandoli, non c'è nessuna ragione del mondo perchè il diritto internazionale debba combatterla. Il diritto internazionale ha condannato inesorabilmente la dominazione universale della *rivoluzione francese*, perchè essa fu apertamente violatrice dei diritti d'indipendenza dei popoli. Ma dato che essa fosse

stata scrupolosamente rispettosa ed osservante dei diritti dei popoli, come prometteva nel suo primo periodo, perchè il diritto internazionale avrebbe dovuto combatterla? La Santa Alleanza è stata condannata dal diritto delle genti, perchè essa fu un delitto internazionale, e fu delitto internazionale perchè la sua base fu l'aperta violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli. Ma, data l'ipotesi che essa avesse avuto il nobile ed umanitario fine di garantire e difendere i diritti dei popoli, per qual ragione avrebbe dovuto essere combattuta?

Capitolo XI.

I confini naturali.

1. Dai capitoli precedenti noi sappiamo, che quella è popolazione di uno Stato, la quale dimostri la ferma e sincera volontà di costituirlo. Sappiamo ancora, che quello è territorio del medesimo Stato, il quale sia legittimamente acquistato e posseduto.

Ora si tratta di sapere se uno Stato abbia diritto di pretendere che la sua popolazione o il suo territorio cominci e finisca là dove cominciano e finiscono i così detti *confini naturali.* In altri termini, uno Stato il quale non ha affatto confini naturali – confini che esistono intanto in territorî vicini non posseduti da esso – ha il diritto di acquistarli ed appropriarseli? Uno Stato, ad esempio, circondato da territorî che finiscono in un fiume, in una catena di montagne, in un lago, in un mare, in un deserto, può occupare questi territorî per avere i così detti confini naturali di un fiume, di una catena di montagne, di un lago, di un mare, di un deserto? Delle due, l'una. O i territorî di cui trattiamo sono abitati o no. Se si trovano abitati, non ci sono confini naturali di territorî del mondo che possano dare ad uno Stato il diritto di acquistarli. Superiori ai

così detti confini naturali vi sono i sacri ed inviolabili diritti di libertà e d' indipendenza dei popoli. Lo Stato dunque che avesse la velleità di cominciare e finire in territorî presso i quali esistono i confini naturali, non colla violenza può annettersi i popoli che li abitano, ma solamente colla libera manifestazione della volontà di essi. In quest'ultimo caso l'unione sarebbe pienamente legittima. Ma se la volontà di quei popoli è assolutamente contraria, e lo Stato, di cui trattiamo, intanto osa aggregarseli colla violenza, allora l'aggregazione è ingiusta e non può permettersi.

D'altro canto, i territorî, in cui esistono i confini naturali, possono essere non abitati. Ebbene, anche in questo caso, delle due l'una. O il territorio è legittimamente posseduto da altri Stati, o non appartiene a nessuno. Nella prima ipotesi è evidente che aspirare ad acquistarlo, è aspirare ad acquistare una cosa altrui, è aspirare ad una spogliazione, è aspirare al furto. Ora i confini naturali non potranno mai costituire una ragione legittima per autorizzare l'acquisto di una cosa altrui, la spogliazione, il furto. Lo Stato che avesse la velleità di acquistare un territorio vicino, presso cui esistono i confini naturali, ma che è posseduto legittimamente da altri Stati, può tentare di ottenerlo a titolo di permuta, di compra, di cessione, ma esso nessun diritto ha di rubarlo. Superiori ai confini naturali vi sono i sacri ed inviolabili diritti della proprietà territoriale. Nella seconda ipotesi lo Stato può benissimo acquistare il territorio di cui si tratta col diritto di *occupazione*. Ma perchè questa occupazione sia legittima e rispettata da qualsiasi altro Stato del mondo, è assolutamente indispensabile che sia *effettiva;* essa, cioè, deve essere tale da far comprendere nettamente a qualsiasi altro Stato che il territorio di cui si tratta abbia un padrone.

2. Ma i confini naturali - si dice - sono una necessità assoluta per ogni Stato, perchè essi sono un mezzo potentissimo per difendersi dalle possibili aggressioni dello straniero.

Noi rispondiamo a siffatta obbiezione, cominciando col negarle ogni carattere di verità. Se per acquistare i confini naturali occorra soggiogare dei popoli che vogliano conservare la loro in-

dipendenza, allora niuno è che non possa riconoscere come tale acquisto, più che accrescere lo Stato di un elemento di forza, non faccia altro che indebolirlo.

L'acquisto di confini naturali colla violenta sottomissione dei legittimi padroni, non produce altro effetto che quello di ridurre in nemici interni popoli che forse prima erano i migliori amici. Se questo sia un *potentissimo* mezzo per difendersi dalle aggressioni straniere, ce lo dice la miserevolissima fine che hanno avuto gli Stati che se ne sono serviti. Quanti confini naturali, colla corrispondente sottomissione dei legittimi padroni, Napoleone I non acquistò alla Francia? Ciò impedì che questa fosse stata invasa ed avvilita?

Non è di carboni estinti che si forma un braciere. Non sarà nemmeno di popoli schiavi che si formerà la forza degli Stati. Un popolo schiavo vedrà sempre con indifferenza l'incendio di guerra che distrugge lo Stato, perchè il di lui animo avvilito non risente alcun oltraggio, il suo carattere snervato non è capace di sforzo, perchè dai suoi sacrifizî non si può ripromettere che un accrescimento di miseria, perchè passando sotto un altro dominio straniero non fa che cangiar di catene, perchè lo Stato non è uno Stato–patria, ma uno Stato–prigione. Al contrario il grido della patria in pericolo risuona nel cuore di tutti i liberi cittadini; essi si alzano prontamente in massa, sollevando sopra dello Stato una selva di spade, per garantire i loro figli, le loro spose, i loro amici, la proprietà, la vita e la patria, che veglia il giorno alla loro felicità, la notte alla loro sicurezza, in tutto il corso dell'anno ai loro interessi e piaceri.

Nell'ipotesi poi che uno Stato acquisti i confini naturali con modi assolutamente legittimi, per dirci che essi sieno un mezzo potentissimo per difendersi da qualsiasi aggressione straniera, ci si dovrà dimostrare qual popolo del mondo v'è stato che, pur possedendoli, non sia stato mai nè aggredito, nè conquistato nè ridotto allo stato di schiavitù. Ci furono catene di montagne, fiumi, mari, laghi, deserti, che impedirono alla Grecia di Alessandro, prima, e a Roma, poscia, di conquistare tutto il mondo allora conosciuto? Il mare e le Alpi hanno forse impedito che

l'Italia fosse stata l'eterna schiava del mondo? I Pirenei, negli ultimi tempi, hanno impedito che la Spagna fosse invasa due volte dalla Francia?

Ma sieno i confini naturali un mezzo adatto per difendersi dalle altrui violenze o non lo sieno, ciò non potrà essere mai una ragione per rubarli ai legittimi possessori. [1] In diritto internazionale, nel vero diritto internazionale, non vi sono al mondo nè confini naturali nè confini artificiali; vi sono esclusivamente confini *legittimi*. E confini legittimi sono non i naturali, ma quelli legittimamente acquistati e legittimamente posseduti. Non i confini naturali sono confini legittimi. I confini legittimi sono naturali. La difesa dei proprî diritti è nel rispetto dei diritti degli altri, che gli Stati debbono ricercarla, non già nei confini naturali. Gli Stati esistono per esercitare diritti, non per avere confini naturali. Chi si è mai sognato, chi può mai sognare, che, nei rapporti della vita degli uomini delle società civili, ogni uomo, per aver sicura la propria vita, dovesse essere di questa o quella forza fisica e

[1] Se ogni Stato fosse in diritto di acquistare il territorio di un paese vicino, invocando come principio che questo territorio cost'tuisce dal punto di vista geografico il suo sistema di difesa, egli è evidente che nessuno Stato del mondo potrebbe più essere al sicuro dalle aggressioni di un vicino più potente di lui; che la forza e non più il diritto diverrebbe la regola determinante la possessione territoriale, e che l'integrità e l'indipendenza degli Stati deboli sarebbero messi perpetuamente in pericolo. Non solo. Ammettendo per un solo istante che lo Stato abbia il diritto di adagiarsi in grembo ai pretesi confini naturali, verrebbe ad essere ratificata l'oppressione di gran numero di popoli, già consumata, e si giustificherebbe quella che altri Stati mirassero a compiere. « Il desiderare un popolo quello che fu domandato difesa e propugnacolo di naturali frontiere - scrive il MAMIANI - non gli porge nemmanco l'ombra di ragione e di facoltà per attribuirsele e farle sue. Che è il caso della Francia ostinata ad arrogarsi una sorta di nativo diritto sulle province renane; e sarebbe altresì della Prussia quando s'incorporasse con viva forza alcune province limitrofe sotto colore che le siano necessarie affin di ben rotondarsi: ingegnoso vocabolo, ritrovato da taluni di quei faccendieri in politica, i quali seduti accosto al tappeto verde considerano le genti umane come creta informe da porsi sulla ruota del vasellaio, e cavarne ciò che riesce a proposito ». *Dell'ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 8, 42. — E i signori FUNCK-BRENTANO e SOREL scrivono ancora: « Perchè uno Stato giudica che questo fiume gli è necessario per la difensiva e che questo *défilé* gli offre dei vantaggi per l'offensiva, non ne segue che egli abbia il diritto di impadronirsene a spese dello Stato che ne è il legittimo possessore. Se esso li prende fa atto di guerra, si è la forza che glie li dà, non il diritto ». *Précis du droit des gens;* Paris, 1877, lib. I, cap. I, VIII, p. 19.

morale? e che ancora, per possedere tranquillamente la sua casa o il suo campo, dovesse avere questo o quel confine naturale? dovrebbe, insomma, stare come chiuso in fortezza? Ciò poteva essere spiegabilissimo nel medioevo, nell'epoca in cui il diritto era del più forte, ma non più nei tempi moderni, nei tempi in cui il diritto dev'essere del più giusto. Ci si dirà che nei rapporti internazionali siamo ancora in perfetto medioevo. Sia. Ma la missione dello scrittore non deve esser quella di eternare un sì vergognoso stato di fatto, ma combatterlo, additarlo all'esecrazione generale e cercare di sostituire al fatto bruto il fatto razionale. E bene: lasciando in vigore il principio che uno Stato abbia diritto a possedere non già confini esclusivamente *legittimi*, ma confini *naturali*, si eterna, non si combatte, l'attuale medioevo dei rapporti della vita dei popoli.

Capitolo XII.

La dimora fissa.

§ 1. — *Popoli e tribù nomadi.*

È indubitato che qualsiasi associazione di uomini del mondo non possa vivere senza abitare un dato territorio. Ma, perchè un'associazione di uomini abbia il diritto alla personalità internazionale, è assolutamente richiesto che debba avere una dimora o un domicilio *fisso?* Qualunque noto scrittore di diritto internazionale voi interroghiate, tutti sono unanimi e concordi nel rispondere, che la dimora o domicilio fisso sia condizione indispensabile per riconoscerle tale personalità. Citiamone alcuni, di maggiore importanza.

Scrive il Wheaton: « Egli è d'uopo distinguere ancora uno Stato da un'orda di selvaggi, la quale nemmeno compone una civile società. Il concetto legale di uno Stato implica necessariamente

una stabile dimora, nonchè un territorio certo che appartenga al popolo che vi stanzia ».[1]

« I popoli nomadi - scrive Charles Calvo - non avendo nè territorio proprio (?) nè domicilio fisso, non potrebbero essere considerati come Stati ».[2]

Più reciso è il Bluntschli.

« I popoli nomadi - egli afferma - non sono considerati come Stati, perchè essi non hanno domicilio fisso e territorio proprio (?) ».[3] « I popoli viaggiatori - soggiunge lo stesso scrittore - mancano di stabilità e sovente anche di unità sufficiente. Essi sono rimasti stazionarî, quando le altre nazioni si costituivano in Stati. Si è solamente quando si stabiliscono in un paese, di una maniera duratura, come altra volta gli Ebrei in Palestina, gli Arabi in Bagdad, i Mongoli in China, i Turchi nell'impero d'Oriente, che essi possono fondare degli Stati. Fintantochè sono ancor nomadi, gli Stati sul territorio dei quali essi viaggiano son ben forzati di contare su di essi, di regolare per trattati certe quistioni, e di costringerli a rispettare le obbligazioni imposte dal diritto internazionale. Questi Stati hanno il diritto, per esempio, d'impedire ai Turcomanni di profittare delle loro escursioni per rapire degli uomini, o di costringere i Beduini e i Cherkess a rispettare le colture delle nazioni civili, benchè nè i Turcomanni nè i Beduini posseggano diritti di Stati costituiti ».[4]

« Ai popoli nomadi, i quali hanno un'organizzazione politica e che sono rappresentati da capi - scrive il Fiore - non si può attribuire *de jure* la personalità internazionale ».[5]

Scrive il Carnazza-Amari: « Essendo il carattere precipuo dello Stato l'esistenza di un'autorità sovrana, che l'attività dei

[1] WHEATON, *Éléments du droit international*, parte I, cap. II, § 2. 3.

[2] M. CHARLES CALVO, *Le droit international*, 3a ediz., vol. I, lib. II, § 63.

[3] BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, 4a ediz. francese, lib. II, 1, 20, p. 65.

[4] Ivi, pp. 65 e seg.

[5] PASQUALE FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, 3a ediz., vol. I, part. gen., lib. II, sez. 1a, cap. III, 311, p. 297.

consociati governi, non può lo Stato esistere senza un territorio permanente, nel quale i suoi membri fissino la loro dimora; l'idea di Stato quindi implica per necessità quella di una porzione di terra che si appartenga esclusivamente ai suoi membri. Da ciò sorge che le orde nomadi, erranti, senza territorio stabile non sono uno Stato; perchè in esse è impossibile la costituzione permanente di autorità, la quale è ben naturale che non possa adagiarsi se non dove i consociati siano stabiliti in un territorio fisso; senza di che manca uno degli elementi potentissimi di coesione fra i membri della società politica. Ma un tale esame risulta ozioso nei tempi attuali in cui popolazioni nomadi più non s'incontrano: queste si manifestarono nell'infanzia del mondo, e sono piuttosto associazioni imperfette, indicate col nome di orde, anzichè vere società politiche, e non meritano il nome di Stato ».[1]

Finalmente scrivono i signori Funck-Brentano e Sorel: « ..... Al di fuori delle nazioni formate e degli Stati costituiti, vi sono delle popolazioni agglomerate che non possono essere qualificate per nazioni, e che a più forte ragione non compongono degli Stati. Esse sono le popolazioni nomadi e le tribù selvagge. Le popolazioni nomadi hanno un carattere nazionale: ma esse non si uniscono in corpo politico, esse non si fissano in un territorio determinato: mancano ad esse gli elementi necessari per essere una nazione. Le tribù selvagge sono unite da un'origine comune; ma esse non hanno nè costumi stabili, nè stabiliti; esse non posseggono un carattere nazionale ».[2]

Dopo tutto questo che ci affermano gli scrittori citati circa al genere di vita di certi uomini e di certi popoli, andate, se ne avete il coraggio, a dar torto a quell'anima grande di Gian Giacomo Rousseau, quando vi dice che c'è nella vita dell'uomo e dei popoli uno stato di natura o d'isolamento che precede lo stato sociale. Quando leggevo le opere del gran misantropo di Ginevra, senza che ancora mi fossi esclusivamente consacrato

[1] Giuseppe Carnazza-Amari, *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, 2a ediz., vol. I. sez. 1a, cap. I, VIII. pp. 162 e seg.

[2] Op. cit., lib. I, cap. I, X, p. 23.

agli studî internazionali, io ero le mille miglia lontano dall'immaginare che le sue false dottrine aveano già fatto fortuna presso gli scrittori di diritto delle genti. Se gli scrittori citati, infatti, ammettono che i popoli nomadi non sono una società o uno Stato, sono assolutamente obbligati ad ammettere che essi vivano in pieno stato di natura o d'isolamento. Ma questa idea è destituita di qualsiasi ombra di realtà, imperocchè essa è in aperta ribellione colla natura eternamente ed *universalmente socievole* dell'uomo.

« L'esistenza dell'umana società e delle sue aggregazioni o associazioni complete ed interamente separate da ogni altra, alle quali noi diamo il nome di Stati, è un fatto universale che s'incontra nell'intero universo. Per quanto indietro si rimonti nell'istoria, e per quanto si estenda la conoscenza del globo, in tutti i tempi ed in tutti i luoghi si trovano uomini che vivono in società e sotto scambievoli rapporti, ove gli uni sono liberi ed altri servono, o pure alcuni comandano ed altri ubbidiscono. Noi abbiamo storici documenti che abbracciano uno spazio di quattro in cinque mila anni, e che riferiscono ciò che è avvenuto di più importante in tutti i paesi conosciuti. A' nostri giorni il globo è stato percorso ed osservato in tutte le direzioni sì per mare che per terra; dovunque ed in tutti i tempi sul continente del pari che nelle isole più lontane del mare del Sud, nella più remota antichità come nei tempi moderni, presso le più selvagge nazioni, come presso i popoli più civilizzati, noi troviamo sotto diversi nomi dei principi, dei re o delle repubbliche, dei possenti individui, soli o associati, ai quali ubbidisce un certo numero di uomini più o meno considerevoli, i quali, sotto varî riguardi per lo meno, riconoscono liberamente o sono obbligati a riconoscere la loro volontà per legge. Invano si cercherebbe un'epoca dell'origine primitiva degli Stati : sempre se ne trovano per quanto lungi spingansi le istoriche ricerche ; e benchè gli annali de' popoli ci offrano molti esempi del sorgimento e del *crollo* di tali o tali altri imperi, nulladimeno vedesi ciascun di essi preceduto da un altro, e la distruzione dell'uno è seguìta sempre, *senza alcuno intervallo,* dalla fondazione di

un altro. È impossibile di allegare un sol fatto in appoggio dell'opinione, che gli uomini siano vissuti qualche tempo in quello che falsamente han chiamato ***stato di natura***, vale a dire fuori di ogni società. E benchè presentemente anche una parte del genere umano sia ancora nella condizione dei selvaggi, e viva senza conoscere molti bisogni e piaceri, senza aver coltivato o accresciuto le facoltà del loro spirito, condizione forse corrotta e degenerata: niuna parte per altro degli uomini è così selvaggia, per non aver gli uni cogli altri alcun sociale legame. Esistono dei re ereditarî ed assoluti, vale a dire indipendenti da ogni umano potere; dei signori e dei sudditi nelle due Arabie, nelle Indie Orientali, nella Tartaria e nel Mogollo, nell'Abissinia, nella Nigrizia, in tutta la Guinea, su le coste del Zanguebar e del Monopotama, nell'Etiopia, nell'interno dell'America settentrionale, nella parte dell'America meridionale non sottoposta agli Europei, e nelle isole di tutti i mari che bagnano i due continenti.[1] Al modo stesso che non vi è esistito nè esiste alcun popolo, alcuna massa di uomini dispersi o riuniti senza lingua senza idee religiose e senza proprietà; del pari non vi è esistita ancora nazione alcuna senza rapporti sociali di libertà e di dominio da una parte e dall'altra di dipendenze o di servitù. La verità di questo fatto generale non può negarsi, nè in sostanza vi è stato giammai alcuno che l'abbia veracemente negato; la natura stessa dell'uomo prova, d'altronde, che non poteva essere altrimenti ».[2]

« ... Società imperfetta (la tribù selvaggia), male ordinata, ma è pur sempre una società – scrive efficacemente l'illustre

[1] « La *natura* o quel che chiamasi la *costituzione di Stati selvaggi*, è, per tutto ciò che è essenziale, la stessa assolutamente che la nostra, di cui si fa tanto strepito, e che si vuol far passare per opera degli uomini. E perchè non v'esistono differenze tra queste? Precisamente perchè esse sono ugualmente il prodotto della natura. Si trovano presso dei selvaggi, come presso di noi, non solo dei re e dei principi, ma benanche la distinzione dei ranghi, dei grandi funzionari, dei proprietari, dei militari, dei preti, dei semplici particolari, dei subordinati per forza o volontarî delle leggi, dei patti, dei rapporti feudali ed anche degli stati generali ». Nota dell'autore qui sotto citato.

[2] V. De Haller, *Restaurazione della scienza politica*, ecc., vol. I, Introduzione, cap. I.

Saredo. - Non è essa composta di uomini? Questi uomini non fanno essi parte di una famiglia? La tribù non è essa un aggregato di famiglie? La tribù ha un capo qua elettivo, là ereditario, ma rare volte o mai investito di un potere dispotico. La tribù ha un'assemblea nella quale gli ottimi si riuniscono a deliberare sulle paci e sulle guerre, nonchè sopra ogni altro importante affare che concerna tutti i congregati. La tribù ha delle leggi, tradizionali o no, buone od assurde. Perchè non sarà considerata come una società? Ma i selvaggi vivono nei boschi. E i nostri padri, Latini o Germani, hanno forse vissuto sempre in palazzi di marmo? Si può, è vero, obbiettare che il vocabolo Stato indica una società che abita un territorio determinato: ora le genti selvagge essendo abitualmente nomadi, non si può applicare alle loro aggregazioni il nome di Stati. Ma anzitutto è inesatto che le genti selvagge siano abitualmente nomadi: esse sono spesso affezionate al paese dei loro padri, non meno di qualsiasi popolo incivilito ..... Ma fossero anche nomadi; e che per questo? Non sono esse composte di uomini? E questo non è egli un titolo, una dignità inviolabile? Buona o cattiva la loro aggregazione, non è una società naturale come un'altra? Compiangiamo il loro stato, facciamo voti perchè si avanzino nella via della civiltà, ma non dimentichiamo che sono uomini come noi ». [1]

Ora, se anche i popoli nomadi formano una società e sono organizzati a Stato come gli altri, non si vede ragione alcuna per la quale loro si debbano negare le prerogative che allo Stato convengono. L'essere nomadi è una modalità insignificante; anzi può essere una necessità del loro genere di vita. Il punto essenziale da stabilire è se essi questa vita nomade la vivono in territorio proprio o in territorio altrui. Se in territorio altrui, sono ladroni e meritano punizione; se in territorio proprio, esercitano un loro diritto e debbono essere rispettati. E che i popoli nomadi vivano in territorio proprio nessuno è che possa metterlo

[1] SAREDO. *Principî di diritto costituzionale;* Parma, 1862, vol. I, lez. III, § 12, pag. 98.

menomamente in dubbio. I popoli nomadi hanno un territorio *vasto*, tanto vasto che loro permette di abitarne ora una parte, ora un'altra; ma è un'infamia il dire che essi non ne abbiano alcuno. [1] Per dire che i popoli e le tribù nomadi non abbiano territorio proprio, bisognerebbe dimostrare che essi, abitando or questa, or quella terra, non occupino un territorio proprio, ma un territorio altrui.

Non la dimora *fissa*, adunque, è la condizione assoluta-

[1] E qui a far tacere una buona volta e per sempre coloro che, abituati a considerare le violazioni più flagranti dei diritti d'indipendenza dei popoli come cosa la più naturale e la più lecita del mondo, potrebbero accusarci di esagerazione perchè sosteniamo che i popoli nomadi, avendo una società e possedendo un territorio *proprio*, al rispetto della loro società e del loro territorio hanno diritto, vogliamo citare l'autorità non certamente sospetta di uno dei più grandi politici e filosofi del nostro risorgimento politico: io intendo parlare di VINCENZO GIOBERTI.

« Rispetto alle *genti o nazioni primitive migranti di terre in terre* - egli scrive - io noto che o migrino di passaggio per cercare nuove terre e procacciarsi stanza ferma, o menino vita nomade, non si può dire che non abbiano unità di soggiorno, poichè e movendosi e sostando e mutando paese successivamente, sono però sempre insieme raccolte in un diversorio o domicilio unico, e segregate dalle altre genti. Tanto è dire che un popolo pellegrinante non abbia patria, quanto che un viaggiatore non abbia casa, perchè passa da uno ad altro luogo. *I popoli nomadi o scenili poi, non che mancar di territorio, ne posseggono per ordinario uno più vasto, cioè tutto un deserto dove albergano largamente, come quei re della Cina, che avevano per reggia una vasta distesa di giardini e di palagi, quasi città incentrata in altra città; e ci mutano dimora, secondo le stagioni, come gli Archemenidi dell'antica Persia che soggiornavano successivamente in Ecbatana, in Babilonia, in Susa e convenivano in Persepoli per le sacre solennità del regno. Che cosa è un popolo nomade se non una città ambulante e portatile, o vogliam dire una nazione che trae seco la sua casa come la chiocciola?* Così Israele passò quarant'anni nel deserto arabico, ora accampandosi, ora movendo di falda in falda abitabile fra quelle inospite arene; e sia marciando, sia stanziando, serbava come un campo romano, gli ordini consueti dell'alloggiamento, dove l'arca di Jova, quasi corte del principe (*principia*), era accerchiata e difesa dal pensile vallo e dal braccio agguerrito dei padiglioni e dei tribi. Così sottosopra i Beduini, i Turcomanni, i Cazachi, i Calchi e le altre famiglie dell'Asia centrale fanno ancora al dì d'oggi; così facevano i Mongoli, nel tempo della loro gloria, quando i missionarî ed i venturieri di Europa accorrevano ai piedi del Tartaro, imperiante su un mezzo mondo di popoli dalla sua mobile Caracorama. Io non conosco maggiore unità territoriale e stanza più atta ad imprimere negli uomini un genio uniforme che il deserto, come quello che si spicca nel modo più risentito e preciso dalle contrade circostanti. Ed è appunto questa individualità del paese che conferisce a svolgere ed educare la nazionalità ch'è l'essere individuale dei popoli ». *Il gesuita moderno;* Losanna, 1847, tom. V, cap. XXX.

mente indispensabile per riconoscere e garantire a qualsiasi popolo del mondo la personalità internazionale, ma la dimora *legittima*. Ed è legittima la dimora quando il territorio in cui un popolo si stabilisce, vuoi in modo fisso, vuoi in modo errante, è *proprio*. Una dimora fissa, ma su un territorio usurpato, è dimora arbitraria. Una dimora instabile, ma su di un territorio proprio, è dimora legittima ed inviolabile.

Se fosse vero, nei rapporti internazionali, che la dimora fissa dovesse essere la condizione indispensabile per aver diritto alla personalità; nei rapporti della vita degli uomini sarebbe anche vero che il più libero non sarebbe ogni cittadino capace di muoversi, ma il paralitico. Se gli scrittori di diritto internazionale, invece di affaticarsi a negare la personalità a popoli che, per quanto barbari o nomadi sieno, non rappresentano la più lontana violazione del diritto delle genti, avessero il coraggio di opporsi alla esistenza di Stati, i cui membri, per quanto civili e sedentari sieno, costituiscono una flagrante e permanente violazione del diritto delle genti, ah quanto meglio servirebbero la scienza che professano! *Da regola delle più detestabili violazioni dei diritti dei popoli, qual'è attualmente, la eleverebbero a regola della guarentigia dei diritti dei medesimi, quale dovrebbe essere.*

§ 2. — *Le tribù indiane.*

Con questi principî noi non possiamo fare a meno di riconoscere negl'infelici avanzi delle tribù indigene del nuovo mondo il diritto della più perfetta indipendenza. L'esterminio degli antenati delle tribù ancora esistenti e la vigliacca ed abbietta dipendenza in cui quelle superstiti sono tenute, costituiscono tal delitto di diritto internazionale che nessuna prosperità degli Stati fondati dai popoli che lo hanno commesso potrà mai cancellare. E qui deploriamo con tutte le forze dell'anima nostra il fatto, che gli scrittori, che si occupano delle tribù indiane soggette alla sovranità degli Stati-Uniti d'America, non si limitano

a fare altro che o a descrivere e constatare semplicemente la condizione di fatto in cui si trovano, o a sostenere la legittimità di questa condizione di fatto, derivando tale legittimità dalle decisioni della Corte suprema dei detti Stati-Uniti. Invece essi dovevano dirci se la condizione di fatto in cui esse si trovano sia o no in conformità col fine del diritto internazionale, o se le decisioni della Corte suprema degli Stati-Uniti, riguardanti tale condizione di fatto, siano espressione o negazione dello stesso diritto internazionale.[1]

Il preteso protettorato, equivalente ad una vera padronanza, che gli Stati-Uniti si sono arrogati di esercitare sopra le superstiti tribù indiane, è un grande arbitrio. E le decisioni della loro Corte suprema che l'hanno stabilito non è che la consacrazione di tale arbitrio.

Le tribù indiane nessun obbligo al mondo hanno di subire la più piccola parte di sovranità degli Stati-Uniti. Esse che sono associazioni di uomini, come qualsiasi altra società politica del mondo, esse che hanno un territorio *proprio* e non usurpato, hanno pure ed inviolabile il diritto di vivere indipendenti, il diritto di governarsi esclusivamente colle loro leggi e costumi, ed il diritto di mantenere rapporti internazionali con qualsiasi popolo del mondo. E gli Stati-Uniti, acconsentendo al riconoscimento di tale diritto, e gli Stati europei forzandoli ad acconsentire, verrebbero, sebbene tardi e con lievi sacrifizi, a riparare le tante viltà ed infamie compiute dai loro antenati contro gente dabbene ed innocua.

[1] Fra gli scrittori che, parlando delle tribù indiane, si sono limitati semplicemente a descriverci la loro condizione di fatto, citiamo il WHEATON, *Éléments du droit international*, parte 1ª, cap. II, § 4, che va annoverato tra i primi. Indi il BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, lib. II, l. 20, 2, pp. 65 e 66; il FIORE, *Diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte gen., lib. II, sez. 1ª, cap. III, 312, pp. 207 e 208. Fra coloro che sostengono la legittimità di tale condizione, citiamo il CALVO, *Le droit international*, ecc., vol. I, lib. II, § 69, e il LAWRENCE, *Commentaires sur les éléments du droit international et sur l'histoire des progrès du droit des gens* par HENRY WHEATON, vol. I, p. 265.

Capitolo XIII.

Le colonie.

1. Che è la colonia? È essa sempre legittima? E se legittima, qual'è la sua condizione internazionale? Da chi deve dipendere? da sè o da altri? E se da altri in che qualità e fino a quando?

Qualunque sia per essere la forma sotto cui la colonia si manifesta, essa indica sempre questo concetto: il concetto di « una moltitudine di cittadini di un dato Stato stabilita permanentemente in territorio straniero ».

Ma non ogni permanente stabilimento di cittadini di uno Stato in territorio straniero è sempre legittimo. Questo territorio può essere posseduto da un popolo che esercita su di esso atti di vera sovranità o padronanza. Allora, per decidere se quello stabilimento sia o no legittimo, bisogna porre somma e scrupolosa cura nell'osservare il modo secondo il quale esso si verifica. Si verifica soggiogando il popolo che lo possiede legittimamente? Allora esso è arbitrario, non legittimo. E lo Stato che nessuna vergogna ha d'impiegare i proprî figli in un sì *criminoso* ufficio, è Stato spogliatore ed oppressore, Stato *conquistatore*, ma mai Stato *colonizzatore*. Là, dovunque uno Stato esercita l'ignominia dell'oppressione e della spogliazione, là esso ha conquiste, non colonie. Quindi noi non diremo, come comunemente si dice, che le potenze europee stabilendosi nel nuovo mondo lo abbiano *colonizzato:* diremo più esattamente che *spogliarono* ed *esterminarono* i popoli che legittimamente lo possedevano. Non diremo che, nei nostri tempi, l'Inghilterra nelle Indie, nelle Antille, a Singapore, al Capo, a Perim, a Malta, a Gibilterra, ad Aden, in Egitto; la Francia in Algeria, a Tunisi, nel Tonchino; l'Olanda a Giava, a Sumatra, nelle Molucche;

la Spagna nell'arcipelago delle Canarie, nelle isole di Cuba e di Portorico, nelle Filippine, nelle Marianne; il Portogallo a Madera, negli arcipelaghi delle Azzorre, nel regno di Angola, al Macao, nel Timor, hanno *colonie:* diremo, che hanno *conquiste.* Non diremo, come ipocritamente si strombazza, che l'epoca funesta e luttuosa delle conquiste è finita. Diremo invece, che l'epoca delle conquiste è nel suo massimo sviluppo e che l'epoca delle colonie è ancora un pio e vago desiderio.

2. Lo stabilimento di una moltitudine di cittadini di uno Stato in territorio straniero può verificarsi, non per imposizione del proprio Stato, ma per libera e spontanea concessione dello Stato ove quello ha luogo; non spogliando ed opprimendo il popolo padrone del territorio ove quello vuol fondarsi, ma rispettandolo; non imponendo col ferro e col fuoco le leggi e i costumi del proprio Stato, ma sottoponendosi a quelle dominanti nello Stato che lo tollera. In questo caso lo stabilimento è pienamente e perfettamente *legittimo;* perchè esso, fondandosi e compiendosi, nessun diritto d'indipendenza di popolo del mondo viola menomamente. Così noi diremo, che pienamente *legittimo* è lo stabilimento di moltissimi cittadini d'Italia nei varî Stati dell'America del Nord e del Sud, in Francia, in Germania e via discorrendo. Pienamente legittimo è lo stabilimento di moltissimi cittadini tedeschi, irlandesi e francesi negli Stati-Uniti di America.

Ma se lo stabilimento di una moltitudine di cittadini di uno Stato in territorio straniero, è legittimo perchè questi obbediscono e si sottomettono alle leggi ed ai costumi dello Stato presso cui si stabiliscono, è chiaro che essi debbano dipendere da questo e non più dal loro Stato; è chiaro che essi vengano a costituire una parte integrante dello Stato che loro accorda l'ospitalità, e non più dello Stato che loro ha data la vita; è chiaro che il loro Stato sia quello presso cui si sono stabiliti, e non più quello presso cui nacquero. Quindi la loro *madre-patria* nessun diritto ha da esercitare più contro di essi, nè alcun dovere da adempiere in loro favore. Chi esercita diritti e adempie doveri sopra di essi è lo Stato presso cui sono stabiliti, non lo Stato di cui non può

mettersi in dubbio che sono figli. Qualsiasi azione uno Stato volesse esercitare pro o contro i proprî figli stabiliti presso un qualsiasi altro Stato, costituirebbe una flagrante ed aperta violazione del diritto d'indipendenza di questo Stato. Ogni Stato ha diritto all'esercizio della propria indipendenza, non già all'usurpazione della indipendenza degli altri.

Ora uno Stato usurperebbe l'altrui indipendenza, se, sotto il pretesto di aver diritto di sovranità o di tutela sopra i suoi figli, osasse compiere atti di sovranità o di tutela nel territorio di qualsiasi Stato presso cui si trovassero stabiliti dei proprî cittadini. Uno Stato ha diritto d'impedire che i proprî cittadini l'abbandonino per andarsi a scegliere una nuova patria. Ma quando questi l'hanno abbandonato, quando questi si sono stabiliti in un altro Stato, allora chi ha diritti di sovranità da esercitare sopra di essi è lo Stato che loro ha concesso di abitare e di vivere nel proprio territorio, non già lo Stato che non ha saputo conservarseli coll'assicurar loro una esistenza felice ed onorata.

Se, per uno Stato, accordare l'ospitalità a cittadini di altri Stati dovesse significare perdita totale o parziale del diritto di sovranità, non ci sarebbe Stato del mondo che oserebbe accordarla. E non accordandola farebbe cosa perfettamente giusta e lodevole, perchè superiore all'ospitalità verso i cittadini di qualsiasi Stato v'è il diritto della propria sovranità. Girolamo Boccardo proponeva cosa assolutamente contraria al diritto di sovranità degli Stati, consigliando il governo italiano ad esercitare una influenza equivalente ad una specie di padronanza sopra tutti quegli Stati dell'America centrale e meridionale presso cui si trovano stabiliti migliaia e migliaia d'Italiani. [1] Quando si veggono Stati, che, senza nessun obbligo al mondo, concedono di far vivere comodamente nei loro territorî torme di cittadini di altri Stati, che se fossero rimasti nei loro paesi non avrebbero fatto altro che ingrossare le fila dei galeotti e degli affamati, la giustizia e la morale impongono che questi Stati mostrino verso

[1] V. Girolamo Boccardo, *Le colonie e l'Italia*, Torino, 1 61, lez. vi.

quelli la loro gratitudine col rispettare e far rispettare scrupolosamente la loro indipendenza, non la più abbietta e nera ingratitudine col premeditare la loro conquista, come il Boccardo, in termini più o meno velati, consigliava all'Italia di fare con alcuni Stati dell'America meridionale.

Se, adunque, i cittadini di uno Stato, stabiliti nel territorio di un qualsiasi altro Stato, colla missione di spogliare e di opprimere gl'indigeni, più che coloni sono vili e detestabili strumenti di conquista; i cittadini di uno Stato stabiliti nel territorio di un altro Stato, colla obbligatoria ed indispensabile sottomissione alle leggi e alle istituzioni di questo Stato, debbono considerarsi, poi, membri e parte costituente di questo Stato, non più come una dipendenza o un'appendice del loro vecchio Stato.

3. Lo stabilimento di una moltitudine di cittadini di uno Stato in un territorio straniero può aver luogo, acquistando *legittimamente* questo territorio, acquistandolo cioè o per *occupazione* o per *convenzione*. In questo caso, per ben determinare la loro condizione internazionale, bisogna distinguere l'ipotesi in cui il territorio sia acquistato e popolato per libera e spontanea iniziativa dei cittadini che vi si stabiliscono, da quella in cui tutto ciò si verifichi per opera dello Stato di questi cittadini.

Si verifica la prima ipotesi? Allora è un nuovo Stato che sorge, il quale, tanto nell'atto in cui va formandosi e sviluppandosi, quanto nell'atto in cui è completamente formato e sviluppato, ha diritto a quella stessa ed identica indipendenza cui ha diritto ogni altro Stato esistente. Nè qualsiasi Stato straniero, nè quello a cui un tempo appartennero i cittadini del nuovo Stato, hanno alcuna ragione al mondo per impedirne la libera formazione e la libera esistenza. Tanto lo Stato straniero quanto lo Stato *madre-patria* avrebbero tutto il diritto del mondo di opporsi e alla formazione e alla esistenza del nuovo Stato, qualora questo nel formarsi e nell'esistere violasse i diritti d'indipendenza di qualsiasi altro Stato. Ma fino a quando ciò non può provarsi, esso ha assoluto diritto ai diritti proprî. Qualsiasi offesa si venisse a fare a questi suoi diritti, costituirebbe sempre una aperta e flagrante violazione del diritto delle genti, che vuole assicurata e rispet-

tata l'indipendenza di ogni Stato che si forma e sviluppa con mezzi assolutamente legittimi.

Nè lo Stato, da cui ebbero origine gli abitanti dello Stato che si forma, ha il menomo diritto di arrogarsi sopra di questo qualsiasi specie di dominio, aperto o mascherato sotto gli sfruttati nomi di protezione e di garentia, col pretesto di essere suo genitore. Essere genitore non significa essere eterno padrone dei proprî figli. Il padre ha un diritto di potestà sopra i proprî figli fino a quando questi non sono ancor giunti a quell'età in cui possono vivere vita indipendente. Ma sarebbe enorme se si ammettesse che tale potestà dovesse conservare per sempre. Del pari, nei rapporti fra Stato e cittadini, può essere ammissibile che quello eserciti diritti di sovranità sopra questi fino a quando questi si mantengano suoi membri. Ma sarebbe enorme se si dovesse ammettere che tale sovranità potesse esercitare sopra i suoi cittadini anche nell'ipotesi in cui questi non formino più parte integrante di esso, ma parte principale di un nuovo Stato, che è appunto il caso in cui una moltitudine di cittadini di uno Stato si sia stabilita in un territorio straniero, legittimamente acquistato, col fermo proponimento di fare vita a sè ed autonoma.

L'Inghilterra aveva diritti di sovranità sopra i membri componenti la colonia di New-Plymouth quando questi dimorando nel suo territorio costituivano parte integrante della sua popolazione. Ma nessun diritto di sovranità aveva su di essi, quando, stabiliti in un lembo di territorio americano, formarono una nuova società politica. Essa compì, quindi, una flagrante violazione del diritto delle genti, quando colla violenza sottopose questa nuova società politica alla sua arbitraria dominazione.

Gli Stati-Uniti di America avevano diritto di sovranità sopra i membri costituenti la Repubblica di Liberia quando questi, dimorando nel territorio di quelli, costituivano parte dei loro cittadini. Ma tali diritti essi perderono completamente e per sempre quando tale parte di cittadini andò a stabilirsi su di un territorio africano con animo di formare quella che tutti gli onesti e filantropi ammirano e conoscono col nome di Repubblica di Liberia.

Si dà l'ipotesi che un territorio straniero sia legittimamente acquistato e popolato per iniziativa di uno Stato? Allora tutti i cittadini, nazionali o stranieri, che ottengono il permesso di potervisi stabilire, insieme considerati, vengono a costituire una vera provincia staccata, una parte integrante dello Stato, soggetta alle leggi, al regime, agli ordini che piace allo Stato di emanare.

Ma l'unione politica che viene a stabilirsi tra lo Stato che *legittimamente* ha acquistato un lontano territorio straniero e i cittadini, nazionali o stranieri, che liberamente e spontaneamente vanno a stabilirvisi, insomma tra *madre-patria* e *colonie* dovrà essere eterna o limitata ad un dato periodo di tempo?

Nè eterna, nè limitata - noi rispondiamo. Essa dovrà durare finchè le colonie conservino vivo il sentimento di unione con la madre-patria. Il giorno, però, in cui le colonie perdano il sentimento della unità – e lo dimostrino con tutti i mezzi dei quali possono disporre - esse hanno il diritto di separarsi e formare Stato a sè. È giusto, quindi, è doveroso, che gli Stati, ai quali sta a cuore l'attuazione dei veri principî di diritto e di giustizia internazionale, aiutino efficacemente ad acquistare la loro indipendenza tutte quelle infelici colonie che lottano instancabilmente ma sono impotenti a sciogliersi da unioni politiche non più legittime, ma arbitrarie, perchè non più volontarie, ma forzate, non più spontanee, ma violente. Noi non cesseremo mai di lodare l'azione di soccorso esercitata dalla Francia in favore di quelle colonie che oggi si chiamano Stati-Uniti di America, per far loro acquistare l'indipendenza dall'Inghilterra, come pure quella esercitata dall'Inghilterra e dagli Stati-Uniti di America in favore di tutte quelle colonie che oggi formano le repubbliche dell' America centrale e meridionale, per renderle indipendenti dal giogo oramai straniero ed oppressore della Spagna.

Non ci si parli di doveri di obbedienza e di sottomissione che, come a figli verso genitori, incombono alle colonie verso gli Stati dai quali hanno avuta origine nel mondo dei popoli. Quando le colonie sono giunte ad una perfetta maturità politica – e questa maturità debbono riconoscerla esse direttamente, e non più

le *madri-patrie* che sono sempre disposte a non riconoscerla mai - la loro obbedienza deve essere un fatto volontario, non una violenta imposizione. E violenta imposizione sarebbe l'obbedienza che gli Stati volessero pretendere dalle loro colonie, tutte le volte che queste, per la capacità che si riconoscono a vivere separate e indipendenti, non vogliano più continuare a far vita politica comune con essi.

Considerando che la storia ci offre nel mondo esempi più numerosi di Stati ingiustamente tirannici verso le loro colonie, che di colonie capricciosamente ribelli alle loro madri-patrie, io credo che sarebbe cosa più giusta ed onesta parlare dei doveri che incombono agli Stati verso le loro colonie, che dei doveri di queste verso di quelli. E principale fra tutti i doveri, che incombono ad uno Stato verso le proprie colonie, si è quello di trattarle con caldo e sincero affetto di padre. Lo Stato, fondando una colonia, non deve mettersi in testa di creare un popolo di eterni schiavi, dei quali possa disporre come di una cosa qualsiasi. Questo potrà essere il pensiero di ogni Stato colpevolmente conquistatore, non mai di uno Stato veramente e sinceramente colonizzatore. Lo Stato colonizzatore non può e non deve avere altra mira che quella di fare tanti popoli liberi e felici di tutte le colonie che va fondando in qualsiasi lontano territorio che avrà legittimamente acquistato. Quando dunque le colonie sono giunte in un'epoca, in cui, con tutti i mezzi di cui possono servirsi, dimostrano la ferma volontà di vivere indipendenti, è dovere dello Stato da cui dipendono il riconoscerle e proclamarle indipendenti innanzi a tutto il mondo. [1] Che

[1] « La loro dipendenza (delle colonie) è temporanea per natura ed esse hanno per destinato il crescere e grandeggiare con la virtù ed il rigoglio delle proprie forze, come propaggine che vegeta prima coi succhi e le radici della pianta materna, poi, cresciuta e infrondatasi non meno di lei, se ne stacca e separa al tutto ». MAMIANI, *D'un nuovo diritto europeo*, cap. XV, § 5. — E altrove lo stesso grande scrittore italiano scrive ancora: « Ragionandosi in universale, ogni colonia è semenza e germe di autonomia nuova ed ha per suo destinato di crescere in grande e forte provincia e diversificarsi ogni giorno più dalla contrada nativa. E però ella rassembra compiutamente ad un pupillo, al quale deve cogli anni cessare la tutela, e per conseguente cessare la sommissione. Senza di che a non molto andare il patto accordato e rati-

se poi lo Stato da cui dipendono, invece di renderle indipendenti, le opprime, allora non più Stato madre-patria esso deve dirsi, ma straniero, non più tutore, ma malfattore. E contro Stati siffatti, tutti hanno, più che il diritto, il dovere di agire per obbligarli a dare la indipendenza alle colonie oppresse.

4. Scrive il Vattel, [1] ed il Calvo [2] riproduce:

« Quando una nazione s'impadronisce di un paese lontano, e vi stabilisce una colonia, questo paese, quantunque separato dallo stabilimento principale, fa naturalmente parte dello Stato, come le sue antiche possessioni. Tutte le volte, dunque, che le leggi politiche o i trattati non vi apportino delle differenze, tutto ciò che si dice del territorio di una nazione deve intendersi anche delle sue colonie ».

Dopo tutto ciò che noi abbiamo osservato sull'argomento delle colonie, in generale considerate, e intorno alle varie quistioni che un tale argomento può far sorgere, chi non si accorge delle pericolose conseguenze cui si andrebbe inevitabilmente incontro, qualora si accettasse il vago principio stabilito dal Vattel e riprodotto dal Calvo?

Ignorando – come il Vattel ed il Calvo ci fanno ignorare – se il paese, che una nazione occupa, per stabilirvi una colonia, appartenga o no a legittimi padroni, come si potrà mai ammettere che un tal paese *naturalmente debba far parte dello Stato*, come le sue antiche possessioni? Quando uno Stato, per stabilirvi una colonia, occupa un paese che legittimamente appartiene ed è goduto da qualsiasi popolo del mondo, egli compie il delitto internazionale della conquista, non crea l'innocente fatto di uno stabilimento coloniale. Ed il paese occupato in tali circo-

ficato riuscirà agli emigranti ingiurioso e lesivo sopra misura, mutandosene sostanzialmente le condizioni, venendo meno ogni reciprocazione di utilità, e facendosi a quelli impossibile di adempiere i fini sociali supremi della nuova congregazione. *Se pertanto i coloni trascorrono a dimandare di sempre maggiori franchigie e da ultimo la indipendenza politica intera, ciò non rade volte può essere in buona giustizia fondato*, e non mi avvedo che contradddica in nessuna parte ai nostri principî ». *Dell' ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 7, 38.

[1] VATTEL, *Le droit des gens*, tom. I, lib. I, cap. XVIII, § 210.

[2] CALVO, *Le droit international*, etc., tom. I, lib. II, § 40.

stanze, noi diremo che fa parte di tale Stato, *illegittimamente*, ma non *naturalmente* come il Vattel ha detto.

Ammessa, poi, l'ipotesi, che Vattel avesse inteso dire che il paese, che uno Stato occupa per stabilirvi una colonia, sia occupato legittimamente; perchè possa fare parte di esso; egli era obbligato a stabilire le condizioni di diritto, per cui soltanto la colonia può far parte dello Stato che l'ha prodotta. Senza stabilire nettamente tali condizioni, chi non vede che le colonie, qualunque fosse per essere il trattamento a cui le sottoponessero gli Stati dai quali dipendono, sarebbero condannate a non aver mai una personalità internazionale?

Se il Vattel ed il Calvo si fossero data la menoma cura di stabilire le condizioni per cui le colonie possono essere obbligate a far parte dello Stato che le ha fondate, essi non avrebbero detto che *tutto ciò che si dice del territorio di una nazione deve anche intendersi delle colonie, quando le leggi politiche o i trattati non vi apportino differenza:* ma, invece, *quando il fondamento della unione si conservi legittimo.* Quando le leggi politiche o i trattati tacciano intorno alla condizione internazionale delle colonie di qualche Stato, chi non vede che, se il fondamento della unione politica è *arbitrario*, la sorte delle colonie niente altro è se non quella di esseri forzatamente schiavi?

Capitolo XIV.

La nazionalità.

Le particolari qualità fisiche e morali – come lingua, religione, storia, costumi – che distinguono una moltitudine d'individui da un'altra, costituiscono ciò che comunemente si dice *nazionalità*. Ciò stabilito, le quistioni di cui il giurista è solamente obbligato occuparsi sono le seguenti:

I. Tutti gli individui costituenti una nazionalità sono assolutamente obbligati a costituire unico Stato, unica personalità internazionale?

II. Data una nazionalità costituita in unico Stato, questo Stato deve essere eternamente indissolubile?

III. A tutte le frazioni di una nazionalità, costituenti o un grande Stato, o tanti piccoli Stati indipendenti fra loro, non sarà mai concesso di formare nuovi Stati con altre frazioni di opposta nazionalità, costituenti anch'esse o un grande Stato o tanti piccoli Stati indipendenti tra loro?

Esaminiamo.

I. L'abbiamo detto più volte, e non lascieremo mai di ripeterlo: il diritto internazionale non ha, nè può avere altro ideale, nel mondo, se non quello di vedere Stati perfettamente *legittimi*. È l'esistenza di questi soltanto che esso pone sempre sotto le ali della sua benefica protezione. Verso Stati *arbitrarî* esso non ha nè può avere altro interesse che quello di vederli distrutti. Ora si verrebbe a proteggere Stati arbitrarî e non legittimi se si osasse ammettere come principio assoluto ed inviolabile che, ogni moltitudine d'individui, per il solo fatto di costituire una nazionalità, dovesse essere assolutamente obbligata a costituire uno Stato. Ad avere lo Stato perfettamente legittimo, fra tutti gl'individui che dovranno comporlo, non questo e quell'elemento estrinseco e materiale – lingua comune, razza comune, territorio comune – è richiesto; ma un elemento perfettamente intrinseco e morale – la *libera volontà*.

Esiste, presso una data moltitudine d'individui la volontà di costituire un tutto unito e compatto, una personalità internazionale, uno Stato? Questo tutto, questa personalità internazionale, questo Stato, è perfettamente legittimo, qualunque sieno per essere gli individui che lo compongono – individui della stessa o di opposta nazionalità. Manca la volontà? Allora il tutto, la personalità internazionale, lo Stato è apertamente arbitrario, illegittimo, anche se gl'individui che lo compongono costituiscano una perfetta nazionalità.

Superiore agli elementi materiali, costituenti la nazionalità

di ogni moltitudine d'individui, vi è per noi la *libertà*. La libertà, dunque, non la naturale nazionalità degli uomini deve essere l'origine ed il fondamento di ogni Stato legittimo del mondo.

Appartenere a comune nazionalità non deve, non può significare mai obbligo assoluto, per tutti gl'individui che la compongono, di formare uno Stato. La formazione dello Stato, perchè possa dirsi legittima, e quindi ammissibile, deve essere un atto puramente *libero e spontaneo* di tutte indistintamente le parti che dovranno comporlo. Senza libertà e spontaneità, ogni Stato, che venga a costituirsi tra gli individui della medesima nazionalità, sarà illegittimo, nè più nè meno che come qualsiasi unione politica *forzatamente* costituita tra più individui di opposte nazionalità.

Per sè stessa, adunque, la teoria della nazionalità sarebbe tirannica. Noi, invece, l'accettiamo, quando essa, in tutti gl'individui formanti una nazionalità, *ed aventi la ferma e costante volontà* di costituire uno Stato, riconosce e proclama il pieno ed assoluto diritto di unirsi. E perciò non sarà mai abbastanza lodato l'altissimo intelletto di P. S. Mancini, a cui spetta la gloria di avere elevato a principio di diritto internazionale un tal concetto. [1] Ma noi respingiamo, perchè tirannica, la teorica della nazionalità, quando vuole unite in una sola personalità internazionale tutte le varie parti che la costituiscono, senza tener menomamente conto della loro volontà.

Noi c'inchiniamo innanzi all'unità politica italiana, perchè essa si compì, non in omaggio alla comune nazionalità di tutte le varie parti che la compongono, ma per meraviglioso effetto della loro libera e spontanea volontà. Non lo stesso sentimento noi possiamo esprimere riguardo all'annessione dell'Alsazia-Lo-

[1] Il suo concetto, MANCINI, per la prima volta, lo espresse nella prelezione pronunciata nella regia università di Torino nel dì 22 gennaio 1851, e intitolata: *Della nazionalità come fondamento del diritto delle genti.* Dopo la pubblicazione del *Diritto di pace e di guerra* di UGONE GROZIO, nessun'altra levò tanto grido in tutto il mondo civile quanto la prelezione in cui il sommo e mai abbastanza compianto scrittore italiano affermò il nuovo suo principio. Noi crediamo di non esagerare, se, perciò, chiamiamo MANCINI il GROZIO dei tempi moderni.

rena all'impero tedesco. Essa che si compì in omaggio al fatto materiale ed estrinseco della comune nazionalità esistente fra l'Alsazia-Lorena e le altre popolazioni componenti l'impero tedesco, senza tener menomamente conto della volontà delle province annesse, fu e sarà sempre un'aperta e barbara violazione del diritto internazionale.

Non ci si parli, per carità, di vantaggi morali, economici e politici che tutte le varie parti costituenti una comune nazionalità possono risentire vivendo unite in un solo e grande Stato. Queste sono considerazioni affatto estranee alle esigenze del diritto.

II. Data una nazionalità costituita a unità di Stato, questo Stato dovrà essere eternamente indissolubile? Il torto dei sostenitori della teorica della nazionalità si è quello di affannarsi a rispondere affermativamente a tale dimanda, senza accorgersi che in tal modo vengono a provare una totale immobilità nel mondo morale, politico e giuridico, mentre l'esperienza giornaliera dimostra affatto l opposto. Noi vediamo le nazioni rifluire le une sulle altre, le repubbliche sortire dal seno del dispotismo, il dispotismo sollevare il suo trono di sangue sui rottami delle repubbliche, un'agitazione continua spezzare e riunire gli Stati e i popoli, la fortuna, la guerra, la pace, il corso dei secoli cangiare il destino degli uomini, cosicchè il teatro del mondo cadrà forse in rovina, priachè le scene rapide e sanguinose che vi si rappresentano siano arrivate al loro scioglimento. Sull'avvenire non c'è da prendere ipoteca. E ciò per la semplicissima ragione che l'avvenire è assolutamente ignoto all'uomo. Noi non sappiamo quali modificazioni il tempo sarà per volere apportare nelle condizioni attuali delle nostre comunanze politiche. Noi non sappiamo se le cagioni, che vediamo in opera attualmente, continueranno il corso loro; o se non dovranno cedere alla forza di tutt'altre e contrarie cagioni riservate a sorgere quando che sia; o se anche il mondo delle nazioni, per la sopravenienza di fatti e di casi nuovi e strani, e da non potersi in nessun conto prevedere, non dovrà sottostare a tutt'altre leggi di moto, ed a tutt'altre forme di ordinamento, da quello

che noi vediamo o prevediamo. Non perchè la tendenza dei tempi attuali è quella dell'unità in unico e grande Stato di tutte le popolazioni costituenti una comune nazionalità, si ha il diritto di ritenere che nell'avvenire non vi possa essere una tendenza opposta. È un eccesso di ardimento, volere con sì scarse cognizioni fissare i termini del possibile e del probabile e decidere francamente che al di là non havvi che contraddizione, impossibilità e chimere, usando della logica di quei popoli che nelle loro carte geografiche mettono al di là dei paesi che essi conoscono terre inabitabili, sabbie e deserti. Se seguiamo difatti i progressi delle arti, delle scienze e dei governi, vedremo che la natura realizza tutte le possibilità malgrado le decisioni dell'ignoranza, e che nei secoli seguenti comparisce quella combinazione di cose che secondo le teorie dei precedenti era impossibile. La natura non è troppo docile alle leggi sublimi che le impongono gli uomini; e quando essi le dicono: tu arriverai fin qui e poi ti arresterai, ella passa maestosa ed in silenzio il termine prescritto; quindi, slanciandosi ad una immensa distanza, lascia indietro i suoi pretesi legislatori confusi della loro ignoranza, se non corretti della loro presunzione. Con ciò noi non intendiamo menomamente opporci alla esistenza dell'unità politica, alla esistenza dello Stato formato da tutte le popolazioni costituenti una comune nazionalità. No. Noi vogliamo semplicemente che gli Stati di simil natura, come ogni altro Stato formato da popolazioni di opposte nazionalità, debbano esistere col libero volere di tutte indistintamente le parti che dovranno comporli. Saremmo in flagrante contraddizione con noi stessi, se, mentre a fondamento degli Stati composti di genti di opposta nazionalità richiediamo il libero volere di queste, venissimo menomamente ad escludere un tal fondamento quando si trattasse di Stati composti di genti della medesima nazionalità. E poi, che ragione c'è al mondo di considerare la libera volontà come esclusivo privilegio degli individui appartenenti ad opposte nazionalità e formanti uno Stato, invece che diritto comune ed eguale, tanto per individui di tal natura quanto per individui di comune nazionalità? Che forse l'accidentalità di avere una co-

mune lingua e di appartenere alla medesima schiatta, debba essere tal delitto per certi individui da far loro perdere per sempre il sacro ed inviolabile diritto di avere una volontà? No: lo Stato nazionale non può, non deve essere come una specie d'inferno dantesco, al cui ingresso stia scritto:

Lasciate ogni speranza, voi ch'entrate.

Esso, come qualsiasi altro Stato, deve esistere finchè tutte le parti che lo compongono dimostrano la ferma e costante volontà di mantenersi politicamente unite e compatte. Ma, quando questa volontà vien meno, non c'è nazionalità del mondo che valga. Esso è uno Stato apertamente arbitrario. Come tale quindi non ha più alcuna ragione di esistere.

Per queste ragioni, noi non possiamo accettare la distinzione di Stati *opera della forza o del consenso,* aggregato di province e territorî appartenenti a nazionalità diverse, e di Stati *creazione della natura,* Stati nazionali, fatta dal sommo fondatore delle teorica della nazionalità, da Mancini, [1] col manifesto inten-

[1] « A compimento della teorica (della nazionalità) – scrive il Mancini – è pur necessità ammettere che vi siano nel mondo due specie e qualità di Stati: quelli che sono opera della *forza* o del *consenso*, aggregato di province e territorî appartenenti a nazionalità diverse; e quelli che sono *creazione della natura*, gli Stati *nazionali*. Gli uni e gli altri sono nel consorzio giuridico dell'umanità, ma con non dubbia diversità di prerogativa e solidità giuridica. I primi, in virtù del principio che le istituzioni e le obbligazioni degli uomini si disciolgono coi mezzi stessi coi quali si fondano e stabiliscono, possono disfarsi, ricevere alterazione e perire sotto l'influenza delle medesime cagioni, cioè della forza o del consenso: *eodem modo dissoluti quo alligati*. Ma ben altrimenti negli *Stati nazionali* il principio della loro esistenza, e perciò della loro durata, è fuori dell'accidentale e contingente azione dei trattati e delle guerre. Nè bellici eventi, nè patti, nè eredità e successioni principesche possono decidere della loro cessazione o incorporazione ad altri Stati. Lo *Stato nazionale* può veramente dirsi immutabile ed *eterno*, di quella eternità che nella storia umana si conosce ». *La vita dei popoli nell'umanità*, prelezione pronunziata nella università di Roma il 23 gennaio 1872 — V. *Diritto internazionale*, Prelezioni; Napoli, Marghieri editore, 1873, p. 197.

Eppure il Mancini, nella prelezione pronunziata all'università di Torino il 22 gennaio 1851, dopo aver passati a rassegna i principali elementi estrinseci, costituenti la nazionalità, aveva detto:

« Ma la doppia serie fin qui discorsa di condizioni naturali e storiche, la comunanza stessa di territorio, di origine e di lingua ad un tempo, nè pur bastano ancora

dimento di dichiarare liberi di sciogliersi soltanto gli Stati della prima specie e non di tutte e due le specie. In diritto internazionale nessuna distinzione di Stati è ammissibile fuori quella di Stati *legittimi* e di Stati *arbitrarî*. Quando lo Stato è legittimo - sia esso aggregato di popolazioni della medesima o di opposta nazionalità - nessuno è in diritto di parlare della sua dissoluzione. Tutti sono assolutamente obbligati a rispettarlo. Ma quando si tratti di uno Stato menomamente arbitrario - sia pure composto di popolazioni della medesima nazionalità - sarebbe atto della più detestabile tirannia, atto della più flagrante ed aperta ingiustizia, il sol concepire di sostenerne l'*eternità*, l'*immutabilità*, l'*indissolubilità*.

Bella e desiderabile cosa è per noi che ogni Stato, aggre-

a costituire compiutamente una *nazionalità* siccome noi la intendiamo. Questi elementi sono come inerte materia capace di vivere, ma in cui non fu spirato ancora il soffio della vita. Or questo spirito vitale, questo divino compimento dell'essere di una nazione, questo principio della sua visibile esistenza, in che mai consiste? Signori, esso è la *coscienza della nazionalità*, il sentimento che ella acquista di sè medesima e che la rende capace di costituirsi al di dentro e di manifestarsi al di fuori. Moltiplicate quanto volete i punti di contatto materiale ed esteriore in mezzo ad un'aggregazione di uomini; questi non formeranno mai una nazione senza la unità morale di un pensiero comune, di una idea predominante che fa una società quel che essa è, perchè in essa vien realizzata. L'invisibile possanza di siffatto principio di azione è come la face di Prometeo che sveglia a vita propria ed indipendente l'argilla, onde crearsi un popolo: essa è il *penso, dunque esisto* dei filosofi applicato alle nazionalità. Finchè questa sorgente di vita e di forze non inonda e compenetra della sua prodigiosa virtù tutta la massa informe degli altri elementi la loro multipla varietà manca di unità, le attive potenze non hanno un centro di moto e si consumano in disordinati e sterili sforzi; esiste bensì un corpo inanimato, ma incapace ancora di funzionare come una *personalità nazionale*, e di sottostare ai rapporti morali e psicologici di ogni distinta organizzazione sociale ». V. *Diritto internazionale*, Prelezioni, pp. 35, 36.

Ora, osserviamo noi, se ad avere una personalità nazionale perfetta, una organizzazione sociale distinta, fra tutte le varie parti costituenti una nazionalità, è assolutamente necessaria la comune *coscienza*, il comune *sentimento* dell'*unità*, chi non si accorge che, quando questa coscienza e questo sentimento mancano, ogni personalità nazionale perfetta, ogni organizzazione sociale distinta è una chimera? E allora chi non comprende quanto sia arbitrario il principio di dichiarare eterni in diritto internazionale gli *Stati nazionali*? Ammettere che lo Stato nazionale debba essere il prodotto della *coscienza* di tutte le parti costituenti una nazionalità e dichiarare contemporaneamente che debba essere eternamente indissolubile, non è una manifesta contraddizione?

gato di popolazioni d'identica nazionalità, sia eterno e per sempre indissolubile. Ma assai più bello e più desiderabile è, per noi, che le popolazioni – sia pure della stessa nazionalità – che compongono un dato Stato, siano eternamente libere e indipendenti. Ora la loro libertà e la loro indipendenza non sarebbero mai ed eternamente possibili se per poco si dovesse ammettere la teoria che esse fossero assolutamente obbligate a vivere politicamente unite, anche quando non ne avessero più la volontà.

III. Ed eccoci all'ultima quistione, che in diritto internazionale deve essere sollevata, a proposito della nazionalità.

A tutte le frazioni di una nazionalità, costituenti già o un grande Stato, o tanti piccoli Stati, fra loro autonomi e indipendenti, può mai esser concesso – dimandiamo – di formare nuovi Stati con altre frazioni di opposta nazionalità, costituenti già, anch'esse, alla lor volta, o uno Stato, o tanti piccoli Stati fra loro autonomi e indipendenti?

A sentire i *nazionalisti*, ogni nuova formazione di Stati di siffatta natura non dovrebbe essere affatto ammessa e riconosciuta in diritto internazionale. E che tale sia il loro pensiero lo si vede chiaramente dal principio da essi così formulato: « Le nazioni e non gli Stati, sono i soggetti del diritto internazionale ». [1]

Prima di giudicare se un tal principio debba respingersi o no, ci si permettano alcune osservazioni di ordine generale.

[1] « A chi dimandasse di ridurre a termini più elementari ed alla espressione più semplice la fondamentale differenza della nostra dottrina dalle anteriori - scrive il gran fondatore della teoria della nazionalità – io risponderei consistere questa differenza essenzialmente in una mutazione del soggetto della scienza medesima. Fino ad ora venne detto: Ciò che gl' individui umani sono nel diritto privato, gli Stati, rappresentati dai loro governi, sono nel diritto internazionale. No, diciamo noi, non sono gli *Stati*, ma le *nazioni*, e per tal modo sostituiamo ad un soggetto artificiale ed arbitrario, un soggetto naturale e necessario; non riguardiamo come la fonte più alta di questa generazione di diritti e doveri le norme secondo le quali ciascuno Stato si costituisca, e determini di accordarsi e porsi in relazione cogli altri, ma innanzi allo stabilimento di queste norme e rapporti più o meno volontari o contingenti riconoscemmo esistenti nelle nazionalità reciproci rapporti e diritti anteriori, e dalla loro essenza inseparabili, e però sottratti alla balìa ed alla disposizione dei loro governi, inalterabili ed eterni. E così mentre gli altri finora po-

Si ritiene generalmente che sia sempre la nazionalità l'origine dello Stato nel mondo. Ora noi crediamo fermamente che spesso accade l'opposto. Noi crediamo, che il più delle volte è lo Stato l'origine della nazionalità. L'unità di carattere, di lingua, di costumi, che si nomina oggi nazionalità, non si stabilisce sovente che dopo lungo tempo, per effetto della sottomissione ad un medesimo potere e dell'obbedienza alle medesime leggi. L'antica Italia, prima di essere costituita a Stato unito, sotto il predominio di Roma, formava tante opposte nazionalità, non unica nazionalità come adesso. Roma, la città regina dell'antichità, ebbe le sue prime origini dalla riunione di tre razze diverse, che, fuse coll'andar del tempo in un sol popolo, formarono la nazionalità più caratteristica e robusta che l'antichità abbia vista. Nessuna nazione, quanto la francese, ha spiegato al più alto grado i caratteri di una nazione ben fatta: intanto le popolazioni che la compongono parlavano lingue d'origini assolutamente opposte, e parecchie di esse non hanno appreso la loro lingua nazionale, che perchè erano di già francesi.

Nella Spagna, chi dirà, che, prima dell'unità politica, le varie popolazioni che la compongono parlassero la stessa lingua e costituissero una identica schiatta? Nella Gran Bretagna, prima ancora dell'unità politica, erano forse inglesi i Gallesi e gli Scozzesi? Ma noi, a che scopo dobbiamo servirci di esempi più o meno antichi, per sostenere la nostra opinione, quando ne troviamo molti e significantissimi nella storia dei nostri tempi? Nella Svizzera, è forse la nazionalità che ha spinto le varie sue popolazioni a formare uno Stato? E l'Ungheria che sostiene di formare un solo Stato, quale esempio di strana mescolanza di razze non ci porge? Evvi in prevalenza l'elemento magiaro in essa, non può mettersi in dubbio, ma è pure importante l'elemento slavo (Slowacki, Ruteni, Serbi) e vi sono pure Rumeni,

sero le somme basi della scienza in fatti e leggi scaturite e prodotte dalla volontà umana, e come essa mutabili e varie; noi per lo contrario queste leggi stesse, questi accordi e queste costumanze sottoponemmo all'autorità di leggi più auguste e venerabili, delle quali eloquente e non menzognera rivelatrice nel mondo delle genti è la natura, legislatore Iddio » Mancini, *Diritto internazionale*, Prelezioni, pp. 71, 72.

Boemi, Greci, Armeni, e con diverse proporzioni nelle diverse province.[1] Sono forse una sola nazionalità tutte le popolazioni che costituiscono gli attuali Stati-Uniti di America,[2] la repubblica Argentina, la repubblica del Paraguay, dell'Uruguay e tanti altri Stati del nuovo mondo?

Ora se la maggior parte degli esempi che ci fornisce la storia, sono di Stati formati da popolazioni le più opposte, per nazionalità, come si può sostenere che soltanto le nazioni, cioè gli Stati nazionali, e non tutti gli Stati, Stati di popolazioni della medesima nazionalità e Stati di popolazioni di opposta nazionalità, debbano essere i soggetti del diritto internazionale? Chi non si accorge che, ammettendo la teoria di dichiarare soggetti di diritto internazionale soltanto gli Stati nazionali e non tutte le varie specie di Stati legittimi, la inevitabile e tristissima conseguenza cui si andrebbe incontro sarebbe quella di mettere al bando del diritto delle genti tutti quegli Stati che, pur essendo legittimi, non avessero la fortuna di essere nazionali? Chi non vede che in tal caso il diritto internazionale, lungi dall'essere un diritto comune ed eguale per tutte indistintamente le varie specie di Stati legittimi, niente altro sarebbe che un odioso privilegio degli Stati nazionali? un privilegio degli Stati come quelli ita-

[1] Il dott. BIDERMANN, nel suo capitolo *Force numérique et division des principales populations établies dans la Hongrie actuelle*, scrive: « La popolazione dell'Ungheria è composta di tanti elementi diversi che soltanto la Russia può sorpassarla in questo punto ». FULKER, direttore della statistica amministrativa, stima che nella popolazione totale dell'Ungheria, compresavi il *banat* di Temeswar e la *voivodie* di Serbia, i Magiari entrano per 46.23 per cento; gli Slavi per 27.70; i Tedeschi per 13.08; i Rumeni per 12.34. La Transilvania comprende, secondo lui, 28.98 per cento di Magiari; 57.55 di Rumeni; 10.82 di Tedeschi. Nel territorio di Fiume vi è il 96.98 per cento di Croati; 2.01 di Serbi; 0.86 d'Italiani. Citat. dal FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, terza edizione vol. I, part. gen., lib. II, sez. 1ª, cap. I, p. 183, nota 1.

[2] « Gli Stati-Uniti di America – scrive uno scrittore inglese – sono un immenso lambicco nel quale le navi, che trasportano gli emigranti di Europa, versano senza interruzione una quantità considerevole di sostanza ignota, dubbia ed anche *explosible; questa sostanza è l'elemento bruto da dove sortirà il popolo americano dell'avvenire* ». *Old World questions and New World ansrers*, by DANIEL PIDIEN; London, 1884. Queste stesse parole possono benissimo applicarsi a tutti gli altri Stati del nuovo mondo.

liano, francese, inglese, e non un diritto comune ed eguale per Stati della specie dell'italiano, francese, inglese e della specie cui appartengono la Svizzera o gli Stati-Uniti di America? Chi non vede che ogni Stato legittimo, non ancora nazionale, per avere la protezione del diritto internazionale, dovrebbe aspettare quella infinità di secoli che sono assolutamente indispensabili per trasformare le varie sue popolazioni in unica nazionalità, perchè le nazionalità sono opera di secoli e non di un giorno? E, senza la protezione immediata ed efficace del diritto internazionale, quale formazione nuova di Stati, siano pure non nazionali, ma legittimi, sarebbe mai più possibile nel mondo? E senza l'esistenza di Stati in cui popolazioni diverse per lingua, per sangue, per razza, potessero liberamente obbedire alla benefica e rigeneratrice legge dell'incrociamento, credete voi che vi sarebbe nazionalità del mondo che potesse dirsi menomamente duratura? [1]

Noi non possiamo negare che ad ogni nazionalità debba competere in modo assoluto il diritto di essere riconosciuta qual soggetto del diritto internazionale, ma ciò quando tutte le varie popolazioni che la compongono dimostrino la ferma volontà di vivere unite in unico Stato, e non divise in più Stati indipendenti; ciò quando tutte vogliono costituire un tutto politicamente distinto e separato da qualsiasi altra nazionalità. Ma se le varie popolazioni, costituenti una nazionalità, separatamente o unitamente considerate, fossero *fermamente* decise a comporre nuovi Stati con popolazioni costituenti un'altra nazionalità, noi non vediamo nessunissima ragione del mondo per negare a tali nuovi Stati il diritto di essere dichiarati e riconosciuti come soggetti di diritto internazionale.

[1] « La fusione delle razze - scrive l'illustre PIERANTONI - è, fisiologicamente considerata, una condizione del loro miglioramento e della loro vigoria. Come le famiglie si ritemperano con l'unione dei sangui diversi, onde giustamente s'impedisce il matrimonio dei consanguinei, sino ad un certo grado, così la decadenza delle razze può essere impedita dall'incrociamento. La storia conferma questa legge fisiologica. L'originalità delle razze esclusive e sdegnose quali i Celti, i Giudei, gli Arabi, fu ed è espiata dal loro decadimento ». *Trattato di diritto costituzionale*, Napoli, Marghieri, editore, 1873, cap. III, § 5, p. 110.

Il negare la formazione e l'esistenza di Stati composti di popoli di opposte nazionalità, col negar loro il diritto di essere riconosciuti soggetti di diritto internazionale, non solo è atto ingiusto, perchè contrario alla indipendenza dei popoli, che hanno eternamente sacro e santo il diritto di disporre di loro secondo le esigenze dei loro legittimi interessi ed innocue inclinazioni; ma ancora atto di regresso, perchè contrario alla grande e benefica legge della sociabilità umana, che sarà perfetta e completa, non già quando si effettua fra individui della medesima nazionalità, ma quando potrà essere un fatto compiuto fra individui delle più opposte nazionalità. [1]

[1] « A dir vero - scrive bellamente l'Holtzendorff - la nazionalità e il progresso costante sono due idee moderne di somma importanza, che però, condotte alle ultime conseguenze nell'applicazione, lungi dallo andar di accordo fra loro reciprocamente si escludono. Se noi ponessimo come legge fondamentale della storia dell'umanità l'assoluto predominio del principio di nazionalità nella formazione degli Stati, la idea e la possibilità del progresso verso una civiltà più elevata svanirebbero addirittura. Non avremmo in tal caso un'Italia che rappresenta una fusione di stipiti greci, fenici, latini, etruschi, gallici e germanici. Per giustificare del resto la formazione del nuovo regno italico e del germanico non è punto necessario ricorrere alla prevalenza esclusiva del principio di nazionalità. Gl'Italiani dovevano combattere la signoria straniera, che aveva la sua legittimazione nei trattati, perciò una schiera di principi e lo stesso papa sentirono certamente il bisogno d'invocare in loro aiuto un principio sacrosanto; tanto questo principio quanto l'universale suffragio delle masse hanno fatto il loro compito a pro dell'Italia: ma è tempo ormai che la scienza dimostri la impossibilità di raccomandare tali dottrine come inconcusse e regolatrici di tutta l'umanità. Non è possibile lo ammettere che lo Stato presente, passato e futuro, possa essere considerato come il prodotto esclusivo della dea di nazionalità ; esiste piuttosto un'azione reciproca tra nazionalità e Stato. La moderna nazionalità ci crea le sue forme politiche, ma lo Stato storicamente più antico creò ed educò la nazionalità e farà anche in seguito lo stesso. La coscienza moderna sotto l' impulso delle tradizioni storiche condusse i Tedeschi e gl'Italiani alla unità politica. All'opposto noi vediamo che gli Stati-Uniti di America formano di anno in anno con milioni di emigranti, la loro nazionalità, il loro popolo ». *Nuovo sistema di diritto pubblico del professore Augusto Pierantoni,* per FRANCESCO VON HOLTZENDORFF, Caserta, 1884, pp. 11 e 12.

Fra gli scrittori che sostengono il principio di nazionalità, citiamo, oltre che MANCINI che, deve considerarsi come il gran caposcuola, MAMIANI, *Nuovo diritto europeo* e l'appendice *Del principio di nazionalità*; PIERANTONI, *Il progresso del diritto pubblico e delle genti*, *Storia del diritto internazionale nel secolo* XIX, *Storia degli studi del diritto internazionale in Italia*, *Trattato di diritto costituzionale*, vol. I, cap, III; PALMA, *Del principio di nazionalità*; CELLI, *Del principio di na-*

CAPITOLO XV.

La razza.

1. Come la nazionalità è l'insieme di qualità fisiche e morali per cui una moltitudine d'individui si distingue da un'altra; così la *razza* è l'insieme di qualità fisiche e morali per cui più nazionalità, unitamente considerate, si distinguono da più altre.

Ora, come pei sostenitori del principio di nazionalità tutti gl'individui componenti una comune nazionalità naturale sono obbligati a formare uno Stato, così pei sostenitori del principio di razza lo Stato deve essere formato da tutte indistintamente le nazionalità che costituiscono una comune razza. Come si vede, il principio della nazionalità è sorpassato dal principio di razza. E di ciò noi, lungi dal muovere un qualsiasi lamento, ci rallegriamo sinceramente, perchè nell'idea di volere unire in unica società politica tutte le nazionalità che compongono la medesima razza, noi non possiamo fare a meno di notare ed ammirare un passo avanti della grande e benefica sociabilità umana. Il principio della razza, in opposi-

zionalità, Sistema di diritto internazionale moderno, cap. III; GIOBERTI, *Nota all'opuscolo di Taparelli*, vol. V, *Del gesuita moderno;* CARNAZZA-AMARI, *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, vol. I, sez. 1ª, cap. II; CARUTTI, *Del governo libero*, libro III, cap. I; BLUNTSCHLI, *Théorie générale de l'État*, lib. II, cap. II, III e IV; MILL, *Du gouvernement représentatif*, cap. XVI.

Fra coloro che allo stesso principio di nazionalità, in tutto o in parte, più o meno efficacemente, si oppongono, citiamo LUIGI TAPARELLI, *Saggio teorico di diritto naturale*, vol. II, nota 121; DI FORTUNATO CAVAZZONI PEDERZINI, *Studio sopra le nazioni e sopra l'Italia;* PADELLETTI, *Revue de droit international*, dell'anno 1871; EMILIO BRUSA, nei suoi belli e profittevolissimi studî *Dell'odierno diritto internazionale pubblico*, § 12; PASQUALE FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, part. gener., lib. II, sez. 1ª, cap. I; TH. FUNCK-BRENTANO e ALBERT SOREL, *Précis du droit des gens*, lib. I, cap. I, § 7; M. LOUIS JOLY, *Du principe des nationalités*, Paris, 1863.

zione a quello della nazionalità, che separa e fa odiare i popoli aventi nazionalità opposta, li unisce e li fa amare.

Ma perchè l'unione e l'amore, e non la separazione e l'odio, siano possibili fra tutti i popoli della medesima razza, l'unione e l'amore debbono avere per solo fondamento l'unanime *volere* di tutti indistintamente i varî popoli che si pretende unire e fare amare, non quel complesso di qualità fisiche e morali che li distinguono da qualsiasi altro aggregato di popoli. La comunanza di date qualità fisiche e morali di alcune nazioni può pienamente soddisfare le esigenze del *naturalista* per poter fare di esse una sola razza, ma essa è *assolutamente nulla* per influire sull'*internazionalista* a fargliene fare uno Stato. Il diritto internazionale non aggruppamenti per elementi estrinseci e materiali di nazionalità o di razza vuole nel mondo, ma società politiche per libera volontà. Là, dunque, dove la libera volontà è chiara e completa, esso riconosce e proclama lo Stato. Là, dove la libera e spontanea volontà non esiste per nulla, esso lascia alle scienze naturali il cómpito di riconoscere e proclamare una nazionalità o una razza, o più razze: per esso non v'è, non può esservi un vero Stato.

Appartenere ad una comune razza, per due o più opposte nazionalità, non potrà significare mai in diritto internazionale obbligo di formare un nuovo Stato, senza averne la libera e spontanea volontà; alla stessa guisa che appartenere alla medesima nazionalità non significa mai, per le varie popolazioni che la compongono, obbligo di vivere politicamente unite, senza averne egualmente la libera e spontanea volontà. E ciò perchè il fondamento di ogni Stato legittimo è solo la libera volontà degl'individui che debbono comporlo. Chi si è mai sognato che, in ogni società civile, essere fratello o parente di uno o più individui dovesse significare obbligo assoluto di vivere eternamente unito e di tenere in comune con loro le proprie sostanze? Noi non arriviamo a comprendere per qual ragione la parentela, più o meno stretta, mentre non è obbligo assoluto, fra più individui della medesima società civile, a vivere familiarmente uniti, debba poi esserlo fra due o più popoli della gran società internazionale.

Che forse la libertà è una cosa per l'uomo *individuo* ed un'altra per l'uomo *collettivo?*

2. La preoccupazione di dividere i popoli secondo che le razze li distinguono ha trovato la sua espressione storica e sopratutto teorica nell'idea del *pangermanismo,* del *panslavismo,* del *panlatinismo* e dell'*unione scandinava.*

Il pangermanismo è la combinazione che consisterebbe nel riunire tutti i popoli di razza germanica, o almeno ritenuti per tali dai patriotti alemanni. Questa vasta annessione, oltre l'Alsazia e la Lorena, assorbirebbe anche la Svizzera, l'Olanda, lo Schleswig e alcune province slave dell'est dell'Europa. La conquista dello Schleswig, quella dell'Alsazia e di una parte della Lorena, il ristabilimento dell'impero di Alemagna, la cui corona è stata posta sulla testa del re di Prussia, sono un passo importante verso la realizzazione completa di questo programma.

Il panslavismo sarebbe la riunione di tutta la razza slava sotto lo scettro degli czar. Ora la razza slava che rappresenta una cifra di quaranta milioni d'individui sparsi in Europa, comprende i Polacchi, i Ruteni, i Lituani, gli Slovachi e Moravi, i Serbo-Luzitces, i Tsecchi, i Serbi, i Croati, gli Slavoni, infine due milioni di Slavi dispersi in Russia. Le popolazioni che appartengono alla razza slava abitano la Prussia, la Russia, l'Austria, la Sassonia, la Boemia, la Turchia. La razza daco-slava o rumena popola la Rumania, la Turchia, l'Austria e la Russia.

Il panlatinismo sarebbe la riunione di tutti i popoli della razza latina, come i Francesi, gl'Italiani, gli Spagnuoli, i Portoghesi.

L'unione scandinava comprenderebbe la Danimarca, la Svezia e la Norvegia. [1]

Contro tutte codeste possibili e varie unità politiche, il di-

[1] Il principio di razza, com'è da supporre, trova i suoi primi ed irreconciliabili avversari nei sostenitori del principio di *nazionalità*. Noi fra questi citiamo specialmente: TERENZIO MAMIANI, *D'un nuovo diritto europeo*, cap. XV, § 3; PIERANTONI *Trattato di diritto costituzionale*, vol. I, cap. III, § 13; PALMA, *Del principio di nazionalità*, cap. I, pp. 34, 35; CARNAZZA-AMARI. *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, vol. I, sez. 1ª, cap. II, V, p. 177.

ritto internazionale nulla avrebbe da opporre quando esse venissero a realizzarsi nel mondo col libero consentimento dei popoli chiamati a formarle. Ma esso è assolutamente contrario a qualsiasi unità politica che volesse compiersi in omaggio al solo principio della comune razza dei popoli che si pretende unire, ed in disprezzo della loro libertà. Le idee del pangermanismo, del panslavismo, del panlatinismo, dell'unione scandinava si compiranno colla libertà dei popoli costituenti le varie razze? Esse saranno pienamente approvate e legittimate dal diritto internazionale. Ma se esse dovessero cominciare a compiersi calpestando menomamente la libertà di uno qualsiasi dei popoli chiamati a formare una data unità politica, come selvaggiamente ha già fatto la Russia colla Polonia, e come pur essa intenderebbe fare in avvenire colla Bulgaria e con altri popoli della penisola balcanica, allora non c'è principio di razza del mondo che valga: ogni unità di tal genere deve essere messa al bando del diritto delle genti; e contro di essa qualsiasi Stato del mondo avrebbe sempre sacro e santo il diritto d'insorgere per distruggerla e ridurre le cose dallo stato di arbitrio e di violenza allo stato di diritto e di libertà. Superiore alla razza vi è la libertà dei popoli. La libertà, dunque, non la razza dev'essere l'origine ed il fondamento di qualsiasi nuovo Stato del mondo.

3. Sostenere la necessità, l'obbligo dell'unità politica fra tutti i popoli appartenenti alla stessa razza, generalmente si è supporre che fra essi debba esistere un attaccamento, una simpatia che non esiste affatto fra popoli di opposta razza. Eppure, noi nella realtà osserviamo accadere tutto il contrario. Niuno oserebbe sostenere che Francia e Italia siano due popoli di opposta razza. Eppure tutti sanno che razza di simpatia e di attaccamento esistano fra esse. Al contrario niuno può mettere menomamente in dubbio la diversità di razza che esiste fra Francia e Russia da una parte e Italia e Germania dall'altra. Eppure chi non sa che fra Germania e Italia esiste una pubblica alleanza, e fra Russia e Francia, se non un'alleanza già fatta, certo tutte quelle simpatie e quelle disposizioni atte a renderla un fatto compiuto al menomo bisogno? La Germania e l'Alsazia-Lorena,

più che una razza, non sono forse una stessa nazionalità? Eppure chi non sa che fu la violenza quella che assoggettò l'Alsazia-Lorena alla Germania? Russia e Polonia, si può menomamente mettere in dubbio che costituiscano una identica razza? Eppure la parte di Polonia violentemente accostata alla Russia, ha dimostrato mai di volersi mantenere unita in unico Stato con questa? I popoli costituenti il legittimissimo Stato svizzero appartengono forse ad una stessa razza? Eppure chi oserebbe dire che fra essi non esista la ferma volontà di mantenersi uniti e compatti, e seguitare a costituire una perfetta personalità internazionale, uno Stato? E gli Stati-Uniti di America forse esageriamo noi se diciamo, che sono costituiti di popoli appartenenti a tutte le razze del mondo? Non avete, infatti, presso quella grande personalità internazionale il *bianco* innanzi al *nero*, ed il *giallo* fra il nero ed il bianco? [1]

Ora se noi abbiamo nel mondo esempi di popoli che, pur appartenendo alla stessa razza, si odiano ferocemente, lottando per vivere separati, se sono uniti, e per non unirsi mai se sono separati; ed esempi, al contrario, di popoli che, pur appartenendo a razze le più svariate, si amano a tal segno, che, se politicamente uniti, si sforzano a conservare l'unità, e, se separati, ad avvicinarsi ed unirsi con tutti i modi possibili; con qual diritto ci si viene a parlare di obbligo, di necessità di unire in unico Stato tutti i popoli appartenenti ad una stessa razza, e di dividere in più Stati tutti i popoli appartenenti a razze opposte?

Sul gran problema della formazione degli Stati è l'esigenza del diritto internazionale che bisogna avere in mira di soddisfare, non quelle delle scienze naturali. Ora si verrebbero a soddisfare le esigenze delle scienze naturali e non quelle del diritto internazionale, se fra tutti gl'individui che debbono comporre lo Stato si cercasse se esiste la comune razza e si trascurasse di vedere se esiste la comune *volontà*.

Non ci si parli di vantaggi di Stati formati di popoli appartenenti alla stessa razza e d'inconvenienti di Stati formati di popoli

[1] V. Claudio Jannet, *Les États-Unis contemporains*, quarta edizione.

di razze opposte. Noi, ad obbiezioni di questo genere, rispondiamo col dire che i vantaggi e gl'inconvenienti di qualsiasi Stato del mondo dipendono dall'essere esso legittimo o arbitrario, non dall'essere composto di popoli di comune o di opposta razza. E noi qui ci reputiamo davvero fortunati di poter citare in sostegno della nostra tesi l'autorità incontestata della più gran mente giuridica che l'Italia abbia avuto, dopo Romagnosi: l'autorità di Pellegrino Rossi.

« Ogni riunione di uomini (di razze diverse) - scrive il grande pubblicista italiano - presenta senza dubbio alcune difficoltà, ma essa non è più impossibile della formazione di uno Stato solido e regolare, composto di classi diverse provenienti dalla medesima razza di uomini. Un'aggregazione di nobili e di plebei, di marinai e di agricoltori, di uomini della pianura e di uomini della montagna, di uomini del nord e di uomini del mezzodì, di ricchi e di poveri, di cattolici, di protestanti e di giudei, presenta più complicazioni ancora e più pericoli che non ne presenterebbe una società ove si trovassero riuniti degli Europei, degli Etiopi e dei Chinesi. Vi è un mezzo per rendere regolari e facili queste associazioni: questo mezzo è la giustizia. Si è là, se così può esprimersi, il cemento che può legare tra loro questi elementi diversi e farli tutti convergere verso il medesimo scopo. I pericoli che si possono segnalare non provengono dalla diversità di razze, ma dall'oppressione di cui la razza troppo spesso ne è l'occasione e il pretesto. Poco importa che gli uomini di una razza, che i neri, per esempio, si mostrino meno inventivi, meno atti a certi lavori intellettuali che i loro associati di razza bianca o gialla. Tra gli uomini della medesima razza e appartenenti alla medesima società civile, non notiamo noi tutti i giorni delle enormi differenze d'istruzione e di capacità intellettuale? Queste differenze rendono l'ordine sociale impossibile? Niente affatto; nelle società, che la libertà e la giustizia governano, i lumi della classe più intelligente servono, per così dire, di fiaccola alle classi meno intelligenti. Poco a poco queste differenze di condizione morale cessano di essere enormi e tendono a cancellarsi. Si è allora che le classi supe-

riori hanno compiuto la loro missione su questa terra; esse hanno chiamato alla vita intellettuale e morale quelli dei loro simili, dei loro associati, che erano come oppressi sotto il peso della vita materiale...

« I fatti confermano queste deduzioni. Gli uomini di colore, io parlo di uomini liberi, non sono stati in verun modo una causa permanente di perturbazione e di disordine. L'America e l'Europa debbono loro egualmente questa onorevole testimonianza. E Dio sa, tuttavia, a quali orribili tentazioni li hanno mille volte esposti l'orgoglio e l'intolleranza dei bianchi! Noi abbiamo già notata la condotta irreprensibile degli affrancati nelle colonie inglesi; certo tutto vi annunzia delle società civili più pacifiche e sopratutto più compatte che quelle formate, in Ispagna, in Alemagna, in Isvizzera, da popolazioni caucasiche mescolate di Goti e di Arabi, di Slavi e di Germani, di Germani e di Celti. Dei grandi pericoli minacciano sempre delle colonie *à esclaves*. Da dove provengono questi pericoli? Dalla diversità di razza, forse? No; essi non provengono che dall'ingiustizia ». [1]

Capitolo XVI.

La specie.

1. Il principio di nazionalità è sorpassato dal principio di razza, il principio di razza dal principio della *specie*. Secondo il principio della specie gl'individui che debbono comporre lo Stato non debbono essere soltanto gli uomini che appartengono ad una medesima nazionalità, non soltanto le nazionalità costituenti una sola razza, ma tutti indistintamente gli uomini che formano l'intiera specie umana, qualunque sia per essere la loro

[1] Vedi P. Rossi. *Mélanges d'Économie politique, de politique*, etc., tom. II, *De l'État*, cap. XI, § 1.

varia nazionalità e la loro varia razza.[1] Sicchè nel mondo noi, non più tanti varî Stati, costituiti da individui appartenenti alla medesima nazionalità o da nazionalità appartenenti alla medesima razza, avremmo; ma un solo Stato, costituito da tutti gli individui componenti la specie umana. Non più tanti governi, varî come la varia natura dei popoli sparsi sulla faccia della terra, ma un solo governo. Non più un diritto interna-

[1] Si è detto: Iddio non creò nè Ebrei, nè Gentili, nè Egiziani, nè Cinesi, nè Francesi, nè Iberi, nè Italiani, nè Greci; ma solamente l'umanità colle sue virtù ed i suoi vizî, colle sue glorie e le sue sciagure; è stato l'uomo che ha creato tutte queste distinzioni, che ha smembrata la famiglia umana in tanti piccoli sodalizî per affogarla nella barbarie, invelenirla di discordie e di guerre, abbeverarla di odio e di sangue. — « Nazione! - esclama il LAMARTINE - parola pomposa, per non dire barbara; l'egoismo e l'odio hanno solo una patria; l'amore e la fratellanza hanno per patria il mondo ». Questo feroce patriottismo, dice LAMENNAIS, è fatale all'umanità, è passione violenta che impedisce agli uomini di amarsi, e li spinge ad odiare ciò che non è concittadino. Che la patria comprenda veramente tutti gli uomini, grida LEROUX, e la mostruosità che chiama un despota non è più possibile. Per dar pace all'umanità, osserva BAZARD, per estinguere le guerre che formano la sua storia, assicurare la sua tranquillità, i suoi diritti, la sua vita, bisogna cancellare le nazionalità, bisogna fondere il genere umano in una nazione, in una sola patria. Gli uomini sono stati tutti nemici; ma un giorno saranno fratelli; ogni fenomeno ha avuta una causa, o meglio ha rinchiuso in sè la cagione del suo essere, ma tutti non avranno che una sola causa, che un sol fine; le famiglie, i cittadini sono stati isolati; nell'avvenire non vi sarà che una sola famiglia sovrana, che una sola patria. « Una sola patria esiste per l'uomo - esclama un altro scrittore - ed è il mondo. Crearne un'altra è misfatto di lesa umanità. Patria, parola esecrabile, causa di tutti i mali, egoismo sociale, tu scomparirai, e la libertà serberà la tua rimembranza segnata d'infamia; tu sarai pei popoli liberi oggetto di terrore e di esecrazione! Per te i fratelli si sono sempre scannati; per te i Borgognoni, i Fiamminghi, i Normanni hanno portato il ferro ed il fuoco gli uni contro gli altri. E voi le adorate queste patrie? Idoli! Falsi dèi! Perchè i Russi, gli Austriaci, gl' Inglesi, i Francesi si scannano? È per il bene della patria o del loro tiranno? Patriotti, servitevi dei tiranni nella speranza di divenire tiranni anche voi! Così voi fate bene, siete indegni della libertà. Collocatevi nella schiera dei dottrinari: dottrina e patriottismo vanno insieme; l'una è la teoria del delitto, l'altro ne è la pratica. Patria è il peccato originale sociale. Il Messia che la cancellerà dalla civiltà avrà salvato il mondo ». Vedi su questo argomento i varî scrittori citati da FEULLIDES, *Les nationalités*. — ANACARSI CLOOTS, ardito negatore di un Dio nelle pubbliche riunioni di piazza, credeva l'idea di nazionalità un ostacolo alla universale liberazione degli uomini. « Noi non siamo liberi - egli diceva - se un ostacolo morale arresta il nostro cammino fisico sopra un sol punto del globo. I diritti dell'uomo si estendono sopra la totalità degli uomini. Una corporazione che si dice sovrana ferisce grandemente l'umanità ». *La république universelle*, p. 165.

zionale avente lo scopo di garentire e tutelare l'indipendenza di tutti i popoli desiderosi di costituire tanti Stati indipendenti, ma un diritto civile colla missione di garentire e tutelare la libertà di tutti indistintamente gli uomini del mondo. Non più soggetti di diritto internazionale, ma soggetti di diritto civile. Non più società d'individui - Stati - ma individui isolati - uomini.

2. Contro il principio della unità di tutti indistintamente gli individui componenti la specie umana sotto un medesimo governo e le medesime leggi civili e penali sorgono egualmente e i sostenitori del principio di nazionalità e i sostenitori del principio di razza. I primi vi si ribellano perchè secondo essi si verrebbe a compiere un attentato contro i disegni della natura di voler divisi gli uomini in tanti Stati quanto sono le nazionalità che compongono il mondo.[1] I secondi perchè anch'essi nell'attuazione di quel principio veggono un attentato contro un

[1] MANCINI, il gran fondatore della teoria della nazionalità, scrive in proposito « Ma v'ha un principio che domina l'intera creazione, e del quale la filosofia moderna ha ravvisato l'applicazione dappertutto. *L'unità nella varietà*, d'onde l'ordine e l'armonia. Questa legge si applica pure al genere umano. *L'umanità è il fine*, in altri termini importa che il genere umano pervenga ad una organizzazione unica e complessa, che gli permetta di adempiere alla sua destinazione sulla terra. Ma nel mondo umano havvi pure un elemento di varietà, le *nazioni*, nel seno delle quali le facoltà e potenze individuali veramente si educano e si svolgono, la civiltà si matura, l'impero del diritto e della giustizia si realizza: le nazioni, prodotto non arbitrario e mutabile dell'umano artifizio, ma opere naturali e divine, sole individualità veramente capaci di addivenire società politiche o Stati, e di concretare col loro accordo la sola effettuabile associazione e comunanza dell'umanità civile. Non altrimenti che sarebbe strano ed erroneo reputare incompatibili i diritti degl'individui colla costituzione della *famiglia*, o i diritti dell'associazione delle famiglie voluta e creata ugualmente dalla natura con la costituzione benintesa d'uno Stato; è del pari un deplorabile errore supporre i diritti delle nazionalità e l'autonomia del loro essere incompatibili coll'associazione cosmopolitica della specie. Al contrario come uno Stato è tanto più perfetto, quanto più si avvantaggia degli elementi della famiglia e delle individuali libertà, similmente la vigorosa costituzione della nazionalità può essa sola tanto meglio condurre all'armonica ed ordinata società dell'umana stirpe. Laonde è un falso e pernicioso *cosmopolitismo*, un'utopia per impossibilità di mezzo non realizzabile quella che fa della *patria* e dell'*umanità* non due correlativi, ma due contrari, creando un antagonismo che non esiste; quella che nella prima raffigura un ostacolo ed un impaccio alla seconda; che, risolvendo le nazioni negl'individui, pur troppo prepara l'isolamento, e non la progressiva congiunzione dell'uman genere; che obbliando provenire le nazioni da Dio, come dalla loro sorgente, sogna fondar l'unità della nostra razza sulla distruzione delle nazionalità, e non già sulla loro

altro disegno della natura, il disegno di volere divisi gli uomini in tanti Stati quante sono le razze.

Ma noi, che nel mondo abbiamo sostenuto essere possibile ed ammissibile, secondo il diritto internazionale, tanto l'esistenza di Stati formati da individui della stessa nazionalità, quanto la esistenza di Stati formati da individui appartenenti ad opposte nazionalità, e, ancora, tanto l'esistenza di Stati formati da nazioni appartenenti alla stessa razza, quanto l'esistenza di Stati formati da nazioni delle più opposte razze; noi, dico, saremmo in flagrante contraddizione con noi stessi se volessimo per un solo istante opporci al principio della unità politica della specie umana per le ragioni fatalistiche recate dai sostenitori del principio di nazionalità e di razza. Se nel mondo sono possibili Stati formati da uomini appartenenti alle più opposte nazionalità, e Stati formati da nazionalità delle più varie razze, come lo Stato svizzero e la gran federazione degli Stati-Uniti d'America ce ne porgono esempio eloquentissimo, ognun vede che nè la diversa nazionalità nè la diversa razza sarebbero, per sè stesse, difficoltà insormontabili per unire tutte le varie nazionalità e tutte le varie razze della specie umana in un solo e grande Stato. Ma con tutto ciò mai fra tutte le varie nazionalità e razze della specie umana è stato possibile un solo e grande Stato, con un sol governo e colle medesime leggi. Ciò dimostra chiaramente, che se nel mondo vi sono delle ragioni potentissime che spingono gli uomini delle più opposte nazionalità, e le nazionalità delle più opposte razze a formare tanti varî Stati tra loro distinti e separati, ve ne sono eziandio delle altre non meno potenti che si oppongono ad unirli tutti in un solo e grande Stato. Queste ragioni per noi sono la *varietà delle aspirazioni* e la *varietà degl' interessi*. Sono la varietà di aspirazioni e la varietà d' interessi che di tutti gli uomini costituenti ogni dato Stato, qualunque sia per essere il loro grado

armonica coesistenza e sul rispetto de' diritti di tutte ». *Diritto internazionale, Prelezioni*, pp 78, 79. Vedi pure: PIERANTONI, *Trattato di diritto internazionale*. vol. I, lib. I, § 2; PALMA, *Del principio di nazionalità*, cap. VI, pp. 148-1[illegible]; CARNAZZA-AMARI, *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, vol. I. sez. 1ª, cap. II, § 7; PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international public*, etc., vol. I, Introduzione, cap. II, 67.

di parentela, fanno tante famiglie distinte e separate, e mai una sola e comune famiglia: tante famiglie abitanti ognuna la propria casa, godenti ognuna i proprî beni, governantisi ognuna in casa sua e nei proprî possedimenti con usi e costumi proprî, e mai una sola famiglia, con abitazione comune, con possedimenti comuni, e con usi e costumi comuni. Sono egualmente la varietà di aspirazioni e la varietà d'interessi che di tutti gli uomini sparsi sulla faccia della terra, qualunque sia per essere la loro nazionalità o la loro razza, faranno sempre tanti Stati distinti e mai unico Stato; tanti Stati con territorî, con governi e con leggi distinte e mai uno Stato, con comune territorio, collo stesso governo e colle stesse leggi. [1]

Ora, se la varietà di aspirazioni e la varietà d'interessi sono un fatto assolutamente innegabile fra tutti indistintamente gl'indi-

[1] « Il sogno della cosmopolitia, che vuol comuni ed uniformi governo, dinastia, culto e legislazione e che vuol fondere i popoli sotto un solo Stato - scrive opportunamente il Pierantoni, - sarebbe un suicidio in grande, e niun uomo come niun popolo vuol rinunziare alla gloria, alla felicità, all'amor di patria ». *Trattato di diritto costituzionale*, vol. I, cap. IV, § 29.

« Tutte le varietà umane non possono giammai pervenire a dispiegarsi sotto la forma positiva e concreta di una sola unità sociale, perchè - dice Mamiani - tra l'uno e il più, tra il simile ed il differente, affine che ne risulti un intiero bene armonizzato, bisogna che corra certa stretta proporzione e convenienza e mantengasi in ogni lato la medesimezza di natura ». Come poi il progresso perfettivo di tutte cose non iscemi la varietà del viver comune, non si può esprimere con più lucidezza e brevità dello stesso MAMIANI. « Egli è troppo generale errore il credere che dilatandosi l'umanità tra le genti e moltiplicando i comuni negozi e lo scambievole visitarsi e le altre corrispondenze della buona vicinanza ed amicizia, esse piglieranno una poco diversa sembianza morale e politica, e la conformità dei costumi diverrà estrema e parranno tutte confondersi in una alla guisa che veggiamo una stess'arte di coltivazione far tutte simili le campagne che nello stato loro silvestre diversificansi sopra modo. Io giudico per lo contrario che, non prima i popoli avranno conseguito il possesso intero e felice del proprio essere e la fiducia di poter toccare liberamente il loro destinato, cesserà in massima parte la imitazione, la quale oggi è gran causa di falsa conformità e procede anzi tutto da debolezza e impotenza. Perciò ciascuno, travagliandosi allora intorno alle disposizioni e virtù naturali fornitegli da natura e cavandone effetti nuovi e straordinari, produrrà diversissime le forme della vita comune Nè oltre a ciò bisogna perder d'occhio che mentre il progredire della civiltà pareggia sotto molti rispetti la sorte dei popoli, dall' altro lato, affinando supremamente il sentire ed il giudicare, porge rilievo e cresce importanza altresì alle minime differenze, i cui effetti, e i morali segnatamente, non sono minimi. E chi non sa che al guardo degl' ignoranti e inesperti le nove statue delle

vidui componenti la specie umana, tanto che fin tra gl'individui del più microscopico ma libero Stato del mondo voi non potete fare mai a meno di rilevare la loro divisione in tante famiglie fra loro distinte e separate; sarebbe una grande ingenuità per non dire una grande ingiustizia il voler pretendere fra tutti gli uomini della terra quella assoluta ed universale unità politica, che verrebbe a distruggere la loro divisione in tanti Stati distinti e separati. Le varietà di aspirazioni e d'interessi sono così vive e così costanti fra tutti gl' individui umani, che spesso l'unità politica nemmeno fra i membri costituenti ognuno dei varî Stati, nei quali si divide il mondo, è più possibile e sopportabile. Le rivoluzioni dividono inesorabilmente in più Stati quegl'individui che non formavano che un solo Stato. Quale unione più naturale fra una colonia e la madre-patria? Eppure c'è colonia del mondo, che, appena giunto il momento in cui ha creduto che le sue aspirazioni e i suoi interessi si trovassero in opposizione con quelli della madre-patria, non sia insorta per affermare la sua indipendenza politica? Quale unione più naturale ancora di quella degl'individui della medesima nazionalità? Eppure chi ci assicura che unioni siffatte debbano essere eterne?[1] Ora se le divisioni sono inevitabili fra gl'individui componenti i varî Stati, come sognare la fusione di tutti i varî Stati del mondo in uno soltanto? Concependola colla viva e costante tendenza in tutti gli uomini del mondo a vivere divisi in Stati distinti, e non confusi in un

muse che si mirano in Vaticano parranno poco o nulla dissimigliare fra loro, mentre l'occhio del buon artista meraviglierà, invece, della diversità somma che l'abilissimo scultore vi ha saputo introdurre ed esprimere? » *Dell'ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 4, n. 21.

[1] Lo scopo delle società politiche è d'essere ben governate: esse non lo possono in uno Stato troppo vasto. Le province vicine alla sede del governo sono le più favorite. Quelle che sono al di là lo sono meno, e le più lontane sono trascurate e disprezzate: esse sono trattate come una specie di province tributarie. Le province che sono troppo lontane dall'azione del governo non hanno e non possono avere che pochissima affezione per lui Non avendo volontà propria, e dovendo attendere per muoversi un ordine arrivato dal centro con lentezza e con disprezzo, esse hanno il natural desiderio di sottrarsi all'azione fredda di un governo lontano, e di crearsi un potere indipendente. Irritandosi continuamente contro il potere centrale, fanno dei voti e degli sforzi per separarsene: dei voti quando esse sono impotenti, degli sforzi quando hanno la speranza di scuotere il giogo.

solo Stato, non è concepire la più flagrante violazione della loro libertà individuale?

La famiglia e lo Stato, sia questo formato da tutte le famiglie costituenti una o più tribù, sia formato da tutte le tribù costituenti una o più nazionalità, sia formato da tutte le nazionalità costituenti una o più razze, sono le due posizioni di sociale consorzio in cui sono sempre vissute tutte le popolazioni del mondo. Ora come lo Stato non fu e non sarà mai possibile senza il rispetto della libertà individuale delle famiglie [1] che lo compongono, del pari nessuna associazione cosmopolitica della specie sarà mai concepibile senza il più assoluto e scrupoloso rispetto della libertà individuale dei varî Stati sparsi per la terra.

L'uomo, individualmente considerato, è troppo piccolo per potere sperare da tutto il mondo, elevato a Stato, la protezione di tutti i suoi varî diritti. Godono a stento o non godono affatto protezione dal mondo i piccoli Stati, che volere o no rappresentano sempre l'associazione di una moltitudine di uomini, e vi illudete che possa esser protetto da tutto il mondo un uomo isolato? D'altra parte il mondo è troppo grande per poter pensare a difendere tutti i varî diritti dell'uomo individualmente considerato. È per l'assoluta impossibilità di trovar nel mondo la protezione di tutti i suoi varî diritti, che spinge prepotente-

[1] « Quando dal principato di famiglia si passò al principato di tribù (o di Stato, secondo noi, perchè là, dovunque vi sia un aggregato d'individui costituenti un tutto distinto e indipendente da qualsiasi altro aggregato d'individui, se piccolo o grande non importa, v'è sempre Stato) credete forse che la famiglia rinunciasse a qualche suo interno diritto, e che inoltre non potesse e non dovesse intervenire nelle funzioni della sovranità? Quanto al fatto leggete la storia, quanto al diritto ne parleremo tosto. Con la formazione della tribù la famiglia negli affari del consorzio potè e dovette bensì rinunciare al comando suo esclusivo, ma non potè, nè dovette rinunciare al *comando collettivo*. *Par in parem non habet imperium*. Qui, dunque, o un congresso, o un senato, o un preside non potevano per diritto statuire negli oggetti *comuni* che col consenso della famiglia. E qui occorre una precisione. La famiglia che interviene negli affari della tribù non consiste nel padre colla madre, coi figli, coi nipoti; ma si restringe solamente al padre di famiglia. Nei congressi dei padri consiste il vero principato della tribù; e la persona o individuale, o collettiva incaricata dell'amministrazione non è che *esecutrice* della volontà espressa o presunta del congresso dei padri ». G. D. ROMAGNOSI, *Giurisprudenza teorica*, part. I, libr. VII, cap. I, 1.

mente l'uomo ad unirsi in società politica con tutti quei suoi simili che possano proteggerlo nei diritti che il mondo non può proteggergli. È, poi, per l'impossibilità, non meno assoluta, di proteggere esso direttamente tutti i varî diritti dell'uomo, che dovrà obbligare il mondo ad organizzarsi in modo da rispettare scrupolosamente tutti i varî Stati formati dalla libera e spontanea volontà dell'uomo, in cui questi trova soltanto la protezione di tutti quei diritti che tutto il mondo, per la sua sterminata grandezza, non potrebbe pensar mai a proteggere.

Chi non sa, come in ogni Stato, formato dalla più libera e spontanea volontà di tutte le varie parti che lo compongano, tutti i Municipi lottino incessantemente ed energicamente per affermare sempre più i diritti della loro più perfetta autonomia? Ed in questa tendenza noi non troviamo da osservare nulla in contrario, perchè secondo noi gli enti di ordine superiore non devono esistere nel mondo per usurpare i diritti degli enti inferiori, ma per garantirli. Dunque, lo Stato, è giusto, è doveroso, che restituisca ai Municipi il libero e legittino esercizio di tutti quei diritti che egli possiede più da usurpatore che da difensore. Ora se l'esistenza di ogni Stato particolare, verrà l'epoca in cui non sarà più nè possibile, nè legittima senza il rispetto dell'autonomia dei suoi Municipi, [1] come illudersi che in

[1] « In uno Stato regolarmente costituito – scrive G. D. Romagnosi – le case e le municipalità non vengono abolite, ma solamente consociate per costituire un sol corpo di nazione: allora la sovranità del municipio viene trasportata nella nazione, come prima la sovranità della famiglia venne trasportata nel Municipio. In questa operazione non si eseguisce uno spoglio dei diritti preesistenti, ma solamente una trasformazione di regime, nel quale si cede quel tanto che è necessario, con la formazione del civile consorzio, e sotto la *condizione* di ottenere il correspettivo di potenza, di soccorso e di difesa, e sopra tutto di equo beneficio che deve derivare da un ordinamento nazionale ». *Giurisprudenza teorica*. part. I, libr. VII, cap. I, l. « Nel regime dei paesi aggregati al dominio di Roma durante la repubblica – dice lo stesso grande Romagnosi, nello stesso luogo citato – le personalità municipali furono rispettate al pari della proprietà individuale. Io non saprei dire se ciò venisse praticato per il riconoscimeeto del principio di naturale diritto sociale ora proclamato, o per la massima prudenziale di conquistare col valore e di mantenere coi beneficî. Il fatto sta che con questo ordinamento i popoli assoggettati furono tenuti in fede finchè questo ordinamento durò, senza che vi fosse bisogno di tenere soldatesche stanziate nell'interno dell'impero. Ma allorchè con la perversione delle romane istituzioni, incominciata da Diocleziano, proseguita da Costantino, e consumata da Giustiniano,

un avvenire più o meno remoto possa esser possibile l'associazione cosmopolitica della specie umana, senza il più assoluto e scrupoloso rispetto dell'autonomia degli Stati?

3. Sognando la società internazionale universale fra tutti gli uomini, colla distruzione delle società politiche particolari, si crede di rafforzare lo spirito di socievolezza, e non si fa altro che creare l'isolamento: si crede di stabilire la pace, e non si fa altro che perpetuare la guerra. Ed è naturale, perchè la socievolezza e la pace sono l'effetto del rispetto non della violazione della libertà individuale dell'uomo. Ora l'imposizione di una società universale, senza il diritto di poter conservare le società particolari, sarebbe la più flagrante ed aperta violazione della libertà individuale dell'uomo.

Se la socievolezza e la pace vogliónsi veramente assicurare fra tutti indistintamente gli individui componenti la specie umana, bisogna rispettare scrupolosamente la loro libertà individuale, non violarla. Ed essa viene scrupolosamente rispettata quando si rispettano tutti i varî Stati che le varie aspirazioni e i varî interessi degli uomini vanno fondando per tutta la terra, non già quando vengano ad essere menomamente minacciati nella loro naturale e legittima esistenza. [1]

prevalse un cieco despotismo, fu tanta la fame di comandare e di annientare ogni reliquia di libertà, che furono aboliti i Municipi; talchè espulsi i Goti dall'Italia, invece di associare i popoli, e di tenerli legati con il cemento essenziale dei Municipi, furono dissociati e commessi alla forza materiale e precaria imperiale, là dove potè predominare. Da ciò avvenne, che, invece di avere un addentellato di potenza, non si procurò che un fondo di mobile sabbia, sul quale non si potè radicare l'impero, e che anzi sfuggiva sotto i piedi di lui ».

[1] Scrisse finamente Giuseppe Giusti:

..... sapete in qual maniera
Sarei fratello del genere umano?
Come dice il proverbio: amici cari,
Ma patti chiari, e la borsa del pari.
Prima padron di casa in casa mia,
Poi cittadino nella mia città;
Italiano in Italia, e, così via
Discorrendo, uomo nell'umanità.
Di questo passo dò vita per vita,
Abbraccio tutti, e son cosmopolita.

La Rassegnazione.

LIBRO TERZO.

FORME DELLO STATO

Capitolo I.

Differenza tra forme di Stato e Società di Stati.

1. Se vi ha cosa che maggiormente interessi nella teoria e nella pratica dei rapporti della vita dei popoli, essa è quella di sapere nettamente quali sono i gruppi d'individui che *nella realtà* godono la personalità internazionale e quali quelli che non l'hanno.

Nulla, intanto, trovasi intorno a questa materia nettamente e definitivamente stabilito. In effetti, vi ha dei gruppi d'individui che, pur possedendo la personalità internazionale, sembra che non l'abbiano. E certi altri, che non la posseggono, si crede che l'abbiano.

La causa unica e vera di ciò, secondo noi, consiste nel confondere stranamente e ripetutamente due cose per sè stesse diverse. *In diritto internazionale si confondono le varie forme, che ogni dato Stato, nelle sue varie origini e nei suoi varî sviluppi, può assumere colle Società e le varie forme di Società che gli Stati possono fondare tra loro. In breve: non si distinguono le forme dello Stato dalle Società e dalle varie forme di Società degli Stati.* Ora se vi sono cose che in diritto internazionale bisogna nettamente distinguere, sotto pena di perpetuare l'attuale confusione, esse sono le varie forme dello Stato e le Società e le varie forme di Società degli Stati.

2. Quando più gruppi d'individui sono uniti fra loro, colla ferma volontà di costituire unica personalità internazionale, qualunque sia per essere la libertà che godono nei loro rapporti interni, qualunque siano per essere i nomi che sempre nei rapporti di ordine interno abbiano deciso di conservare, essi nei rapporti internazionali figureranno e dovranno essere riconosciuti come un solo Stato. Quando, al contrario, più gruppi d'individui sono uniti tra loro colla ferma volontà di conservare *intatte le loro rispettive personalità internazionali*, allora, qualunque sia per essere la forma del potere supremo che costituiranno al di sopra di essi, essi figureranno e dovranno essere riconosciuti come tanti Stati perfettamente distinti, e capacissimi di adempiere doveri ed esercitare diritti internazionali. In altra parte di questa opera parleremo di proposito ed estesamente della Società degli Stati e delle varie forme della Società degli Stati. Per adesso ci basti stabilire chiaramente che le varie forme dello Stato non debbono confondersi colla Società e colle varie forme della Società degli Stati.

Nello Stato i membri che lo compongono non hanno personalità internazionale. Nella Società degli Stati i membri che la compongono hanno le rispettive personalità internazionali.

Se i membri di uno Stato potessero godere la benchè menoma parte di personalità internazionale, sarebbero, allora, Stati, non membri di uno Stato; membri di una Società generale di Stati, non membri di una Società particolare; soggetti di diritto internazionale, non soggetti di diritto pubblico interno.

Se poi i membri di una Società di Stati, o meglio, se gli Stati componenti una Società non godessero, ognuno, la piena personalità internazionale, sarebbero membri di uno Stato particolare, non membri di una Società generale di Stati: formerebbero uno Stato, non più Stati; sarebbero soggetti di diritto pubblico interno, non soggetti di diritto pubblico internazionale.

Quando, dunque, più gruppi d'individui hanno la ferma volontà di costituire una sola personalità internazionale; la maggiore o minore libertà che si riserveranno nei loro rapporti interni, il vario nome che prenderanno in ragione della maggiore

o minore libertà riservatasi, potranno benissimo far cambiar forma alla personalità internazionale da essi liberamente e spontaneamente costituita, ma mai distruggere il fatto di voler figurare ed essere riconosciuti come una sola personalità internazionale, come uno Stato. Si chiamino comuni, si chiamino province, si chiamino dipartimenti, si chiamino colonie, si chiamino cantoni, si chiamino Stati mezzosovrani, si chiamino Stati protetti; quando essi hanno dichiarato e dimostrano chiaramente di voler essere una sola personalità internazionale, essi nei rapporti internazionali saranno sempre membri di uno Stato, ma mai membri di una Società di Stati; essi saranno uno Stato, non una Società di Stati.

Quando, al contrario, più gruppi d'individui si sono uniti colla ferma volontà di costituire una Società di Stati e non uno Stato; uno Stato di Stati e non uno Stato di comuni, o di province, o di dipartimenti, o di colonie, o di cantoni, o di Stati mezzosovrani, o di Stati protetti; allora essi, qualunque sia per essere la forma di Società costituita, saranno sempre più personalità internazionali, non una sola personalità; più Stati, non un solo Stato; saranno membri di una Società generale di Stati, non membri di uno Stato particolare. La varia forma, che una Società generale di Stati assumerà, potrà farle cambiar nome, ma mai distruggere menomamente le rispettive personalità internazionali degli Stati che la comporranno. La menoma restrizione che questi venissero a soffrire, nell'esercizio dei diritti inerenti alle loro rispettive personalità internazionali, farebbe perdere all'ente superiore da essi costituito il carattere di Società generale di Stati. Quell'ente non sarebbe che un semplicissimo Stato particolare.

Per ben determinare, dunque, quali gruppi d'individui nella realtà sono in possesso della personalità internazionale e quali no, bisogna sempre guardare quali sono membri di una Società generale di Stati, e quali membri di uno Stato particolare. Quando un gruppo di individui è membro di uno Stato particolare, qualunque sia per essere il grado d'autonomia che potrà godere di fronte a questo Stato, e qualunque sia per

essere il nome che potrà conservare, deve considerarsi sempre privo di personalità internazionale. Quando, al contrario, un gruppo d'individui è membro d'una Società generale di Stati, qualunque sia per essere il grado di autorità di questa Società, esso sarà sempre una perfetta ed incontestabile personalità internazionale.

3. Qualunque scrittore noi riscontriamo, dai più antichi ai più moderni, non ne troveremo uno che, distinguendo nettamente le forme dello Stato dalle Società di Stati, ci abbia fatto vedere che nel primo caso vi è sempre ed assolutamente uno Stato, e nel secondo più Stati perfettamente distinti.[1] Gli scrittori hanno creduto di avere completamente esaurito il loro cómpito dichiarando e denominando *unioni di Stati* tutti indistintamente i varî legami con cui i varî gruppi d'individui si sono uniti tra loro. Ma essi non si sono accorti che in tal modo non venivano a fare altro che a dare la personalità internazionale a gruppi d'individui che non sono che membri d'uno Stato, e, direttamente o indirettamente, a negarla, a gruppi d'individui che sono veri e perfetti Stati.

E adesso che, quanto più chiaramente ci è stato possibile, abbiamo stabilito la differenza che deve farsi tra forme dello Stato e Società di Stati, vediamole da vicino le varie forme che lo Stato nella sua vita interna può assumere. Così avremo più campo per riconoscere quali gruppi d'individui nella realtà godono la personalità internazionale e quali no; quali gruppi di individui, in altri termini, sono membri di uno Stato, e quali veri Stati.

[1] V. VATTEL, *Le droit des gens*. lib. I. cap, I. — WHEATON, *Éléments du droit international*, parte I, cap. II, da § 12 a § 25 — CALVO. *Le droit international*, ecc., vol. I, lib. II, da § 44 a § 70. — PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international public*, ecc., vol. I, Introduz., cap. II, da § 89 a § 112. — CARNAZZA-AMARI, *Trattato di diritto internazionale*, vol. I, sez. 1ª, cap. III. — GIACOMO MACRÌ, *Teorica del diritto internazionale*, vol. I. tit. I, da § VII a § IX. — FUNCK-BRENTANO e SOREL, *Précis du droit des gens*, lib. I, cap. III. § 5. — FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte generale, lib. I, sez. 1ª, cap. III.

CAPITOLO II.

Stati unitarî.

1. Le forme dello Stato cambiano, a seconda del vario grado di autonomia dei gruppi d'individui che lo compongono. Sicchè bisogna conoscer bene il grado di autonomia goduto dai gruppi d'individui che lo compongono per poter essere nel caso di determinare le varie forme dello Stato. Osservate una moltitudine d'individui fermamente decisi a costituire una sola e perfetta individualità, non soltanto nei rapporti con qualsiasi altra moltitudine d'individui, ma anche nei loro rapporti interni. Presso tale moltitudine d'individui voi avete uno *Stato unitario*. Nello Stato unitario gl'individui che lo compongono non hanno la coscienza di costituire un sol popolo soltanto nei rapporti internazionali, ma anche nei loro rapporti interni. Sicchè non soltanto un solo e supremo potere che li rappresenta tutti nei rapporti internazionali avete, ma anche un solo e supremo potere per tutti indistintamente gli affari loro interni: non soltanto una comune sovranità esterna, ma anche una comune sovranità interna. Nello Stato unitario, l'unità è sì stretta, è sì compiuta, che noi crediamo di non esagerare se affermiamo che esso, più che un aggregato di aggregati d'individui, non è altro che un aggregato di semplici individui. I varî gruppi d'individui nei quali uno Stato unitario può dividersi, è vero sì che sono liberi di compiere certi atti nella sfera della loro vita locale, ma questi sono atti di pura e semplice amministrazione, ma mai di legislazione, di sovranità. Gli atti di legislazione, gli atti di sovranità, per tutti indistintamente i cittadini componenti lo Stato unitario, è soltanto dal supremo comune potere, residente in un centro comune, che possono essere esercitati. Per i varî gruppi d'individui componenti lo Stato unitario non vi sono che atti di cieca e assoluta obbedienza.

I gruppi d'individui componenti lo Stato unitario sono sì privi di qualsiasi autonomia locale, che essi non Stati sono appellati, come accade presso tutti quegli Stati ove i varî gruppi che li costituiscono conservano una certa autonomia, ma *province*. Ora l'umile nome di provincia lo si sa da tutti che esiste per indicare la completa ed assoluta sottomissione di ogni aggregato d'individui al potere sovrano dello Stato dal quale dipende, e non la sua sovranità.

Tutti i comuni costituenti le varie province di Torino, di Milano, di Venezia, di Bologna, di Firenze, di Roma, di Napoli di Palermo, non sono dei gruppi d'individui *indipendenti*, che si governano con leggi ed istituzioni distinte e da essi stessi deliberate; ma gruppi d'individui *dipendenti* dalle leggi e dalle istituzioni stabilite dalla loro comune e suprema autorità.

2. Se, adunque, il carattere di ogni Stato unitario è la più completa unità non soltanto di sovranità esterna, ma anche di sovranità interna, fra tutti indistintamente i gruppi d'individui che lo compongono; non vale nemmeno la pena di rilevare che tutti gli atti da esso compiuti, sia all'interno, sia all'esterno del suo territorio, sono obbligatorî per tutti i suoi cittadini, e che di ogni atto compiuto nell'interno del suo territorio da un qualsiasi suo cittadino a danno di uno Stato straniero, lui è assolutamente obbligato a rispondere.

Capitolo III.

Stati a unione incorporata.

1. Nello Stato a *unione incorporata* non è nemmeno da discutere, che tutti indistintamente i gruppi d'individui che lo compongono, alla stessa guisa che nello Stato unitario, rappresentano, nei rapporti cogli altri Stati, una sola personalità internazionale. [1] Quanto ai loro rapporti interni, sembra che tra essi

[1] V. Wheaton, *Éléments du droit international*, part. I, cap. II, § 18. — Calvo *Le droit international*, vol. I, lib. II, § 47.

non vi debba essere unità, se si guarda a certe circostanze; ma guardandone altre, appare tutto il contrario. Sembra che, nei rapporti interni dei gruppi d'individui costituenti lo Stato a *unione incorporata*, non vi sia unità perchè taluni di essi gruppi godono certe istituzioni e certe leggi assolutamente opposte a quelle da cui dipendono gli altri. Ma se si osserva che le leggi e le istituzioni speciali godute da certi gruppi d'individui non sono deliberate da un governo loro particolare, ma da un governo generale, non da un governo espressione della loro esclusiva volontà, ma da un governo espressione della volontà universale di tutti indistintamente i varî gruppi d'individui costituenti lo Stato a unione incorporata, nessuno dirà davvero che in questo non vi sia una unità politica analoga a quella esistente nello Stato unitario. Quando le leggi e le istituzioni speciali che un gruppo d'individui, membro di uno Stato particolare, potrà godere, sono la concessione di un governo generale, e non libera espressione di un governo suo esclusivo; non ci vuol molto a comprendere, che, se esistono perchè così piace al governo generale, esse possono benissimo anche non esistere, se così piacerà allo stesso governo generale. E quando il godere e non godere certe speciali leggi e istituzioni dipende dall'altrui volontà e non esclusivamente dalla propria, chi non si accorge che si è *dipendenti* e non *sovrani*, *province* e non *Stati?* L'essere poi dipendenti e non indipendenti da uno Stato, province e non Stati, non è forse l'argomento più decisivo per convincerci che fra tutti i gruppi d'individui costituenti lo Stato a unione incorporata v'è realmente quella stessa unità politica che esiste nello Stato unitario? L'esempio più esatto di un vero Stato a unione incorporata noi lo troviamo nella unione politica che esiste tra l'Inghilterra, la Scozia e l'Irlanda. Sebbene ciascuno di questi tre gruppi d'individui conservi in molti casi leggi particolari e un'amministrazione distinta, pur non di meno tutti e tre compongono un solo Stato, unito sotto la stessa corona e la stessa legislatura. La sovranità interna ed esterna di ciascuno di essi tre gruppi è assorbita in quella del regno unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda, costituita dalla successiva riunione di questi tre grandi gruppi

d'individui, e governata dallo stesso sovrano e dallo stesso Parlamento. Ora per il sol fatto che in alcuni dei tre gruppi, costituenti lo Stato della Gran Bretagna, esistono leggi ed istituzioni differenti tra loro, niuno oserà mettere in dubbio che fra tutti e tre vi sia un'unità politica analoga a quella di uno Stato unitario, quando si rifletterà che fra tutti essi, vuoi nei rapporti esterni, vuoi nei rapporti interni, v'è un solo e comune governo.

2. Va dunque da sè il ritenere per fermo, che, nello Stato a unione incorporata, tutti gli atti compiuti dal governo, tanto nei rapporti di ordine interno quanto nei rapporti di ordine esterno, siano assolutamente obbligatorî per tutti indistintamente i varî gruppi d'individui che lo compongono; e che di ogni menomo atto compiuto da uno qualsiasi di questi stessi gruppi d'individui contro i diritti di uno Stato straniero sia assolutamente obbligato a rispondere lo stesso governo.

3. Si denomini pure Stato a unione incorporata ogni legame politico stabilito fra più gruppi d'individui che, pur vivendo uniti sotto uno stesso governo, conservano nei loro rapporti interni certe leggi ed istituzioni speciali, per potersi ben distinguere dallo Stato unitario, ove, fra tutti indistintamente i gruppi d'individui che lo compongono, oltre che uno stesso governo, avete le stesse leggi e le stesse istituzioni. Ma si riconosca sempre che lo Stato a unione incorporata, nella realtà, niente altro è che una forma politica analoga allo Stato unitario. Sì nell'una che nell'altra forma di Stato, infatti, i varî gruppi di individui che li compongono, tanto nei rapporti esterni che nei rapporti interni, costituiscono un sol popolo, non più popoli distinti. Nello Stato a unione incorporata della Gran Bretagna, voi avete un sol popolo, alla stessa guisa che negli Stati unitarî d'Italia e di Francia.

CAPITOLO IV.

Stati federali.

1. Là dove l'unità dello Stato non è perfettamente compiuta, non è nello Stato unitario, non è nello Stato a unione incorporata, ma nello *Stato federale*. È qui che l'unità dello Stato comincia a subire le più gravi alterazioni. E quando parlo di unità s'intende che parlo di unità *interna*, ma mai di unità *esterna*, perchè già si sa che là dove l'unità esterna dei varî gruppi di individui sia menomamente modificata, là avete più Stati, non uno Stato; più personalità, non una personalità. Nello Stato federale, infatti, voi non avete più un sol governo, come nello Stato unitario e nello Stato a unione incorporata, ma più governi. Non avete più una sola legislatura, ma più legislature. Quindi non potete avere più unica legge ed unica amministrazione, ma, naturalmente, più leggi e più amministrazioni. Tanto è vero ciò, che tutti i varî gruppi d'individui costituenti ogni Stato federale, non *province* sono più appellati, come accade nello Stato unitario, ma *Stati*.

Ma, per quanto i varî gruppi d'individui costituenti lo Stato federale conservino governi distinti, legislature distinte, e, quindi, anche leggi ed amministrazioni distinte; tuttavia nessun di essi, rigorosamente parlando, può vantarsi di essere una Stato perfettamente sovrano, sempre, s'intende, nei rapporti con qualsiasi altro gruppo d'individui dello stesso Stato federale. Infatti al di sopra di tutti indistintamente i varî gruppi d'individui costituenti lo Stato federale, vi è un potere, vi è un governo che li considera tutti come un sol popolo, come un solo Stato, non soltanto nei rapporti internazionali, cioè nei rapporti cogli Stati stranieri, ma anche nei loro rapporti interni, cioè nei rapporti tra Stato e Stato dello Stato federale. In altri termini, al di sopra di tutti i governi

degli Stati costituenti lo Stato federale vi è un governo investito della facoltà di poter fare liberamente non soltanto atti di sovranità esterna, ma anche atti di sovranità interna: atti di sovranità interna che per tutti indistintamente i cittadini dei varî Stati dello Stato federale sono obbligatorî allo stesso grado e colla stessa forza che qualsiasi atto di sovranità esterna.

Gli Stati-Uniti di America e la Svizzera sono gli esempi più splendidi di veri Stati federali. E bene: negli Stati-Uniti di America il governo federale piglia una parte reale al governo di ogni Stato singolo; giacchè, nei limiti di sue competenze, quel governo roga leggi che vengono osservate da ogni cittadino individualmente, le esegue col mezzo de' suoi funzionari, e l'osservanza di esse è imposta da tribunali suoi proprî. Nella Svizzera, poi, i cantoni formano sì degli Stati distinti, avendo la loro propria costituzione, i loro poteri legislativi ed esecutivi particolari, rappresentati generalmente da un Gran Consiglio o un Consiglio cantonale, da un Consiglio esecutivo o un Consiglio di Stato, ecc., ma tutti questi poteri non sono esercitati che sotto riserva delle prescrizioni della costituzione generale di tutta la Svizzera e dei diritti dell'Assemblea federale e del Consiglio federale, che sono il potere legislativo ed il potere esecutivo della federazione.

Ora quando più gruppi d'individui, uniti tra loro dal vincolo della federazione, oltre che esser privi della sovranità esterna, non posseggono nemmeno compiutamente la sovranità interna, essi si possono denominare tutto al più Stati *mezzosovrani* non Stati sovrani. Non può dirsi sovrano un gruppo d'individui che nemmeno nell'esercizio dei diritti inerenti alla sovranità interna è completamente libero. Non possono dirsi compiutamente separati, nei rapporti, s'intende, della loro vita interna, quei gruppi d'individui che al di sopra di essi hanno un governo che in moltissimi affari della loro vita interna li considera come un sol popolo, e ne impone la sua volontà, senza tener conto della loro particolare autonomia. Non si può mettere menomamente in dubbio che nello Stato federale i gruppi d'individui che lo compongono, per l'accentuata autonomia che go-

dono nei loro rapporti interni, non costituiscono quella perfetta ed intima unità che si osserva nello Stato unitario. Ma ciò non significa che essi siano perfettamente sovrani. Ad essere compiutamente sovrani, vi sarebbe occorsa l'assoluta indipendenza dal governo federale, per tutto ciò che riguarda gli affari della loro vita interna. Ma questa indipendenza non l'hanno. Dunque chiamiamoli pure Stati *mezzosovrani*, per distinguerli dai gruppi d'individui componenti lo Stato unitario, che non godono nè compiuta nè dimezzata sovranità interna, e perciò hanno l'umile nome di province, ma guardiamoci bene dal considerarli come *sovrani*.

2. Se i gruppi d'individui costituenti lo Stato federale non sono sovrani neanco nei rapporti della loro vita interna, non crediamo poi necessario rilevare che essi non posseggono la più piccola parte di sovranità esterna. Tutti, nei rapporti cogli Stati stranieri, figurano come un sol popolo. E chi li fa figurare come tali è il supremo comune governo da essi liberamente costituito e scrupolosamente obbedito. Come, dunque, tutti gli atti di sovranità esterna compiuti dal supremo governo dello Stato federale obbligano tutti indistintamente i suoi membri, così di qualsiasi offesa, che uno di questi potesse arrecare ad uno Stato straniero, chi è assolutamente obbligato a rispondere è lo stesso supremo governo. L'unità politica dei membri costituenti lo Stato federale è sì compiuta, è sì intima, nei rapporti internazionali, che noi crediamo di non esagerare se affermiamo che in questi rapporti essa è simile a quella dello Stato unitario, e che i suoi membri, per quanto mezzosovrani possano dirsi nei rapporti della loro vita interna, figurano nè più nè meno che come i membri dello Stato unitario, cioè come semplici province.

3. Tutti indistintamente gli scrittori, avendo voluto tentare di stabilire una fondamentale differenza tra gli Stati *federali* e gli Stati *confederati*, si sono inspirati a questo concetto. Essi ci hanno detto che presso gli Stati *confederati* non esiste un potere esecutivo centrale comune che abbia il diritto d'imporre i suoi decreti e sia in rapporto diretto con i cittadini degli Stati; mentre presso gli Stati federali tale potere esecutivo supremo e cen-

trale esiste pienamente, tanto che esso di tutti i varî lo compongono ne fa una nuova sovranità, un nuovo St nuova personalità internazionale. Come si vede, secondo tori, per determinare se fra più Stati uniti tra loro v *derazione* o *confederazione*, non bisogna fare altro che se fra essi vi sia o no un potere esecutivo supremo e V' è questo potere? Allora si ha uno Stato federale. N Allora si avrà una confederazione di Stati.[1] Eppure, noi, nessun concetto vi è più falso e più superficiale di

A ben determinare se fra più Stati uniti vi sia u razione o una confederazione, non quistione di esiste non esistenza di un supremo e centrale potere comu farsi. Si tratti di federazione o di confederazione, un po trale, supremo comune deve esister sempre ed assoluta vuolsi dare origine ad una qualsiasi forma di societ potere centrale supremo comune non c' è forma di so sia mai possibile al mondo. La sola quistione che dev quella delle *attribuzioni* del potere centrale supremo

Per saper, dunque, se fra più Stati uniti vi sia fe o confederazione non bisogna guardare se esiste o no u supremo, comune, centrale esecutivo, *che deve esister* ma quali sono le attribuzioni di questo potere. Vi Stati un supremo potere colle attribuzioni di rispett rispettare scrupolosamente la loro sovranità *interna* ed Allora v' è una confederazione di Stati, una Società di S Stato di Stati internamente ed esternamente sovrani. più Stati un potere supremo colle attribuzioni di atti di *piena* sovranità esterna, e di *relativa* sovranità Allora v' è uno Stato federale, uno Stato di Stati inte mezzosovrani.

Quando le attribuzioni di un potere creato al di un certo numero di Stati non sono altro che quelle de soluto e scrupoloso rispetto della loro sovranità in

[1] V. WHEATON, *Éléments du droit international*, part. I, cap. II, § d; CALVO, *Le droit international*, vol. I, lib. II, §§ 49 e 50.

esterna, col fatto di esercitare, anche colla forza, atti che non escono di una linea dalla sfera delle sue vere attribuzioni, quel potere non nega, ma afferma la sovranità interna ed esterna degli Stati sopra cui impera. Se non fosse così, allora si dovrebbe ritenere che, presso ogni dato Stato particolare, tutti gli atti esercitati dal proprio governo, nei limiti delle sue legittime attribuzioni, negherebbero, non affermerebbero la libertà individuale dei cittadini che lo compongono.

Gli scrittori, dunque, esprimono un concetto falsissimo quando per stabilire una fondamentale differenza tra gli Stati confederati e gli Stati federali vi dicono che sopra questi v'è un potere supremo capace d'imporre la sua volontà, mentre sopra quelli un tal potere non esiste. La mancanza di un supremo potere capace, nei limiti delle sue legittime attribuzioni, di imporre la sua volontà, vi produce l'anarchia, l'isolamento, lo stato selvaggio o di natura, fra gli Stati; ma mai la *confederazione*. È per la mancanza di quel supremo potere, che noi crediamo di affermare una gran verità se diciamo che fra i varî gruppi di uomini sparsi per la terra non è stata mai possibile una *vera* e *stabile* confederazione. Fra i varî gruppi di uomini si sono avute varie forme di Stati - Stati unitarî, Stati federali, ecc. - ma mai *vere* e *stabili* confederazioni di Stati.

Parleremo delle confederazioni di Stati, quando tratteremo della Società degli Stati e delle varie sue forme. Per adesso ci basti l'avere stabilita la differenza vera tra federazione e confederazione di Stati. Ci basti il sapere che la federazione di Stati costituisce sempre una personalità internazionale, e la confederazione più personalità.

Capitolo V.

Stati mezzosovrani.

1. Sappiamo che, quando più gruppi d'individui, uniti tra loro, non conservano nè sovranità esterna nè completa sovranità interna, separatamente considerati costituiscono tanti Stati mezzosovrani, ed unitamente uno Stato federale. Ora guardate la condizione politica di tutti gli Stati del passato e del presente che tanto nella teoria quanto nella pratica del diritto internazionale si denominano *mezzosovrani*, e voi vi convincerete che essa è perfettamente analoga a quella dei gruppi d'individui, parti integranti dello Stato federale. Infatti, non v'è Stato mezzosovrano del passato e del presente che, attentamente studiato, ci si presenti politicamente diverso da ogni gruppo d'individui che faccia parte di uno Stato federale. Qualsiasi Stato mezzosovrano del mondo non ha goduto mai nè una sovranità esterna nè una completa sovranità interna. La sovranità esterna è stata esercitata sempre dallo Stato sovrano dal quale è dipeso. La sovranità interna, poi, non l'ha esercitata mai senza le più svariate forme di limiti e restrizioni imposte dallo stesso Stato sovrano. Guardate le isole Jonie, quando erano soggette all'alta sovranità della Gran Bretagna, e voi vedrete che esse, se non godevano la menoma sovranità esterna, non godevano nemmeno la piena sovranità interna. Le isole Jonie nemmeno all'interno erano pienamente libere di governarsi secondo la loro esclusiva volontà.[1] Guardate i popoli dell'India soggetti al dominio inglese, e voi vedrete che essi non soltanto nei rapporti internazionali non hanno sovranità, ma nemmeno nei rapporti interni sono completamente sovrani. Guardate gli ultimi ed infelici avanzi delle tribù indiane

[1] V. Wheaton, *Éléments du droit international*, part. I, cap. II, § 13.

dipendenti dall'alta sovranità degli Stati-Uniti di America, e voi vedrete che essi non hanno nè sovranità esterna nè completa sovranità interna.[1] Chi avrà poi il coraggio di sostenerci, che l'Egitto, tanto prima che dopo l'arbitrio della dominazione inglese, se è stato sempre servo nei rapporti internazionali, sia stato pienamente padrone nei suoi rapporti interni? Se prima dell'occupazione inglese la sovranità interna dell'Egitto era limitata dalla Turchia europea, adesso non è ristretta dalla Gran Bretagna? E Tunisi, chi sarà tanto ingenuo da dirci che, se non ha sovranità esterna, abbia una vera sovranità interna? La Francia lascia forse al bey la libertà di fare nell'interno della Tunisia tutto ciò che a lui pare e piace?

2. Ora, quando è assolutamente provato che tutti gli Stati mezzosovrani che siano esistiti al mondo, oltre che essere completamente spogliati di qualsiasi idea di sovranità esterna, non hanno goduto mai una completa sovranità interna; siamo forse nel torto noi se affermiamo, che la loro condizione politica è identica a quella degli Stati costituenti lo Stato federale? Essi, al par dei membri dello Stato federale, non è forse vero che sono assolutamente privi della completa sovranità esterna e di una gran parte di sovranità interna? E allora possiamo stabilire liberamente che gli Stati mezzosovrani e gli Stati sovrani dai quali quelli dipendono direttamente ed immediatamente, considerati insieme, costituiscono un perfetto Stato federale. Se è assolutamente indiscutibile che gli Stati mezzosovrani non hanno personalità internazionale, perchè non posseggono sovranità esterna, nè piena sovranità interna, perchè nell'esercizio di questa stessa sovranità dipendono da uno Stato sovrano; è anche assolutamente indiscutibile che essi son parte di un organismo internazionale, e non un organismo internazionale. E, volendo dare un nome a quell'organismo, quale altro vi è più appropriato di quello di Stato federale? Non è forse nello Stato federale che i gruppi d'individui che lo compongono si trovano di fronte ad esso nella medesima condizione

[1] V. CALVO, *Le droit international*, ecc., vol. I, lib. II, § 69.

politica in cui gli Stati mezzosovrani si trovano di fronte agli Stati sovrani, dai quali potranno dipendere?

Se, per distinguere l'unione politica esistente tra i gruppi di individui che costituiscono lo Stato federale dall'unione politica esistente tra Stati mezzosovrani e Stati sovrani, si vorrà dare un nome diverso a questa ultima unione, si denomini pure *Stato di Stati mezzosovrani;* si trovi un'altra denominazione se questa nostra non si trovi esatta; ma si abbia sempre per fermo il principio, che ogni unione di Stati sovrani e Stati mezzosovrani rappresenta in diritto internazionale uno Stato, la cui forma è analoga allo Stato federale.

3. Concludendo, ci pare cosa inutile anche in questo luogo il rilevare che gli Stati mezzosovrani non possono figurare affatto nei rapporti internazionali, come non figurano affatto gli Stati costituenti lo Stato federale, e le province costituenti lo Stato unitario. Per essi figurano gli Stati sovrani dai quali dipendono direttamente ed immediatamente. Gli atti compiuti nei rapporti internazionali dagli Stati sovrani sono dunque obbligatori per gli Stati mezzosovrani. Di qualsiasi atto poi uno Stato mezzosovrano si rendesse menomamente colpevole nei rapporti internazionali, si comprende facilmente che deve rispondere lo Stato sovrano dal quale esso dipende direttamente ed immediatamente. Lo Stato sovrano di fronte agli Stati mezzosovrani a lui soggetti, è, nei rapporti internazionali, ciò che lo Stato federale di fronte ai suoi Stati componenti e lo Stato unitario di fronte alle sue province.

Capitolo VI.

Stati a unione reale.

1. Quando più gruppi d'individui, uniti insieme, mantengono una comune sovranità esterna ed interna, costituiscono uno Stato unitario. Quando, pur mantenendo comune la sovranità esterna,

conservano una parte di sovranità interna, costituiscono uno Stato federale. Quando, finalmente, sempre lasciando intatta la comune sovranità esterna, conservano la più compiuta sovranità interna, costituiscono lo Stato *a unione reale.*

Noi definiamo lo Stato a unione reale: l'unione politica di più gruppi d'individui internamente sovrani; come potremmo definire lo Stato federale l'unione di più gruppi d'individui internamente mezzosovrani; e lo Stato unitario l'unione di più gruppi d'individui internamente ed esternamente dipendenti tra loro.

Nel vero Stato a unione reale, se dipendenza v'è fra i varî gruppi che potranno costituirlo, essa si riferisce agli affari di esclusivo ordine esterno. Quanto agli affari di ordine interno, tutti sono assolutamente e completamente sovrani.

La benchè menoma restrizione, che i distinti gruppi d'individui costituenti lo Stato a unione reale venissero a soffrire nell'esercizio della loro sovranità interna, farebbe cambiare totalmente forma al loro Stato. Essi verrebbero a costituire uno Stato federale, qualora le restrizioni portate alla loro sovranità interna fossero minime; o uno Stato unitario, quando quelle restrizioni fossero massime; ma nè nell'uno nè nell'altro caso costituirebbero più uno Stato a unione reale.

2. Non ci si obbietti che nella realtà possono esistere dei gruppi d'individui che, senza essere completamente sovrani nei loro rapporti interni, pur tuttavia si considerano e si denominano Stati a unione reale. O le restrizioni alla sovranità interna dei varî gruppi d'individui uniti insieme sono inseparabili dalla natura dello Stato a unione reale, o non lo sono. Nel primo caso i gruppi d'individui tra loro uniti costituiscono un vero Stato a unione reale. Nel secondo no. Quando le restrizioni alla sovranità interna di più gruppi d'individui uniti insieme hanno luogo per ragioni indipendenti dalla natura dello Stato a unione reale, allora i gruppi d'individui tra loro uniti potranno costituire tutt'altra forma di Stato, ma mai un vero Stato a unione reale. Essi costituiranno uno Stato federale, se le restrizioni alla loro sovranità interna sono minime, o uno Stato unitario, se le restrizioni alla loro sovranità interna sono massime, ma mai uno Stato a

unione reale. Nello Stato a unione reale la sovranità interna dei gruppi d'individui che lo compongono è completa.

3. Ma se la denominazione di Stato a unione reale esprime sempre il concetto di più gruppi d'individui internamente sovrani, s'intende facilmente che essa esprime anche quello di gruppi d'individui esternamente uniti e dipendenti tra loro. Quindi non occorre nemmeno notare, che, per quanto indipendenti possano essere nei loro rapporti interni, nei rapporti internazionali, tutti indistintamente gli Stati componenti lo Stato a unione reale, costituiscono una sola personalità, un solo popolo, un solo Stato. Gli atti dunque compiuti dallo Stato a unione reale nei rapporti internazionali sono obbligatorî per tutti indistintamente i suoi distinti membri. E degli atti di uno qualsiasi di questi membri chi nei rapporti internazionali è obbligato a rispondere è lo Stato a unione reale. I membri costituenti lo Stato a unione reale, separatamente considerati, non figurano nei rapporti internazionali come persone distinte, ma come parti di persone distinte.

Si può citare come esempio di Stato a unione reale l'unione della Norvegia colla Svezia dopo il 1815. In effetti dopo questa epoca, tali due paesi formano due Stati riuniti sotto il medesimo re, ma conservano ciascuno il proprio governo e la propria legislazione, con Parlamento e Ministero distinti. Dei commissari delegati dai due Parlamenti hanno sempre a regolare le questioni che toccano la trasmissione della corona; i Consigli dei ministri e i Consigli di Stato dei due paesi si riuniscono per le necessità del governo per *interim* o per certe deliberazioni da prendere in materia di politica estera. La quistione di guerra o di pace, la conclusione o la rottura dei trattati di alleanza, l'invio ed il ricevimento degli agenti diplomatici sono materia comune alla Svezia e alla Norvegia e fanno parte delle attribuzioni del re di questi regni uniti. [1]

È egualmente un esempio di Stato a unione reale l'unione dei due Stati che compongono la monarchia austro-ungherese.

[1] V. PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international*, vol. I, Introduz., cap. II, n. 119.

L'impero austro-ungherese, dopo il compromesso del 1867 (prorogato per un anno nel 1877 e rinnovato nel 1878) forma due Stati distinti: l'Austria, che comprende le province austriache e slavo-alemanne, situate al di qua della Leitha; e l'Ungheria o Transleithania, che si compone degli Stati situati al di là della Leitha, e che sono l'Ungheria, la Transilvania, la Croazia e la Slavonia. Questi due Stati distinti hanno ciascuno un Ministero e un Parlamento. Due delegazioni, i cui membri sono eletti dai Parlamenti austriaco e ungherese, regolano con un Ministero speciale gli affari comuni ai due popoli. L'imperatore d'Austria è nel medesimo tempo re d'Ungheria.[1]

4. Parlando qui degli Stati a unione reale, ognuno potrebbe immaginare che dovessimo subito trattare degli Stati a unione *personale*. Ma per noi nello Stato a unione *personale* non v'è una unione di più gruppi d'individui esternamente uniti ed internamente separati, come avviene appunto nello Stato a unione reale; v'è, invece, una unione di gruppi d'individui indipendenti, tanto all'interno, quanto all'esterno; in breve, v'è una Società di Stati, più che uno Stato.

Parleremo dunque degli Stati a unione personale là dove tratteremo delle Società di Stati.

CAPITOLO VII.

Stati protetti.

1. Perfettamente analoga a quella dei gruppi d'individui costituenti lo Stato a unione reale è la condizione politica dei gruppi d'individui, che nella teoria e nella pratica del diritto internazionale si denominano *Stati protetti*. Gli Stati protetti non sono delle personalità internazionali perchè essi non pos-

[1] V. PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international*, vol. I, Introduz., cap. II, n. 90 e 119.

seggono tutti i diritti inerenti alla sovranità di ogni vera personalità internazionale. Essi sono assolutamente privi del libero esercizio della sovranità esterna. Questa è sempre esercitata dagli Stati, dai quali gli Stati protetti direttamente ed immediatamente potranno dipendere. Ora quando un gruppo d'individui non ha sovranità esterna, qualunque sia per essere il grado di sovranità che godrà nei rapporti della sua vita interna, sarà parte di una personalità internazionale, ma mai una personalità internazionale. E gli Stati protetti, che non hanno appunto nessunissima sovranità esterna, potrà dirsi benissimo che siano parti di una personalità internazionale, ma si errerà sempre dicendosi che siano delle vere personalità internazionali.

2. Non ci si obbietti che, nella pratica dei rapporti internazionali, possono esservi degli esempi di gruppi d'individui, che, pur essendo considerati e denominati Stati protetti, godono tuttavia non soltanto la sovranità interna, ma la esterna eziandio, quasi con ciò si volesse mettere in dubbio il concetto da noi affermato. Noi rispondiamo a tale obbiezione, osservando, che là, dove vi sia un gruppo d'individui che goda la menoma parte di sovranità esterna, vi è uno Stato sovrano internamente ed esternamente, non soltanto internamente; una vera personalità internazionale, non un membro di una personalità internazionale. E si erra di santa ragione se si osa appellare Stato protetto uno Stato di siffatta natura. Ma uno Stato, sebbene internamente ed esternamente sovrano, può essere protetto da un altro Stato nei suoi rapporti internazionali. Sia pure anche questo. Ma quando, per quanto protetto possa essere da un altro, conserva la sua piena sovranità esterna, allora esso potrà dirsi *alleato* di un altro Stato, ma mai *protetto*. La parola *protetto* indica sempre, in diritto internazionale, il concetto di dipendenza di uno Stato da un altro nei suoi rapporti internazionali. Non così la parola *alleato*. Questa indica sempre il concetto d'indipendenza da qualsiasi Stato.

Tutte le volte dunque che nei rapporti internazionali ci si presenti il caso raro di uno Stato che si voglia assumere la

missione di proteggere scrupolosamente e per sempre il libero esercizio della sovranità interna ed esterna di un altro qualsiasi Stato, noi affermiamo un concetto scientificamente esatto, dicendo che fra l'uno e l'altro Stato vi sia un'*alleanza*. Affermeremmo un concetto contrario alla realtà delle cose, se dicessimo che vi fosse una unione col vincolo di *protezione*. Dovunque vi sia il vincolo di protezione, là non avete una unione di Stati egualmente sovrani, ma una unione di Stati internamente ed esternamente sovrani, e di Stati sovrani soltanto internamente; una unione, in breve, di Stati protettori e di Stati protetti.

3. Non ci si obbietti, ancora, che nella pratica dei rapporti internazionali vi possano essere degli esempi di Stati, che, pur essendo considerati e denominati *protetti*, tuttavia non posseggono mai il libero esercizio della piena sovranità interna, quasi con ciò si volesse mettere ancora in dubbio il nostro concetto: quello cioè che dovunque ci sia Stato *protetto* là v'è uno Stato completamente sovrano all'interno.

A quest'altra obbiezione noi crediamo di poter rispondere anche con ragione osservando che, presso tutti quei gruppi di individui che oltre di non godere la sovranità esterna, non godono nemmeno la piena sovranità interna, vi possono essere degli Stati *internamente mezzosovrani*, ma mai sovrani. Il nome di internamente sovrani compete soltanto a quei gruppi d'individui che nei rapporti della loro vita interna godono la più completa sovranità. Ora: o un gruppo d'individui gode nel suo interno una mezza sovranità o una completa sovranità. Nel primo caso è gravissimo errore denominarlo Stato protetto. Nel secondo è egualmente gravissimo errore denominarlo Stato mezzosovrano.

Tutte le volte adunque che nella pratica dei rapporti internazionali c'incontriamo in gruppi d'individui che non godono la piena sovranità interna, impropriamente li denomineremmo Stati protetti. Il nome di Stati protetti deve esistere per esprimere la condizione di tutti quei gruppi d'individui che godono la più completa sovranità interna. Per i gruppi d'individui che

questa sovranità interna non godono completamente, lo sappiamo già che esiste il nome di Stati mezzosovrani.

4. Ora, se gli Stati protetti non sono delle personalità internazionali, perchè essi non godono la sovranità esterna, nè degli Stati mezzosovrani perchè essi godono la piena sovranità interna, abbiamo noi avuto torto, quando fin dal principio di questo capitolo abbiamo detto che « perfettamente analoga a quella dei gruppi d'individui costituenti lo Stato a unione reale è la condizione dei gruppi d'individui che nella teoria e nella pratica internazionale si denominano Stati protetti »? Non è infatti nello Stato a unione reale, che i membri che lo compongono godono la più completa sovranità interna? E se ciò non può mettersi menomamente in dubbio, ci si può accusare di esagerazione se affermiamo pure, che l'unione politica esistente fra Stati protetti e Stati protettori costituisce una forma di Stato perfettamente analoga a quello dello Stato a unione reale? Ogni gruppo d' individui, che non è Stato internamente ed esternamente sovrano, deve essere necessariamente parte integrante di un altro Stato. E lo Stato protetto, che è uno Stato sovrano soltanto internamente, e non internamente ed esternamente, deve considerarsi nei rapporti internazionali come membro integrante di un altro Stato, ma mai come uno Stato indipendente.

Forse l'organismo politico costituito da Stati protettori e da Stati protetti, dove la sovranità esterna per lo più è esercitata esclusivamente dagli Stati protettori e non in comune da Stati protettori e Stati protetti, si può denominare *Stato di Stati protetti,* per distinguerlo dal vero Stato a unione reale, dove la sovranità esterna è esercitata in comune da tutti indistintamente i membri che lo compongono; alla stessa guisa che, per distinguere dal vero Stato federale l'organismo politico costituito da Stati sovrani e Stati mezzosovrani, si è denominato quest'ultimo organismo *Stato di Stati mezzosovrani.* Ma non si potrà mai negare che ogni unione politica di Stati protettori e Stati protetti costituisca uno Stato la cui forma è perfettamente analoga allo Stato a unione reale, alla stessa guisa che ogni unione politica di Stati sovrani e Stati mezzosovrani costituisce

uno Stato la cui forma è perfettamente analoga allo Stato federale.

5. Se, dunque, gli Stati protetti son parte di un organismo politico, e non organismi politici indipendenti, ognuno comprenderà facilmente che chi nei rapporti internazionali agisce per essi sono gli Stati protettori ai quali sono legittimamente uniti, non già essi direttamente.

Gli Stati protetti nei rapporti internazionali rappresentano nè più nè meno che ciò che rappresentano i membri dello Stato federale, o gli Stati mezzosovrani membri dell'organismo politico analogo allo Stato federale, e i membri dello Stato unitario, cioè le province. Come gli Stati mezzosovrani, e come le province, gli Stati protetti non figurano per nulla nei rapporti internazionali. Essi sono rappresentati dai loro Stati protettori.

Capitolo VIII.

Stati detti neutrali.

1. Stranissima ed assolutamente insostenibile è la condizione politica degli Stati dall'arbitrio della diplomazia creati e detti *neutrali*.

Si capisce la condizione di un gruppo d'individui, che, qualunque sia per essere il vincolo politico che l'unisce ad uno o più altri gruppi d'individui - stretto o largo - costituisce sempre un membro di uno Stato. Si capisce la condizione di un gruppo d'individui che, per la sua assoluta indipendenza politica da qualsiasi altro gruppo d'individui, costituisce uno Stato perfettamente sovrano. Ma non si capisce affatto la condizione di un gruppo d'individui che non è nè membro di uno Stato nè Stato. Infatti lo Stato detto neutrale non è nè membro di uno Stato nè Stato. Non è membro di uno Stato perchè al di sopra di esso nessun

governo esiste che eserciti la sua sovranità interna ed esterna insieme, o almeno la sola sua sovranità esterna. Non è un vero Stato sovrano, perchè esso, per quanto sovrano possa essere nei rapporti della sua vita interna, non ha nessuna ombra di sovranità nei rapporti della sua vita internazionale.

Ogni gruppo d'individui, sovrano nella sua vita interna, ma membro di uno Stato; se non separatamente, almeno unitamente a tutti gli altri gruppi d'individui che uniti con esso costituiscono un comune Stato, esercita la sovranità esterna. Ma lo Stato neutrale, quantunque non sia membro di alcun altro Stato del mondo, nè separatamente come per qualsiasi gruppo d'individui completamente indipendente, nè unitamente come per ogni gruppo d'individui unito con uno o più altri gruppi d'individui, esercita la sovranità esterna.

Ora ogni gruppo d'individui, che in verunissimo modo può esercitare la sovranità esterna, sia pur completamente sovrano nella sua vita interna, è, nei rapporti internazionali, completamente schiavo. Chiameremmo noi Stati *esternamente mezzosovrani* gli Stati neutrali, qualora potessero esercitare se non completamente, come gli Stati completamente sovrani, almeno in parte la loro sovranità esterna; alla stessa guisa che abbiamo denominati Stati *internamente mezzosovrani* tutti quei gruppi d'individui, membri dello Stato federale, che se non completamente, come nello Stato a unione reale, almeno in parte esercitano la loro sovranità interna. Ma gli Stati neutrali neppure in parte esercitano la loro sovranità esterna, perchè essi nulla, assolutamente nulla, possono contare nei rapporti internazionali, nè in tempo di pace, nè in tempo di guerra. E allora noi abbiamo forse torto dicendo che essi nei rapporti internazionali sono completamente schiavi? No davvero. Come in ogni dato Stato particolare sono schiavi e non liberi tutti quei cittadini che, per quanto *civilmente* liberi, non lo sono affatto *politicamente;* così nei rapporti internazionali schiavi e non liberi sono per noi tutti quegli Stati che, per quanto internamente sovrani possano essere, non lo sono affatto esternamente.[1] Al di-

[1] Secondo il CALVO lo Stato neutralizzato « conserva l'integralità della sua indi-

ritto costituzionale la nobile missione di proclamare e garentire la libertà politica di tutti indistintamente i cittadini di qualsiasi Stato del mondo. Al diritto internazionale la non meno nobile missione di proclamare e garentire la sovranità esterna di tutti indistintamente gli Stati sparsi per la terra. Gli Stati neutrali, che, per quanto internamente sovrani, non lo sono affatto esternamente, costituiscono la più grande e flagrante violazione del diritto internazionale, che nel mondo non Stati soltanto internamente sovrani vuole, ma Stati sovrani internamente ed esternamente; alla stessa guisa che costituisce una grande e flagrante violazione di diritto costituzionale l'esistenza in ogni Stato d'individui civilmente liberi, ma politicamente schiavi.

2. In diritto internazionale non vi deve esser posto per gli Stati detti neutrali. Se di essi si parlerà, si dovrà parlare per dichiararli come una grande iniquità e quindi per condannarli, non per riconoscerli e legittimarli.

Certamente quando uno Stato vorrà conservarsi neutrale, in tutti gli atti di pace e di guerra, che si potranno compiere nei rapporti della vita internazionale degli altri Stati, non sarà davvero il diritto internazionale quello che comanderà di forzarlo a non esserlo. Ogni Stato deve essere lasciato assolutamente libero di scegliere, nei suoi rapporti internazionali, o la neutralità o la vita attiva. Come, dunque, uno Stato non può essere forzato a prendere parte attiva verso tutti gli atti della vita internazionale degli altri Stati, quando preferisca di mantenersi neutrale; così non può essere forzato ad essere neutrale, quando dimostri la ferma volontà di prendervi parte. La vera

pendenza sovrana ». *Le droit international*, tom. I, libr. IX, § 650. I signori FUNCK-BRENTANO e SOREL anch'essi hanno il coraggio di considerare come sovrani gli Stati neutralizzati. Infatti essi scrivono. « Lo Stato neutro è uno Stato sovrano e indipendente al medesimo titolo che tutti gli altri Stati ». *Précis du droit des gens*, libr. I, cap. VIII, § 6 Ma il PRADIER-FODÉRÉ, stud ando la condizione degli Stati neutri con elevatezza superiore a tutti gli altri scrittori, si ribella giustamente contro l'asserzione del CALVO e dei signori FUNCK-BRENTANO e SOREL che chiama « erronea ». Secondo il grande scrittore francese « le restrizioni osservate nella pratica internazionale pongono lo Stato perpetuamente neutro in una condizione che non è quella della sovranità e della indipendenza assoluta ». *Traité de droit international*, etc., vol. II, parte 1ª, cap. VI, 1007.

sovranità esterna degli Stati consiste nel diritto di essere o non essere neutrali, a loro esclusiva volontà, non già nell'obbligo di esserlo o non esserlo ad esclusiva volontà degli altri. Nel secondo caso non legittimo esercizio della sovranità vi sarebbe, ma arbitraria violazione.

Assolutamente *nulli*, dunque, e privi di qualsiasi efficacia o valore giuridico devono considerarsi per sempre tutti quei trattati internazionali nei quali si sia commessa la grande iniquità di dichiarare *perpetuamente* neutrali alcuni Stati. No, non può essere *perpetuamente* neutrale uno Stato, quando v' è al mondo il sacro ed inviolabile principio di sovranità che in tutte le ore, in tutti i momenti gli riconosce l'assoluto ed eterno diritto di essere o non essere neutrale.

3. Non ci si dica, per sostenere l'immoralità dei trattati di perpetua neutralità di alcuni Stati, che essi nella maggior parte dei casi sono l'effetto della libera e spontanea volontà di questi stessi Stati. Noi rispondiamo col negare nel modo più reciso, che nel mondo possano esservi dei casi in cui uno Stato liberamente annulli la sua esistenza coll' obbligarsi a quella schiavitù internazionale che si chiama neutralità perpetua. Se vi sono degli Stati perpetuamente neutrali, ciò accade non già perchè essi abbiano la volontà di esserlo, ma perchè gli altri ve li obbligano colla forza. Il Belgio, la Svizzera, il Lussemburgo sono neutrali, perchè essi sono sicuri che, se tentassero di non mantenersi più in tale condizione, le grandi potenze li obbligherebbero subito colla forza a rimanervi.

È la debolezza, dunque, non già la volontà, quella che obbliga alcuni Stati ad essere eternamente neutrali. Tanto è vero ciò che nel mondo voi potete trovare quanti esempi volete di Stati neutrali *deboli*, ma voi non ne trovereste uno di Stati neutrali *forti*. Voi potete trovare nella storia l'esempio della neutralità perpetua di Stati deboli come il Belgio, la Svizzera, il Lussemburgo, ma non di Stati forti, come la Russia, l'Inghilterra, la Francia, l'Italia, l'Austria, e così via via.

Ma ammettiamo per un solo istante l'assurda ipotesi di un pubblico trattato internazionale in cui la neutralità perpetua di

alcuni Stati sia stata veramente dichiarata per libera volontà di questi ultimi e non per imposizione dell'arbitrio di qualsiasi altro Stato forte. Che per ciò? Quel trattato deve considerarsi egualmente nullo, e privo per sempre di qualsiasi efficacia o valore giuridico. Ciò che innanzi ai supremi ed immutabili principî di diritto e di giustizia internazionale obbliga assolutamente e per sempre uno Stato è un atto di ragione, non un atto di follia. Ed atto di follia non di ragione è quello con cui uno Stato si obbliga alla schiavitù internazionale della neutralità perpetua.

4. Ma, si dice, i trattati coi quali si obbligano alcuni Stati a mantenersi perpetuamente neutrali, sono il solo, il vero mezzo per assicurar loro una esistenza indipendente. Dunque non c'è nessuna ragione per dichiararli in contraddizione col diritto internazionale.

Noi rispondiamo a tale considerazione col rilevare, che essa è la più scientificamente falsa che si possa immaginare. È un grande errore il dire che i trattati di neutralità perpetua assicurino a certi Stati una esistenza indipendente. Se essi distruggono la sovranità esterna degli Stati che si vogliono neutralizzare, è ridicolo il dire che con essi si assicura la esistenza indipendente di alcuni Stati. Un trattato che toglie la sovranità esterna di qualsiasi Stato, è trattato affermazione della sua schiavitù internazionale, non già della sua indipendenza. Se dunque, nei rapporti internazionali, è proprio vero che l'indipendenza e non la schiavitù degli Stati piccoli e deboli si voglia avere a cuore, non la loro *perpetua neutralità*, affermazione della loro schiavitù internazionale, si deve proclamare e garentire, ma la loro assoluta e completa indipendenza. Il loro protettore è il diritto. Così ogni Stato piccolo, al par di ogni Stato grande, sarà neutrale soltanto quando esso, liberamente e spontaneamente, vedrà la sua salute nello stato di neutralità. Ma esso dovrà benissimo esercitare tutta quella attività che le sue deboli forze gli permetteranno, tutte le volte che sarà convinto che mantenendosi neutrale andrebbe incontro alla sua rovina.

Fu il godimento dell'assoluta indipendenza che permise al piccolo Piemonte di prender parte ai grandi avvenimenti inter-

nazionali della spedizione di Crimea e del Congresso di Parigi, avvenimenti codesti che costituiscono la base della trasformazione di quel piccolo Stato in quello grande d'Italia. Ma, laddove il piccolo Piemonte fosse stato uno Stato *perpetuamente neutrale,* chi ci dice, che a quest'ora non sarebbe una infelice provincia dell'Austria, come accadde appunto a Cracovia, considerata in perpetuo - sono parole dell'art. 6 del famoso trattato di Vienna - *come città libera, indipendente, e strettamente neutra, sotto la protezione* - alla larga da siffatti Stati protettori! - *della Russia, dell'Austria e della Prussia?*

5. Se, dunque, gli Stati debbono essere *volontariamente* e non *forzatamente* neutrali, tutti gli Stati esistenti debbono considerarsi egualmente indipendenti, non già divisi in indipendenti e schiavi, cioè in completamente indipendenti ed in perpetuamente neutrali. Fra i gruppi d'individui, membri di un comune Stato, e i gruppi d'individui, Stati indipendenti, non c'è posto per nessun altro gruppo d'individui. Per conseguenza ogni Stato detto neutrale, o si unisce con qualsiasi altro Stato, per formare una nuova personalità internazionale, e allora sarà membro di questa nuova personalità internazionale: o vuol rimanere separato da qualsiasi altro Stato, e allora deve essere considerato come una personalità internazionale perfettamente capace di esercitare tutti i diritti ed assumere tutti i doveri inerenti alla sovranità esterna di qualsiasi Stato del mondo.

Se il Belgio, se il Lussemburgo, se la Svizzera hanno la piena volontà di costituire tanti Stati indipendenti, e non tanti membri di altri Stati, non c'è nessuna ragione del mondo per obbligarli ad una perpetua neutralità. Obbligandoli a mantenersi in questa arbitraria condizione, si commette una permanente violazione del diritto internazionale.

Capitolo IX.

Stati detti feudatarî.

1. Gli Stati *feudatarî* o *vassalli* sono quelli la cui sovranità deriva da un altro Stato, e che, come testimonianza di questa filiazione, restano di fronte a tale Stato in un certo rapporto di subordinazione.[1] Vattel, in questo modo spiega l'origine degli Stati feudatarî. « Le nazioni germaniche – egli dice – introdussero un altro uso, quello di esigere l'omaggio da uno Stato vinto, ovvero impotente a resistere. Talvolta ancora una potenza concesse sovranità in feudo, ed alcuni sovrani si resero volontariamente feudatarî di un altro ».[2]

Queste forme di Stati non hanno ragione alcuna di essere; e, frutto di un sistema sociale omai scomparso per sempre, dovranno scomparire anch'esse.

Invero, in tanto si può dire che vi sia uno Stato in quanto questo Stato abbia una sovranità piena, libera ed indipendente. Ora questi caratteri non si riscontrano negli Stati feudatarî, sia che ad essi la sovranità venga data da un altro Stato, sia che lo Stato padrone questa servitù glie l'abbia imposta con la forza. Non si riscontrano nel primo caso in quanto la sovranità non è che un riflesso di quella dello Stato padrone e non può che ubbidirlo; non si riscontrano nemmeno nel secondo caso in quanto la sovranità vera è manomessa e violata. Ebbene: in questi due casi si tratta di due specie di violenze, che non possono essere consentite dal rigore del diritto. Non può essere consentita la prima specie di violenza perchè a nessuno Stato può essere permesso di creare de' fantasmi di Stati, i quali potrebbero

[1] V. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international*, etc., vol. I, Introd., cap. II, 110.
[2] V. Vattel, *Le droit des gens*, vol. I, lib. I, cap. I, § 8.

essere, nel sistema giuridico internazionale, considerati solo come sue province. Non può, poi, essere consentita la seconda specie di violenza perchè questa sarebbe un giustificare e perpetuare la manomissione di diritti altrui.

Il diritto internazionale esige che vi siano Stati assolutamente e completamente sovrani, ma mai Stati sovrani o signori, e Stati feudatarî o vassalli. E se esistono trattati pubblici internazionali, dove uno Stato colla forza abbia obbligato un altro ad essere suo feudatario, o *liberamente* si sia voluto costituire feudatario di un altro, tali trattati sono affatto *nulli*. Quindi per lo Stato feudatario, per arbitrio altrui o arbitrio proprio, eternamente vivo ed inestinguibile è il diritto di riaffermare la sua completa ed assoluta sovranità. Non sono gli atti di prepotenza o di follia che possono legare uno Stato verso un altro, ma gli atti di giustizia e di ragione. Ed atti di prepotenza o di follia son quelli con cui uno Stato diventa feudatario di un altro o per arbitrio degli altri o per arbitrio proprio.

2. Premesse queste considerazioni di ordine generale e necessario, vediamo se gli Stati feudatarî, nella realtà, esercitano o no qualche parte nei rapporti internazionali. Studiando attentamente i loro varî rapporti di subordinazione verso gli Stati sovrani dai quali dipendono, noi vediamo che la condizione degli Stati feudatarî per lo più è di membri di Stati, invece che di veri Stati. Ed in fatti: o gli Stati feudatarî godono una incompleta sovranità interna, lasciando esercitare il resto della sovranità interna e tutta la sovranità esterna dallo Stato sovrano dal quale dipendono, e allora la loro condizione è perfettamente analoga a quella di uno Stato mezzosovrano. E gli Stati mezzosovrani già lo sappiamo che non hanno nè una compiuta sovranità interna, nè la benchè menoma parte di sovranità esterna. O gli Stati feudatarî godono una completa sovranità interna, lasciando godere l'esterna allo Stato sovrano, dal quale dipendono, e allora la loro condizione è perfettamente analoga a quella degli Stati protetti. E gli Stati protetti lo sappiamo ancora che, se godono la piena sovranità interna, non godono affatto la sovranità esterna.

Gli Stati feudatarî potrebbero trovarsi ancora in una con-

dizione inferiore agli stessi Stati mezzosovrani. E ciò accadrebbe quando essi non fossero padroni nemmeno di esercitare una parziale sovranità interna. In tal caso la loro condizione sarebbe perfettamente analoga a quella di una provincia. E allora sarebbe davvero cosa ridicola denominarli Stati. In nessuno Stato del mondo, in verità, le varie sue parti che non godono la benchè menoma ombra di sovranità interna, si sono mai detti Stati. In tal caso il nome più appropriato sarebbe quello di province.

Ma se gli Stati feudatarî per conservare questa loro denominazione, non debbono mai trovarsi in una condizione politica inferiore a quella degli Stati mezzosovrani, perchè in tal caso essi province dovrebbero denominarsi e non Stati; essi, sempre per conservare quella denominazione, non possono trovarsi nemmeno in una condizione politica superiore a quella degli Stati protetti. Per poco che la loro condizione politica fosse superiore a quella degli Stati protetti, essi non più Stati feudatarî sarebbero, ma Stati perfettamente sovrani, Stati la cui sovranità si eserciterebbe non come un feudo altrui, ma come un diritto proprio. In breve, essi, non sarebbero più membri di uno Stato, ma Stati.

3. Erra Grozio quando dice: « Posto il caso che un vassallo abbia promesso al suo signore di servirlo contro tutti..... ciò non toglie nulla al diritto di sovranità che il vassallo ha sopra i suoi sudditi ». [1] Erra pure Vattel, quando anch'esso dice: « Allorchè l'omaggio, lasciando sussistere l'indipendenza e la sovrana autorità nell'amministrazione dello Stato, importa soltanto certi doveri verso il signore del feudo, o pure una semplice onorifica riconoscenza, non toglie che lo Stato o il principe feudatario non sia veramente sovrano ». [2] E tra gli scrittori recentissimi anche l'insigne Pradier-Fodéré non ci sembra che abbia ragione facendosi sostenitore dello stesso concetto dei due citati scrittori classici. « Gli Stati soggetti ad altre potenze per mezzo di un sistema feudale – egli scrive – non cessano di essere degli Stati

[1] V. Grozio, *De jure belli ac pacis*, lib. I, cap. III, § 23, n. 2.
[2] V. Vattel, *Le droit des gens*, etc., vol. I, lib. I, cap. I, § 8.

sovrani quando queste relazioni non affettano la loro sovranità ». [1]

No: non si può essere mai nello stesso tempo Stato feudatario o vassallo e Stato sovrano: membro di uno Stato e Stato. O uno Stato è feudatario o vassallo di un altro, e allora esso non Stato sovrano è, ma membro di un altro Stato. O è perfettamente sovrano, e allora esso non più feudatario o vassallo, non più membro di un altro Stato è, ma Stato assolutamente indipendente da qualsiasi altro. Quando uno Stato è indipendente, qualsiasi servizio, qualsiasi omaggio, venga a prestare ad un altro Stato è sempre effetto della sua assoluta e completa indipendenza. Ma quando uno Stato è feudatario o vassallo, ogni menomo servizio, ogni menomo omaggio che presti allo Stato sovrano dal quale dipende, è sempre effetto della sua soggezione. Gli atti di ogni Stato sovrano sono atti volontarî, e quindi liberi. Gli atti di ogni Stato feudatario sono imposti, e quindi non liberi. Lo Stato sovrano agisce da padrone. Lo Stato feudatario da servo. È chiaro, dunque, che quando uno Stato è feudatario di un altro, qualunque sia per essere la sovranità che goda, impropriamente ed arbitrariamente si considera e denomina sovrano, come hanno fatto Grozio, Vattel e Pradier-Fodéré. Quando, poi, uno Stato è veramente sovrano, qualunque sia per essere il servizio, l'omaggio, che esso renda ad un altro Stato, impropriamente ed arbitrariamente lo si denominerebbe feudatario o vassallo, come vorrebbero i citati scrittori.

Capitolo X.

Stati detti tributarî.

1. Lo Stato perpetuamente neutrale non è nè membro di uno Stato, nè vero Stato. Esso è un essere internazionalmente schiavo. Lo Stato feudatario per lo più è membro di uno Stato,

[1] V. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international*, etc., vol. I, Introduzione, cap. II, n. 110.

non vero Stato. Esso quindi non ha personalità internazionale. Nei rapporti internazionali per esso figura lo Stato sovrano dal quale più o meno dipende. Non è così dello Stato detto *tributario*. Esso è uno Stato perfettamente sovrano.

2. Denominasi tributario ogni Stato obbligato a pagare annualmente un determinato tributo ad un altro qualsiasi Stato. Il semplice fatto dell'obbligo che uno Stato possa avere di pagare un determinato tributo, può far credere che esso sia dipendente, mentre nella realtà è perfettamente sovrano, come qualsiasi altro Stato, che non paga tributo di sorta. Chi si è mai sognato che in una società particolare ogni cittadino che è tenuto a pagare un' annua prestazione sia uno schiavo di colui al quale deve fare il suo pagamento? Se ogni cittadino, che è tenuto al pagamento di un'annua prestazione, fosse uno schiavo, in qualsiasi Stato del mondo non ci sarebbe più un individuo menomamente libero. Tutti sarebbero schiavi, perchè non c'è individuo che or per un motivo or per un altro sia completamente immune dall'obbligo di pagare una data annua prestazione.

Ciò che costituisce la schiavitù di uno Stato, come di ogni individuo, non è il semplicissimo fatto dell' obbligo di pagare un annuo tributo. La schiavitù nasce quando l' obbligo del pagamento di un annuo tributo sia il risultato di una convenzione arbitraria. Ed è arbitraria ogni qualsiasi convenzione con cui uno Stato o *forzatamente* o *volontariamente* abbia assunto l'obbligo di pagare ad un altro Stato un annuo tributo nella degradantissima qualità di *servo*. In questo caso lo Stato che paga il suo annuo tributo non è più un semplice Stato *tributario*; esso è uno Stato *feudatario*. Ed è naturale, perchè esso non paga il suo tributo da sovrano, ma da servo.

Non è così quando il tributo che paga uno Stato sia il risultato di una convenzione legittima. In questo caso v'è sempre uno Stato sovrano. Insomma: nel primo caso abbiamo un'obbligazione non solo personale ma anche violenta, che è un'offesa flagrante all'autonomia stessa e quindi antigiuridica. Nel secondo, invece, abbiamo un'obbligazione reale, che non lede la propria autonomia.

Si obblighi pure uno Stato a pagare tutti quei tributi che vorrà, ma conservi intatti ed inviolati i suoi diritti di sovranità. In questo caso si denomini pure *tributario*, per distinguerlo da qualsiasi altro Stato non impegnato a pagare tributi di sorta; ma esso sarà sempre uno Stato perfettamante sovrano. Al contrario, si obblighi pure a pagare la più piccola parte di tributi, ma se la sua sovranità riceve la benchè menoma alterazione, allora, esso non più sovrano, ma feudatario viene a costituirsi.

Fino al 1830, chi non sa che gli Stati marittimi di Europa pagavano un annuo tributo agli Stati barbareschi? Che per ciò? Cessavano essi forse un solo istante di essere sovrani? No, perchè il loro tributo non era il risultato di una convenzione arbitraria, ma di una convenzione legittima. Guardate, al contrario, l'Egitto, quando è dipeso solamente e direttamente dalla Turchia europea. Guardate la Rumania, la Serbia e qualche altro Stato della penisola balcanica nei momenti in cui nei loro rapporti colla stessa Turchia europea non hanno goduto una completa sovranità, e voi vedrete che la condizione di tutti siffatti infelici popoli non è stata altra che quella di Stati perfettamente feudatarî. Perchè? Perchè nei momenti da noi accennati, questi popoli sono stati obbligati a pagare alla Turchia europea un annuo tributo, che non è stato il risultato di convenzioni legittime, ma l'imposizione di patti arbitrarî. Essi hanno pagato il loro tributo da servi e da servi forzati, ma mai da veri sovrani. Or chi è obbligato a pagare un tributo da servo e non da sovrano, impropriamente si direbbe Stato *tributario*. Esso deve dirsi Stato *feudatario*. Gli Stati feudatarî se hanno una parziale ed imperfetta sovranità interna, non hanno mai sovranità esterna. Gli Stati tributarî, invece, sono sovrani all'interno e all'esterno.

CAPITOLO XI.

Stati detti patrimoniali.

1. Sono denominati patrimoniali quegli Stati di cui il sovrano può disporre come di una sua proprietà: quelli di cui il sovrano è padrone come di un patrimonio che a lui è permesso di dividere, di trasferire, di alienare a chi bene gli sembra. [1]

2. Il sentir soltanto nominare la possibilità della esistenza di uno Stato patrimoniale, in un tempo in cui nella bocca di ogni individuo non vi sono altre espressioni che quelle di libertà sacra, inviolabile, inalienabile e imprescrittibile dell'uomo, e di sovranità egualmente sacra, inviolabile, inalienabile ed imprescrittibile dei popoli, potrebbe suscitare un sentimento di disgusto generale. Ma il disgusto non deve esser provato nel sentir nominare certe istituzioni contrarie ai diritti di libertà dell'uomo e dei popoli, bensì nel tollerarle quando sono una realtà esistente e dominante. E che in Europa l'istituzione di Stati patrimoniali sia una realtà ancora esistente e dominante, nessuno può metterlo menomamente in dubbio. Ed infatti, eccettuato qualche rarissimo caso, v'è Stato in Europa che sia costituito per libera e spontanea volontà di tutte indistintamente le parti che lo compongono? No: in Europa vi sono ancora degli Stati, in cui molti dei popoli che li compongono non sono uniti tra loro per libera e spontanea volontà di tutti, ma per imposizione dell'arbitrio di alcuni. Or dovunque esista un popolo unito con uno o più altri, non per libera e spontanea sua volontà, ma per imposizione altrui, ci può essere argomento capace al mondo di

[1] V. GROZIO, *De jure belli ac pacis*, lib. I, cap. III, § 2, n. 1; BURLAMACHI, *Principi del diritto naturale e politico*, traduz. italiana, Napoli, 18:5, tom. II, parte I, cap. VII, n. 5, § 41; PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international*, ecc., Introduzione, vol. I, cap. II, n. 111.

impedirci di affermare che là null'altra cosa vi esista all'infuori di uno Stato patrimoniale? un popolo *forzatamente* obbligato ad esser soggetto ad uno o più altri, qual libertà ha egli di sè stesso? Nessunissima. È il popolo al quale è unito coll'arbitrio della violenza che dispone di esso, non esso. E un popolo di cui colla forza dispongano altri, e non lui direttamente ed immediatamente, in qual condizione si può dir che sia se non in quella di un patrimonio qualsiasi?

3. Ma noi non è di questa specie di Stati patrimoniali che intendiamo qui parlare. Gli Stati dei quali noi qui siamo obbligati ad occuparci sono quelli patrimoniali, non per arbitrio altrui, ma per volontà propria. Immaginate uno Stato in cui gli individui che lo compongono autorizzino, tacitamente o espressamente, il loro sovrano nel modo più assoluto ed illimitato a disporre delle loro sorti come a lui parrà e piacerà: questo per noi è l'esempio di uno Stato patrimoniale per volontà propria. Diciamo un siffatto Stato patrimoniale per volontà propria, perchè gl'individui che lo compongono non sono schiavi *forzati*, ma schiavi *volontari*. Il loro sovrano, infatti, non è assoluto ed illimitato loro padrone, per imposizione di qualsiasi altro Stato, ma per libera loro disposizione.

Stabilito ciò, la quistione che qui dobbiamo fare è questa: ogni Stato patrimoniale per volontà propria gode la personalità internazionale? Si può dire veramente sovrano?

Non c'è, per noi, nessunissima ragione per ritenere che uno Stato siffatto nella realtà non goda la piena personalità internazionale, non sia perfettamente sovrano. Più che il dubbio, v'è la certezza che uno Stato non sia vero sovrano, quando esso è patrimoniale per arbitrio altrui. Ma qualsiasi ombra di dubbio, quanto alla esistenza della sovranità, cessa, quando lo Stato è patrimoniale per volontà propria. Nello Stato patrimoniale per arbitrio altrui, il capo supremo non governa per libera volontà di tutti indistintamente i cittadini, ma per imposizione dell'arbitrio straniero di uno o più popoli che colla violenza tengono a sè soggetti uno o più altri popoli. Sicchè esso non è espressione della volontà di tutti, ma imposizione dell'arbitrio stra-

niero di quell'uno o più popoli che colla violenza tengono a sè soggetti uno o più altri popoli. Guardate lo Stato turco, e voi vedrete che ivi il capo supremo non ha governato per libera volontà di tutti i cittadini, ma per imposizione dell'arbitrio straniero della dominazione musulmana che col ferro e col fuoco ha tenuti a sè soggetti tutti i popoli della penisola balcanica da essa conquistati. Quindi quel capo, non espressione della libera volontà di tutti i cittadini, può considerarsi, ma arbitraria imposizione di una dominazione straniera. Or là dove uno o più popoli non hanno governi, siano pure assoluti, ma proprî, voluti; là non v'è personalità internazionale, ma soppressione della personalità internazionale: non v'è sovranità, ma schiavitù. Quella personalità internazionale, quella sovranità che in Stati siffatti è esercitata dal capo supremo, è *usurpazione* dell'altrui personalità internazionale, dell'altrui sovranità, non legittimo esercizio di una personalità internazionale propria, di una sovranità propria.

Cambia totalmente di aspetto la quistione quando ci troviamo di fronte a Stati patrimoniali per volontà propria. Qui il governo, sia pure il più assoluto, il più illimitato, il più dispotico che possa immaginarsi, è sempre espressione della volontà di tutti i cittadini, non imposizione dell'arbitrio straniero di alcuno.

Là, dunque, dove esiste uno Stato patrimoniale per volontà propria, cioè là dove un popolo è lui, direttamente ed immediatamente, e non altri, che colla sua cieca, assoluta, stupida sottomissione autorizza un principe a disporre di esso come di un patrimonio qualsiasi, là, nei rapporti internazionali, vi è uno Stato perfettamente sovrano, uno Stato godente la piena personalità. Qualunque atto, quindi, il capo supremo di Stati siffatti venga a compiere vuoi all'interno, vuoi all'estero, deve essere considerato come espressione diretta ed immediata della volontà degli Stati stessi. E gli Stati stranieri debbono rispettarlo, come ogni atto del capo supremo di uno Stato a governo limitato o liberale.

LIBRO QUARTO.

MUTAZIONI DELLO STATO

CAPITOLO I.

Distinzione delle varie mutazioni dello Stato e scopo di tale distinzione.

1. Che lo Stato sia soggetto ad infinite mutazioni è una verità così evidente che non ha bisogno di dimostrazione. Ma ciò che ancora non è evidente si è la distinzione delle sue varie mutazioni. Intanto, se v'ha materia, in cui sia indispensabile fare le più nette distinzioni, essa è quella delle mutazioni dello Stato. Infatti non tutte le mutazioni a cui va soggetto lo Stato sono di ordine internazionale. Ve ne ha molte che non lo riguardano affatto. Ora, senza conoscere nettamente quali mutazioni dello Stato siano di ordine assolutamente internazionale e quali no, chi non si accorge che il diritto internazionale viene ad esser condannato così o ad occuparsi *arbitrariamente* di molti avvenimenti della vita degli Stati o a non occuparsi affatto? E, lasciando il diritto internazionale in una posizione così incerta e confusa, non è chiaro che lo stato eterno della vita dei popoli sarà quello della violazione e non del rispetto dei loro diritti d'indipendenza? Noi siamo così convinti di una tale verità, che crediamo di non esagerare se affermiamo che l'indipendenza di tutti i popoli del mondo mai sarà una realtà, se prima non saranno nettamente distinte le mutazioni che sono di assoluta competenza del diritto

internazionale da quelle che non lo sono. Dimostreremo in appresso la verità di tale nostra affermazione. Per adesso cerchiamo di stabilire quanto più chiaramente ci sarà possibile quelle distinzioni.

2. Nel perenne svolgimento della vita di ogni Stato vi sono dei momenti in cui si realizzano delle mutazioni di ordine assolutamente *interno*. Ve ne ha degli altri in cui si realizzano delle mutazioni di ordine perfettamente *esterno*. Le mutazioni di ordine interno si possono chiamare mutazioni *costituzionali*, quelle di ordine esterno *internazionali*.

Quali sono le mutazioni di ordine interno, e quali quelle di ordine esterno? o anche: quali sono costituzionali e quali internazionali?

Sono mutazioni di ordine interno o costituzionali tutti quegli avvenimenti della vita di uno Stato il cui scopo è di modificare in qualsiasi maniera e con qualsiasi mezzo, la forma dell'organizzazione dello Stato, ma lasciando perfettamente inalterata l'unità della personalità internazionale fra tutti i membri che lo compongono. Uno Stato unitario, che si trasforma in federale e viceversa; uno Stato federale che si trasforma in Stato a unione reale, e viceversa; ecco tanti esempi di mutazioni di ordine interno o costituzionali. Uno Stato monarchico assoluto, che si trasforma in monarchico rappresentativo e viceversa; uno Stato monarchico assoluto o rappresentativo che si trasforma in repubblicano e viceversa: ecco ancora degli altri esempi di mutazioni di ordine interno o costituzionali.

Sono poi mutazioni di ordine esterno o internazionali, tutti quegli avvenimenti della vita di uno Stato, il cui scopo è di modificare, in qualsiasi forma e con qualsiasi mezzo, l'unità della personalità internazionale dello Stato. Uno Stato che confonde la sua distinta personalità internazionale con quella di uno o più altri Stati: ecco un esempio di mutazioni di ordine esterno o internazionali. Del pari uno Stato che si divide in due o più altri Stati; o meglio uno Stato, la cui unica personalità internazionale si trasforma in più personalità internazionali costituisce un altro esempio di mutazioni di ordine esterno o internazionali.

3. Ma lo scopo della distinzione tra mutazioni di diritto costituzionale e di diritto internazionale qual è? È quello di conoscere esattamente e rigorosamente quali sono i fatti e gli avvenimenti della vita di uno Stato che costituiscono la speciale competenza del diritto internazionale e quali quelli che costituiscono la speciale competenza del diritto costituzionale. Con l'esatta conoscenza dei fatti di competenza del diritto internazionale e dei fatti di competenza del diritto costituzionale, il mondo non sarà più condannato a vedere regolati certi fatti ed avvenimenti di ordine internazionale coi princìpî di diritto costituzionale e certi fatti ed avvenimenti di ordine costituzionale regolati coi princìpî di diritto internazionale. Esso vedrà rigorosamente applicato il diritto internazionale là dove si compiono fatti di ordine internazionale, ed il diritto costituzionale là dove si compiono fatti di ordine costituzionale. Gli Stati di tutte le parti del mondo, nella qualità di legittimi organi e rappresentanti del diritto internazionale, non offriranno più l'affliggente spettacolo di essere *neutrali* di fronte ad avvenimenti di ordine internazionale e *attori* di fronte ad avvenimenti di ordine costituzionale. Essi saranno neutrali nel secondo caso; attori nel primo.

E adesso che sappiamo, quali, in generale, sono le mutazioni dello Stato che interessano il diritto costituzionale e quali quelle che interessano il diritto internazionale, nonchè lo scopo per cui tali mutazioni debbono essere nettamente distinte, studiamole particolarmente. Un tale studio è assolutamente indispensabile per potere essere in grado di stabilire sempre più nettamente quale condotta gli Stati sono obbligati a tenere durante tutto il loro svolgimento e quali effetti esse vengono a produrre nei rapporti internazionali.

Capitolo II.

Mutazioni della forma dello Stato.

1. I varî gruppi d'individui componenti uno Stato, per ragioni esclusivamente loro particolari, possono manifestare la volontà di cambiare la forma del loro vincolo di unione, cioè la forma dello Stato. Così essi se costituivano uno Stato unitario possono manifestare la volontà di costituire uno Stato federale e viceversa; se uno Stato federale, uno Stato a unione reale e viceversa. In tutte queste varie manifestazioni, qualunque sia per essere il mezzo con cui si realizzano, pacifico o violento, non c'è alcun fatto che interessi menomamente il diritto internazionale.

I gruppi d'individui, componenti lo Stato, infatti, sono una personalità internazionale, e vogliamo continuare ad essere una personalità internazionale. La loro aspirazione non è di alterare menomamente la loro condizione politica innanzi al mondo, ma innanzi a sè stessi, non nei rapporti cogli Stati stranieri, ma nei rapporti tra essi; non nei rapporti internazionali, ma nei rapporti esclusivamente interni. In questo caso, insomma, essi compiono delle mutazioni di ordine semplicemente costituzionale, non di diritto internazionale. Quindi essi possono compierle liberamente, senza che nessuno possa loro dire che compiendole in questo o in quel modo, con questo o quel mezzo, agiscano in conformità o in disformità del diritto internazionale.

2. La conseguenza di tutto ciò è la seguente. Di fronte a qualsiasi Stato che muti di forma, gli altri Stati non devono tenere altra condotta che quella della più scrupolosa neutralità. Essi, nè con mezzi pacifici, nè con mezzi violenti, nessun diritto hanno d'imporre ad uno Stato ad avere questa o quella forma. Ogni menomo loro atto per ottenere che lo Stato in quistione abbia

questa forma invece che quell'altra, la forma dello Stato unitario, ad esempio, invece che quella dello Stato federale, o dello Stato a unione reale, sarebbe una flagrante violazione del diritto d'indipendenza di questo Stato, che è quanto dire del diritto internazionale. Quando più gruppi d'individui sono pienamente decisi a formare una personalità internazionale, una sola unione politica, uno Stato, la forma della loro unione devono esprimerla essi, colla loro esclusiva volontà, non gli Stati stranieri. Guai se i varî gruppi d'individui componenti uno Stato non avessero eternamente sacro ed inviolabile un tal diritto! Non vi sarebbe più Stato del mondo in cui fosse possibile una forma di unione conforme ai veri bisogni e ai legittimi interessi degl'individui che lo compongono. Tutto sarebbe arbitrio e contraddizione. Là dove l'indole di un popolo fosse la federazione, avremmo lo Stato unitario. Là dove l'indole di un popolo fosse lo Stato unitario, avremmo o lo Stato federale o lo Stato a unione reale. Ora l'ideale supremo del diritto internazionale è che ogni Stato si dia la forma migliore e più acconcia che crede: avere imposta questa forma da altri sarebbe la più flagrante violazione dell'indipendenza degli Stati.

Capitolo III.

Mutazioni della forma di governo.

1. Quando è assolutamente accertato che i gruppi d'individui componenti lo Stato vogliono mantenere intatta la loro unità politica, hanno il diritto di mutare, come a loro pare e piace, non soltanto la forma dello Stato, ma anche la forma del loro governo. L'indipendenza non sarebbe più indipendenza se uno Stato legittimamente costituito non avesse anche sacro ed inviolabile quest'altro diritto.

Mutando la propria forma di governo un popolo nessun diritto altrui viola menomamente. Esso esercita solo un diritto

proprio, che tutti gli altri popoli del mondo hanno il dovere di rispettare.

« Ogni popolo – scrive Pellegrino Rossi – è padrone di sè e presso di sè. Esso non ha conto da rendere agli altri popoli della natura del governo che gli conviene adottare a suo rischio e pericolo, della scelta degli uomini ai quali confida l'amministrazione dei suoi affari, del sistema secondo il quale questi uomini lo dirigono. Che questo governo sia monarchico o repubblicano, assoluto o limitato, che il potere supremo sia tra le mani di tale o tale altra persona, di tale o tale altra famiglia, che sia amministrato bene o male, nulla di tutto ciò potrà esser considerato legittimamente dalle potenze straniere come un danno che loro conferisca qualità per reclamare; ben meno ancora per appellarsi all'impiego della forza ».[1]

2. In omaggio al diritto d'indipendenza, ogni popolo ha il diritto non soltanto di mutare la sua forma di governo quando gli pare e piace o di sostituirla con qualsiasi altra, ma anche quello di servirsi di tutti quei mezzi che, esso esclusivamente, giudicherà opportuni e necessari per poter realizzare il cambiamento voluto.

Se un popolo crede opportuno cambiare la sua forma di governo con mezzi pacifici – *colle elezioni politiche*, ad esempio – egli ne è padrone. Se crede necessario realizzare il voluto cambiamento con mezzi violenti – *la guerra civile*, ad esempio – egli ne è egualmente padrone. Per quanto la guerra civile sia un mezzo violento di manifestazione della indipendenza di un popolo, essa non cesserà mai di costituire un diritto incontestabile, tutte le volte che il popolo stimi opportuno e necessario servirsene. Se in certi momenti supremi la guerra civile non fosse riconosciuta come un diritto incontestabile per cambiar la propria forma di governo, nessun popolo del mondo potrebbe realizzare un tal cambiamento. Le forme di governo sarebbero eterne. E, se esse costituissero una flagrante violazione dei diritti individuali del cittadino, questa violazione sarebbe egualmente eterna.

[1] V. PELLEGRINO ROSSI, *Mélanges*, ecc., tom. I, *Droit des gens*, pp. 151 e seg.

3. Ma se la guerra civile, qual mezzo di cambiamento della forma di governo di un popolo, sia o no un diritto, è questione di puro diritto costituzionale. Essa, infatti, là dove si manifesta può produrre sì delle violazioni della libertà individuale dei cittadini, ma non costituirà mai una violazione della indipendenza di un popolo. E quando la guerra civile violazione della indipendenza di un popolo non è, il diritto internazionale non può non esigere il massimo rispetto verso di essa, tutte le volte che si manifesti presso un qualsiasi popolo del mondo. Rispettare il libero sviluppo della guerra civile di un popolo è rispettare l'indipendenza di questo stesso popolo. Combatterlo menomamente con qualsiasi mezzo, ed in qualsiasi forma, è oltraggiare l'indipendenza del popolo presso cui si è manifestato.

Tutte le volte, dunque, che un popolo muta la sua forma di governo col mezzo violento della guerra civile, le potenze straniere devono osservare quella stessa neutralità che sono assolutamente obbligate a mantenere quando quella mutazione si realizza col mezzo pacifico delle elezioni politiche. Il popolo non fa appello al mezzo costoso e sanguinosissimo della guerra civile per puro capriccio, ma perchè il più delle volte è in essa soltanto che vede un rimedio per poter avere un governo sincera emanazione della sua volontà. Ora il menomo aiuto che le potenze straniere prestassero a questo partito per farlo vincere contro l'altro, che cosa farebbe se non allontanare, se non rendere assolutamente irrealizzabile lo scopo supremo per cui il popolo ha impugnato le armi?

Un governo, che si affermasse col menomo aiuto di una potenza straniera, sarebbe un governo negazione del diritto internazionale. I governi conformi al diritto internazionale quelli sono che si fondano sulla esclusiva volontà dei popoli che devono rappresentare. Ora, se nel mondo vogliònsi governi sinceramente conformi al diritto internazionale, là dove si manifesta una guerra civile, nè i partiti devono rivolgersi alle potenze straniere per farle intervenire in loro favore, nè le potenze straniere, siano o no chiamate, devono intervenire. Le guerre alle quali le potenze straniere sono strettamente obbligate a prender parte sono

quelle internazionali, ma mai quelle costituzionali. Le guerre costituzionali devono essere iniziate, sviluppate e finite col concorso esclusivo delle forze dei partiti del popolo in lotta. Per tutto il tempo, dunque, in cui dura la guerra civile, le potenze straniere sono assolutamente obbligate a mantenersi neutrali verso tutti indistintamente i partiti in lotta: tanto verso il partito che ha il governo in mano, quanto verso quello che combatte per averlo: tanto verso il partito che rappresenta la giusta causa, quanto verso quello che rappresenta l'ingiusta. Giudici assoluti ed esclusivi del partito che deve avere in mano il governo di un popolo, o della causa giusta o ingiusta rappresentata dai partiti in lotta è il popolo, non le potenze straniere.

4. I signori Funck-Brentano e Sorel, circa la questione di sapere se in caso di guerra civile le potenze straniere debbano intervenire o no in favore dei partiti contendenti, distinguono tre ipotesi: l'ipotesi in cui l'intervento si possa compiere a favore del governo contro i sudditi; l'ipotesi in cui si possa compiere a favore dei sudditi contro il governo, e *l'ipotesi finalmente in cui si possa compiere a favore di uno dei partiti che si disputano il potere*. Nei primi due casi sono apertamente contrari a qualsiasi intervento. Ed in ciò non possiamo fare altro che lodarli altamente. Nell'ultimo caso, poi, nel caso cioè in cui i partiti siano egualmente nuovi, egualmente ignoti sulla scena politica, egualmente senza governo, in questo ultimo caso, dico, essi ammettono qualsiasi specie d'intervento a favore dei partiti contendenti. « Quando i partiti politici sono in guerra tra loro - scrivono infatti i lodati pubblicisti - non v'è più governo, non v'è più nemmeno Stato; per conseguenza non vi sono più doveri, diritti e interessi il cui rispetto sia comandato agli stranieri. Di fronte a questa anarchia gli Stati stranieri non conoscono più altra legge che quella della necessità; essi intervengono se giudicano convenevole di farlo; e non consultano in ciò che i loro doveri, i loro diritti e i loro particolari interessi ».[1] Sì, è vero che quando i partiti politici sono in guerra tra loro,

[1] V. Funck-Brentano e Sorel, *Précis du droit des gens*, lib. I, cap. xi, p. 222.

non esiste più governo. Ma è falsissimo affermare che non ci sia più Stato. Per affermare che fra i partiti in guerra non vi sia più Stato, i signori Funck-Brentano e Sorel sono assolutamente obbligati a dimostrarci che quelli non abbiano più la volontà di costituire una unità politica, uno Stato, una personalità internazionale. Se ci si dimostra l'assenza assoluta di questa volontà, noi saremo subito più convinti dei citati scrittori che tra i partiti politici in guerra tra loro non esiste più Stato. In questo caso noi, andando più avanti di loro, affermiamo che la guerra tra i partiti politici non più civile, non più interna, non più costituzionale dovrebbe dirsi, ma d'indipendenza, ma esterna, ma internazionale. Quindi le potenze straniere, come meglio vedremo appresso, avrebbero sacro e santo il diritto di prendere parte alla guerra in favore del partito che vorrebbe affermare la propria indipendenza, che vorrebbe essere uno Stato. Ma se i partiti politici in guerra tra loro mantengono ferma la volontà di costituire una unità politica, uno Stato, una personalità internazionale, allora l'assenza momentanea di un governo nessun diritto dà per dichiarare che fra essi non esiste più Stato. L'esistenza dello Stato è talmente vigorosa, che essa rimane sempre l'istessa, ad onta della guerra che i partiti politici si facciano tra loro.

Così stando, quindi, le cose, le potenze straniere nessun diritto del mondo hanno d'intervenire per assicurare il trionfo di questo o quel partito. Esse in nessunissimo caso hanno diritto di prestare soccorsi *diretti* ai partiti contendenti: nè nel caso in cui il governo sia ancora esistente, nè nel caso in cui non esista affatto.

5. E i soccorsi *indiretti* sono ammissibili? Le potenze straniere possono indirettamente soccorrere i partiti contendenti, fornendo loro degli ausiliarî, delle armi, del denaro, delle munizioni o semplicemente facilitando loro i mezzi per ottenerne, o anche permettendo loro di procurarsene all'estero?

Qui Pellegrino Rossi fa quella stessa distinzione che i signori Funck-Brentano e Sorel hanno fatto a proposito dei soccorsi diretti. O l' uno dei partiti contendenti – egli osserva – era rivestito, anteriormente alla lotta, di tutti i caratteri di un

governo riconosciuto e stabilito e li conserva più o meno sicuramente, malgrado questa lotta; o i diversi partiti che si disputano l'impero sono egualmente nuovi, egualmente ignoti sulla scena politica. Nel primo caso il Rossi ammette che i soccorsi indiretti siano ammessi a favore del partito che ha il governo nelle mani, escludendo assolutamente il partito insorto. «.... Se le potenze straniere devono astenersi scrupolosamente dal dare soccorsi *diretti* al governo stabilito contro gl' insorti – scrive infatti il Rossi – *esse possono legittimamente dargli dei soccorsi indiretti* ».[1] Noi osserviamo: o i soccorsi indiretti hanno forza sufficiente per far trionfare, nella guerra civile, l'un partito invece che l'altro, o non l'hanno. Se non l'avessero noi non vedremmo nessuna ragione per non riconoscere egualmente nei due partiti in lotta il diritto di chiederli allo straniero. Ma i soccorsi indiretti hanno pur troppo la forza di far trionfare l'un partito invece che l'altro. E chi ci fa capire ciò, è lo stesso Rossi, quando fa la seguente osservazione: «.... Bene inteso, che se tuttavia la causa di questo governo, loro (alle potenze straniere) sembra ingiusta o se il suo trionfo loro sembra contrario ai loro proprî interessi, esse rimangono padrone di non usare dei loro diritti ».[2] E allora niuno è che non vegga quanto sia ingiusto il volere ammettere quei soccorsi indiretti ad esclusivo favore del partito che ha il governo in mano, andando così contro il partito che combatte per conseguire questo potere. Se il partito che ha il governo in mano vuole essere l'espressione sincera della volontà del popolo, i soccorsi o diretti o *indiretti* è al popolo che deve chiederli. Chiedendoli ed ottenendoli dallo straniero, esso rappresenterà nel proprio paese l'imposizione della volontà arbitraria dello straniero, non la legittimità della volontà popolare. E i soccorsi, per quanto indiretti, sempre stranieri, ai quali il partito che ha il governo in mano dovrà esclusivamente la conservazione di questo, saranno sempre una flagrante violazione della indipendenza del popolo in guerra civile.

[1] V. PELLEGRINO ROSSI, *Mélanges*. tom. I. *Droit des gens*, pp. 460 e seg.
[2] Ivi, tom. I, p. 462.

Nel caso in cui i partiti contendenti sono egualmente nuovi, egualmente ignoti sulla scena politica, o nel caso in cui il governo anteriormente stabilito non è più governo che di nome, nel caso in cui questo governo è presso a poco caduto, in seguito agli avvenimenti, al grado di un semplice partito che non si differisce sensibilmente da tutti gli altri e non ha più per conseguenza la presunzione del voto nazionale in suo favore; le potenze straniere, quanto ai soccorsi, sempre *indiretti* – secondo il Rossi – hanno la scelta o di rifiutarli egualmente a tutti i partiti, o di accordarli, osservando di offrirli *egualmente* a tutti i partiti. [1]

Questa condotta consigliata dal Rossi alle potenze straniere, sembra che sia pienamente conforme alla neutralità: eppure non lo è. E non lo è per due ragioni. In primo luogo non è possibile che le potenze straniere, accordando i soccorsi indiretti a tutti indistintamente i partiti in lotta, osservino una egual misura. Non può mettersi menomamente in dubbio che il desiderio delle potenze straniere nessuno altro sia, se non quello di veder trionfare, nel paese in guerra civile, il partito le cui idee sieno conformi ai loro interessi o semplicemente facciano loro simpatia. Or accordando ad esse la facoltà di dare i soccorsi indiretti ai partiti del paese in guerra civile, è un assurdo, per non dire una ingenuità, il pretendere che esse li diano in eguali porzioni ed in eguale qualità. Esse, naturalmente, faranno i più grandi sforzi del mondo per agevolare di più, coi loro soccorsi indiretti, quel partito che per loro interesse o per semplice simpatia desiderano che trionfi. Esse approfitteranno della facoltà accordata loro dal Rossi, per rendere i più segnalati servizi al partito di cui vogliono il trionfo. Senza la convinzione che, approfittando della facoltà loro riconosciuta di accordare soccorsi indiretti a tutti indistintamente i partiti in lotta, il partito loro simpatico fosse quello che ne ritraesse il maggior vantaggio, siatene certi e sicuri, le potenze straniere non li accorderebbero a nessuno. Esse, prima di determinarsi a dare i loro soccorsi

[1] PELLEGRINO ROSSI, op. cit., tom. I, pp. 462, 463.

indiretti, indagherebbero se assicurerebbero o no il trionfo del partito di loro simpatia. In caso affermativo li accorderebbero. In caso negativo, esse non sarebbero tanto ingenue dall'accordarli. Il Rossi è tanto convinto di questa verità, che, esso, alle potenze straniere alle quali riconosce il diritto di dare i soccorsi indiretti, rivolge questo consiglio: « Quando, permettendo a tutti, esse hanno la speranza che si è il partito di cui desiderano il trionfo che ne caverà i maggiori vantaggi, esse fanno saggiamente di permettere. In caso contrario esse fanno saggiamente di rifiutare ». [1] Ora se è assolutamente innegabile, che la facoltà di accordare i soccorsi indiretti a tutti i partiti, può agevolare il trionfo di uno di essi a danno dell'altro, chi non vede quanto una tal facoltà sia contraria alla neutralità che le potenze straniere sono obbligate ad osservare?

Ammettiamo l'assurda ipotesi che le potenze straniere fossero tanto imparziali, tanto disinteressate circa la guerra civile, che domina presso uno Stato, da riuscire ad accordare i loro soccorsi indiretti in parti ed in qualità perfettamente eguali a tutti indistintamente i partiti in lotta. E bene: a prescindere che sarebbero soccorsi inutili, perchè è inutile apprestare una stessa forza a partiti in lotta, essi devono condannarsi, perchè anche in questa ipotesi noi li crediamo contrari alla vera neutralità. Ed in fatti, in tempo di guerra civile, niuno vorrà sicuramente ammettere che il bisogno dei soccorsi indiretti sia eguale in tutti indistintamente i partiti contendenti. Vi può essere un partito a cui i soccorsi indiretti dello straniero potranno riuscire inutili e soverchi. Ve ne può essere un altro a cui quei soccorsi il più delle volte saranno più che sufficienti per fargli cambiare la posizione di debole in quella di forte, o di vinto in quella di vittorioso. E allora: o i soccorsi indiretti valgono a rafforzare la posizione di un partito, senza però assicurare ad esso la vittoria: o valgono ad assicurargli pure la vittoria. Nel primo caso essi costituiscono una grande immoralità, perchè se essi sono stati impotenti a far trionfare il debole contro il forte,

[1] Pellegrino Rossi, op. cit., tom. I, pp. 463, 464.

la minoranza contro la maggioranza, il partito straniero contro il nazionale, nessuno potrà mettere in dubbio che hanno contribuito a prolungare la guerra civile, e quindi le stragi e tutti quegl'infiniti mali che sono i naturali compagni di ogni guerra civile. Nel secondo caso, poi, quei soccorsi indiretti, oltre che essere una immoralità, costituirebbero una flagrante violazione della indipendenza del popolo in guerra civile, in quanto che questo dovrebbe essere forzatamente obbligato ad obbedire ad un governo che ai soli soccorsi indiretti dello straniero ha dovuto la sua esistenza.

La conseguenza di tutto questo è, che, in caso di guerra civile, le potenze straniere debbono rifiutare anche i soccorsi indiretti a tutti indistintamente i partiti contendenti. La facoltà di accordarli, sia pure colla condizione di farli godere a tutti egualmente, è un mezzo di permettere indirettamente quelle violazioni della neutralità che si ha ripugnanza di far compiere direttamente.

6. Non è soltanto coi soccorsi diretti o indiretti che le potenze straniere possono violare quella neutralità che sono obbligate di osservare in caso di guerra civile. Vi sono degli atti che, senza potersi chiamare veri soccorsi, costituiscono intanto una violazione della neutralità, perchè essi possono concorrere potentemente a determinare il trionfo di quel partito in cui favore sono compiuti.

Immaginate l'ipotesi che le potenze straniere, anteriormente alla guerra civile scoppiata in uno Stato, avessero stipulato dei trattati col governo di questo Stato. Se questi trattati fossero di tal natura che, eseguiti nel tempo della guerra civile, potessero avvantaggiare, determinare il trionfo del governo contro il partito insorto, chi non si accorge che per quanto un tale atto null'altra cosa fosse che la semplice esecuzione di un trattato, sarebbe sempre una violazione della neutralità? Il pagamento di una somma di danaro, chiesta ad imprestito in tempo anteriore alla guerra civile, chi può mettere in dubbio che sia tale atto che possa mettere il governo in cui favore è compiuto in una condizione assolutamente superiore a quella del partito insorto? E allora chi

non si accorge che il trionfo del governo, più che alle forze nazionali, non si dovrebbe ad altro che alle forze straniere? E un governo vittorioso per forze straniere e non per forze nazionali, non è la più flagrante violazione della indipendenza del popolo che deve rappresentare? Ora, ad evitare un sì gravissimo sconcio, deve vietarsi assolutamente a tutte le potenze straniere di eseguire, in tempo di guerra civile, tutti i trattati stipulati con il governo di un dato Stato anteriormente alla guerra. Non solo questo. Durante tutto il tempo della guerra civile si deve anche vietare alle potenze straniere di stipulare nuovi trattati di qualsiasi sorta con il governo dello Stato in guerra civile. La guerra civile non avendo altro scopo che quello di decidere in qual partito deve risedere il governo di uno Stato, è ingiusto, è immorale stipular trattati con un governo che non si sa ancora se debba restare o cadere. O questi trattati sono di natura tale che eseguiti nello stesso tempo della guerra civile possono assicurare il trionfo del governo con cui sono stati stipulati, o non sono di tale natura. Nel primo caso devono considerarsi ingiusti, perchè costituiscono una flagrante violazione della neutralità. Nel secondo una gran demenza, perchè, data l'ipotesi che nella guerra civile vincesse il partito insorto, questo, giuridicamente, nessun obbligo avrebbe di rispettare trattati stipulati dal governo in un'epoca in cui si dovea decidere della sua sorte.

7. Durante la guerra civile, noi neghiamo alle potenze straniere il diritto di eseguire vecchi trattati e di stipularne dei nuovi, col governo esistente, per non peggiorare la condizione del partito insorto. Ma saremmo ingiusti se, durante la stessa guerra civile, noi ammettessimo che le potenze straniere facessero degli atti che, pur non essendo veri soccorsi, compiendosi, avvantaggerebbero la posizione del partito insorto, peggiorando quella del governo ancora esistente. E si avvantaggerebbe la posizione del partito insorto, peggiorando quella del governo ancora esistente, se, prima ancora che fosse finita la guerra civile, le potenze straniere riconoscessero il governo stabilito dal partito insorto in una porzione di territorio dello Stato, e trattassero con lui come con ogni governo regolare. Fino a quando

il partito insorto non sarà riuscito a vincere il governo in tutte le parti del territorio dello Stato e ad essere obbedito da tutte le parti del territorio dello Stato, le potenze straniere nessun diritto hanno di riconoscerlo come il governo dello Stato e di trattar con esso come con un governo regolare. Fino a quando nello Stato v'è ancora un palmo di territorio sopra cui il vecchio governo esercita tutti i suoi supremi poteri, e non dimostra nessuna volontà di dichiararsi per vinto, non può dirsi che per esso sia completamente perduta la speranza di riacquistare il terreno guadagnato dal partito insorto. Ora riconoscere il partito insorto come governo regolare dello Stato, in un'epoca in cui non si sa ancora se il partito del vecchio governo sia o no completamente abbattuto, è violare sfacciatamente quella neutralità che le potenze straniere sono assolutamente obbligate ad osservare, durante tutto il tempo della guerra civile, per impedire che nello Stato.possa trionfare un partito che non sia espressione sincera della volontà generale dei cittadini.

8. Ma finchè dura la guerra civile, in nessun caso le potenze straniere posson trattare con uno dei partiti contendenti? Se, ad esempio, accadesse l'ipotesi che nè il vecchio governo si potesse dire abbattuto, perchè esso potrebbe dominare su di una parte del territorio dello Stato, nè il partito insorto affatto privo di un governo, perchè anche esso potrebbe dominare su di un'altra parte del territorio dello Stato; se, in somma, vecchio e nuovo governo si trovassero in forze tali che nessuno di essi potesse vincere l'altro, le potenze straniere anche in questa ipotesi dovrebbero astenersi dal trattare con quello dei due governi che, per interesse o per simpatia, credessero opportuno? Distinguiamo. O il nuovo governo è deciso a costituire uno Stato indipendente di tutto il territorio i cui abitanti liberamente gli obbediscono, o no. Nel primo caso noi crediamo di risolvere la quistione, stabilendo che le potenze straniere hanno tutto il diritto del mondo di *riconoscere* il nuovo governo come il rappresentante legittimo di un nuovo Stato, e di trattare con esso come con ogni altro governo legittimamente esistente, difendendolo con tutti i mezzi di cui possono disporre da qualsiasi attentato del vecchio go-

verno. Qui, come ognun vede, non ci troveremmo più di fronte ad un avvenimento di ordine interno, costituzionale, ma esterno, internazionale. Non più in una guerra in cui si debba decidere quale debba essere la forma di governo di uno Stato; ma di fronte ad una volontà, nettamente manifestata da parte di un popolo, di costituire una personalità internazionale distinta dallo Stato di cui prima faceva parte. Or là dove esiste un popolo assolutamente deciso a costituire una personalità internazionale separata, non soltanto si ha il dovere di aiutarlo per acquistarla, se non l'ha acquistata ancora, ma di fargliela rispettare quando già l'abbia affermata, e contro qualsiasi Stato, fosse pur quello a cui un tempo quello era unito.

Nel secondo caso, nel caso cioè, in cui il nuovo governo, il governo stabilito su di una parte del territorio dello Stato in guerra civile, non avesse nessuna idea di fare uno Stato separato del territorio sopra cui esercita i suoi pieni poteri, ed aspirasse, invece, a continuare l'unione coll'altra parte di territorio soggetto al vecchio governo, e ad estendere anche su questa la sua sovranità, allora è giusto, è logico fare un'altra distinzione. O il vecchio governo, qual legittimo rappresentante di quella parte di territorio dello Stato i cui abitanti gli si mantengono sinceramente fedeli ed obbedienti, è deciso a rinunziare a qualsiasi idea di unione con l'altra parte di territorio dove si è stabilito il nuovo governo, contentandosi di conservare quello che gli è rimasto, o no. Nel primo caso le potenze straniere hanno tutto il diritto di riprendere i loro antichi rapporti col vecchio governo e di difenderlo da qualsiasi attentato si volesse compiere contro l'integrità del territorio rimastogli e la sovranità che vi esercita. Una volta che gli abitanti del territorio sopra cui domina il vecchio governo gli si mantengono sinceramente fedeli e obbedienti, non c'è nessunissima ragione per obbligarli a mantenere l'unione cogli abitanti del territorio dove si è stabilito il nuovo governo e a ricevere la legge da questo ultimo. Nel secondo caso – nel caso cioè in cui il vecchio governo avesse ferma l'idea di non rompere l'unità politica col territorio dove ha perduto l'esercizio della sua sovranità, e di riconquistare questa so-

vranità - sia pure lo Stato diviso in due governi, esso deve essere sempre considerato come ancora in guerra civile. Le potenze straniere, quindi, sono obbligate a mantenere ancora la loro neutralità, qualunque siano per essere gli effetti che ne potranno risentire, e qualunque sia per essere il tempo della durata della guerra civile.

9. Se durante lo svolgimento della guerra civile una potenza straniera riceve una offesa da uno dei partiti contendenti, quale condotta deve tenere? Anche qui bisogna fare alcune distinzioni. Bisogna distinguere l'ipotesi in cui la guerra si combatta fra il governo stabilito e un partito insorto, da quella in cui si combatta fra due partiti nuovi. Nel primo caso bisogna distinguere ancora l'ipotesi in cui l'offesa ad una potenza straniera sia stata fatta dal governo stabilito, da quella in cui sia stata fatta dal partito insorto. Quando offensore è stato il governo stabilito, la condotta che la potenza straniera è obbligata a tenere è questa. Essa deve cominciare dal chiedere pacificamente la riparazione dell'offesa ricevuta. Se l'ottiene, essa deve reputarsi completamente soddisfatta, e considerare l'incidente come se non fosse mai accaduto. In caso contrario essa può benissimo prendere le armi per ottenere colla guerra ciò che non ha potuto ottenere colla pace. Ma essa delle armi deve servirsi per il solo e semplicissimo scopo di ottenere la riparazione della offesa ricevuta, non già per dare alla guerra civile questa o quella soluzione. Quindi, appena, colle sue armi, si sarà presa quella soddisfazione giusta che era in diritto di avere, essa è assolutamente obbligata a deporre le armi e rientrare in quella neutralità che si deve osservare in ogni guerra civile. Qualsiasi atto che essa compisse per fare avere alla guerra civile questa o quella soluzione, costituirebbe una flagrante violazione della indipendenza del popolo in guerra civile. Pellegrino Rossi è di opposto avviso. Secondo lui, quando, in tempo di guerra civile, autore dell'offesa allo Stato straniero è il governo stabilito, lo Stato straniero non soltanto è in diritto di fargli guerra, ma esso, sciolto da ogni obbligazione verso di lui, può anche allearsi coll'insurrezione, fornirla di ogni genere di soccorsi, sia diretti

che indiretti, farne, in breve, un suo ausiliario.[1] Ma ciò è in perfetta contraddizione col diritto d'indipendenza dei popoli. Nel caso nostro si può, sì, ammettere che lo Stato straniero si allei colla insurrezione. Ma ciò tutto al più per il tempo in cui esso non ha avuto la riparazione dell'offesa ricevuta dal governo stabilito. Ma, ottenuta la riparazione, esso deve lasciare in balìa delle sue esclusive forze l'insurrezione. Ogni menomo aiuto che, dopo ottenuta la sua riparazione, prestasse alla insurrezione, darebbe tutto il diritto di credere che esso non abbia preso le armi per far riparare l'offesa ricevuta, ma per compiere una violazione della indipendenza del popolo in guerra civile.

Quando autore della offesa fatta ad una potenza straniera è stato il partito insorto, allora la condotta che deve tenere la potenza straniera è la seguente. Essa deve cominciare dal chiedere giustizia al governo stabilito; e se questo governo non si trova in condizione di renderla, essa, allora, può legittimamente impiegare la forza. Essa deve dire al governo stabilito: reprimete gli attentati dei vostri proprî sudditi, o, se voi non lo potete, lasciate fare a me. Ma, in questo caso, ancora, la potenza lesa non deve impiegare la forza che nello scopo di ottenere la riparazione della sua offesa, e nella misura necessaria per raggiungere questo scopo. Lo scopo ottenuto, essa deve fermarsi. Essa non ha preso le armi per soffocare l'insurrezione: essa non aveva questo diritto. Essa ha preso le armi per ottenere giustizia. Tosto che giustizia le è stata fatta, essa deve deporle.

Immaginiamo, adesso, l'ipotesi che la guerra civile si combatta fra due partiti nuovi. In questa ipotesi, non essendovi più il vecchio governo, la potenza straniera offesa non ha da rivolgersi ad altri, per ottenere giustizia, che al partito che l'ha direttamente offesa. Se dopo avere adoperato tutti i mezzi pacifici, per ottenerla, non è potuto riuscire a raggiungere il suo legittimo intento, essa ha diritto di prendere le armi. Ma prendendo le armi per ottener soddisfazione da quel partito che le ha fatto ingiuria, essa deve andare diritta alla riparazione di

[1] V. PELLEGRINO ROSSI, *Mélanges*, tom. I. *Droit des gens*, p. 461.

questa ingiuria. Ottenuta la riparazione, deve fermarsi, deporre le armi e rientrare nella sua neutralità.

10. « Ma può accadere - scrive Pellegrino Rossi - che il paese, ove la guerra civile si manifesta, sia posto in tal punto; può accadere che l'epoca, ove la guerra civile scoppia, sia talmente feconda di agitazioni e di turbamento, che il risultato immediato, inevitabile di questa guerra civile, sia di precipitare tale o tale altra potenza vicina in una perturbazione violenta, di compromettere anche la loro esistenza, di accendere una conflagrazione generale e i cui risultati sarebbero incalcolabili. In pari caso - conchiude il Rossi - le potenze minacciate hanno il diritto d'interporsi per impedire questa conflagrazione ».[1]

Lo confesso sinceramente. Io non arrivo a comprendere come mai una semplice guerra civile possa aver tale forza da provocare una conflagrazione generale. Se ad uno scoppio di guerra civile succedesse una conflagrazione generale, la causa diretta ed immediata non sarebbe la guerra civile ma le condizioni particolari in cui potranno trovarsi gli Stati estranei a quello in cui è scoppiata la guerra civile. E allora le potenze straniere non devono rivolgersi contro lo Stato in cui è scoppiata la guerra civile, per prevenire la conflagrazione generale, ma contro sè stesse. Ma ammettiamo pure l'assurda ipotesi che causa diretta ed immediata della conflagrazione generale degli Stati fosse veramente la guerra civile scoppiata presso uno di essi; che perciò? Essi nessun diritto avrebbero di agire per combatterla menomamente. La guerra civile non è un avvenimento di diritto internazionale. Le potenze straniere, dunque, devono sempre rispettarla, qualunque sia per essere la conflagrazione generale che potrà provocare.

11. Scrive ancora Pellegrino Rossi:

« Quando la guerra civile si prolunga; quando diviene constatato, per una serie di prove successive, e per un lasso di tempo sufficiente che la guerra civile non può produrre che guerra civile; quando diviene evidente, per ogni uomo impar-

[1] Pellegrino Rossi, *Mélanges*, tom. I, *Droit des gens*, p. 468.

ziale e di buona fede, che non esiste in questo paese alcun vero partito nazionale capace di produrre colle sue sole forze un governo, alcuna maggioranza sufficiente per soggiogare tutte le minoranze, e per proteggerle dopo averle soggiogate (singolarissima protezione!), allora l'applicazione rigorosa del principio del *non-intervento* diverrebbe esagerata e nocevole a tutto il mondo, senza essere utile a nessuno, senza esser buona a nulla di buono. Allora le potenze interessate al riposo di questo paese, le potenze i cui interessi siano più o meno colpiti, la cui tranquillità si trovi più o meno compromessa per il prolungamento della guerra civile, acquistano per un'altra ragione che nel caso precedente, ma al medesimo grado, il diritto d'interporsi per far cessare un tale stato di cose ». [1]

Noi neghiamo che un paese, colpito dalla guerra civile, si possa trovare nella condizione rilevata dal Rossi, nella condizione, cioè, di non poter finire colle sue proprie forze la guerra civile stessa. Di eterno nulla vi ha nel mondo: molto meno poi il fatto passaggiero e momentaneo di una guerra civile. Se, il più delle volte, una guerra civile ha una lunga durata, ciò accade perchè essa non è ancora matura, ciò accade perchè i partiti del paese in cui si è manifestata non si sono ancora decisi tutti a prendervi parte. Quando la guerra civile ha raggiunto lo scopo per cui si è manifestata, quando i partiti, inerti ed indifferenti, si saranno decisi a schierarsi da parte della causa che loro sembra la più giusta, allora la guerra civile deve finire necessariamente, e da sè stessa, senza il benchè menomo bisogno dell'intervento straniero, come ogni altra umana cosa. Ammettere l'intervento straniero contro la guerra civile, che ancora non accenni a finire da sè stessa, cioè colla forza esclusiva dei partiti, ciò è pretendere che essa finisca prima che sia raggiunto lo scopo per cui è stata intrapresa, ciò è pretendere che la quistione per cui fu intrapresa sia sciolta dallo straniero e non dai partiti dello Stato. Or tutto ciò sarebbe una imperdonabile violazione della indipendenza dei popoli. Non solo: ma

[1] Pellegrino Rossi, op. cit., p. 470.

anche un perpetuare e rendere più odioso ed insoffribile lo stato di cose per distruggere il quale il popolo era stato obbligato ad intraprendere la guerra civile. E quando lo stato di cose, per far cessare il quale un popolo era insorto, viene peggiorato, chi non si accorge che l'intervento straniero, il cui unico effetto quello è appunto di peggiorar sempre la condizione politica dei popoli, chi non si accorge, dico, che l'intervento straniero in tal caso lungi dal fare scomparire la guerra civile non fa altro che prepararne altre più terribili per l'avvenire?

Il caso in cui la guerra che scoppia all'interno di uno Stato si prolunghi all'infinito, con gravi danni dello Stato in cui si manifesta e di tutti gli Stati stranieri del mondo, può, sì, verificarsi benissimo. Ma ciò non accade mai quando un popolo, non dipendendo da altri che da sè stesso, insorge contro quei governi suoi domestici che non interpetrano esattamente la sua volontà. Ciò accade, diremmo, permanentemente, tutte le volte che un popolo, dipendendo da una imposta volontà straniera, insorge per affermare la sua indipendenza. Qui, dipendendo da altri e non da sè stesso, è naturale che tutti gli sforzi da esso fatti, per affermare la sua indipendenza, debbano essere più lunghi. Più grandi sono le difficoltà per far vincere la propria volontà, più grandi, più lunghe, più sanguinose dovranno essere le lotte intraprese per combatterle. Ma quando un popolo insorge per emanciparsi dallo Stato dal quale è oppresso non è, no la guerra civile che ha luogo, ma la guerra più santa e più lodevole: *la guerra d'indipendenza.* Non si tratta più di avvenimenti interni, ma esterni. Non di fatti di ordine puramente costituzionale, ma internazionale. In questi casi abbiamo già fugacemente accennato quale contegno debbano tenere le potenze straniere. Lo vedremo più estesamente nel capitolo susseguente. Ci basti per adesso ritener per fermo il principio, che laddove si è assolutamente sicuri che si tratti di guerra civile e non d'indipendenza, costituzionale e non internazionale, qualunque sia per essere la durata di essa, le potenze straniere devono osservare la più esatta e scrupolosa neutralità.

Non ignoriamo, che v'ha chi grida pateticamente doversi

nelle guerre civili frammettere la propria spada a cessazione di delitti e di stragi, e per amore o compassione di nostra progenie. E noi a codesti filantropi rispondiamo col Mamiani che, « la prima pietà negli uomini consiste a serbare incontaminato il diritto, e al sangue e alle lagrime di alcuni anni paragonare le infinite ed inessiccabili che la ingiustizia e la violenza fanno versare nel mondo ».[1]

Capitolo IV.

Mutazioni della personalità dello Stato e loro forme.

In due forme lo Stato può modificare la propria personalità internazionale: *coll'aggregazione* di uno o più altri Stati stranieri e colla *disgregazione* di uno o più dei membri che lo costituiscono.

Bisogna esaminare attentamente e distintamente l'una e l'altra forma di modificazione.

§ 1. — *Mutazioni per aggregazione.*

1. Ogni mutazione, che lo Stato *voglia* compiere mediante l'aggregazione di uno o più altri Stati, *può* compierla con quella massima ed illimitata libertà con cui può compiere ogni mutazione di forma di unione interna o di governo? In altri termini, il diritto internazionale deve lasciare che le aggregazioni fra gli Stati si compiano con qualsiasi mezzo, legittimo o arbitrario, o deve imporre delle condizioni a cui tutte indistintamente debbano obbedire?

Invano voi vi rivolgereste agli scrittori per avere delle norme esatte in proposito. Voi non ne trovereste uno che sod-

[1] V. Terenzio Mamiani, *D'un nuovo diritto europeo*, cap. IX, § 4.

disferebbe menomamente il vostro legittimo desiderio. Gli scrittori, dai massimi ai minimi, quando si occupano delle mutazioni della personalità dello Stato colla forma dell'aggregazione, sono esatti, sì, nel farvi l'inventario dei varî mezzi con cui tali mutazioni si compiono; ma essi non si dànno nessunissima fatica di stabilire in modo assoluto e rigoroso se codesti mezzi debbano essere legittimi o no. [1]

Gli scrittori, ad esempio, senza nessunissima ombra di pudore, comprendono nell'inventario dei mezzi, coi quali uno Stato può aggregarsene uno o più altri, anche l'abbominio della *conquista,* come non si sapesse ancora che là, dove trovi il menomo posto la conquista, vi è una flagrante violazione del diritto internazionale.

Vi parlano della *sottomissione*, ma se tale sottomissione debba essere volontaria o forzata non ve lo dicono. E, data l'ipotesi che essi volessero riferirsi alla sottomissione volontaria, chi non sa che la stessa sottomissione volontaria nessun'altra idea può implicare fuori quella della rinunzia della indipendenza di un popolo, cioè la consacrazione di quélla detestabile degradazione umana che, per quanto volontaria, da tutti si appella schiavitù?

Vi parlano dell'*incorporazione*, ma essi non vi dicono quando l'incorporazione debba essere legittima e quando no. Quindi noi abbiamo tutto il diritto di credere che, per gli scrittori, l'incorporazione di uno Stato in uno o più altri è ammissibile tanto quando si presenta colla *violenza*, quanto quando si presenta colla *libertà.*

Vi parlano qualche rara volta dei *plebisciti*, ma per discreditarli, come se l'unione fra due o più popoli, col mezzo della libera manifestazione della loro volontà, non fosse sempre da preferirsi a quella che si fonda sulla negazione di tale volontà.

A giudicare, dunque, dall'inventario fatto dagli scrittori, pare che ogni aggregazione possa compiersi con qualsiasi mezzo

[1] V. KLUBER, *Droit des gens moderne de l'Europe*, § 23. — BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, lib. II, 4. — FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte gener., lib. II, sez. 1ª, cap. V. — PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international public*, tom. I, Introduz., cap. III, n. 147.

e senza condizione veruna. Invece, secondo il diritto internazionale della ragione, perchè un'aggregazione sia ammissibile deve essere effetto non già dell'imposizione di uno o più degli Stati che debbono unirsi, ma della libertà di tutti. Come è illegittimo lo Stato che, originariamente, siasi formato contro la volontà di uno qualsiasi dei suoi membri; così deve dirsi egualmente illegittima ogni trasformazione che esso compisse coll'aggregazione violenta di qualsiasi altro Stato.

Se uno Stato non può aggregarsene altri senza la loro volontà, gli Stati che debbono essere aggregati devono essere liberi di esprimerla. Quindi, la manifestazione della volontà di quell'uno o più Stati che debbono aggregarsi ad un altro, deve sempre *precedere* non seguire l'aggregazione. Ogni manifestazione che segua e non preceda l'aggregazione, non può dirsi sempre libera e spontanea. Il più delle volte essa è forzata. Quindi l'aggregazione che segue può essere arbitraria invece che legittima.

La conseguenza, che noi caviamo da ciò, è facile ad indovinarsi. Tutte le volte che si tratti dell'aggregazione di uno o più Stati con un altro Stato, le potenze straniere hanno tutto il diritto di accertarsi della volontà di cotali Stati. « Imperocchè - diciamo col Mamiani - quando trattasi di far cessare una antica autonomia, mai non riusciranno soverchie le dimostrazioni o riprove del consentimento reciproco ed universale, come la unione si compia in effetto da entrambe le parti con la maturezza massima di deliberazione e con ogni segno e riscontro della più perfetta ed inalterabile spontaneità ».[1]

E le potenze straniere non possono accertarsi della vera volontà degli Stati che debbono aggregarsi ad un altro, in nessun altro modo che impedendo l'aggregazione, prima della più perfetta e compiuta manifestazione di quella volontà.

Quando le potenze straniere si sono veramente accertate che gli Stati, che debbono aggregarsi ad un altro, hanno manifestata una volontà perfettamente favorevole a tale aggregazione, esse hanno il dovere di permetterla e rispettarla. Ogni menomo

[1] V. Terenzio Mamiani, *Di un nuovo diritto europeo*, cap. XII, § 8.

ostacolo che si opponesse in simili circostanze sarebbe una flagrante violazione del diritto d'indipendenza.

Ma se, al contrario, si accertassero che la manifestazione della volontà di quell'uno o più Stati che si debbono aggregare ad un altro, fosse assolutamente opposta a tale aggregazione, esse, in omaggio al rispetto che debbono portare e far portare all'indipendenza di qualsiasi Stato, esse, dico, avrebbero tutto il diritto del mondo d'impedirla. Quando uno Stato si dimostri assolutamente avverso all'aggregazione con un altro Stato, esso non può, non deve essere menomamente forzato a compierla.

Le potenze straniere, che permettessero simili aggregazioni, sarebbero, se non colpevoli, sicuramente complici degli Stati colpevoli. Biasimevoli, quindi, innanzi al diritto internazionale, quanto gli Stati direttamente colpevoli.

Ma lo Stato che deve aggregarsi ad un altro come deve esprimere la sua volontà? Lo diciamo subito: con qualsiasi mezzo che pare e piace al popolo che lo compone. Il popolo si può servire del mezzo pacifico delle elezioni, se così esso crede giusto. Può anche servirsi del mezzo violento della rivoluzione, se la rivoluzione crederà indispensabile. Se un popolo è giudice supremo dei mezzi che deve adoperare per mutare la sua forma di governo, deve esserlo a più forte ragione dei mezzi, che deve adoperare quando si tratta di decidere se deve continuare ad essere uno Stato o rendersi membro di un altro Stato.

Da ciò segue ineluttabilmente che, per tutto il tempo in cui esso deve manifestare la sua suprema volontà, lo Stato che aspira alla sua aggregazione, come tutte le potenze straniere, devono osservare la più assoluta neutralità. Tale Stato, nulla deve fare, per ottenere, dai partiti che devono decidere, un risultato favorevole alla sua aggregazione. E questo tanto nel caso che il popolo decida col mezzo delle elezioni, quanto nel caso che decida col mezzo della rivoluzione.

2. Fin qui noi abbiamo parlato delle aggregazioni che si compiono tra Stato e Stato. Ci affrettiamo ora a soggiungere che, parlando di tali aggregazioni, abbiamo implicitamente parlato anche di quelle che si compiono fra uno Stato e una o più

parti di un altro Stato; delle aggregazioni cioè che si compiono per *trattati* detti *di cessione*.

Infatti, quando si dice che si ha aggregazione fra Stato e Stato? Quando i due popoli che si aggregano, costituivano, anteriormente alla aggregazione, due Stati indipendenti. Quando si dice che si ha aggregazione fra uno Stato e la parte di un altro Stato? Quando i due popoli, che si aggregano, costituivano, anteriormente all'aggregazione, uno, uno Stato indipendente, e l'altro, una parte di un altro Stato indipendente.

Ora, così nel primo come nel secondo caso, i popoli che si aggregano, nell'istante che precede l'aggregazione, costituiscono sempre due Stati perfettamente indipendenti. Il popolo che è stato parte di un altro Sta o, e non Stato indipendente, nessunissimo dovere del mondo ha di aggregarsi ad un altro Stato, senza prima avere espressa la sua volontà. Lo Stato di cui esso faceva parte nessun diritto ha di disporre di esso, senza di esso. Lo Stato, quindi, che aggregasse a sè la più piccola parte d'individui di un altro Stato, senza la libera ed espressa volontà di codesta parte d'individui, ci sia stato o no il consenso dello Stato a cui questa parte d'individui era unita, compirebbe sempre una flagrante violazione del diritto d'indipendenza dei popoli.[1] L'indipendenza non è un sacro ed inviolabile diritto soltanto quando si tratta di un aggregato di quaranta, cento milioni d'individui, ma anche per qualsiasi n mero d'individui aggregati: per un aggregato di cento milioni come per un aggregato di mille; per l'impero russo come per la repubblica di San Marino. Ciò che è violazione dell'indipendenza per un popolo di cento milioni, lo è egualmente per un popolo di mille individui. Sarebbe, ad esempio, violazione della indipendenza un'aggregazione forzata dell'Italia colla Francia, come fu del pari violazione l'aggregazione violenta dell'Alsazia-Lorena colla Germania.

Quando si tratta di popoli, non *trattati di cessioni* occorrono, ma *trattati di unione;* e questi, per aversi il pieno rico-

[1] V. GUIDO FUSINATO, *Le mutazioni territoriali*, 5; Lanciano, R. Carabba, editore, 1885.

noscimento giuridico, devono essere il prodotto della volontà dei popoli che devono costituire l'unione, non già il prodotto di volontà estranee. E prodotto di volontà estranee sarebbe quel trattato, che si stipulasse fra lo Stato che si deve aggregare una parte di popolo di un altro Stato, e questo Stato, senza il benchè menomo intervento della parte di popolo dei cui destini si tratta.

Quando si tratta, dunque, di aggregare una parte di uno Stato ad un altro Stato, essa deve essere lasciata assolutamente libera nella manifestazione della sua volontà. Essa in questo supremo momento deve essere considerata come uno Stato indipendente. Quindi ha tutto il diritto di manifestare la sua volontà, servendosi di tutti quei mezzi di cui può liberamente disporre uno Stato indipendente. Se, servendosi di qualsiasi mezzo, essa crederà opportuno manifestare una volontà favorevole all'unione collo Stato straniero, il trattato è legittimo e l'unione deve essere permessa. Ma, se la sua volontà risulti menomamente contraria, allora nessun trattato di unione del mondo può dirsi menomamente compiuto. Quindi l'unione non deve permettersi. Permettendosi, si violerebbe il diritto d'indipendenza della parte di popolo di cui si tratta, e che è sacro ed inviolabile come quello di qualsiasi popolo del mondo.

Resta, adunque, dimostrato che sono guidate dagli stessi principî di diritto così le aggregazioni tra Stati e Stati come quelle tra Stati e parti di altri Stati.

§ 2. — *Mutazioni per disgregazione.*

1. Ogni mutazione della personalità dello Stato per disgregazione deve essere ammessa come ogni mutazione legittima per aggregazione?

Non chiedete la soluzione di una sì grave quistione al diritto internazionale attuale. Esso, o si rifiuta dal darvela, dichiarando la sua incompetenza o impotenza; [1] o, dandovela, ve ne dà una inspirata, anzichè al *diritto*, all' *arbitrio*.

[1] V. PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international*, etc. vol. I, Introduz., cap. III,

Gli scrittori, infatti, son quasi unanimi nel proclamarvi che, tutte le volte che si tratti di disgregazione di un popolo da uno Stato, gli Stati stranieri devono osservare la più assoluta neutralità. [1] Così o un popolo è stato tanto *forte*, non soltanto da disgregarsi dallo Stato al quale era unito, ma anche da ridurre questo all'impotenza di aggregarselo mai più in avvenire, e allora gli Stati stranieri possono riconoscerlo come un nuovo Stato, e trattare con esso come con qualsiasi altro Stato indipendente. O un tal popolo non ha avuto tutta questa *forza* - *forza*, notate bene - e allora esso deve essere *forzatamente* obbligato ad essere *schiavo* dello Stato dal quale *vuole* assolutamente separarsi.

Sicchè ognun vede, che, secondo le idee dominanti, ogni popolo sarà indipendente o schiavo secondo che esso sia forte o debole. In altri termini, il titolo, per essere indipendente, non è il fatto di essere e volere essere un popolo, ma il fatto di essere forte. *La forza è l'indipendenza.* Ma tutto questo secondo l'*arbitrio*, non già secondo il *diritto*. Secondo il diritto là vi è e vi deve essere indipendenza dove vi è un aggregato di uomini che vogliono costituire un tutto indipendente da qualsiasi altro aggregato di uomini. Là v'è e vi dev'essere Stato dove v'è popolo. E vi è popolo là dove v'è un aggregato di uomini che vogliono costituire una unità, una personalità distinta da qualsiasi altra.

Premesso ciò, ognun vede che là dove esista uno Stato in cui gl'individui che lo compongono abbiano totalmente perduto il sentimento dell'unità, uno Stato, in cui gl' individui vivano uniti non per volontà, ma per forza; non abbiamo più un popolo, ma più popoli; non una personalità, ma più personalità. Per conseguenza là tutti i principî di giustizia e di moralità internazionale impongono che vi siano più Stati, non uno Stato. Si deve essere uno Stato non per forza di uno o più dei membri

n. 145; FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, 3ª ediz., vol. I, parte generale, lib. II, sez. 1ª, cap. II, da n. 295 a 298.

[1] V. HEFFTER, *Le droit international de l'Europe*, lib. I, § 23; BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, art. 31; CALVO, *Le droit international*, tom. I, lib. II, § 85.

che lo compongono, ma per volontà di tutti indistintamente codesti membri.

« L'unione tra gli uomini che formano una società - afferma un commentatore, di meriti spesso indiscutibilmente superiori a quelli degli scrittori di diritto internazionale da esso commentati, il Pinheiro-Ferreira - non essendo legittima se non perchè è volontaria, vi sarebbe tirannia da parte di quegli associati che volessero forzare gli altri a restarvi malgrado essi. Le società politiche sono basate sui medesimi principî che le società civili: le une come le altre ricevono la loro forza dal libero consentimento delle parti; si è lì che esse prendono la loro origine. Dal momento che questo libero consentimento viene a cessare, esse non saprebbero continuare, se non per forza, *e la forza esclude il diritto* ». [1]

Ed il Macrì, nella sua bell'opera *Teorica del diritto internazionale*, sempre sullo stesso argomento, scrive ancora:

« È mestieri riconoscere una volta, anche in diritto internazionale, che una data società civile è l'effetto del libero consentimento degli associati, e che, quando ancora un popolo si determini a separarsi dal suo antico Stato per motivi ingiusti o per erronee convinzioni, egli potrà moralmente aver torto, ma comporrà giuridicamente una nuova personalità, che avrà sempre esistenza legittima perchè fondata sul consenso, che è il titolo del vecchio come del nuovo Stato. Il fatto giuridico, dunque, trova la sua giustificazione nella volontà dei soci e nella forza delle cose, ed armonizza qui, come sempre, colle regole fondamentali della giustizia assoluta ». [2]

Dove l'unica ragione dell'esistenza di uno Stato sia la forza di uno o più dei suoi membri e non la volontà di tutti codesti membri, là abbiamo lo Stato arbitrario, lo Stato in aperta ribellione coi principî più elementari del diritto internazionale, non lo Stato legittimo. Là abbiamo non una società politica di uomini

[1] Pinheiro-Ferreira citato dal Pradier-Fodéré nel suo *Traité de droit international*, tom. II, part. I, cap. v, n. 861.

[2] V. Giacomo Macrì, *Teorica del diritto internazionale*, vol. I, titolo I, § 12, p. 78, Messina, 1883.

liberi, ma l'imposizione di un popolo sopra un altro popolo; padroni e schiavi, oppressori ed oppressi, violatori del diritto internazionale e vittime delle violazioni del diritto internazionale.

Ora tutto questo non deve essere mai ed in nessun luogo ammesso. Per ogni aggregato di esseri umani che, con tutti i mezzi, dimostri la ferma e permanente volontà di costituire una personalità internazionale distinta e indipendente da qualsiasi altro aggregato di esseri umani; eternamente sacro ed inviolabile deve essere il diritto dell'indipendenza. Se esso, quindi, è nel pieno godimento di un tal diritto, deve essere rispettato da tutte le potenze del mondo. Se non lo è ancora, perchè dipendente da uno Stato, costituisca, separato da questo, un piccolo o un grande Stato, esso è sempre nel pieno ed assoluto diritto di esserlo, servendosi di tutti quei mezzi che crederà opportuni per conseguire il suo santo e giusto scopo.

A noi qui non par vero di poter citare, in favore dell'opinione che sosteniamo, l'autorità di uno scrittore, le cui teorie siamo obbligati a combattere continuamente, dove le troviamo violatrici dei sacri diritti d'indipendenza dei popoli. Noi intendiamo parlare di Bluntschli.

« Un popolo, che ha coscienza di sè medesimo e che si sente una vocazione politica, ha il bisogno naturale di trovare in uno Stato la manifestazione attiva del suo essere. Se esso è abbastanza forte per soddisfare questa tendenza, *esso ha il diritto naturale di formare uno Stato.* I diritti del principe o dei membri isolati della nazione non hanno che una importanza subordinata davanti al diritto supremo del popolo intiero di *esistere* e di *svilupparsi.* Perchè l'umanità compia i suoi destini, bisogna che i popoli che la compongono possano compiere i loro; perchè i popoli vivano, bisogna, secondo l'espressione del principe di Bismarck, che essi possano respirare e muovere le loro membra. Di lì il diritto sacro dei popoli di darsi degli organi della loro vita e della loro azione: diritto santo tra tutti gli altri, un solo eccettuato che li abbraccia e li fonde tutti, quello dell'umanità ». [1]

[1] Bluntschli, *Théorie générale de l'État*, seconda edizione tradotta in francese da M. Armand de Riedmatten, lib. II, cap. IV.

2. Ed in ogni popolo, fermamente deciso ad essere Stato e non membro di uno Stato, non esiste soltanto il diritto di affermare colle esclusive sue forze la personalità internazionale, contro quello Stato che gliela nega, col fatto di tenerlo forzatamente unito a sè: esiste anche il diritto di chiedere l'aiuto delle potenze straniere, quando queste siano disposte a concederlo. Nessun popolo del mondo potrebbe mai affermare la sua personalità internazionale, se si ammettesse l'egoistico ed antigiuridico principio che questa personalità dovesse essere l'effetto della forza esclusiva di un popolo, senza il benchè menomo soccorso da parte degli altri. Se la personalità internazionale dovesse essere il prodotto delle forze esclusive di un popolo, allora moltissimi popoli che attualmente la godono, non avrebbero dovuto goderla, e moltissimi altri che ancor non la godono, non dovrebbero goderla mai. Gli Stati-Uniti di America, ad esempio, avrebbero dovuto essere ancora schiavi dell'Inghilterra; il Belgio dell'Olanda; la Grecia, la Rumania, la Serbia, la Bulgaria, il Montenegro, tutti schiavi della Turchia europea; l'Italia dell'Austria. La Polonia, poi, dovrebbe essere eternamente schiava dei popoli che continuano a dominarla. La Bosnia e l'Erzegovina dovrebbero essere eternamente schiave dell'Austria.

Dovunque esista un popolo forzatamente obbligato ad essere membro di uno Stato, e non Stato, schiavo e non indipendente, là abbiamo la più flagrante violazione del diritto internazionale, che vuole i popoli, tutti, indistintamente, Stati e non membri di Stati; indipendenti e non schiavi gli uni degli altri. Or dove v'è violazione del diritto internazionale, tutti gli Stati hanno assoluto non solo il diritto, ma anche il dovere di accorrere per distruggerla, perchè ogni violazione del diritto internazionale non è un male che colpisce soltanto il popolo che è direttamente vittima, ma tutti i popoli della terra. È assolutamente indispensabile la neutralità delle potenze straniere, quando si tratta di avvenimenti di ordine costituzionale, non già quando si tratta di avvenimenti di ordine internazionale. *Colla lotta che i membri di uno Stato impegnano per decidere se debbano continuare a vivere politicamente uniti o no, essi mettono in quistione non già il patto di costituzione, ma il patto di unione.*

In questi casi, adunque, le potenze straniere devono coscienziosamente accertare se il popolo insorto contro lo Stato al quale è soggetto sia fermamente deciso o no a voler costituire uno Stato indipendente. E ciò non possono accertarlo in altro modo che interrogando la volontà del popolo stesso. In primo luogo, quindi, devono far cessare la lotta impegnata fra lo Stato e il popolo insorto contro di esso. Fatta cessare la lotta, sono assolutamente obbligate a mettere il popolo insorto nella condizione di esprimere liberamente e senza paura la sua volontà. E questo non può essere fatto in altro modo, che separandolo completamente dall'antico Stato e rendendolo padrone di sè stesso. Messo in questa legittima condizione, bisogna aspettare che esso manifesti la sua sovrana volontà, servendosi di tutti quei mezzi che esso, esclusivamente esso, crederà opportuni. Manifestata la sua volontà, se questa risulti favorevole all'unione col vecchio Stato, allora le potenze straniere devono lasciarla ristabilire liberamente. Ma se quella volontà risulta favorevole alla formazione di un nuovo Stato indipendente, allora le potenze straniere devono riconoscere e far riconoscere il popolo insorto come uno Stato perfettamente indipendente.

3. Moltissimi scrittori negano in uno o più membri dello Stato il diritto di disgregarsi, perchè, diversamente, nessuno Stato sarebbe menomamente duraturo. Secondo essi, gli Stati devono essere eternamente indissolubili.

L'errore enorme di codesti scrittori sta nel credere indispensabile l'indissolubilità degli Stati. Ora ammettere ciò è ammettere un principio apertamente contrario e alla natura delle cose umane e al diritto internazionale. L'indissolubilità degli Stati è contraria alla natura delle cose umane, perchè gli Stati, dacchè il mondo è mondo, si sono sempre disciolti e rimpastati e seguiranno sempre a disciogliersi e a rimpastarsi. Se gli Stati fossero naturalmente indissolubili, nel presente dovremmo avere ancora quello stesso numero di Stati che furono nel passato. E nell'avvenire non vi dovrebbe essere altro numero di Stati che quello medesimo esistente al presente. Lo Stato di Alessandro Magno, lo Stato di Roma, lo Stato di Carlo Magno,

lo Stato di Carlo V, di Filippo II, di Luigi XIV, di Napoleone I, e tutti gli Stati fondati dalla Santa Alleanza, dovrebbero esistere nei nostri tempi come esistettero ai tempi dei loro fondatori.

Ma la realtà del passato e del presente è tutt'altra cosa che l'indissolubilità degli Stati. [1] Essa ci dimostra luminosamente, che la disgregazione degli Stati in tutti i tempi ed in tutti luoghi è stata sempre un fatto costante. La realtà dell'avvenire poi dirà se e quanti Stati del presente saranno indissolubili. La realtà dell'avvenire dirà se i grandi Stati del presente, buoni ad annientare la libertà delle varie loro parti, saranno indissolubili, o disciolti in tanti piccoli Stati, quanti ne esigerà l'assoluto bisogno della libertà delle parti dei grandi Stati del presente.

Ma non perchè gli Stati del passato non sono stati sempre indissolubili, non perchè crediamo impossibile l'indissolubilità degli Stati presenti e di quelli dell'avvenire, noi combattiamo l'indissolubilità dei medesimi. La combattiamo, invece, perchè essa è contraria, oltre che alla natura delle cose umane, anche al diritto e alla morale internazionale.

Negate nei membri costituenti lo Stato il diritto di disgregazione, e voi non fate altro che autorizzare e legalizzare tutte le più flagranti violazioni che lo Stato vorrà compiere contro i diritti più sacri di qualsiasi suo membro. Lo Stato, quando sa che tutti i membri che lo compongono dovranno essere eternamente legati ad esso, qualunque sia per essere il modo con cui li tratterà, buono o cattivo, giusto o ingiusto, liberale o despotico, reputerà lecito commettere ogni violazione contro i diritti più sacri e più inviolabili di essi. Se i governi assoluti sono il flagello dei popoli che hanno la vigliaccheria di tollerarli, credete a noi, ciò non accade per nessuna altra ragione che per quella

[1] « La permanenza - scrive con profonda verità il Lorimer – è uno scopo che la natura ha interdetto all'umanità e che alcuna combinazione di forze umane giammai perverrà a raggiungere. *La storia degli Stati non è una storia di accomodamenti immutabili, e, a questo riguardo, fintanto che gli Stati si comporranno di elementi umani, l'avvenire non differirà dal passato* ». *Principes de droit international*, traduzione dall'inglese per Ernest Nys. Bruxelles, 1885. lib. V, cap. II, p. 292.

di considerarsi non gli eletti dal popolo, ma gli eletti da Dio. Non è così dei governi rappresentativi. Questi sanno che il loro mandato non è che una concessione del popolo. Questi sanno che se non fanno il loro dovere, il popolo è sempre pronto a togliere il mandato ad essi concesso. Quindi, se vogliono, essi, conservare il mandato di governatori, si reputano assolutamente obbligati a fare il loro dovere.

Ancora. Se presso i popoli in cui non è ammesso il divorzio, l'uno dei membri costituenti la società coniugale si crede lecito di violare i diritti inerenti alla esistenza e alla dignità dell'altro membro, ciò non accade per altra ragione che per la mancanza appunto della legittimità del divorzio. Nei paesi in cui esiste il divorzio, invece, l'un dei membri costituenti la società coniugale sa che compiendo certi atti contro i diritti dell'altro, dà a quest'ultimo il diritto di separarsi per sempre da lui. Quindi, se vorrà vivere eternamente unito coll'altro, dovrà adempiere scrupolosamente tutti i doveri della vita coniugale.

Ora come, per l'assoluto rispetto che si deve alla sovranità dei popoli, il diritto costituzionale considera i governi revocabili e non immutabili; come, per il rispetto dei diritti dei membri di ogni società matrimoniale, il vero diritto civile ammette il divorzio e non l'indissolubilità; così, per il rispetto che si deve ai diritti di tutti indistintamente i membri che compongono ogni Stato, il diritto internazionale è assolutamente obbligato a riconoscere in essi il diritto di separazione. Il diritto internazionale non deve, non può essere più despotico e da meno del diritto costituzionale e del diritto civile. Il diritto internazionale non deve e non può esistere per far perdere i diritti di libertà e d'indipendenza a tutti quegli aggregati di uomini che entrano a far parte di uno Stato, ma per garentirli. E nessun mezzo più giusto per garantirli, di quello di riconoscere in essi il diritto di disgregazione.

Certamente noi qui non vorremo sostenere che, per ogni menomo pretesto, ed in ogni menoma occasione, uno dei membri costituenti lo Stato avesse sempre il diritto di disgregarsi. Ma quando si tratta di motivi serî e legittimi, quando per poter

godere più sicuramente i diritti inerenti alla esistenza di ogni aggregato di uomini, non c'è altra via, non c'è altro rimedio che la disgregazione dallo Stato di cui si sia membro, allora la disgregazione è l'atto più giusto e più santo del mondo, che, lungi dal combattere, si deve riconoscere e garentire. Atti giusti e santi, perciò, noi appelliamo la disgregazione dei Paesi Bassi dalla Spagna, la disgregazione del Portogallo dalla stessa Spagna, la disgregazione degli Stati-Uniti di America dall' Inghilterra, la disgregazione dei popoli dell' America meridionale dalla Spagna, la disgregazione della Grecia dalla Turchia europea, la disgregazione del Belgio dall'Olanda, la disgregazione della Bulgaria, della Serbia, del Montenegro e della Rumania dalla Turchia europea. Atti giusti e santi noi appelliamo i tentativi di disgregazione fatti dall' Ungheria contro l'Austria, dalla Polonia contro i suoi barbari oppressori, dagli Stati dell' America del Sud contro gli Stati dell' America del Nord, ed abortiti in omaggio ad un principio che l'ipocrisia e la malignità chiama *non-intervento*, [1] ed invece non è che *egoismo*. Atti giusti e santi noi appelleremo tutte le disgregazioni che i popoli oppressi, sia colle loro esclusive forze, sia coll' aiuto delle potenze straniere, compiranno contro gli Stati oppressori. E noi qui ci reputiamo ancora fortunatissimi pel fatto che un' altra volta ancora possiamo citare a favore della nostra opinione l'autorità del Bluntschli.

« In principio - afferma il Bluntschli - la parte non ha il diritto di rivoltarsi contro il tutto e di separarsene violentemente. L'esempio di parecchi tentativi separatisti ingiustificati ed infelici comandava qui una estrema prudenza. *Vi sono intanto delle separazioni, la cui legittimità non potrebbe essere messa in dubbio. Ricordiamo l'indipendenza dei Paesi Bassi, quella degli Stati liberi dell'America del Nord (1776), la liberazione della Grecia dal giogo dei Turchi. Il principio dunque soffre qualche eccezione che si potrebbe formulare in questo modo; la parte si separa legittimamente quando i suoi interessi*

[1] V. EDUARDO CIMBALI, *Il non-intervento*, studio di diritto internazionale universale, lib. I, II, V, Roma, Fratelli Bocca editori, 1889.

maggiori e permanenti non sono nè protetti nè soddisfatti nel tutto, e dessa medesima è capace di una vita indipendente. La necessità, la sofferenza insopportabile, possono dunque sole legittimare la divisione; e la forza morale che si afferma nella lotta per l'indipendenza e trionfa di tutti gli ostacoli, dà solo il diritto di farsi riconoscere come uno Stato nuovo. La separazione è allora approvata dal tribunale della storia. [1]

E il Mamiani, ad eterno conforto dei popoli, prima del Bluntschli, aveva affermato ancora:

« *A noi sembra, che quando delle parti della nazione talune soverchiassero le altre di guisa che non pure fosse spezzata la comunanza delle leggi e la reciprocazione continua dei beni, ma qualcheduno dei diritti essenziali e fondamentali dell'essere umano ne rimanesse violato e distrutto; nè a ciò fosse altra riparazione e difesa eccetto che lo staccarsi dalla patria comune, ci sembra, noi replichiamo, che in siffatta estremità sia lecito lo smembramento e lecito il procurarlo eziandio colla forza* ». [2]

4. Ma obbiettano i signori Funck-Brentano e Sorel, e con essi moltissimi altri scrittori di diritto internazionale. [3] « Se gli abitanti di un territorio potessero formarsi in corpo di nazione e pronunciare essi medesimi la loro separazione dallo Stato di cui fanno parte, non vi sarebbero più Stati costituiti: il diritto pubblico condurrebbe all'anarchia, il diritto delle genti alla guerra, e non vi sarebbe altro principio di relazione tra i governi e i popoli che quello della forza brutale ». [4]

Sì, è vero, ammettiamo pienamente che riconoscendo nei membri dello Stato il diritto di separazione, non vi sarebbero più Stati costituiti. Ma quali Stati? Tutti indistintamente gli Stati? No: gli Stati *arbitrari*, i soli Stati arbitrarî, gli Stati in

[1] V. Bluntschli, *Théorie générale de l'État*, tradotta in francese da M. Armand De Riedmatten, 2ª ediz., lib. IV, cap. III.

[2] V. Terenzio Mamiani, *Dell'ottima congregazione umana e del principio di nazionalità*, § 7, n. 39.

[3] Vedi fra gli altri: Fiore, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte gener., lib. II, sez. 1ª, cap. I, 286, pp. 187, 188. — Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, etc., vol. II, parte I, cap. V, n. 861, pp. 423 e seg.

[4] V. Funck-Brentano e Sorel, *Précis, du droit des gens*, lib. I, capitolo VIII, § 7.

cui vi sono popoli oppressi e popoli oppressori, popoli violatori del diritto internazionale e popoli vittime di tali violazioni. Gli Stati *legittimi*, gli Stati in cui i membri che li compongono vivono uniti per volontà propria e non per imposizione altrui, codesti Stati saranno per sempre costituiti. Contro codesti Stati nessun loro membro penserà mai a ribellarsi menomamente. Ribellandosi contro codesti Stati, i membri che li compongono non farebbero che ribellarsi contro sè stessi. Ora ciò è assurdo ed inconcepibile. La Lombardia e la Venezia si ribellavano perpetuamente contro lo Stato austriaco, perchè codesto Stato non era lo Stato della loro volontà, ma lo Stato dell'altrui imposizione. Contro lo Stato italiano esse non posson pensare a ribellarsi, perchè lo Stato italiano è lo Stato della loro volontà, non già lo Stato dell'altrui arbitrio.

Ora se è assolutamente indiscutibile, che, riconoscendo nei membri dello Stato il diritto di separazione, i soli Stati arbitrarî non sarebbero più costituiti, come non chiamare giusto e santo il diritto di separazione che alla libera esistenza degli Stati arbitrarî si opporrebbe? Secondo il diritto internazionale non l'esistenza di qualsiasi Stato costituito è ammessa, ma dei soli Stati costituiti *legittimamente*. Per esso, dunque, è un gran trionfo tutte le volte, che, colla disgregazione di uno o più dei membri costituenti uno Stato, si venga ad abolire uno Stato arbitrario.

I signori Funck-Brentano e Sorel ci hanno detto, che, col diritto di separazione nei membri dello Stato, *il diritto pubblico condurrebbe all'anarchia.*

Sì, anche questo è vero, e noi lo ammettiamo pienamente. Ma questo dove è che si verifica? In tutti gli Stati forse? No: è negli Stati arbitrarî, negli Stati in cui i membri che li compongono, essendo uniti per imposizione altrui e non per volontà propria, lottano incessantemente per rivendicare l'indipendenza perduta; non già negli Stati legittimi, negli Stati in cui i membri che li compongono, essendo uniti per volontà propria e non per arbitrio altrui, pensano a migliorare e perfezionare sempre più il loro ordinamento interno. Il diritto pubblico è l'anarchia per-

manente nello Stato arbitrario della Turchia europea, non già nello Stato legittimo d'Italia.

Col diritto di separazione nei membri dello Stato, il diritto *delle genti* – ci hanno detto ancora i signori Funck-Brentano e Sorel – condurrebbe *alla guerra*, e non si avrebbe altro principio di relazione tra i governi ed i popoli che quello della *forza brutale*.

Sì, anche questo è indubitato: ma questo presso gli Stati fondati dalla guerra, non presso gli Stati fondati dalla pace: presso gli Stati in cui i governi sono imposizione dell'arbitrio straniero, non già presso gli Stati in cui i governi sono espressione della volontà degli individui che li compongono.

Cosa strana e rattristante! Chiedete agli scrittori di diritto internazionale se uno Stato in certi dati ed eccezionali momenti abbia o no il diritto di *cedere* uno dei suoi membri ad un qualsiasi altro Stato, e voi vedrete che essi, quasi unanimemente vi rispondono che sì. Chiedete al contrario se in altri dati ed eccezionali momenti un membro dello Stato abbia o no il diritto di disgregarsi da questo, ed essi vi rispondono che no. Dunque, secondo gli scrittori, uno Stato, sì, è padronissimo di disporre degli individui umani che lo compongono come di una merce qualsiasi. Un gruppo qualsiasi di questi individui, viceversa, poi, non deve aver nessun diritto di disporre di sè come persona umana. Lo Stato per salvar sè stesso può render schiavo uno aggregato di creature umane: un aggregato di creature umane, per salvare sè stesso, non può, non deve disgregarsi dallo Stato al quale è unito. Ma tutto questo è iniquo. Ogni aggregato di creature umane non entra nello Stato per mettersi a disposizione di esso, ma per ottenere giustizia e libertà. Se lo Stato gli assicura la realizzazione di questi beni, è giusto, è doveroso che quello si conservi come suo membro. Ma se questi beni non potrà ottener mai ed in verun modo, non c'è nessuna ragione del mondo perchè debba mantenersi legato.

Il torto grande degli scrittori si è quello di credere, che sia soltanto lo Stato quello che possa trovarsi in certi dati ed eccezionali momenti che gli rendono indispensabile non la *cessione*,

come arbitrariamente e mercantilmente si dice, ma la *separazione* da uno qualsiasi dei gruppi d'individui che lo compongono. Essi non si curano di riflettere che anche per i gruppi d'individui componenti lo Stato possono esserci dei momenti in cui la loro indipendenza e la loro vita non trovano altra via di salvezza che nella separazione. Se avessero pensato anche a questo, che è cosa molto più frequente nella vita degli Stati, essi non avrebbero ammesso nello Stato il diritto di mercanteggiare uno qualsiasi dei suoi membri, e negato a questi membri il diritto di separazione. Essi avrebbero riconosciuta la separazione come un diritto eguale per tutti, per lo Stato contro uno qualsiasi dei suoi membri, e per i suoi membri contro lo Stato. Alla fine non è lo Stato che dà origine e mantiene in vita gli aggregati d'individui che lo compongono: sono gli aggregati di individui che danno origine e mantengono in vita lo Stato. Dunque la giustizia e la morale impongono che, in certe supreme circostanze, è lo Stato quello che deve sacrificarsi ai gruppi d'individui che lo compongono, non già questi a quello.

5. Alcuni negano nei membri dello Stato il diritto di separazione perchè in tali questioni è la maggioranza quella che decide, non tutta una popolazione che si deve disgregare da uno Stato. Ora, secondo loro, la maggioranza non ha il diritto d'imporsi alla minoranza.[1]

Chiedete a codesti scrittori se il sistema della maggioranza sia giusto o no per mutare una forma di governo, ed essi vedrete che vi rispondono affermativamente. Ed è naturale, perchè diversamente nessuna mutazione di forma di governo del mondo sarebbe possibile e realizzabile. Ora io non so, perchè lo stesso sistema, mentre è considerato giusto per le mutazioni della forma di governo, debba essere considerato ingiusto quando si tratta dell'atto più importante che in questo mondo possa

[1] « Su quali ragioni bisogna fondarsi - chiede il LIEBER - per dimostrare che una semplice maggioranza di uomini di una certa età possa decidere della nazionalità di tutti compresavi la minoranza che si può supporre considerevole ? » *De la valeur des plébiscites dans le droit international* nella *Revue de droit international*, tom. III, 1871, pp. 139 e seg.

compiere un aggregato di creature umane: l'atto di decidere se si debba essere membro di uno Stato o Stato.

6. Taluni altri scrittori negano nei membri dello Stato il diritto di separazione, perchè secondo essi la generazione presente degl'individui, componenti una data popolazione, non ha diritto di disporre delle generazioni future.[1]

La risposta è facilissima. Le generazioni future in forza dei loro innati ed esclusivi diritti di libertà e d'indipendenza nessun obbligo hanno di rispettare l'opera delle generazioni passate. Esse la rispettano se la trovano conforme ai loro diritti personali. La distruggono se la trovano menomamente violatrice dei medesimi diritti. Gli occhi delle generazioni passate non potranno mai vedere i bisogni delle generazioni future. Una generazione non può riconoscere che i proprî esclusivi bisogni. Quindi tutto ciò che essa decide di fare, si deve intendere che lo decide per soddisfare i proprî bisogni, non già quelli delle generazioni future. Può darsi benissimo che una decisione delle generazioni passate sia anche adatta a soddisfare i bisogni delle generazioni future. Ma può anche darsi il caso opposto. Ed allora non è giusto che le generazioni future accettino quello stato di cose deciso dalle generazioni passate. Se una generazione ha trovato conforme ai suoi interessi l'unione politica con un aggregato d'individui, io non so perchè le generazioni future trovando una tale unione contraria ai loro interessi, alla loro indipendenza, alla loro vita, debbano essere obbligate a mantenerla. Se in materia di aggregazione e di disgregazione tutte le generazioni future di un popolo fossero obbligate a pensarla come le generazioni passate, noi dovremmo ammettere che un popolo per tutto il tempo della sua esistenza dovesse vivere o eternamente separato o unito a qualsiasi altro popolo. Ma in quale storia del mondo si è verificata una tale ipotesi?

[1] « Chi ha stabilito - chiede il citato LIEBER - in una materia così elementare, il diritto dei viventi a decidere della nazionalità delle generazioni da venire? » *De la valeur des plébiscites dans le droit international* nella *Revue de droit international*, tom. III, 1871, pp. 139 e seg.

« O voi ammettete negli uomini diritti ingeniti, imprescrittibili ed inalienabili, i quali altro non sono che conseguenze dei loro doveri - scrive G. D. Romagnosi - o no. Se li ammettete, dunque, dovete ammettere che ogni generazione li porta con sè autenticati dalla mano della natura, dimodochè niuno può avere diritto nè di toglierli, nè di scemarli. Qual' è la conseguenza che ne viene? Che *quel che fecero i miei antenati era e fu così personale ad essi, che con tutti i loro accordi non poterono nè togliere nè scemare le mie competenze, come io prima di nascere non poteva scemare o togliere le loro.*

« *Dunque l'ordine sociale non esiste, non vige e non ha forza che in virtù del fatto e della volontà della* GENERAZIONE VIVENTE *e giusta le esigenze della* GENERAZIONE VIVENTE. *Dunque un patto originario positivo è una chimera ed un controsenso, ed anzi una sovversione d'ogni legge morale, allorchè questo patto originario venga assunto come vincolo per legare le generazioni successive. Eccoci, dunque, ridotti ad una legge naturale di socialità tanto pieghevole, quanto varie sono le necessarie esigenze delle diverse età e della diversa fortuna delle popolazioni.*

« Che se poi mi negate l'esistenza dei diritti ingeniti che debbo esercitare giusta il bisogno, allora lasciate di parlarmi di ragione e di legge, e fate valere la forza sola, onde così perpetuare uno stato di fatto avventurato a tutte le sbrigliate passioni, a guisa dei bruti ». [1]

[1] G. D. ROMAGNOSI, *Istituzioni di civile filosofia, ossia di giurisprudenza teorica*, parte I, lib. IV, cap. I, IV.

LIBRO QUINTO.

EFFETTI DELLE MUTAZIONI DELLO STATO

CAPITOLO I.

Effetti delle mutazioni della forma dello Stato.

1. In tanto i rapporti di uno Stato, con tutti gli altri in generale e con taluni altri in particolare, vengono alterati, in quanto lo Stato viene a mutare di *personalità.*

Or la sua personalità non è mutata tutte le volte che muti soltanto di *forma.*

Lo Stato che da *unitario* si trasforma in Stato *federale* o in Stato *a unione reale* e viceversa, all'indomani della sua trasformazione, è, nei rapporti internazionali, quella medesima e precisa personalità che era il giorno antecedente. Col mutar di forma lo Stato non compie nè un'aggregazione con uno o più altri Stati, nè una disgregazione di un qualsiasi suo membro. Esso trasforma il vincolo politico che tiene uniti gli stessi membri che l'hanno sempre costituito. Or quando uno Stato continua ad essere costituito dagli stessi membri che l'hanno costituito pel passato, qualunque sia per essere la trasformazione del vincolo che tiene uniti cotesti suoi membri, è sempre e perfettamente la medesima personalità internazionale.

2. La conseguenza di tutto ciò è che lo Stato, mutando di forma, nè perde diritti nè viene sciolto da doveri internazionali. Esso, all'indomani della mutazione della sua forma, ha gli

stessi diritti e doveri internazionali che aveva il giorno antecedente. Guai se l'effetto di ogni mutazione della forma dello Stato dovesse esser quello di far perdere allo Stato un menomo suo diritto o di scioglierlo dal menomo suo dovere internazionale! Nel primo caso nessuna mutazione di forma di Stato sarebbe più possibile. Nel secondo, al contrario, le mutazioni delle forme dello Stato sarebbero permanenti. Ed è naturale. Qual sistema infatti vi sarebbe più comodo, per uno Stato che volesse liberarsi da' suoi impegni verso gli altri Stati, di quello di mutar forma?

Capitolo II.

Effetti delle mutazioni della forma di governo.

1. Nè la personalità dello Stato può dirsi mutata col mutare che lo Stato faccia della sua forma di governo. Qualunque sia per essere la forma di governo che uno Stato potrà eleggersi, esso sarà sempre la medesima personalità internazionale tutte le volte che non compia nè un' aggregazione di altri Stati nè una disgregazione di alcun suo membro. Lo Stato col mutar di governo muta di rappresentante, non di personalità. Sia il governo di uno Stato despotico o liberale, monarchico o repubblicano, esso sarà sempre rappresentante dello identico Stato. Come un privato cittadino qualsiasi non cessa di essere lo stesso privato cittadino col fatto di cambiare le persone che gli amministrano i proprî beni; come un Municipio non cessa un solo istante di essere lo stesso Municipio col fatto di cambiar sindaco; come un'associazione privata o pubblica qualsiasi non cessa mai di essere la medesima associazione per cambiar che faccia di direttori; così lo Stato non cessa mai di essere il medesimo Stato pel fatto naturale e semplice di mutar governo.

Mutar governo non è perdere o acquistare un diritto, ma esercitare un diritto. Quindi lo Stato, ad ogni mutazione di

governo che faccia, deve essere considerato, nei rapporti cogli altri Stati, coi medesimi diritti e doveri con cui lo si considerava prima della mutazione detta. Sarebbe una grande ingiustizia, in tal caso, dispensarlo dagli obblighi, e ingiustizia più grande ancora privarlo dei diritti internazionali che aveva prima delle sue mutazioni. È colla morte che lo Stato, come ogni uomo, perde i diritti e i doveri inerenti alla esistenza di qualsiasi persona umana, non già col cambiar sistema di vita.

E, quando parlo di diritti e doveri, non intendo parlare soltanto dei diritti e doveri naturali, dei diritti e doveri che ogni Stato possiede per il semplice fatto della sua esistenza, dei diritti e doveri generali, dei diritti e doveri che ha innanzi a tutti gli Stati del mondo; ma anche dei diritti e doveri convenzionali, dei diritti e doveri prodotti da trattati, dei diritti e doveri speciali, dei diritti e doveri verso gli Stati coi quali ha debitamente contrattato.

2. In forza dei diritti naturali, che si posseggono sotto qualsiasi forma di governo, e non in una data forma di governo, uno Stato, sia che muti, sia che abbia mutato governo, ha diritto di pretendere, da parte di tutti gli altri Stati, quello stesso rispetto che aveva diritto di pretendere prima di aver mutato governo. Ma esso deve rispettare i diritti naturali degli altri Stati: e ciò non soltanto sotto una data forma, ma in tutte le forme di governo.

In forza dei diritti convenzionali, acquisiti sotto una data forma di governo, lo Stato, poi, ha diritto di goderne gli effetti ed i vantaggi sotto qualsiasi altra forma di governo crederà lecito assumere. Se uno Stato, sotto la repubblica, ha, con trattati, concesso un credito ad un dato altro Stato, sarebbe ridicolo ammettere che trasformandosi in monarchia dovesse perdere il diritto di quel suo credito. Se sotto la repubblica uno Stato, in forza di trattati, avesse acquistato un diritto di proprietà sul territorio di un altro Stato, sarebbe egualmente ridicolo che, trasformandosi in monarchia, dovesse perdere un tal diritto.

Ma dall'altro canto lo Stato, mutando forma di governo, è assolutamente *obbligato* a rispettare i diritti acquisiti su di

esso, da parte degli altri Stati, sotto vecchie forme di governo. Se esso, sotto la repubblica, ha contratto dei debiti con un altro Stato, trasformandosi in monarchia non viene menomamente sciolto dall'obbligo di pagarli. Se colla semplice mutazione della forma di governo gli Stati debitori potessero liberarsi dall'obbligo di soddisfare i loro impegni, essi nell'istante di doverli soddisfare non avrebbero altra occupazione che quella di mutar forma di governo. Se uno Stato, mediante pubblici trattati, ha venduto ad uno o più altri Stati parte delle sue terre, esso, mutando forma di governo, è assolutamente obbligato a rispettare tali atti. Non vi sarebbe nulla di stabile fra gli Stati, se gli atti compiuti dai loro governi non dovessero avere effetto che pel solo tempo in cui durassero i governi sotto i quali sieno stati compiuti.

3. Ma *tutti* gli atti compiuti da uno Stato sotto un anteriore governo obbligano i governi posteriori? Un governo successore, in altri termini, deve rispettare *sempre* gli atti, *internazionali* s'intende, compiuti dal governo anteriore? Per noi è assolutamente impossibile dare alcuna risposta sull'argomento, senza prima fare alcune importanti e necessarie distinzioni.

In primo luogo bisogna distinguere se il governo, che ha compiuti certi atti, sia stato o no conforme al diritto internazionale. *E sono governi conformi al diritto internazionale quelli, esclusivamente quelli che si fondano sulla libera volontà degli individui che compongono gli Stati da essi rappresentati.*

Quando il governo è conforme al diritto internazionale, perchè gli atti compiuti da esso, nei rapporti cogli altri Stati, obblighino sè ed i suoi successori, è assolutamente indispensabile che non siano contrarî ai diritti innati di indipendenza e di libertà dello Stato. Un governo, per quanto legittimo possa essere, non può avere avuto mai il mandato di rovinare lo Stato con trattati contrarî ai diritti innati dello Stato stesso. Verso trattati siffatti, quindi, non soltanto i governi successori, ma nemmeno quelli che li stipularono direttamente possono dirsi menomamente obbligati.

Un trattato, che obblighi lo Stato a non mutar mai la propria forma di governo o a non far nell'interno del suo territorio

nessuno di tutti quegli atti che possano farlo progredire e perfezionare; un trattato che obblighi lo Stato a non tenere nei rapporti internazionali altra condotta che quella impostagli da uno o più altri Stati, senza il benchè menomo diritto di giudicare mai se essa sia conforme o no ai principî di diritto internazionale, ai suoi legittimi interessi, alla sua indipendenza, alla sua vita: ecco degli esempî di trattati che devono considerarsi sempre contrari ai diritti innati d'indipendenza degli Stati, ed incapaci quindi di produrre obblighi di sorta.

Ma il governo di uno Stato può essere stato una flagrante violazione del diritto internazionale. In quest'ultimo caso, gli atti compiuti dal governo non possono, non devono reputarsi come atti compiuti dallo Stato. No, non possono, non devono reputarsi atti di uno Stato quelli compiuti da un governo che è stato non il suo rappresentante, ma il suo oppressore. Essi sono atti di un governo assolutamente straniero, atti di un governo usurpatore. E qui ci è d'immenso conforto il potere invocare in favore della nostra teoria l'autorità dell'immortale fondatore del diritto delle genti, l'autorità di Ugone Grozio.

« Per ciò che riguarda i contratti di un USURPATORE – scrive il gran maestro – nè il popolo, nè il re legittimo sono obbligati a mantenerli, perchè l'usurpatore non aveva alcun diritto di mettere il popolo in un qualsiasi impegno ». [1]

Ferdinando VII, re di Spagna, giustamente, in una lettera di gabinetto scritta nel giugno del 1817, dichiarava nulli i pagamenti fatti al governo di re Giuseppe per i beni ecclesiastici venduti sotto il regno di re Carlo IV. Il governo di re Giuseppe fu in Spagna un governo straniero, un governo usurpatore, non un governo spagnuolo, un governo legittimo. L'elettore di Assia ed il duca di Brunswick, giustamente rifiutarono di riconoscere l'alienazione dei beni pubblici fatta nei loro rispettivi territorî, dal governo usurpatore de' Francesi. E ci sorprende il sentire esclamare il Bluntschli che in tale atto, come in un altro ana-

[1] V. UGONE GROZIO, *Le droit de la guerre et de la paix*. tradotto in francese da BARBEYRAC, vol. I, lib. II, cap. XV, § 4.

logo del re di Sardegna-Piemonte, *si debba vedere non già la espressione di un principio di diritto, ma il capriccio di dinastie ridicole.* [1]

Ogni governo legittimo che succede ad un governo arbitrario è anche in diritto di rifiutarsi a riparare le offese e i danni che quest'ultimo, durante la sua oppressione, avrà potuto compiere contro gli altri Stati. Uno Stato è degli atti dei governi che lo rappresentano che deve rispondere, non degli arbitrî dei governi che l'opprimono. [2]

4. Scrive il Wheaton,[3] ed il Calvo ripete:

« In realtà e' bisogna ammettere che vi sono certi cangiamenti nella costituzione interna di uno Stato o nella dinastia regnante o nella persona del sovrano, i quali possono produrre l'annullamento di trattati contratti da questo con altri Stati. L'obbligazione de' trattati con qualunque nome la si indichi è fondata non solamente sul contratto istesso, ma anche sulle vicendevoli attinenze tra le parti contraenti; attinenze che le hanno costrette ad assumere certi obblighi l'una a fronte dell'altra. I trattati dunque non possono sussistere se non fino a che sussistono tali attinenze. Di fatto egli è evidente che, cessando cotali relazioni tra i contraenti in conseguenza di un tale cangiamento nell'organamento sociale di un paese, e che se l'altro Stato avesse potuto prevederlo non avrebbe contrattato; egli è evidente diciamo noi, che, per ciò stesso, il trattato ha cessato di esistere ».

Tutto ciò che dice il Wheaton sta benissimo quando si tratti di governi i quali o siano arbitrarî, o, se non arbitrarî, abbiano compiuto degli atti in aperta ribellione ai diritti innati ed incontrattabili degli Stati rappresentati. Ma ciò non dovrà accader mai quando sia assolutamente provato che un governo, autore di

[1] V. Bluntschli, *Le droit international codifié*, lib. II, 44, I.

[2] Nella dottrina, la distinzione che, sull'argomento di cui ci occupiamo, abbiamo creduto necessario fare, non esiste. Vedi Bluntschli, *Le droit international codifié*, lib. II, 3; Fiore, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte generale, lib. II, sez. 1ª, cap. IV; Pradier-Fodéré, *Traité de droit international*, tom. I, Introduzione, cap. III, da n. 147 a 155.

[3] V. Wheaton, *Éléments du droit international*, parte I, cap. II, § 11; Calvo, *Le droit international*, etc., vol. I, lib. II, § 98.

certi atti, non soltanto è stato un governo legittimo, ma anche ha compiuto atti che non risulta in nessuna guisa di esser contrari ai diritti d'indipendenza dello Stato da esso rappresentato.

I governi non contrattano in nome e nell'interesse loro personale, ma in nome e nell'interesse personale degli Stati di cui sono rappresentanti. I contratti stipulati dai governi, quindi, dovranno sussistere finchè gli Stati non avranno raggiunto lo scopo per cui li fecero stipulare, non già fino a quando esisteranno i governi che li hanno stipulati direttamente. Sono subordinati alla esistenza di un individuo i trattati che un individuo stipula in nome e nell'interesse suo personale, ma mai quelli che esso stipula in nome e nell'interesse di un altro individuo. Questi ultimi è alla esistenza dell'individuo, in cui nome e nel cui interesse sono stati stipulati, che vanno subordinati. Ora i governi, che sono mandatarî e non padroni degli Stati, stipulano in nome e nell'interesse degli Stati, non in nome e nell'interesse proprio. I trattati da essi stipulati, quindi, vanno subordinati alla esistenza degli Stati, che sono i padroni, non a quella di loro, che sono i mandatarî. Un trattato, la cui durata fosse subordinata alla esistenza di un governo, e non a quella dello Stato, sarebbe trattato *privato* della persona nelle cui mani è il governo, non trattato *pubblico* dello Stato.

Uno Stato, stipulando un contratto con un altro Stato, non deve ignorare che questo, al par di esso, ha pieno ed assoluto diritto di cambiar governo tutte le volte che gli pare e piace. Vedendoglielo cambiare, quindi, esso non può considerare questo cambiamento come un motivo per dichiararsi sciolto dagli impegni del contratto stipulato. Nel caso in cui questi impegni siano stati presi da un governo legittimo e non offendano menomamente i diritti d'indipendenza e di dignità dello Stato, essi devono sussistere ad onta di tutti i cambiamenti di governo che si potranno verificare dall'una e dall'altra parte degli Stati contraenti.

Capitolo III.

Effetti delle mutazioni della personalità dello Stato.

§ 1. — *Effetti delle mutazioni per aggregazione.*

1. Quando due o più Stati si uniscono tra loro per formare un solo e nuovo Stato, nessuno di essi perde uno qualsiasi dei diritti che godeva prima dell'unione; nè viene sciolto da uno qualsiasi dei doveri corrispondenti: e ciò perchè uno Stato, unendosi con uno o più altri, non cessa di esistere. I diritti e doveri di ogni personalità umana è colla estinzione completa della personalità umana medesima che si estinguono.

2. Ma se lo Stato che si aggrega ad uno o più altri, per formare un solo e nuovo Stato, non cessa di esistere; esso non figura più innanzi al mondo come una personalità internazionale separata e distinta da qualsiasi altra, ma come personalità *aggregata*. Non più come uno Stato, ma come membro di uno Stato. Lo Stato aggregato, quindi, cessa di esercitare i proprî diritti e di adempiere i proprî doveri internazionali *separatamente*. Esso comincia ad esercitare questi diritti e ad adempiere questi doveri *unitamente* a quell'uno o più altri Stati a' quali si è aggregato. I diritti e doveri internazionali, che aveva prima dell'unione, non sono più diritti e doveri internazionali suoi particolari, ma diritti e doveri generali di tutti indistintamente gli Stati che con esso hanno formato un solo e nuovo Stato.

Dal momento in cui si compie l'aggregazione di uno Stato con uno o più altri, qualsiasi offesa esso venisse a ricevere da parte di uno Stato straniero, non è più offesa sua personale ma offesa generale di tutti gli Stati ai quali è aggregato. Quindi la riparazione, non esso solo la chiede più, per ottenerla, ma tutti gli Stati aggregati. Viceversa, poi, di qualsiasi offesa esso si

rendesse colpevole verso uno Stato straniero, non più esso dovrebbe rispondere, ma tutti indistintamente gli Stati aggregati.

Tutti i diritti che lo Stato, prima dell'aggregazione, aveva acquistati, per pubblici trattati, sopra qualsiasi Stato straniero, dopo l'aggregazione, non sono più suoi esclusivamente, ma di tutti gli Stati aggregati. Se in forza di un trattato esso avesse concesso ad un altro Stato una somma di danaro in prestito, dopo l'aggregazione, questa somma non più ad esso sarebbe dovuta, ma a tutti gli Stati aggregati. Se in forza di un trattato, compiuto prima dell'aggregazione, avesse acquistato un diritto di proprietà sulla terra di un altro Stato, questa terra dopo l'aggregazione non sarebbe più proprietà esclusiva di esso, ma proprietà generale di tutti gli Stati aggregati.

Non soltanto i diritti acquisiti, per pubblici trattati, dall'antico Stato separato, passano agli Stati aggregati, ma anche gli obblighi. Se lo Stato prima dell'aggregazione avesse contratto un debito, dopo l'aggregazione, l'obbligo di pagare questo debito non è più obbligo suo personale, ma obbligo generale di tutti gli Stati aggregati. Se prima dell'aggregazione lo Stato aveva ceduta la proprietà di parte delle sue terre ad uno o più altri Stati stranieri, dopo l'aggregazione non è soltanto esso obbligato a rispettare l'avvenuta cessione, ma anche gli Stati aggregati.

3. Ma tutti gli obblighi assunti da uno Stato per pubblici trattati, prima dell'aggregazione, passano *sempre ed assolutamente* a quell'uno o più altri Stati coi quali si è unito per formare un solo e nuovo Stato? *Sempre* ed *assolutamente*, tutte le volte che quegli obblighi siano compatibili coi diritti d'indipendenza del nuovo Stato. *Mai*, quando tale compatibilità risulti menomamente impossibile. Se un contratto, contrario ai diritti d'indipendenza, non obbliga nemmeno lo Stato che lo abbia direttamente conchiuso, a più forte ragione esso non potrà mai obbligare il nuovo Stato formato dalla sua aggregazione con uno o più altri.

4. Uno Stato, aggregandosi con uno o più altri, può costituire con questi o uno Stato unitario, o uno Stato federale, o

uno Stato a unione reale. Ma la varia forma che potrà assumere il nuovo Stato non toglierà mai che quello anticamente separato sia sempre membro di uno Stato, e non più Stato, parte di una personalità internazionale, e non più personalità internazionale. La varia forma che il nuovo Stato potrà prendere, gioverà, quindi, per conoscere qual grado di autonomia il vecchio Stato separato godrà nei rapporti coll'uno o più altri Stati coi quali si è unito, non già per conoscere qual grado di autonomia potrà godere nei rapporti cogli Stati stranieri. Quando si è membri di uno Stato, e non più Stato, qualunque sia per essere il grado di autonomia che si godrà nei rapporti cogli altri membri dello stesso Stato; nei rapporti cogli Stati stranieri nessunissima parte di autonomia si godrà. La benchè menoma parte di autonomia, che un membro di uno Stato esercitasse nei rapporti cogli Stati stranieri, lo farebbe considerare e riconoscere come Stato, non già come membro di uno Stato.

§ 2. — *Effetti delle mutazioni per disgregazione.*

1. Quando uno Stato subisce lo smembramento, la secessione, la disgregazione di uno o più dei suoi membri costituenti, esso, nei rapporti con tutti gli altri Stati del mondo, non rappresenta più la medesima personalità che rappresentava prima della disgregazione. Esso non è più uno Stato *identico,* come non è più Stato identico quello che abbia aggregato a sè uno o più altri Stati. Ed infatti colla disgregazione di uno o più membri dalla persona di uno Stato, noi non abbiamo più nel mondo un solo Stato ma più Stati, non una sola personalità internazionale, ma più personalità internazionali; non un sol governo che rappresenti tutti i membri che costituivano il vecchio Stato, ma tanti altri governi quanti sono i membri disgregati. Or là dove esistono più Stati invece che un solo Stato, più personalità, invece che una sola personalità, più governi, invece che un sol governo, là vi sono diritti e doveri internazionali perfettamente *separati* non più diritti e doveri internazionali *comuni.*

2. Colla divisione di uno Stato in due o più Stati, nascono, nei rapporti internazionali, effetti assolutamente opposti a quelli dell'unione di due o più Stati separati. Quando più Stati separati si uniscono tra loro, per formare un solo e nuovo Stato, i diritti e doveri internazionali, dell'uno si confondono coi diritti e doveri internazionali di tutti gli altri. Quando, al contrario, uno Stato si divide in due o più Stati indipendenti, allora quei diritti e doveri internazionali, che si esercitavano in comune, si esercitano separatamente. La divisione di uno Stato in due o più Stati fa rientrare tutti questi Stati in quella condizione in cui si trovavano prima dell'unione. Nella trasformazione di più Stati in uno, ognuno agisce per tutti, niuno per sè. Nella trasformazione di uno Stato in più Stati, al contrario, ognuno agisce per sè, niuno per tutti.

Nella trasformazione di uno Stato in più Stati, l'offesa che riceve uno qualsiasi di questi Stati, da parte di uno Stato straniero, non interessa più l'antico Stato, ma il solo Stato direttamente offeso. Sicchè esso solo deve pensare ad ottenere la riparazione, non più il vecchio Stato. Viceversa, poi, di qualsiasi offesa un membro separato dall'antico Stato si rendesse colpevole verso uno Stato straniero, non risponderà più l'antico Stato, ma esso direttamente.

Tutti i diritti che uno Stato aveva acquistati sopra altri Stati stranieri, in forza di pubblici trattati, dopo la sua trasformazione in due o più Stati non devono essere goduti da uno soltanto di essi, ma da tutti indistintamente. Quindi devono essere divisi in parti eguali. Quando gli Stati separati vivevano uniti, qualsiasi acquisto sopra uno o più Stati stranieri, non lo facevano a spese di uno soltanto di essi, ma di tutti indistintamente. Dopo la separazione, quindi, sarebbe una grande ingiustizia che la benchè menoma parte degli acquisti fatti in territorî stranieri non fosse goduta da tutti in porzioni perfettamente eguali.

Non è soltanto i diritti acquisiti per pubblici trattati che, in parti eguali, devono venir trasmessi agli Stati disgregati da un vecchio Stato. Devono venir trasmessi in parti eguali anche gli

obblighi che, in forza di pubblici trattati, siansi potuti contrarre prima della disgregazione. Se ad esempio un vecchio Stato avesse contratto un debito con uno o più altri Stati stranieri, trasformandosi esso in due o più Stati, quel debito non resterà mai a carico di uno soltanto di questi Stati, ma di tutti indistintamente. Ed ognuno degli Stati separati dovrà essere obbligato non già in proporzione delle imposte pagate da' suoi cittadini, come pretende il Bluntschli [1] e tutti coloro che seguono le sue orme, ma in proporzione della quantità di questi cittadini. Quando gli Stati separati costituivano un solo Stato, il danaro preso in prestito dagli Stati stranieri non si prendeva per impiegarlo a favore delle popolazioni che pagavano una maggiore o minore imposta, ma per tutte indistintamente le popolazioni che costituivano lo Stato. Dunque, dopo la separazione, il debito, contratto per utilità di tutti i cittadini, deve essere imposto a tutti indistintamente i cittadini, non già a questa o a quella qualità di cittadini. Ogni Stato separato deve addossarsi tanto debito quanti sono i cittadini che lo compongono, non già quante sono le imposte pagate dai suoi cittadini. E se i debiti contratti dal vecchio Stato fossero accompagnati da ipoteca sopra immobili, quei debiti non passano soltanto a quello Stato separato nel cui territorio si trovassero gl'immobili, come arbitrariamente sostiene il Bluntschli [2] e suoi seguaci, ma a tutti indistintamente gli Stati separati. Non fu lo Stato separato, nel cui territorio si trova l'immobile colpito da ipoteca, che contrasse il debito collo straniero, ma tutti indistintamente gli Stati che costituivano una sola personalità. Ora c'è logica, c'è senso comune, che uno Stato debba pagare una somma di danaro che non fu presa in prestito da sè solo, ma da tutti gli Stati che vivevano uniti?

3. Ma gli obblighi assunti dal vecchio Stato in forza di pubblici trattati internazionali passano *sempre* ed *assolutamente* ai membri che si siano disgregati da esso? Qui, ancora una volta, occorre fare una importantissima distinzione. Bisogna distinguere

[1] V. BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, lib. II, art. 59, 1, 2.
[2] Ivi.

se gli Stati separati da un vecchio Stato furono uniti ad esso legittimamente o no. Se furono uniti illegittimamente, noi qui non esitiamo un solo istante a proclamare che nessuno degli obblighi internazionali assunti dal vecchio Stato lega menomamente gli Stati separati. Quando uno Stato è aggregato ad un altro Stato non per libera volontà, ma per forza, qualunque atto si compia a di lui riguardo è atto *arbitrario*, imperocchè esso non è effetto della sua volontà, ma dell'altrui imposizione. Ora il diritto internazionale insegna che ogni popolo, al par di ogni individuo, è degli atti proprî che è assolutamente obbligato a rispondere, non degli atti altrui. Ed atti altrui non proprî son tutti quelli che uno Stato compie per un popolo aggregato a sè per forza e non per volontà.

Io so bene che tutti i popoli oppressi, pur di essere indipendenti, sarebbero sempre pronti a confermare qualsiasi contratto internazionale con cui i loro oppressori o avessero venduto il loro legittimo territorio o li avessero caricati di debiti. Ma la facoltà di cedere un proprio diritto dà forse agli altri il diritto di rubarlo? Ed imponendo ad un popolo l'obbligo di riconoscere tutti i contratti internazionali, con cui non lui ma uno straniero abbia disposto delle sue terre e della sua libertà, che cosa è se non imporgli l'obbligo di essere rubato?

Ma lo Stato separato da un altro avrà potuto essere unito con questo per sua libera volontà e non per forza. In questo caso perchè i contratti internazionali, compiuti dallo Stato dal quale si è separato, siano da esso rispettati, è assolutamente indispensabile che non offendano menomamente i suoi diritti d'indipendenza. È vero che lo Stato di cui si tratta fu unito per sua volontà e non per forza allo Stato dal quale si è disgregato. Ma ciò non può mai significare che esso debba riconoscere un trattato che gl'impedisca di essere uno Stato indipendente. Lo Stato separato può riconoscere un trattato col quale il vecchio Stato avrà potuto disporre di una parte del suo territorio - e quando dico territorio si badi bene che io non intendo parlare di uomini o di popoli - a favore di questo o quello straniero, o avrà potuto contrarre un debito. Ma esso nessun obbligo del mondo ha

di riconoscere un trattato con cui sia stata vincolata, ad esempio, la sua libertà politica o religiosa. Superiore ai trattati internazionali v'è l'indipendenza de' popoli. Dove questa indipendenza sia salva, i trattati sono legittimi e bisogna scrupolosamente eseguirli. Ma dove l'indipendenza sia menomamente violata, i trattati sono arbitrarî, e tutti possono lacerarli. [1]

[1] Neppure in quest'altra materia gli scrittori hanno pensato a fare le distinzioni sopra stabilite. Vedi BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, lib. II, 4; FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte generale, lib. II, sez. 1ª, cap. V; PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international*, vol. I, lib. I, Introduzione, cap. III, da n. 156 a 163.

LIBRO SESTO.

RICONOSCIMENTO DELLE MUTAZIONI DELLO STATO

CAPITOLO I.

Necessità del riconoscimento.

1. Sia che lo Stato si formi, sia che si trasformi, perchè venga ammesso ad adempiere doveri e ad esercitare diritti internazionali, è assolutamente indispensabile il *riconoscimento* da parte di tutti gli altri Stati del mondo. Il riconoscimento, infatti, è l'ammissione di uno Stato al libero esercizio di tutti i diritti inerenti alla sovranità interna ed esterna. Ma quali Stati *formati* o *trasformati* debbono essere riconosciuti? Tutti indistintamente o soltanto quelli che nella loro formazione o trasformazione abbiano obbedito a certe date condizioni? Evidentemente, non tutti; ma solo quelli, che, sia formandosi, sia trasformandosi, abbiano adempiuto alle volute condizioni giuridiche.

2. Bisogna essere Stato *legittimamente* formato o trasformato perchè si abbia il diritto del riconoscimento. Quando, dunque, uno Stato si formi o si trasformi, gli altri Stati, prima di accordargli il riconoscimento, prima di ammetterlo al libero esercizio dei diritti inerenti alla sovranità interna ed esterna, sono nel pieno diritto di accertarsi se quella formazione o trasformazione siasi compiuta o no giusta le condizioni richieste. Nel primo caso, sono obbligati ad accordarglielo; nel secondo, hanno tutto il diritto di rifiutarglielo. Vedremo appresso quale sarà la

condizione internazionale degli Stati che al riconoscimento non hanno diritto e quale quella degli Stati che allo stesso riconoscimento hanno diritto. Per adesso ci basti il tener per fermo il principio accennato.

CAPITOLO II.

Distinzione del riconoscimento dall'amicizia.

1. Per uno Stato formato o trasformato, diritto al riconoscimento non significa diritto all'amicizia degli altri Stati; alla stessa guisa che, per ogni uomo, diritto al godimento dei diritti civili e politici non significa e non potrà significar mai diritto all'amicizia di tutti gli altri uomini. Diritto al riconoscimento significa diritto di non essere menomamente ostacolato nel libero esercizio di tutti i diritti inerenti alla sovranità interna ed esterna.

Si sia pure lo Stato più legittimamente formato o trasformato, ciò, se dà diritto ad essere riconosciuto, nessun diritto dà ad essere benvoluto. E ciò perchè il diritto all'amicizia non esiste: l'amicizia invece è un vantaggio che, per potersi godere, occorre assolutamente il consenso degli Stati dai quali si pretende. Pazza sarebbe la pretesa di un cittadino che, pur essendo nel pieno godimento dei suoi diritti civili e politici, pretendesse nel suo Stato l'amicizia di tutti gli altri cittadini dello stesso Stato. Più pazza sembrerebbe a noi la pretesa di quegli Stati, che, pur essendo legittimamente formati o trasformati, volessero, oltre che il riconoscimento, l'amicizia di tutti gli Stati del mondo. L'amicizia è nel campo della morale che bisogna invocarla, non nel campo del diritto internazionale. Nel diritto internazionale, quando si è Stati legittimamente formati o trasformati, è soltanto il rispetto dei proprî diritti che si ha diritto d'invocare e di avere garentito da parte di tutti gli altri Stati del mondo. I diritti di uno Stato son violati non quando

un altro Stato gli nega la propria amicizia, ma quando gli nega il proprio riconoscimento. Nessuno Stato del mondo è menomamente obbligato ad essere l'amico di tutti gli altri Stati. Si è amico di uno Stato se si ha simpatia o interesse. Ma, quando non si abbia nè simpatia nè interesse, si ha tutto il diritto di non essergli menomamente amico.

2. Io già prevedo l'obbiezione che si muoverà contro questa teoria. Non si ha vero riconoscimento – si obbietterà – quando non si è amici con lo Stato legittimamente formato o trasformato. Senza l'altrui amicizia, lo Stato, del cui riconoscimento si tratta, non potrà esercitare tutti i suoi diritti, diritto di mandare e ricevere ambasciatori, diritto di fare il commercio, diritto di vendere ed acquistare territorî, ecc. Ed uno Stato che, per mancanza dell'altrui amicizia, sia nell'impotenza di esercitare tutti i suoi diritti, può dirsi veramente riconosciuto? Più che riconosciuto uno Stato siffatto non è apertamennte violato nel libero esercizio dei suoi diritti?

È indubitato che uno Stato, privo dell'amicizia di un altro Stato, non può compiere tutti quegli atti che vorrebbe. Ma questo nei rapporti con lo Stato che rifiuta di essergli amico, non già nei rapporti con tutti gli altri Stati che gli accordano la loro amicizia. Cogli Stati amici, esso può liberamente fare tutti quegli atti internazionali che gli Stati nemici gl'impediscono di far con loro direttamente. E se questo è indubitato, come può dirsi che uno Stato, privo dell'amicizia di un altro Stato, non sia veramente riconosciuto? Non sarebbe veramente riconosciuto quando un altro Stato, oltre che non volere stringere rapporti di amicizia o di commercio o di altra natura, pretendesse che facessero l'istesso anche gli altri Stati. In questo caso, è certo che non vi sarebbe vero riconoscimento. In questo caso vi sarebbe una flagrante violazione dei diritti d'indipendenza dello Stato di cui si tratta.

3. Ma – ci si potrà obbiettare ancora – uno Stato legittimamente formato o trasformato, per quanto riconosciuto capace di trattare con tutti gli Stati del mondo, potrebbe trovarsi nella condizione di non trovarne uno, nella realtà, che volesse strin-

gere con lui un benchè menomo rapporto. E allora la capacità di contrattare con chicchessia a che cosa gli gioverebbe?

Noi crediamo un po' impossibile l'avverarsi di una sì terribile e sconfortante ipotesi. Ma, dato pure che si avverasse, che cosa si pretenderebbe? Che ogni Stato fosse menomamente obbligato a stringere rapporti di amicizia con ogni altro Stato legittimamente formato o trasformato? Ciò sarebbe una flagrante violazione del diritto d'indipendenza degli Stati. Se uno Stato non trova chi voglia trattar con lui, ciò significa che gli altri Stati non hanno nessuna fiducia, nessuna stima di lui. Ora ammettere la strana teoria che uno Stato potesse essere obbligato a trattare con tutti indistintamente gli Stati, sarebbe ammettere che potesse essere obbligato a trattare anche cogli Stati di cui esso non avesse nessuna fiducia, nessuna stima. Ed allora il diritto d'indipendenza degli Stati che cosa sarebbe se non una amara derisione? Uno Stato che non trova chi voglia trattar con lui, è o un immorale o uno sventurato. Nella prima ipotesi esso deve incolpare la sua immoralità. Nel secondo la sua sventura. Nella prima e nella seconda ipotesi agli altri Stati nessuna offesa ai suoi diritti può rimproverare. Essi non trattando con lui non fanno altro che esercitare il loro diritto d'indipendenza.

« La natura delle relazioni che si stabiliscono tra un uomo ed un altro uomo, tra uno stabilimento civile ed un altro stabilimento civile, tra uno stabilimento politico ed un altro stabilimento politico – scrive maestrevolmente Pellegrino Rossi – dipende dalla stima, dalla confidenza mutua, dagl'interessi reciproci. Si deve rispettare la libertà individuale degli uomini, quando essa si mantiene nei limiti del loro interesse individuale. Si deve rispettare la libertà individuale dei popoli, quando essa si mantiene nei limiti del loro interesse individuale. Nulla di più si deve da loro. Se tale è la mia posizione, la potenza che io esercito, la considerazione di cui godo (io uomo o governo); che si attacchi una grande importanza a stringere con me delle relazioni costanti e regolari, io sono il padrone di accordar questo vantaggio a chi mi pare degno, a chi mi offre dei vantaggi equivalenti: io sono il padrone di rifiutarlo a chi

non mi pare degno, a chi mi espone a tale o tale altro inconveniente, a tale o tale altro pericolo ».[1]

4. Ma a rendere più chiara la nostra teoria sul riconoscimento, applichiamola alle varie mutazioni che gli Stati compiono nella loro varia esistenza. Intanto noi, a gran malincuore, notiamo che attualmente in materia di riconoscimento, come in tante altre, non è possibile trovare un principio giuridico assoluto a cui tutti gli Stati nella pratica possano essere obbligati a conformare la loro condotta. I principî sostenuti dagli scrittori e dagli uomini di Stato non sono altro che un ammasso di violazioni dei principî più elementari di diritto e di giustizia internazionale; una flagrante violazione, quindi, dei diritti d'indipendenza dei popoli. Il riconoscimento generalmente è considerato o come un obbligo verso tutti indistintamente gli Stati formati o trasformati, qualunque siano per essere i mezzi con cui si siano formati o trasformati - legittimi o arbitrarî[2] – ; o come un atto puramente facoltativo.[3] E consultando attentamente gli scrittori non è difficile poi trovarne alcuni, che considerino il riconoscimento come un obbligo, dopo averlo dichiarato come un atto puramente facoltativo,[4] contraddicendosi, così, miserevol-

[1] V. PELLEGRINO ROSSI, *Mélanges*, tomo I. *Droit des gens*, *Intervention*, pp. 455 e seg.

[2] V. CARNAZZA-AMARI, *Trattato di diritto internazionale pubblico di pace*, 2ª ediz., vol. I, sez. 2ª, cap. IV, § 10; BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, lib. II, art. 35 e 37; GUIDO FUSINATO, *Le mutazioni territoriali*, 1885, I, pp. 12 e seg. « Il riconoscimento di un nuovo Stato - diceva sir James Machintosh nel suo discorso del 15 giugno 1824 - non implica nè garentia, nè alleanza, nè aiuto, nè approvazione della rivolta che trionfò, nè un giudizio sulla giustizia o sulla ingiustizia dei mezzi che condussero all'esito fortunato. Il riconoscimento di un nuovo Stato non implicando una decisione in favore del nuovo governo contro l'antico, non si allontana dalla perfetta neutralità, e non può dar luogo a giusta causa di offesa da parte del governo spossessato ». V. BEACH LAWRENCE, *Commentaire sur Wheaton*, I, pp. 195-96.

[3] V. FUNCK-BRENTANO e SOREL, *Précis du droit des gens*, lib. I, cap. X, 11; PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit international public*, vol. I, Introduz., cap. III, n. 143.

[4] Il BLUNTSCHLI, ad esempio, dopo avere stabilito (art. 32 del suo *Droit international codifié*) che « per l'assenza di un tribunale chiamato a giudicare tra le nazioni si è a ciascuno Stato che incombe la missione di giudicare liberamente se il nuovo Stato risponde alle esigenze attuali della vita dei popoli », stabilisce

mente; o altri che, scoraggiati dalle contraddizioni dominanti, vengano a dichiarare l'assoluta impossibilità nella scienza di stabilire un principio giuridico assoluto.[1] Ma ammesso che il riconoscimento sia considerato esclusivamente o come un obbligo o come una facoltà, nè nell'una nè nell'altra ipotesi si avrebbe un principio scientificamente esatto. Nella prima ipotesi si verrebbe a negare miserevolmente il diritto internazionale. Nella seconda si confonderebbe il riconoscimento coll'amicizia. Si negherebbe nella prima ipotesi il diritto internazionale perchè lo si obbligherebbe a far riconoscere nello stesso tempo Stati formati o trasformati *legittimamente* e Stati formati o trasformati *arbitrariamente*. Si confonderebbe nella seconda ipotesi il riconoscimento coll'amicizia, perchè se è proprio dell'amicizia l'essere puramente facoltativa, è proprio del riconoscimento l'essere assolutamente obbligatorio.

Fra la teoria che considera il riconoscimento come una facoltà e quella che lo considera come un obbligo assoluto, ve ne è una che lo considera come un obbligo sottoposto a certe condizioni. Ma queste condizioni sono di negazione non di affermazione della indipendenza dei popoli. Ed infatti dallo Stato, del cui riconoscimento si tratta, non si esige la *legittimità* della sua formazione o trasformazione; ma la *forza* di poter mantenere la formazione o la trasformazione compiuta.

« Per aver diritto ad essere annoverati fra gli Stati indipendenti – scrisse lord Russell, in una nota del 2 agosto 1862 – uno Stato deve non soltanto possedere *forza* e *risorse* per un certo spazio di tempo, ma occorre altresì che esso dia fiducia per *la stabilità* e la *durata sua* ». E allora, osserviamo noi, chi non si accorge che il riconoscimento, che deve essere un diritto

ancora che « l'obbligazione di riconoscere uno Stato non cessa per il fatto che la formazione del nuovo Stato fosse accompagnata da atti di violenza o d'ingiustizia » (art. 37 dell'opera citata).

[1] Il Fiore scrive in proposito: « Noi non possiamo stabilire regole giuridiche atte a decidere quando il nuovo Stato abbia il diritto di essere riconosciuto ». *Trattato di diritto internazionale pubblico*, 3ª ediz., vol. I, part. gener., lib. II, cap. II, n. 295.

comune ed eguale per tutti indistintamente gli Stati *legittimamente* formati o trasformati, non sarebbe altro che un privilegio dei soli Stati forti? Ed il riconoscimento privilegio degli Stati forti non è la negazione del diritto d'indipendenza dei popoli?[1]

Capitolo III.

Il riconoscimento e le mutazioni della forma dello Stato.

1. Per tutti quei gruppi d'individui che hanno deciso di costituire uno Stato, eternamente sacro ed inviolabile deve essere il diritto di scegliere liberamonte la forma di unione sotto cui intendono vivere uniti. La decisione sulla forma di unione con cui più gruppi d'individui intendono vivere uniti - è l'esercizio del primo dei diritti della loro sovranità interna. Ed invero, quando più gruppi d'individui hanno deciso di formare uno Stato, la prima quistione che loro si affaccia non è altra che quella di sapere con qual forma di unione devono vivere uniti. Ora giudici assolutamente competenti a decidere di qualsiasi quistione di sovranità interna di uno Stato sono i membri componenti lo Stato, non altri Stati. La benchè menoma influenza che uno Stato straniero volesse esercitare per impedire che un altro Stato scegliesse questa forma di unione invece che quell'altra, costituirebbe una flagrante violazione del primo dei diritti di sovranità interna di questo Stato.

« È parte di legittima libertà – scrive opportunamente il Mancini – che una nazione secondo le contingenze del suo passato, i suoi bisogni presenti ed i mezzi di possibilità, si ordini internamente in forma unitaria o federale ».[2] « Anzi – soggiunge

[1] Vedi quel che abbiamo detto avanti, libr. II, cap. VII.

[2] V. Mancini, *Diritto internazionale*, Prelezioni; Napoli, Marghieri editore, 1873, p. 40.

lo stesso grande scrittore - chi si argomentasse d'imporre alle varie nazioni tal uniforme ordinamento più che tal altro, e sopra tutto di costringerle a quella grossolana unità e concentrazione politica cui talune forse ripugnano, commetterebbe il più manifesto attentato al sacro diritto di libera costituzione interna, che ad ogni nazionalità si appartiene ». [1]

2. Se la scelta della forma dello Stato è un diritto assoluto ed esclusivo de' membri che compongono lo stesso Stato, e non di altri Stati, il diritto internazionale impone di riconoscere solamente quegli Stati la cui forma sia stata scelta dai membri che li compongono, ma mai quelli ancora la cui forma sia stata imposta da una qualsiasi potenza straniera. Là dove uno Stato sia unitario o federale o a unione reale e viceversa, non già per volontà dei suoi membri, ma per imposizione dello straniero, là vi è una flagrante violazione del diritto d'indipendenza. Ora riconoscere uno Stato la cui forma di unione fosse imposta, e non liberamente scelta, sarebbe riconoscere una flagrante violazione del diritto d'indipendenza degli Stati.

Quando, dunque, uno Stato cambia di forma, gli altri Stati, per accordargli o negargli il diritto al riconoscimento, non debbono guardare alla nuova forma che potrà avere assunta, ma al modo secondo cui la mutazione siasi compiuta. Se la mutazione abbia avuto luogo per volontà dei membri componenti lo Stato, e non per imposizione dello straniero, essi sono assolutamente obbligati a riconoscerla. Ma se si sarà compiuta per sola imposizione dello straniero, allora essa è arbitraria, e gli altri Stati sono nel pieno diritto di non riconoscerla. Al diritto internazionale non importa che gli Stati siano unitarî, o federali, o a unione reale, e viceversa. Importa soltanto che gli Stati siano indipendenti. Ed essi sono indipendenti quando godono la facoltà di assumere quella forma di ordinamento interno che ad essi piaccia, non già quando siano obbligati ad assumerne una qualsiasi imposta dallo straniero. Padronissimo ogni Stato di non

[1] Mancini, op. cit., p. 41.

voler essere più in qualsiasi specie di rapporti collo Stato che abbia assunto una nuova forma di ordinamento interno. Ma quando la nuova forma assunta siasi compiuta legittimamente, esso è assolutamente obbligato a rispettare tutti i diritti e naturali e acquisiti dello Stato trasformato. È la violazione dei diritti altrui, che fa perdere ad uno Stato il diritto di essere rispettato nell'esercizio dei diritti proprî. Or uno Stato che muta di forma esercita un diritto proprio, non viola un diritto altrui. Violatore dei diritti altrui sarebbe colui che volesse impedire ad uno Stato di cambiare di forma, non lo Stato che vuol cambiar di forma.

Capitolo IV.

Il riconoscimento e le mutazioni di governo.

1. I governi sono i rappresentanti non gli oppressori degli Stati. Ed oppressori, non rappresentanti son tutti quei governi non liberamente eletti dagli Stati, ma imposti dallo straniero. Un governo imposto dallo straniero, e non eletto dallo Stato che deve essere rappresentato, costituisce un'altra flagrante violazione dei diritti inerenti alla sovranità interna degli Stati. Uno Stato il cui governo sia imposto e non voluto, è schiavo, non libero, è cosa non persona. Ora il diritto internazionale che vuole liberi gli Stati e non schiavi, persone e non cose, non può permettere mai che si riconoscano governi che, per essere imposti e non liberamente voluti, forzano gli Stati ad essere schiavi. Il diritto internazionale riconosce i governi che sono riconosciuti dagli Stati che rappresentano, ma mai quelli che i primi a non riconoscere non solo, ma a detestare per sempre sono gli Stati da essi non rappresentati ma oppressi. Sarebbe ammettere la più grande violazione del diritto d' indipendenza degli Stati se si dovesse ammettere per un solo istante che un governo non riconosciuto dallo Stato che esso è obbligato a rappresentare, fosse riconosciuto dagli Stati

stranieri. Gli Stati stranieri in tanto sono obbligati a rispettare tutti gli atti di sovranità interna ed esterna compiuti da un governo, in quanto sanno che questo governo è il legittimo rappresentante dello Stato in cui nome agisce. Ma essi nessun obbligo al mondo hanno di rispettare gli atti di un governo che non rappresentante è, ma usurpatore di uno Stato. Al diritto internazionale non importa se il governo creato sia di questa o quella forma. Ad esso importa soltanto che sia creato dallo Stato che deve rappresentare. Quando è assolutamente accertato che un governo è stato creato dallo Stato che deve essere rappresentato, qualunque sia per essere la sua forma, despotica o liberale, monarchica o repubblicana, esso è governo perfettamente legittimo secondo il diritto internazionale. Ma quando, al contrario, il governo è stato imposto dallo straniero, allora, qualunque sia per essere la sua forma, esso è governo arbitrario, governo in perfetta contraddizione colle legittime ed assolute esigenze del diritto internazionale.

Tutte le volte, dunque, che uno Stato muta governo, gli Stati stranieri, per accordare o negare il riconoscimento, non debbono guardare alla forma di esso, ma alla fonte da cui è scaturito. Se esso è il prodotto della diretta ed immediata volontà dello Stato che deve essere rappresentato, allora gli Stati stranieri, hanno il dovere assoluto di riconoscerlo. Se, invece, è il prodotto della imposizione straniera, allora nessuno Stato del mondo ha il menomo obbligo di riconoscerlo. Riconoscere un governo imposizione dello straniero è riconoscere la schiavitù degli Stati. Negare qualsiasi diritto di riconoscimento ad un governo imposizione dello straniero è, al contrario, riconoscere l'indipendenza degli Stati. E il diritto internazionale è l' indipendenza, non la schiavitù degli Stati che proclama.

2. Io so bene, che uno Stato quando muta forma di governo, spesso non incontra più presso altri Stati quella simpatia e quell'amicizia di prima. Ma, perdere l' altrui simpatia ed amicizia non significa perdere il menomo diritto di essere rispettato nel libero e pieno esercizio dei proprî diritti naturali ed acquisiti. Il rispetto dei proprî diritti si perde violando quelli altrui, non

già esercitando quelli proprî. Ed uno Stato, che muta forma di governo, esercita un diritto proprio, non viola un diritto altrui. Quando uno Stato muta forma di governo, padronissimi sono gli altri Stati di dichiararsi suoi nemici, ma essi sono assolutamente obbligati a lasciarlo libero nell'esercizio di tutti i diritti inerenti alla sua sovranità interna ed esterna. Essere amico o nemico di uno Stato, che abbia mutato forma di governo, è esercitare il proprio diritto d'indipendenza. Ma porre il benchè menomo ostacolo al libero esercizio dei diritti di uno Stato, è violare gli altrui diritti.

CAPITOLO V.

Il riconoscimento e le mutazioni della personalità dello Stato.

§ 1. — *Il riconoscimento e le mutazioni per aggregazione.*

1. Là dove uno Stato faccia parte di un altro, non già per sua libera elezione, ma per altrui imposizione, non abbiamo uno Stato aggregato, ma uno Stato oppresso: non l'indipendenza di tutti gli Stati aggregati, ma la prepotente padronanza di uno o più di essi e la forzata schiavitù degli altri. Ora, accordare il diritto del riconoscimento, cioè la capacità di esercitare diritti e doveri internazionali ad uno Stato che opprime e non rappresenta gli Stati di cui si è ingrandito, si è ammettere in diritto internazionale l'oppressione dei popoli non la loro legittima rappresentanza, la schiavitù, non la libertà; la soggezione, non l'unione.

2. Se, dunque, nel perenne svolgimento dei fatti della vita dei popoli, vuolsi rendere sempre omaggio al diritto internazionale, ogni qualvolta uno Stato trasformi la sua personalità mediante l'aggregazione di uno o più altri Stati, le potenze straniere, prima di determinarsi ad accordare o negare a tale Stato tra-

sformato il diritto al riconoscimento, sono assolutamente obbligate ad accertare se l'aggregazione siasi compiuta con o contro la volontà degli Stati aggregati. Nel primo caso esse sono obbligate ad accordarlo. E ciò, qualunque siano per essere i danni che esse per il fatto di quella trasformazione possano risentire. Quando uno Stato trasforma la sua personalità internazionale, senza violare menomamente i diritti del più piccolo ed insignificante Stato del mondo, i danni che da tale trasformazione possano ricevere altri Stati, non costituiranno mai ed in verun modo un legittimo motivo per impedirla, per non riconoscerla. Gli Stati, che dalla legittima trasformazione di due o più Stati in uno, possono considerarsi come danneggiati, sono nel pieno diritto di non stringere nessun rapporto, nè di amicizia, nè di commercio con tali Stati trasformati, se crederanno che la loro amicizia e il loro commercio possano sempre più accrescere i loro danni; ma essi nessun diritto hanno di non riconoscerli, cioè di non dichiararli capaci di esercitare tutti i diritti inerenti alla loro sovranità interna ed esterna. Ma non è così, quando uno Stato abbia trasformato la sua personalità internazionale mediante la *forzata* aggregazione di uno o più altri Stati. In quest'ultimo caso v'è una flagrante violazione del diritto d'indipendenza dei popoli violentemente aggregati. Tutti gli Stati del mondo, dunque, hanno non solo il diritto, ma anche il dovere di negargli il riconoscimento.

§ 2. — *Il riconoscimento e le mutazioni per disgregazione.*

1. Ma perchè lo Stato formato dall'unione di due o più Stati conservi il conseguito diritto del riconoscimento, il diritto cioè di continuare ad essere ammesso al libero esercizio di tutti i diritti inerenti alla sovranità interna ed esterna, non basta che l'unione sia stata *legittima* nella sua formazione. Occorre che si mantenga tale per tutto il tempo della sua esistenza.

Quando l'unione di più Stati cessa di essere legittima, essa, per noi, si trova in quella identica condizione di una unione originariamente arbitraria. Che importa a noi se, originaria-

mente, due Stati siansi trasformati in uno colla più libera manifestazione della loro reciproca volontà, quando è assolutamente provato che, o per sopravvenuta incompatibilità di caratteri o per una infinità di atti compiuti dall'uno degli Stati uniti contro i diritti più sacri ed inviolabili di libertà dell'altro, la volontà dell'unione non è più *reciproca?* Uno Stato, che sia forzatamente obbligato ad esser membro di un altro Stato, è certo uno Stato schiavo ed oppresso. E se è schiavo ed oppresso, esso, di fronte allo Stato che lo mantiene in tale schiavitù ed oppressione, per quanto volontariamente siasi aggregato in origine, non si trova forse nella medesima condizione di uno Stato che violentemente sia stato aggregato ad un altro? Essersi aggregato volontariamente ad uno Stato non significa davvero essersi obbligato ad essere lo schiavo e l'oppresso di questo Stato. Significa diritto di essere tutelato nei diritti inerenti ad ogni personalità umana. Se la tutela di questi diritti è evidente, allora lo Stato che si è aggregato ad un altro è obbligato a mantenersi in tale condizione, da lui liberamente scelta. Ma se la tutela de' proprî diritti è un'amara derisione, allora esso ha tutto il diritto del mondo di riacquistare la sua antica indipendenza. E lo Stato che, colla brutalità della forza, gl'impone di continuare a mantenersi aggregato ad esso, per questo solo fatto cessa di essere innanzi al mondo quella personalità legittima che era all'epoca della sua formazione. Per conseguenza perde quel diritto di riconoscimento che legittimamente gli si era accordato.

2. Là dove esistono più Stati uniti insieme non più per *reciproca* volontà di tutti, ma per imposizione di uno o più di essi, il diritto internazionale *riconosce* non più una sola personalità, ma tante personalità distinte quanti sono gli Stati che legittimamente aspirano alla indipendenza. Ed il riconoscimento di Stati indipendenti agli Stati membri forzati di un altro Stato, il vero diritto internazionale non lo concede quando abbiano avuto la *forza* di separarsi dal vecchio Stato, come è sostenuto brutalmente nella teoria e nella pratica attuale, [1] ma quando,

[1] V. BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, art. 31. — HEFFTER, *Le droit international de l'Europe*, lib. I, § 23. — PRADIER-FODÉRÉ, *Traité de droit inter-*

con prove non dubbie, abbiano manifestata la ferma e costante volontà di essere indipendenti. Se così non fosse, l'indipendenza non sarebbe un diritto comune a tutti i popoli del mondo, ma un privilegio dei popoli forti.

Gli Stati-Uniti d'America, il Belgio, la Grecia hanno avuto il diritto di essere Stati indipendenti non già perchè ebbero la forza di disgregarsi dagli Stati che li opprimevano, ma perchè avevano la sacra ed inviolabile volontà di essere popoli indipendenti da quelli sotto il cui giogo erano giaciuti sì lungo tempo. Se essi non avessero avuto la volontà di vivere disgregati, fossero stati pure i più grandi colossi del mondo, non per questo essi sarebbero stati obbligati a vivere indipendenti.

L'Ungheria, la Polonia, gli Stati secessionisti della federazione americana, poi, non perchè non ebbero la forza di separarsi dagli Stati contro i quali eroicamente erano insorti, non avevano innanzi al diritto internazionale il diritto sacro e santo di essere riconosciuti come tanti Stati autonomi e indipendenti. Dal momento che essi dimostrarono con tutti i mezzi che poterono, non escluso quello sanguinoso della guerra, il fermo e sincero proponimento di volere essere Stati indipendenti e non più membri dei vecchi Stati, questi nessun diritto avevano di mantenerveli colla forza. Mantenendoveli, violarono apertamente il loro diritto d'indipendenza. E le potenze straniere, permettendo, colla loro cinica ed egoistica neutralità, di mantenerveli, si resero vili complici di quella violazione. Il riconoscimento non è una questione di forza. Esso è una questione di diritto. Col diritto, dunque, non colla forza deve risolversi.

3. Non ci si obbietti, per negare il riconoscimento, che esso, accordato ad un popolo desideroso di essere indipendente, ma ancor dipendente da un vecchio Stato, costituisca per questo un

national, tom. I, Introd., cap. III, n. 145. — FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, parte gener., libr. II, sez. 1ª, cap. II, n. 299. — « Avanti che le potenze straniere riconoscano un nuovo Stato - ha detto lord Palmerston - esse devono attendere la cessazione delle ostilità da parte dell'antico Stato ». Citato da W. BEACH LAWRENCE, *Commentaire sur Wheaton*, tom. I, p. 197.

atto di ostilità [1] che gli dà il diritto di far guerra contro chi quel riconoscimento accorda. Sì, costituisca pure un atto di ostilità, rispondiamo, ma esso è sempre un atto di vera giustizia internazionale, come tutti quelli con cui si difende l'indipendenza di un popolo. Per conseguenza esso deve essere sempre ammesso. E se la guerra sarà il suo effetto inevitabile, venga pure la guerra: *fiat justitia, et pereat mundus!* Essa sarà guerra giusta e santa come tutte quelle con cui si difende l'indipendenza di un popolo. In mezzo alle tante guerre che si combattono per violare l'indipendenza di popoli innocenti, non sarebbe davvero il diritto internazionale quello che si opporrebbe a guerre fatte in difesa dell'indipendenza stessa.

[1] V. BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, art. 33. — FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte gener., libr. II, sez. 1ª, cap. II, 299, *b*.

LIBRO SETTIMO.

CONDIZIONE GIURIDICA DELLO STATO LEGITTIMO E DELLO STATO ARBITRARIO

Capitolo I.

Condizione degli Stati legittimi.

1. Là solamente v'è esercizio di diritti proprî dove lo Stato è perfettamente legittimo.

Nello Stato legittimo infatti non abbiamo più popoli di cui gli uni siano gli usurpatori dei diritti degli altri, ma un popolo nel legittimo esercizio di diritti proprî. Non abbiamo popoli padroni e popoli schiavi, ma una società di uomini perfettamente liberi, un popolo indipendente.

Or là dove v'è esercizio di diritti proprî e non violazione di diritti altrui, un popolo indipendente e non usurpatore dell'altrui indipendenza, un popolo padrone di sè stesso e non di altri, la condizione dello Stato deve esser quella della più assoluta e completa indipendenza.

Secondo il diritto internazionale soltanto lo Stato legittimo deve essere Stato indipendente.

Cura costante e suprema del diritto internazionale non è che quella di garentire l'indipendenza di tutti indistintamente i popoli sparsi per la terra. Ora l'indipendenza di ciascun popolo in nessuno Stato può essere scrupolosamente garentita all'infuori di quello legittimo; all'infuori di quello, cioè, scelto

dalla propria volontà e non imposto dall'altrui arbitrio. Allo Stato legittimo, dunque, a lui soltanto, l'assoluto diritto di essere uno Stato indipendente. A lui l'assoluto diritto di esercitare come gli pare e piace tutti indistintamente i diritti inerenti alla sovranità interna ed esterna. A lui l'assoluto diritto di costituirsi in Stato unitario o federale o ad unione reale; a lui l'assoluto diritto di avere un governo monarchico o repubblicano, un governo monarchico assoluto o un governo monarchico costituzionale, un governo despotico o un governo liberale: diritti codesti che costituiscono la sua sovranità interna. A lui l'assoluto diritto di stipulare trattati di amicizia e di commercio con quegli Stati che la sua simpatia ed il suo interesse gl'impongono, e per quel tempo e con quelle condizioni che la sua simpatia ed il suo interesse gl'impongono egualmente; a lui l'assoluto diritto di acquistare ed alienare – s'intende territorî non popoli; a lui l'assoluto diritto d'inviare il proprio rappresentante presso qualsiasi congresso in cui debbano trattarsi affari di ordine internazionale, affari che interessano tutti gli Stati del mondo; a lui, finalmente, l'assoluto diritto di far guerra a tutti quegli Stati che osino violare la propria indipendenza o quella di qualsiasi altro Stato innocente. Diritti tutti, codesti ultimi, che costituiscono la sua sovranità esterna.

2. Lo Stato legittimo, esercitando in quel modo che a lui pare e piace i diritti di sovranità interna ed esterna, esprime non viola la volontà dei membri che lo compongono, del popolo di cui è fedele e sincero rappresentante. Tutti gli atti che esso compie all'interno e all'esterno del suo territorio, quindi, devono esser sempre considerati come liberamente e spontaneamente voluti dai membri che lo compongono, dal popolo che rappresenta. Così se lo Stato legittimo costituisce nel suo interno uno Stato unitario o federale o ad unione reale, e viceversa, ciò deve intendersi sempre che accada perchè così piace al popolo che rappresenta. Se in esso v'è un governo il più despotico del mondo, invece che di uno liberale, ciò accade pure perchè così vuole essere governato il popolo che lo costituisce. Se all'esterno, poi, stipula trattati di amicizia o di commercio con questo o quel-

l'altro Stato, per questo o quel tempo, ed in queste o quelle condizioni, ciò accade perchè così vuole il popolo. Se compra o vende un territorio, ciò significa che il popolo ha voluto comprare o vendere quel territorio. Se in un congresso internazionale il suo rappresentante ha parlato e votato per un dato ordine d'idee, ciò significa che il popolo è stato di quest'ordine d'idee. Se finalmente dichiara la guerra ad uno Stato, ciò significa che il popolo la vuole. Insomma nello Stato legittimo la volontà dello Stato è sempre la volontà del popolo. Dunque deve essere lasciata sempre ed assolutamente libera in tutte le varie manifestazioni della sua vita interna ed esterna. Manifestandola in quel modo che a lui pare e piace, nessuna violazione di diritti di popolo del mondo compie. Esso esercita il sacro ed inviolabile diritto della propria indipendenza.

Ogni menoma restrizione, che si volesse porre al libero esercizio dei diritti di sovranità interna ed esterna dello Stato legittimo, costituirebbe una flagrante violazione di questi suoi diritti. Gli Stati, dunque, che non vogliono rendersi colpevoli di violazione dei diritti di sovranità di uno Stato legittimo, devono lasciargli assolutamente libero l'esercizio di codesti diritti.

Capitolo II.

Condizione degli Stati arbitrarî.

1. Là, dove v'è violazione di diritti altrui e non legittimità di esercizio di diritti proprî, si è nello Stato arbitrario. In esso non una società di uomini liberi abbiamo, ma un'accozzaglia di padroni e di schiavi; non un popolo indipendente, ma uno o più popoli usurpatori dell'indipendenza di uno o più altri popoli; non uno Stato, ma più Stati, dei quali uno è oppressore e tutti gli altri oppressi. Ora uno Stato siffatto non può, non deve essere uno Stato assolutamente e perfettamente sovrano, come è e deve

esser sempre lo Stato legittimo. Riconoscere il diritto di sovranità nello Stato di siffatta natura è riconoscere non la legittimità dell'esercizio di diritti proprî, ma il misfatto dell'oppressione di diritti altrui. È riconoscere non il diritto, ma l'arbitrio internazionale.

2. Nello Stato arbitrario nulla v'è di volontario, di morale, di giusto. Tutto è violenza, tutto è arbitrio, tutto è immoralità. Lo Stato arbitrario è l'organizzazione della violenza, dell'arbitrio, dell'immoralità. Violenza, arbitrio, immoralità è la sua forma di unione interna. Se esso, infatti, è uno stato unitario o federale o a unione reale, e viceversa, ciò non è perchè così vogliano tutti i membri che lo compongono, ma perchè così è ad essi imposto. Violenza, arbitrio, immoralità è la sua forma di governo. Se esso infatti è uno Stato monarchico o repubblicano, monarchico assoluto o costituzionale, ciò non avviene perchè la volontà dei suoi membri sia la monarchia o la repubblica, la monarchia assoluta o la costituzionale, ma perchè così impone la violenza di cui sono vittime innocenti. Violenza, arbitrio, immoralità sono i suoi trattati di amicizia e di commercio cogli Stati stranieri, perchè essi non sono fatti da un governo espressione della volontà di un popolo, ma da un oppressore. Violenza, arbitrio, immoralità sono le compre e vendite di territorî, perchè nel primo caso lo Stato acquista con danaro altrui, nel secondo dispone di una cosa non propria. Violenza, arbitrio, immoralità significano i suoi rappresentanti nei congressi internazionali, perchè codesti rappresentanti non parlano e deliberano secondo i sentimenti di popoli indipendenti, ma secondo i sentimenti di popoli oppressori di altri popoli. Violenza, arbitrio, immoralità è la guerra che fa contro uno Stato straniero, perchè essa non è spontanea ma imposta.

Or se nello Stato arbitrario tutto è violenza, tutto è arbitrio, tutto è immoralità, riconoscere in lui quell'assoluto diritto di sovranità che si è assolutamente obbligati a riconoscere in ogni Stato legittimo, non è altro che elevare a principio di diritto internazionale la violenza, l'arbitrio, l'immoralità.

Nessuno oserà sostenere che in ogni società civile la libertà debba essere un diritto per tutti indistintamente i cittadini che

la compongono, per i giusti e per gli ingiusti, per i ladri e per gli onesti. Del pari, nessuno, di coloro che abbiano veramente a cuore il rispetto del diritto e della giustizia internazionale, potrebbe sostenere, che, nella gran Società universale, la sovranità dovesse essere un diritto per tutti gli Stati che la compongono, per gli Stati legittimi e per gli Stati arbitrarî, per gli Stati ladri e per gli Stati onesti. Ammettere l'indipendenza di tutti gli Stati, e non soltanto degli Stati legittimi, si è voler perpetuare il presente stato di natura, non desiderare lo stato di società, che là soltanto è possibile, dove lo Stato abbia il diritto di esercitare diritti proprî, e non dove possa rappresentare impunemente la violenza, l'immoralità, l'arbitrio della violazione di diritti altrui. Se in tutte le parti del mondo, nel mondo civile e nel mondo barbaro, voi trovate gli uomini viventi in stato di società e non di natura, ciò accade per la sola ragione che in ogni parte del mondo gli uomini associati non considerano la libertà come un diritto di tutti, ma di quelli che ne sono degni. Sopprimete in ogni società civile le prigioni, parificate la condizione giuridica de' galeotti a quella degli onesti cittadini, e voi vedreste in un tratto soppressa dappertutto ogni idea di società civile e tutti gli uomini ricaduti in pieno stato di natura, o meglio in pieno stato di anarchia.

Se, poi, nei rapporti della vita dei popoli, lo stato di tutti è ancor quello di natura, quello di anarchia, e non quello di società, la cagione non è altra che la grande immoralità di riconoscere la indipendenza non già come diritto degli Stati, che, per la legittimità che rappresentano, alla indipendenza hanno diritto pieno ed assoluto, ma come diritto per tutti indistintamente gli Stati, per gli Stati legittimi e per gli Stati arbitrarî. No, non può esservi società là dove la condizione giuridica di chi esercita la legittimità di diritti proprî sia eguale a quella di chi viola permanentemente e pubblicamente gli altrui diritti. E, nel mondo internazionale, costante e pubblico violatore di diritti altrui è lo Stato arbitrario.

Ma sia o non sia l'indipendenza dello Stato arbitrario la causa per cui tra tutti gli Stati non v'è stata mai e non v' è

ancora vera società, il certo è, per noi, che lo Stato arbitrario, come tutti i grandi malfattori della terra, non può, non deve aver diritto all'indipendenza. Esso, come tutti i violatori del diritto delle genti, deve essere assolutamente escluso dal numero di quegli Stati che, per la legittimità che rappresentano, meritano il riconoscimento e la protezione del diritto delle genti. Esso, dovunque esista, deve essere assolutamente perseguitato e distrutto, come perseguitati e puniti sono in ogni società civile tutti quegl'individui che coi loro delitti turbano la pace e la sicurezza degli onesti e virtuosi cittadini.[1] Il gran maestro della scienza del diritto delle genti, l'immortale Grozio,[2] c'insegna che alle *volontarie associazioni di pirati e di ladroni* perfino il nome di Stato deve esser negato. E lo Stato arbitrario non è forse un'associazione di pirati e di ladroni? Non è esso, infatti, la spogliazione e l'oppressione dei sacri ed inviolabili diritti dei popoli che ha spogliati ed oppressi?

3. Gli Stati arbitrarî, ove non si abbia il coraggio di distruggerli, come occorrerebbe fare assolutamente per avere il trionfo completo della indipendenza di tutti i popoli oppressi della terra, almeno devono esser posti sotto la diretta, permanente ed attiva sorveglianza di tutte le grandi potenze che abbiano veramente a cuore l'onesto rispetto del diritto internazionale. E si devono mettere sotto sorveglianza, per impedire che essi dispongano a loro piacimento dei diritti degl'infelici popoli oppressi.

« Le nazionalità – sentenzia Bluntschli in una piccola nota che vale mille volte più che non tutto il suo *Diritto internazionale codificato,* perchè, in tale nota, afferma un veramente grande principio di diritto internazionale – le nazionalità, che sono divenute dei popoli organizzati politicamente, non hanno bisogno di una protezione speciale da parte del diritto internazionale; le

[1] « Si uccidono i delinquenti - esclama acutamente un pubblicista rumeno – o, ciò che torna meglio, sono messi nell'impossibilità di far del male ai loro simili, e bene! la soluzione non potrebbe essere differente per quei grandi delinquenti che si chiamano Stati, e che vogliono mantenersi colla forza ». JEAN TANOVICEANO, *De l'intervention*, Paris 1884, parte I, cap. I, pp. 36-37.

[2] GROZIO, *De jure belli et pacis*, lib. III, cap. III, § 2, n. 1.

garanzie fornite dallo Stato bastano. *Ma diviene necessario d'intervenire a nome del diritto internazionale quando delle nazionalità, che non hanno nello Stato una posizione assicurata, vengano ad essere oppresse dallo Stato medesimo, a disprezzo delle leggi di umanità. La mancanza di garenzie a questo riguardo è uno dei punti deboli del diritto internazionale attuale; si* ESAGERA SU QUESTO PUNTO LA SOVRANITÀ DEGLI STATI. L'estirpazione violenta degli antichi abitanti delle colonie europee o americane, degl'Indiani in America, per esempio, costituisce una violazione del diritto internazionale ». [1] E l'illustre Pradier-Fodéré, il più grande scrittore di diritto internazionale della Francia contemporanea, anch'esso implicitamente ha riconosciuto la legittimità di porre sotto sorveglianza gli Stati arbitrarî, a beneficio dei diritti dei popoli oppressi, quando ha affermato: « *Se le nazionalità non ancora organizzate a Stati non sono delle persone internazionali, esse hanno diritto alla protezione del diritto internazionale quando sono oppresse in disprezzo delle leggi di umanità* ». [2]

O distruzione, o sorveglianza — ecco dunque, quale deve essere la condizione a cui bisogna assolutamente sottoporre ogni Stato arbitrario.

Nella storia abbiamo esempî di Stati arbitrarî distrutti, ed esempî di Stati arbitrarî posti sotto la sorveglianza delle grandi potenze, a beneficio dei diritti dei popoli oppressi.

La separazione degli Stati-Uniti di America dall' Inghilterra, compiuta per aiuto della Francia; degli Stati dell' America meridionale dalla Spagna, per aiuto dell'Inghilterra e degli Stati-Uniti; del Belgio dall' Olanda, e della Grecia, della Rumania, della Serbia, della Bulgaria, del Montenegro dalla Turchia europea, per aiuto delle grandi potenze; dell'Italia oppressa dall'Austria, per aiuto della Francia; ecco degli esempî di Stati disfatti per dare l' indipendenza a popoli oppressi. Il governo di Ferdinando II, che nelle non sue Due Sicilie è obbligato a regolarsi secondo certi prin-

[1] V. BLUNTSCHLI, *Le droit international codifié*, nota 1 all'art. 25.

[2] PRADIER-FODÉRÉ *Traité de droit international*, vol. I, Introd., cap. II, 45.

cipî impostigli dal Congresso di Parigi (1856); la Turchia europea, che per disposizione dello stesso Congresso di Parigi e di quello di Berlino è indotta a governare i non suoi popoli non più come pare e piace a lei, ma come le impongono le grandi potenze: ecco degli esempî di Stati arbitrarî posti sotto sorveglianza.

4. Non ci si dica che, distruggendo o mettendo sotto sorveglianza lo Stato arbitrario, si venga a violare il sempre nominato e mai compreso diritto del *non-intervento*. [1] No; distruggendo o mettendo sotto sorveglianza l'ignominia dello Stato arbitrario, si ristabilisce, non si viola il non-intervento.

Il non-intervento, in diritto internazionale, è sacro ed inviolabile diritto di esercitare i proprî diritti di sovranità interna ed esterna senza il benchè menomo ostacolo da parte di qualsiasi Stato straniero, non già arbitrio di opprimere impunemente i diritti di sovranità interna ed esterna degli altri. Or lo Stato arbitrario è permanente oppressione di diritti altrui, non legittimo esercizio di diritti proprî: permanente violazione del diritto del *non-intervento* dei popoli oppressi, non legittimo esercizio del vero diritto del non-intervento. Dunque, distruggendolo o ponendolo sotto sorveglianza, per obbligarlo a dare una indipendenza assoluta o relativa, completa o limitata ai popoli oppressi, si ristabilisce il violato diritto del non–intervento, non si viola: si reprime una violazione del diritto del non-intervento, non si commette una violazione dello stesso diritto del non-intervento. [2]

Per dire che, distruggendo o ponendo sotto sorveglianza uno Stato, si viola il diritto del non-intervento, bisogna prima aver dimostrato che lo Stato sia uno Stato legittimo. Allora, allora soltanto qualsiasi azione che si commettesse contro la sua libera esistenza, sarebbe una detestabile violazione del diritto del non-

[1] Vedi le critiche fatte al nostro libro *Il non-intervento* da E. L. CATELLANI, nella *Cultura*, Rivista diretta da R. BONGHI, 1-15 gennaio 1889, pp. 11 e seg., e da G. ROLIN-JAEQUEMYNS nella *Revue de droit international*, n. 3 e 4, anno 1889, p. 420.

[2] V. EDUARDO CIMBALI, *Il non-intervento*, studio di diritto internazionale universale; Roma, 1889, lib. V, cap. II.

intervento. Ma se lo Stato è arbitrario, allora qualsiasi azione si compia contro la sua non indipendenza, ma usurpazione dell'altrui indipendenza, è giusta e santa repressione della violazione del non-intervento, non violazione del non-intervento.

La cagione per cui finora la difficile quistione del non-intervento è stata sempre discussa ed agitata, ma mai sciolta legittimamente e definitivamente, questa è. Del non-intervento si è fatto un diritto non già degli Stati che, per la legittimità che rappresentano, al non-intervento hanno pieno ed assoluto diritto, ma un diritto di tutti indistintamente gli Stati, di Stati legittimi e di Stati arbitrarî. Sicchè in moltissimi casi, in cui si è creduto affermare il non-intervento, non si è fatto altro che negarlo. In moltissimi altri, in cui si è creduto negarlo, non si è fatto altro che affermarlo. Là, dove vi sono state permanenti violazioni del diritto del non-intervento, non si è veduto altro che un legittimo esercizio del medesimo diritto. Là dove non vi sono state che legittime repressioni di violazioni del diritto del non-intervento, si è creduto di vedere violazioni dello stesso diritto. Ed in vero, sostenendo il diritto del non-intervento dello Stato arbitrario, di quello Stato che è la permanente violazione del diritto del non-intervento dei popoli oppressi, cioè l'usurpazione dell'altrui indipendenza, chi non si accorge che non si è fatto altro che negare apertamente il sacro ed inviolabile diritto del non-intervento? Distruggendo o sorvegliando, lo stesso Stato arbitrario, per dare una assoluta o relativa indipendenza ai popoli oppressi, poi, lungi dal violare non si è fatto altro che reprimere le violazioni del non-intervento.

Se invece il non-intervento si fosse considerato come un sacro ed inviolabile diritto dei soli Stati legittimi, si sarebbero viste delle violazioni di esso dovunque l'indipendenza di un popolo fosse stata violata. Si sarebbero viste delle repressioni di violazioni del non-intervento dovunque un popolo oppresso fosse stato aiutato ad affermare una assoluta o relativa indipendenza contro qualsiasi Stato oppressore.

Sicchè, quando noi riconosciamo in ogni Stato il diritto di distruggere uno Stato arbitrario per dare l'indipendenza ai po-

poli oppressi, i nostri critici, ci facciano la grazia di non credere, che noi, convinti e fanatici sostenitori del diritto del non-intervento, non l'ammettiamo in modo assoluto o senza eccezioni, ma in modo relativo o con delle eccezioni. [1] Per intendere e desumere che noi ammettiamo delle eccezioni al non-intervento, i nostri critici ci devono dimostrare, che noi ammettiamo dei casi in cui l'indipendenza di un popolo possa venire menomamente violata, ma non devono continuare a stranamente confondere le azioni, che sono arbitraria violazione del diritto del non-intervento, colle azioni che sono legittima repressione delle violazioni di esso. Noi, riconoscendo in ogni Stato il diritto di distruggere lo Stato arbitrario per dare l'indipendenza ai popoli oppressi, è l'azione legittima repressione della violazione del non-intervento, che riconosciamo, non già l'azione arbitraria violazione dello stesso diritto del non-intervento.

5. Se, distruggendo lo Stato arbitrario per dar l'indipendenza ai popoli oppressi, o sorvegliandolo, dove non vuol distruggersi, si attua e non si viola il sacro diritto del non-intervento, ogni Stato, che, avendone la forza, volesse assumersi la missione di fargli guerra per distruggerlo, avrebbe pieno ed assoluto il diritto di fargliela. In mezzo alle tante guerre di distruzione di Stati legittimi per fondare Stati arbitrarî, che si son fatte dacchè il mondo è mondo, sarebbe bello, sarebbe confortante per l'afflitta umanità il vedere intraprendere delle guerre di distruzione di Stati arbitrarî per fondare Stati legittimi. E lo Stato che le intraprendesse sarebbe lo Stato più giusto del mondo, perchè esso non farebbe altro che realizzare il supremo e costante ideale del diritto internazionale: l'indipendenza di tutti i popoli della terra, l'indipendenza degli Stati espressione della volontà dei popoli, l'indipendenza degli Stati legittimi. Noi siamo ben convinti che, a giudicare dal ributtante e malvagio egoismo che domina tutti gli Stati della terra, è più facile immaginare Stati disposti a distruggere l'indipendenza dei popoli indipen-

[1] Vedi E. L. Catellani, *La Cultura*, Rivista diretta da R. Bonghi, 1-15 gennaio, 1889, pp. 11 e seg. — G. Rolin-Jaequemyns, *Revue de droit international*, n. 3 e 4, anno 1889, p. 420.

denti che a darla a quelli schiavi; ma non per ciò noi possiamo esimerci dall'obbligo di stabilire in modo assoluto che *eternamente sacro ed inviolabile è per ogni Stato più che il diritto il dovere di attuare il diritto internazionale in qualsiasi luogo ed in qualsiasi tempo lo vegga menomamente violato.*

6. Per combattere la teoria che lo Stato arbitrario non deve aver diritto all'indipendenza, diritto al non-intervento, diritto alla protezione del diritto internazionale, non ci si deve dire che essa attuata sarebbe una teoria *perturbatrice* come ci ha detto il Catellani,[1] o *enorme* come ci ha detto il Vidari.[2] Affermando un tal concetto, i nostri autorevoli critici nulla affermano contro il valore scientifico della nostra teoria. Per conseguenza noi restiamo fermi nel sostenerla. Essi, per convincerci del carattere *enorme* e *perturbatore* della nostra teoria, devono dimostrarci che questa sia menomamente violatrice della indipendenza dei popoli. Allora, soltanto allora, noi potremmo, non solo abbandonarla, ma anche disprezzarla.

7. E adesso che sappiamo, che per diritto internazionale la indipendenza è e deve esser sempre un esclusivo diritto degli Stati legittimi; non è più giusto, non è più scientificamente esatto il dire, che soggetti di diritto internazionale sono tutti indistintamente gli Stati, qualunque sia per essere il loro fondamento, legittimo o arbitrario.[3] Se lo Stato vuolsi che sia espressione del diritto e non dell'arbitrio internazionale, soggetti di diritto internazionale devono proclamarsi i soli Stati legittimi, non tutti indistintamente gli Stati, cioè gli Stati legittimi e gli Stati arbitrarî. Considerar gli uni alla stessa guisa degli altri, è stranamente confondere il diritto colla violazione del diritto.

8. Nemmeno giusto, nemmeno scientificamente esatto è più il dire che Stati sovrani, cioè Stati soggetti di diritto internazio-

[1] V. E. L. CATELLANI, *La Cultura*, Rivista diretta da R. BONGHI, 1-15 gennaio 1889, pp. 11 e seg.

[2] ERCOLE VIDARI, *Il Filangieri*, n. 1, gennaio 1889, pp. 51 e seg.

[3] V. FIORE, *Trattato di diritto internazionale pubblico*, vol. I, parte gener., libr. II, sez. 1ª, cap. I, n. 274. — WHEATON, *Éléments du droit international*, parte I, cap. II, § 1.

nale sono gli Stati *indipendenti.*[1] Se tutti gli Stati indipendenti fossero legittimi, non vi sarebbe nessuna ragione per negar loro quella qualità. Ma pur troppo Stato indipendente è molto spesso sinonimo di Stato arbitrario. La Turchia europea nell'epoca in cui era il terrore non soltanto dei popoli cristiani conquistati, ma di tutta quanta la cristianità, nessuno può mettere in dubbio che fosse uno Stato indipendente. Eppure essa che si fondava sulla flagrante violazione della indipendenza di tanti infelici popoli, era uno Stato arbitrario. L'Austria quando era padrona assoluta e prepotente, non soltanto de' popoli d'Italia direttamente ed immediatamente soggetti alla sua conquista, della Lombardia e del Veneto, ma indirettamente di tutta quanta l'Italia, nessuno può dubitare che fosse uno Stato indipendente. Eppure chi oserà dire che essa coi popoli conquistati d'Italia formasse uno Stato legittimo? La Germania, l'Austria, la Russia nei frammenti della Polonia soggetti alla loro immorale dominazione, nessuno potrà mettere in dubbio che siano tanti Stati indipendenti. Eppure chi coscienziosamente può affermare, che ciascuna di quelle potenze in ciascuno de' frammenti soggiogati della Polonia sia uno Stato legittimo? Or, dichiarando Stati sovrani, cioè Stati soggetti di diritto internazionale tutti indistintamente gli Stati indipendenti, si verrebbero a dichiarare sovrani, cioè soggetti di diritto internazionale anche gli Stati arbitrarî. L'indipendenza non è causa, ma effetto della legittimità dello Stato. Gli Stati legittimi dunque devono goderla, non tutti indistintamente gli Stati. Se è giusto, se è esatto dichiarar Stati sovrani, Stati soggetti di diritto internazionale gli Stati legittimi, non è giusto, non è esatto dichiarar tali tutti indistintamente gli Stati indipendenti.

9. Concludendo, dunque, diciamo: *Stati sovrani, Stati soggetti di diritto internazionale devono essere non più tutti indistintamente gli Stati — legittimi ed arbitrarî —: non più gli Stati indipendenti di fatto; ma gli Stati legittimi, gli Stati espressione della volontà dei popoli che rappresentano.*

[1] V. VATTEL, *Le droit des gens*, vol. I, libr. I, cap. I, § 4. — KLUBER, *Droit des gens moderne de l'Europe*, 1874, § 2, p. 30.

PARTE SECONDA

SOCIETÀ DEGLI STATI

LIBRO PRIMO.

FONDAMENTO LEGITTIMO DELLA SOCIETA DEGLI STATI

Capitolo unico.

Necessità e scopo della Società degli Stati.

1. È una grande utopia sperare indipendenza negli Stati senza la legittima esistenza della Società degli Stati. L'indipendenza degli Stati fuori della Società degli Stati si trova in quella identica condizione in cui si troverebbe la libertà dell'uomo se l'uomo non vivesse in società con altri uomini. Ogni uomo condannato a garentire colle sue esclusive forze individuali la propria libertà non potrebbe esser mai veramente libero. Esso, per essere veramente libero, dovrebbe essere forte. Ma l'uomo, in qualunque stato viva, potrà esser mai sempre forte? No, sicuramente. Esso, come qualsiasi altro essere vivente del mondo, se ha i suoi momenti di forza, ha anche i suoi momenti di debolezza. Ed in questi momenti la sua condizione non sarebbe altra che quella d'un infelice schiavo.

Ora ciò che sarebbe l'uomo se non vivesse in società con altri uomini, sono gli Stati viventi in stato di natura e non di società cogli altri Stati.

Nell'attuale stato di natura in cui disgraziatamente vivono gli Stati, l'indipendenza non è sorretta dal potere inerente alla Società, non è sotto la guarentigia di tutti, sì bene della forza particolare di ognuno. Sicchè non tutti i popoli sono indipendenti, ma solo i forti. Non tutti i popoli sono Stati, ma quelli che

hanno avuto la forza di difendersi. Per i popoli deboli, per i popoli impotenti a difendere la loro indipendenza colle loro esclusive forze, non v'è altra sorte che quella della schiavitù. Non sarebbe così se tra gli Stati vi fosse la Società giuridicamente ordinata. In tal caso l'indipendenza di qualsiasi Stato, essendo sotto la protezione del potere e della forza di tutto il mondo, e non sotto quella del potere e della forza individuale, non sarebbe più un privilegio dei soli Stati forti, ma un diritto comune ed eguale per tutti indistintamente. Per avere, dunque, l'indipendenza dei popoli, lo stato sociale tra essi è assolutamente necessario, come è assolutamente necessario tra gli uomini per avere la libertà dell'uomo.

2. Ma non basta il fatto materiale della esistenza della Società tra gli Stati, perchè l'indipendenza dei popoli possa dirsi sempre ed incontrastabilmente esistente. Perchè ciò accada è indispensabile che la Società non abbia altro fine che quello del più assoluto rispetto dell'indipendenza dei popoli medesimi. E rispetto non soltanto da parte dei popoli tra loro, ma anche e principalmente dai suoi *poteri*. « Far rispettare e rispettare », ecco il solo e supremo fine che deve avere la Società degli Stati perchè l'indipendenza dei popoli possa dirsi sempre ed incontrastabilmente esistente.

3. Come si fa rispettare e come si rispetta l'indipendenza dei popoli?

La Società degli Stati fa rispettare l'indipendenza dei popoli, proteggendo scrupolosamente la libera esistenza degli Stati legittimi e perseguitando e distruggendo senza pietà gli Stati arbitrarî. Lo Stato arbitrario è oppressione non espressione della volontà dei popoli. Or, tollerandone l'esistenza, la Società degli Stati farebbe violare non rispettare l'indipendenza dei popoli. Come la società civile, per far rispettare la libertà dell'uomo, impedisce la libera esistenza de' malfattori, così la Società degli Stati, per far rispettare l'indipendenza de' popoli, è assolutamente obbligata a perseguitare e distruggere gli Stati arbitrarî. Non vi sarebbe più diritto internazionale se in una Società di Stati l'indipendenza fosse un diritto di qualsiasi Stato, dello Stato

espressione del diritto e dello Stato espressione dell'arbitrio; ossia dello Stato legittimo e dello Stato arbitrario. Non vi sarebbe più indipendenza se questa dovesse essere sempre rispettata tanto nello Stato che esercita diritti proprî quanto nello Stato che viola diritti altrui.

Perchè l'indipendenza dei popoli sia scrupolosamente rispettata occorre, ancora, che la Società degli Stati la rispetti essa per la prima. E la Società degli Stati rispetta l'indipendenza dei popoli quando si costituisce non con poteri di menoma usurpazione, ma di assoluta e completa guarentigia dei diritti d'indipendenza di ciascun di essi. Perchè la Società degli Stati rispetti e non violi l'indipendenza dei popoli, i suoi poteri nessuna attribuzione, che sia menomamente incompatibile con tutti i diritti d'indipendenza dei popoli medesimi, debbono avere. Le attribuzioni dei poteri della Società degli Stati devono essere – lo ripetiamo – di guarentigia non di usurpazione dei diritti dei popoli. La menoma facoltà che un qualsiasi potere della Società degli Stati avesse di usurpare i diritti d'indipendenza dei popoli, farebbe venir meno alla Società lo scopo per cui dovrebbe esistere ed avrebbe ragione di esistere. Gli Stati creano la Società per assicurare non per perdere i diritti inerenti alla loro sovranità interna ed esterna. Tutti i diritti, dunque, che gli Stati posseggono nello stato di natura devono essere assolutamente garentiti non usurpati nello stato sociale da essi creato. Nello stato sociale, gli Stati devono perdere l'arbitrio di violare i diritti altrui, non il diritto di esercitare i diritti proprî. Uno stato sociale con poteri violatori dei diritti d'indipendenza degli Stati sarebbe ingiusto come lo stato di natura. In quella specie di stato sociale avreste il despotismo; come nello stato di natura v'è l'anarchia. Nell'uno e nell'altro v'è violazione dei diritti d'indipendenza dei popoli. Entrambi dunque devono essere condannati.

Padronissima la Società degli Stati di creare tutti quei poteri che si trovano presso ogni Stato ben costituito: un potere *legislativo*, un potere *giudiziario* ed un potere *esecutivo*. Ma quei poteri nulla debbon fare che sia menomamente incompatibile col libero esercizio dei diritti di sovranità interna ed esterna

degli Stati. Il potere legislativo nessuna legge è padrone di fare se non abbia per mira di garentire l'indipendenza dei popoli. Il potere giudiziario nessuna legge deve applicare se non sia legge di garenzia dell'indipendenza dei popoli. Il potere esecutivo, finalmente, nessuna legge può eseguire se non sia legge di garenzia dell'indipendenza dei popoli.

Padronissima la Società degli Stati di concentrare tutti i suoi poteri nelle mani di un solo individuo o più individui: padronissima cioè di organizzarsi a forma di governo monarchico o repubblicano. Ma purchè quell'individuo o più individui, quel monarca o quella repubblica - espressione della volontà di tutti - non abbiano altro fine che la guarentigia dei diritti d'indipendenza di tutti indistintamente i popoli del mondo. L'impero di Napoleone I e l'impero della Santa Alleanza, rappresentanti l'uno come una specie di monarchia, l'altro come una specie di repubblica universale, sarebbero stati governi internazionali tutti e due pienamente legittimi se avessero avuto per fine la guarentigia della indipendenza dei popoli. Ma essi furono una scellerata oppressione dei diritti dei popoli. Perciò, soltanto, devono additarsi al disprezzo generale.

4. Se dall'abate di Saint-Pierre [1] a Giangiacomo Rousseau, [2] da Geremia Bentham [3] ad Emanuele Kant, [4] dal Lorimer [5] al Fiore, [6] tutti i progetti di organizzazione della Società degli Stati e della corrispondente pace non hanno avuto mai pratica e benefica applicazione, la cagione questa è stata. Essi sono stati concepiti tutti in aperta opposizione al vero fine della So-

[1] V. Saint-Pierre, *Projet de traité pour rendre la paix perpetuelle entre les souverains chrétiens, etc.*; Utrecht, 1713.

[2] V. Rousseau, *Extrait du projet de paix perpétuelle de M. l'abbé de Saint-Pierre.*

[3] V. *Works* of Geremy Bentham, parte VIII, p. 537-551; London, 1839.

[4] V. Kant, *Projet de paix perpétuelle, essai philosophique*, tradotto dall'alemanno, ecc.; Konigsberga, 1796.

[5] V. Lorimer, *Principes de droit international*, libr. V, cap. xiii.

[6] V. Pasquale Fiore, *Ordinamento giuridico della Società degli Stati*; Torino, Unione Tipografico-Editrice, 18?0. Dello stesso autore: *Un appello alla stampa e alla diplomazia*, riprodotto dal giornale l'*Opinione* nei nn. 223 a 226, an. 1830.

cietà. *Della Società degli Stati non si è fatto un supremo potere destinato a rispettare e far rispettare i diritti d'indipendenza dei popoli, ma un potere impotente a farli rispettare e potentissimo per violarli.*

Della Società degli Stati si è fatto un potere impotente a far rispettare i diritti d'indipendenza dei popoli, perchè sotto la sua suprema protezione non sono stati messi gli Stati, che per la legittimità che rappresentano, alla protezione dei loro diritti d'indipendenza hanno diritto, ma tutti indistintamente gli Stati: Stati legittimi e Stati arbitrarî, Stati espressione e Stati oppressione della indipendenza dei popoli.[1] Or là, dove la protezione internazionale sia un diritto tanto per chi rispetta, tanto per chi viola il diritto; v'è stato di natura, non stato sociale; guerra, non pace; anarchia, non governo. Nei rapporti tra uomo e uomo la società è possibile, perchè la protezione sociale è un diritto dei cittadini degni di tale protezione, non già di tutti indistintamente i cittadini, degni e indegni, galantuomini e delinquenti.

Si è fatto, poi, della Società degli Stati un potere potentissimo per violare i diritti d'indipendenza dei popoli, perchè le attribuzioni assegnatele non sono state di guarentigia, ma di usurpazione dei medesimi diritti d'indipendenza; non di diritto internazionale, ma di diritto costituzionale.[2] Or là dove un po-

[1] Nel primo articolo del progetto dell'abate di SAINT-PIERRE è detto: « Fra i sovrani che avranno firmato gli articoli seguenti, ecc... si convenne di prendere per *punto fondamentale* la possessione attuale e l'esecuzione degli ultimi trattati »; cioè di proteggere gli Stati, comunque fossero costituiti – arbitrariamente o legittimamente.

[2] Nel citato articolo del progetto dell'abate di SAINT-PIERRE è anche stabilito: « Ciascun sovrano, il quale abbia firmato questo trattato fondamentale, sarà sempre conservato insieme alla famiglia in tutto quel territorio ch'egli attualmente possiede ». Sicchè i sovrani dovrebbero essere, secondo il SAINT-PIERRE, non già espressione della volontà dei popoli, ma imposizione della Società degli Stati: ora ciò sarebbe usurpazione, non guarentigia dei diritti d'indipendenza dei popoli. EMANUELE KANT nel primo articolo definitivo per la pace perpetua stabilisce: « La costituzione civile di ogni Stato deve essere repubblicana ». Anche quest'articolo del progetto di KANT, come ognun vede, è di usurpazione e non di guarentigia dei diritti d'indipendenza dei popoli; imperocchè con esso si toglie ai popoli il diritto di avere quella forma di governo che loro meglio convenga. Il LORIMER nell'opera citata (I, G. 2) afferma: « Le guerre civili dovranno essere di competenza dell'assemblea internazionale ». Ma

tere supremo usurpi e non garentisca i diritti dei popoli, là avete il despotismo, non l'indipendenza. Se nei rapporti tra uomo e uomo di certe società avete la libertà, ciò accade perchè il governo garantisce, non usurpa i diritti di libertà dell'uomo.

anche quest'articolo è di usurpazione invece che di guarentigia dei diritti d'indipendenza dei popoli, imperocchè, secondo esso, i giudici dei modi di risolvere le quistioni delle forme di governo dei popoli non sarebbero più i popoli, ma il governo internazionale.

LIBRO SECONDO.

FORME DELLA SOCIETÀ DEGLI STATI

CAPITOLO I.

La lega.

1. La lega è il primo tentativo di affermazione della Società degli Stati. In tutti i tempi ed in tutti i luoghi noi troviamo esempî di Stati uniti in lega. Segno codesto, che lo stato sociale non è soltanto un bisogno naturale ed invincibile dell'uomo, ma anche delle associazioni degli uomini, degli Stati. Ma la lega degli Stati non è ancora quella perfetta, compiuta, organica società costituita dalla società civile dell'uomo; non è una società organizzata. Essa infatti non ha nessuno di tutti quei caratteri che costituiscono una perfetta società. Essa non è perpetua come è perpetua la società civile dell'uomo. Raggiunto lo scopo o spirato il termine pel quale fu costituita, gli Stati legati si sciolgono perfettamente da essa e rientrano nel loro consueto stato di natura.

Meno male se, nel tempo stabilito per la sua durata, avesse un potere centrale supremo da cui fosse governata. In tal caso la lega, se non una Società di Stati *perpetua*, sarebbe almeno una Società di Stati *organizzata*. Ma la lega nessun potere centrale supremo possiede. Essa, dunque, oltre che pel carattere temporaneo della sua esistenza, nemmeno e principalmente per l'assoluta mancanza di poteri centrali supremi può considerarsi come una vera Società di Stati.

2. Ma, per quanto imperfetta, incompiuta, inorganica, la lega non può e non deve avere altro scopo che quello di ogni vera Società di Stati: la guarentigia della indipendenza degli Stati legati. Qualunque patto con cui i diritti di sovranità interna ed esterna degli Stati legati venissero menomamente violati, sarebbe un patto assolutamente arbitrario, perchè assolutamente contrario allo scopo della vera Società degli Stati. Una delle più potenti ragioni, per cui gli Stati uniti in lega si guardano bene dal costituire un potere centrale supremo, si è il timore di poter compromettere menomamente la loro indipendenza. Ora se essi evitano di eleggere un potere centrale supremo, per non dipendere menomamente da esso, è mai possibile ammettere che si obblighino liberamente a dipendere da uno o più degli Stati uniti in lega? Una lega in cui i diritti d'indipendenza degli Stati legati siano menomamente violati, invece che scrupolosamente garentiti, non può essere altro che l'effetto o dell'altrui prepotenza o della propria follia. Ora nè l'altrui prepotenza nè la propria follia sono mai elementi capaci per dare origine ad una società legittima. Una lega, in cui i diritti d'indipendenza degli Stati debbano dipendere dalla volontà di uno e più di essi, è l'affermazione più sfacciata dell'intervento. Or l'intervento è violazione, non guarentigia della indipendenza dei popoli. La Santa Alleanza, che, coll'arbitrio dell'intervento elevato a principio di diritto internazionale, violava permanentemente i diritti d'indipendenza dei pretesi Stati legati, fu una società arbitraria, non legittima. Una società di Stati, sia incompiuta o compiuta, inorganica o organica, senza o con poteri centrali supremi, non sarà mai una società legittima tutte le volte che i diritti d'indipendenza degli Stati legati non siano scrupolosamente rispettati.

3. Ma la lega non è soltanto la guarentigia della indipendenza degli Stati legati che può avere per iscopo. Essa può benissimo e legittimamente aver per iscopo anche la guarentigia della indipendenza degli Stati estranei, la guarentigia della indipendenza di tutti indistintamente gli Stati legittimi sparsi per la terra. Garentire contro gli attentati altrui l'indipendenza di uno Stato legittimo, sia questo parte integrante di una lega o no, si

è eseguire la santità del diritto delle genti. Or l'esecuzione del diritto delle genti più che un diritto è un obbligo per tutti indistintamente gli Stati della terra, siano essi uniti in lega, siano nel più selvaggio stato di natura. « Le leggi della società naturale sono di una tale importanza per la salvezza di tutti gli Stati – osserva giustamente il più elegante scrittore di diritto internazionale, il Vattel – che se si avvezzassero gli uomini a conculcarle, verun popolo non potrebbe lusingarsi di conservarsi e d'esser tranquillo in casa propria, per quante misure si potessero da lui prendere di sapienza, di giustizia e di moderazione. Ora tutti gli uomini e tutti gli Stati hanno un perfetto diritto alle cose, tolte le quali non possono conservarsi, poichè questo diritto corrisponde ad una indispensabile obbligazione. Dunque tutte le nazioni sono nel diritto di reprimere colla forza quella che viola apertamente le leggi della società, che la natura ha stabilite tra esse, e che attacca direttamente il bene e la salute di questa società ».[1] Ed il genio eletto ed immortale di Locke anche esso ha in proposito sapientemente sentenziato: « Affinchè niuno intraprenda di usurpare gli altrui diritti e di far torto al suo prossimo ed acciò le leggi della *natura* che hanno per iscopo la *tranquillità e la conservazione del genere umano* siano osservate, la natura in un tale stato ha posto ciascuno nel diritto di punire la violazione delle sue leggi, ma in grado che la impedisca in avvenire. *Le leggi della natura, come anche tutte le altre leggi, che riguardano gli uomini in questo mondo, sarebbero del tutto inutili, se nello stato di natura nessuno avesse il potere di farle eseguire, di proteggere e conservare l'innocente, e di reprimer coloro che ad esso lui fan torto* ».[2]

Ma intendiamoci bene. Eseguire il diritto internazionale a favore di qualsiasi Stato estraneo alla lega non deve significar mai il benchè menomo *intervento*. Se l'intervento non è ammissibile nemmeno contro il più piccolo ed umile Stato unito in lega, a più forte ragione deve essere respinto quando si tratti

[1] V. Vattel, *Le droit des gens*, tom. I, Preliminari, § 22.
[2] V. Locke, *Del governo civile*, cap. I, § 4.

di Stati estranei alla lega. La lega, come qualsiasi altra forma di Società di Stati, ha diritto di far rispettare il diritto internazionale, dovunque si osi insorgere contro di esso, tanto fra gli Stati legati, quanto fra gli Stati estranei, ma essa non ha davvero l'arbitrio di violarlo. Ed essa violerebbe, non farebbe rispettare il diritto internazionale, tutte le volte che eseguisse il benchè menomo intervento contro un qualsiasi Stato del mondo. Una lega, che reputasse lecito compiere degli interventi contro qualsiasi Stato, sarebbe non una Società internazionale, ma una vera società di malfattori. La Santa Alleanza il cui fine non fu altro che la permanente violazione dei diritti d'indipendenza di tutti gli Stati deboli, e alleati e estranei all'alleanza, cioè il delitto internazionale dell'intervento, fu un'associazione di malfattori non una vera Società internazionale.

Capitolo II.

La confederazione.

1. La confederazione è la lega organizzata. Nella confederazione avete tutti i caratteri di una vera e perfetta società. Nella confederazione gli Stati non sono uniti a tempo determinato, come nella lega, ma in perpetuo. Ciò è poco. Nella confederazione l'adempimento degli alti fini della Società degli Stati non dipende dalla volontà degli Stati uniti, singolarmente considerati, come si verifica nella lega, ma da un potere centrale superiore alla volontà di qualsiasi Stato unito. Questo potere centrale supremo, nei limiti delle sue legittime attribuzioni, compie atti di vera ed assoluta sovranità, a cui tutti indistintamente gli Stati confederati devono scrupolosamente obbedire. La confederazione compie atti di vera ed assoluta sovranità colla potestà di far leggi, colla potestà di applicarle e colla potestà di eseguirle. In altri termini la confederazione domina sopra tutti indistintamente gli Stati

confederati, con un potere *legislativo*, con un potere *giudiziario*, con un potere *esecutivo*. È l'esistenza di un supremo potere legislativo, giudiziario ed esecutivo, che di tutti gli Stati uniti in lega fa una Società internazionale perfetta, un compiuto organismo, una confederazione. Ma la Società internazionale perfetta, ma il compiuto organismo, ma la confederazione, tra gli Stati confederati, non scema, non indebolisce i loro sacri ed inviolabili diritti di sovranità interna ed esterna. Questi diritti, nella confederazione, lungi dall'essere menomamente scemati o indeboliti, raggiungono il massimo grado di aumento e di potenza. La lega è la minima garanzia dei diritti degli Stati. La confederazione ne è la massima. E ciò perchè la lega è una Società senza poteri. La confederazione è una Società con supremi poteri. La lega è una Società inorganica. La confederazione è una Società organica.

2. Non ci si ripeta il solito e volgarissimo pregiudizio, a cui hanno pagato il loro tributo i più insigni scrittori di diritto pubblico interno ed internazionale, che la costituzione di un potere centrale e supremo tra gli Stati, cioè una confederazione, per il sol fatto che sarebbe un'autorità superiore a quella degli Stati, sarebbe la perdita della loro indipendenza. [1] L'ipotesi della

[1] « Certe idee, certi principi, certi progetti, gli uni benevoli, filantropici, gli altri nascondenti delle vedute, che sarebbero forse tutt'altra cosa che benevole e filantropiche - osserva Pellegrino Rossi - non erano in fondo che delle ch'mere. Io voglio parlare di quei progetti di organizzare gli Stati tra essi, presso a poco come le società civili, di quei progetti che tenderebbero a far portare davanti ad una giustizia comune le querele che si eleverebbero tra gli Stati, di quei progetti ai quali si sono attaccati certi spiriti filantropici e benevoli, perchè essi hanno creduto vedervi un mezzo per far cessare la guerra. Se questa giustizia potesse esistere, se questo tribunale potesse adempiere efficacemente le sue funzioni, esso non potrebbe far ciò che come esige la giustizia, cioè disponendo ad un tempo del diritto di pronunciare e della forza sufficiente per fare eseguire i suoi giudizi, perchè senza di ciò esso sarebbe uno di quegli arbitrati che hanno avuto luogo più volte: le nazioni, degl'interessi delle quali si tratta, vi si sottomettono se esse lo vogliano, e se esse non lo vogliano, non vi ha altra risorsa che la guerra. Io dico, dunque, bisognerebbe, che questa autorità suprema avesse non soltanto il diritto di pronunciare, ma, dietro di sè, e a sua disposizione, la forza, perchè il giudizio pronunziato ricevesse la sua esecuzione. E bene, che accadrebbe? Che questo tribunale, che questa autorità sarebbe soltanto autonoma, sarebbe soltanto indipendente, e che tutti gli Stati dipen-

perdita della indipendenza degli Stati uniti tra loro è possibile quando le attribuzioni di un potere costituito al di sopra di essi siano di usurpazione della indipendenza stessa, non mai quando sono di assoluta e scrupolosa guarentigia; quando le attribuzioni del potere supremo siano di diritto pubblico interno ed internazionale, non quando sono di esclusivo diritto pubblico internazionale; quando, in altri termini, gli Stati uniti costituiscano uno Stato *federale*, non quando non sono altro che una Società di Stati, una *confederazione*. È nello Stato federale che gli Stati uniti perdono i diritti di Stati separati ed indipendenti. Nella confederazione, gli Stati conservano tutti indistintamente i diritti di Stati separati e indipendenti. Il benchè menomo diritto di Stato separato e indipendente che lo Stato membro di una unione venisse a perdere, farebbe di questa, non più una Società di Stati, ma uno Stato; non più una confederazione di Stati, ma uno Stato federale. S'ingannano di santa ragione tutti quegli scrittori di diritto pubblico interno ed internazionale, che lo Stato federale credono distinguere nettamente dalla confederazione, notando che nel primo esiste un potere centrale supremo esecutivo, e nel secondo no. La mancanza di un potere centrale supremo esecutivo tra gli Stati uniti può, sì, far distinguere una lega da una confederazione, ma è un grosso ed imperdonabile errore il dire che faccia distinguere la confederazione di Stati dallo Stato federale. Un potere centrale supremo esecutivo esiste tanto nello Stato federale quanto nella confederazione di Stati. Una unione di Stati, senza un potere centrale supremo esecutivo, può essere, se non lo stato di natura addirittura, tutto al più una lega di Stati, cioè una Società incompiuta, inorganica; non una Società compiuta, organica, cioè una

derebbero da essa. *Ciò sarebbe una abdicazione della indipendenza nazionale, ciò sarebbe una organizzazione incompatibile colla autonomia delle nazioni.* E allora che accadrebbe in pratica? Accadrebbe che le grandi nazioni, gli Stati potenti o non si sottometterebbero alla regola, o si costituirebbero essi medesimi giudici ed arbitri, in modo che l'autonomia, l'indipendenza degli Stati di terzo, di quart'ordine disparirebbe completamente». *Cours de droit constitutionnel*, tom. II, les. 33. — V, pure LAURENT. *Histoire du droit des gens*, I, pp. 39 e seg. — FUNCK-BRENTANO e SOREL, *Precis du droit des gens*, Conclusione, cap. I, 1, pp. 440-41.

confederazione. Ciò che distingue lo Stato federale dalla confederazione di Stati, dunque, non è la pretesa mancanza di un potere centrale supremo esecutivo nella seconda e la esistenza dello stesso potere nel primo. Ciò è la natura delle attribuzioni del potere centrale supremo, che esiste tanto nello Stato federale quanto nella confederazione.

Per respingere il nostro concetto sulla confederazione non ci si venga fuori col dirci che la storia o non offre affatto o offre pochissimi esempî di confederazioni di tal genere. Dato che ciò fosse ammissibile - rispondiamo noi - nessuno può negare che il concetto nostro sia il più scientificamente esatto. Per conseguenza se esso non ha avuto una perfetta applicazione nel passato, nessuno può negarci, che, applicato nell'avvenire, sarà la più grande affermazione dei diritti di sovranità dei popoli.

L'esistenza di un potere centrale esecutivo al di sopra degli uomini di ogni data società civile, cioè lo Stato, nessuno oserà dire che sia la perdita dei diritti della libertà individuale dell'uomo. Del pari nessuno può osar dire che l'esistenza di un potere centrale esecutivo al di sopra degli Stati, cioè la confederazione, sarebbe la perdita dei diritti d'indipendenza degli Stati.

L'esistenza di un potere centrale supremo, tra gli Stati, sarebbe la perdita dell'arbitrio di violare i diritti altrui, non mai la perdita dell'esercizio dei diritti proprî. Contro di essa, dunque, possono protestare gli Stati intenzionati a delinquere, ma non gli Stati fermamente decisi a mantenersi nella sfera dei diritti proprî. Gli Stati, che si oppongono alla costituzione di un legittimo potere centrale, supremo, esecutivo tra essi, mi danno l'idea degli assassini, che ricusano i gendarmi, o degl'incendiarî che protestano contro i pompieri.

Capitolo III.

L'unione personale.

1. L'*unione personale* degli Stati sotto un medesimo sovrano è una Società internazionale come la confederazione. Ed una Società, ancora, organizzata come la confederazione. Ciò che distingue l'unione personale degli Stati dalla confederazione è questo. Nella confederazione il potere centrale supremo esecutivo è nelle mani di più individui. Nella unione personale quel potere è nelle mani di un solo individuo. Nella confederazione avete una repubblica. Nell'unione personale una monarchia. Ma per quanto l'unione personale degli Stati si distingua dalla confederazione, essa, ripetiamo, è sempre una vera Società internazionale. Il sovrano, infatti, sotto cui gli Stati vivono uniti, non ha un potere con attribuzioni di usurpazione, ma di guarentigia dei diritti d'indipendenza degli Stati uniti. Or là, dove i diritti d'indipendenza degli Stati siano garentiti e non usurpati, si ha sempre una Società di Stati.

2. L'unione di più Stati sotto un medesimo sovrano non sarebbe una Società di Stati quando gli Stati uniti perdessero il benchè menomo diritto di Stati separati e indipendenti. In tal caso non più una Società di Stati avremmo, ma uno Stato. Ma nell'unione personale gli Stati uniti nessun diritto di Stati separati e indipendenti perdono. L'essere, dunque, uniti sotto un medesimo sovrano non deve fare mai intendere che non costituiscano una vera Società internazionale.

Là, dove gli Stati, uniti sotto il medesimo sovrano, costituiscono uno Stato e non una Società di Stati, si è nella unione *reale,* non già nella unione personale. Nella unione reale, infatti, gli Stati uniti non posseggono tutti i diritti di Stati separati e indipendenti. Essi, per quanto siano completamente sovrani nei

rapporti della loro vita interna, nessun diritto di sovranità esterna posseggono. I diritti di sovranità esterna sono nel pieno potere del sovrano sotto cui sono uniti. Ora uno Stato privo dei diritti di sovranità esterna non costituisce mai uno Stato separato e indipendente. Esso è membro di uno Stato. Non è così nella unione personale. Qui gli Stati uniti sotto un medesimo sovrano posseggono tutti indistintamente i diritti di Stati separati e indipendenti – *i diritti di sovranità esterna come i diritti di sovranità interna.* Nel potere del sovrano, sotto cui gli Stati sono uniti, non vi sono altre attribuzioni che quelle della più assoluta e scrupolosa guarentigia dei loro diritti di Stati separati e indipendenti.

3. Nei rapporti internazionali, tra unione personale e unione reale v'è una differenza quasi analoga a quella che esiste tra confederazioni di Stati e Stato federale. Nella unione personale, come nella confederazione, per l'assoluta indipendenza degli Stati uniti, v'è una Società di Stati e non uno Stato. Nella unione reale, come nello Stato federale, per la mancanza, negli Stati uniti, di tutti i diritti di Stati separati e indipendenti, v'è uno Stato e non una Società di Stati. Nella unione personale, come nella confederazione, v'è un potere protettore di tutti i diritti d'indipendenza degli Stati uniti. Nella unione reale, come nello Stato federale, v'è un potere padrone di molti diritti degli Stati uniti.

LIBRO TERZO.

IDEALE DEL DIRITTO INTERNAZIONALE

CAPITOLO UNICO.

La Società universale degli Stati.

1. Sia sotto la forma inorganica della lega, sia sotto la forma organica della confederazione o della unione personale, noi finora nel mondo abbiamo avuto Società particolari di Stati, di due o più Stati, non la Società di tutti gli Stati del mondo, la Società universale.

Or l'ideale del diritto internazionale universale è la Società universale, la Società di tutti gli Stati del mondo.

Nelle Società particolari di Stati avete la guarentigia della indipendenza dei soli popoli associati, non la guarentigia della indipendenza di tutti i popoli del mondo. Ora il diritto internazionale, il cui scopo supremo è la guarentigia della indipendenza di tutti indistintamente i popoli del mondo e non di alcuni soltanto, sarebbe in aperta contraddizione con sè stesso se non avesse per ideale la Società universale, la Società di tutti gli Stati del mondo.

Non la Società di Stati tedeschi, non la Società di Stati latini, non la Società di Stati slavi, non la Società di Stati europei, non la Società di Stati europei ed americani, sarà dunque l'ideale del diritto internazionale, ma la Società universale, la Società di tutti gli Stati del mondo. Il diritto internazionale, non tedesco, non latino, non slavo, non europeo, non europeo ed americano è, ma universale. Universale deve esser dunque il mezzo della realizzazione del suo supremo fine – la Società degli Stati.

2. E la Società universale, la Società di tutti gli Stati del mondo, secondo l'ideale del diritto internazionale, non dovrà costituirsi sotto la forma inorganica della lega, ma sotto la forma organica della confederazione o della unione personale.

Non può esservi vera indipendenza in quella Società di Stati in cui manchi un potere centrale supremo incaricato a garentirla direttamente ed efficacemente. Or la Società in cui manca affatto un tal potere è la lega. La Società in cui esiste ed agisce è la confederazione o l'unione personale. La confederazione o l'unione personale, dunque, dovrà essere la forma sotto cui si dovrà costituire la Società universale degli Stati, non la lega. La lega, come è impotente a garantire l'indipendenza di alcuni Stati, del pari sarebbe impotente a garantire quella di tutti gli Stati del mondo.

3. Ma, qualunque sia per essere la forma *organica* sotto cui la Società universale degli Stati si costituirà – la confederazione o l'unione personale – i suoi poteri non debbono e non possono avere attribuzioni diverse di quelle di una confederazione o di una unione personale particolare, ossia la guarentigia dell'indipendenza di tutti gli Stati legittimi.

Una confederazione o una unione personale universale che si arrogasse il diritto di restringere menomamente i naturali diritti d'indipendenza degli Stati uniti, sarebbe una flagrante violazione del diritto internazionale.

I poteri della confederazione o della unione personale universale devono essere scrupolosi ed energici protettori, non menomamente usurpatori dei diritti degli Stati componenti.

Una società senza potere centrale supremo esecutivo è l'anarchia. Ma una società con poteri usurpatori è il despotismo. Ora la Società universale degli Stati, come ogni società particolare di uomini, non deve essere nè l'anarchia, nè il despotismo. Essa deve essere la realizzazione esatta e scrupolosa del supremo e costante fine del diritto internazionale – la guarentigia dei diritti d'indipendenza di tutti i popoli del mondo e, quindi, della loro armonica coesistenza.

FINE.

INDICE

Libro III. — *Forme dello Stato.*

Libro IV. — *Mutazioni dello Stato.*

Libro V. — *Effetti delle mutazioni dello Stato.*

Libro VI. — *Riconoscimento delle mutazioni dello Stato.*

del diritto internazionale, non già ristretto ai popoli così detti civili, cioè europei ed americani, come pure si fa ancora da molti illustri scrittori, quali l'Heffter, il Kluber, il Martens, il Pradier-Fodéré ed il nostro stesso Mamiani, ma bensì esteso, come ragione vuole, a tutta intiera l'umanità, senza distinzione di luogo e di grado di civiltà. Posto un concetto così universale del *jus gentium*, il Cimbali definisce l'intervento « l'imposizione della volontà straniera sulla volontà nazionale di qualsiasi popolo del mondo », oppure « la negazione dell'indipendenza nazionale di qualsiasi popolo del mondo ».

Così il giovine pubblicista siciliano, pigliando le mosse dal principio di nazionalità tanto splendidamente proclamato ed illustrato dal nostro Mancini, ne estende il benefico concetto a tutti indistintamente i popoli della terra; e nella violazione di tal principio fa consistere l'intervento. Da ciò si comprende già abbastanza che il Cimbali si professa assolutamente contrario a qualsiasi intervento così inteso, mentre esige invece che ogni Stato si adoperi con tutte le sue forze per costringere gli altri Stati a rispettare l'indipendenza nazionale dei popoli. Insomma, secondo l'autore, l'intervento è una ingiustizia, una barbarie, o, come egli la chiama, *un' ignominia* ogni qual volta si fa per opprimere e conculcare il sacro diritto dell'indipendenza nazionale; è invece un dovere di civiltà e di umanità quando si tratti di difendere un popolo conculcato dallo straniero. Così egli stigmatizza vivamente lo intervento degli Stati occidentali d'Europa nello smembramento dell'infelice nazionalità polacca, e disapprova del pari la politica coloniale di conquista, qual'è quella, ad esempio, della Francia in Algeria ed ora anche dell'Italia sulle coste del mar Rosso. Il Cimbali passa in rassegna ad uno ad uno i molti e svariati motivi di opportunità, di necessità od anche di pretesa umanità, che si adducono per giustificare l'intervento straniero diretto ad opprimere le indipendenze nazionali dei popoli; e ne dimostra l'insussistenza; e conclude colla proclamazione del non-intervento, riconoscendo in esso la più perfetta e scrupolosa guarentigia della indipendenza nazionale di tutti i popoli, ed un diritto assoluto ed inviolabile.

Non si può disconvenire, che la teoria sostenuta dal giovine scrittore sia bella ed assolutamente umanitaria e corrispondente allo ideale giuridico dei rapporti internazionali; ma pur troppo è altrettanto innegabile, che la lotta continua, persistente ed accanita delle diverse nazionalità tuttora in formazione non permetterà ancora per molti anni di attuare pienamente nella pratica un sì bello ideale. Ciò che si può e si deve attuare subito si è di accostarsi per quanto è possibile all'ideale: ed è questo il còmpito a cui sono chiamati i popoli più progrediti in civiltà.

Intanto è giusto dare al Cimbali la meritata lode per l'elevatezza d'intendimenti a cui si è inspirato nello scrivere questo libro, che si fa leggere volentieri grazie allo stile vivo ed animato, pieno veramente di calore siciliano.

(*La Legge*, num. del 3 luglio 1890).

×

M. Cimbali, s'étant proposé d'étudier, au point de vue du « droit international universel » la question difficile de la non-intervention, s'est dit, avec raison, que la solution théorique de cette question serait considérablement simplifiée si l'on parvenait à s'entendre sur la nature même et l'objet du droit international, et ce qu'est l'État selon le droit international.....

Il y a dans l'ensemble une certaine sève généreuse, qui a besoin d'être mûrie par l'étude patiente des faits, mais qui vaut mieux, apres tout, que de la compilation pure.

(G. ROLIN-JAEQUEMYNS, nella *Revue de droit international*, etc., n. 3 e 4, anno 1889).

×

Jassy (Roumanie), 18/30 mars 1889.

Monsieur,

J'ai lu votre excellente étude sur la « Non-intervention » dans le droit international, et j'ai été agréablement surpris de voir que vous arrivez, par voie indépendante, aux mêmes solutions que j'avais admises, il y a 5 ans, sur cette importante question.

Plusieurs professeurs et savants étrangers, auxquels j'avais envoyé mon étude, m'ont reproché d'être trop radical, d'exagérer un principe bon en soi, en le poussant à ses dernières limites. Vous pouvez donc juger de ma satisfaction lorsque je vois les idées que j'ai professées, partagées et soutenues avec un talent et une force d'argumentation peu communs.

Je faisais surtout aux auteurs italiens, les seuls dont je goûte la doctrine sur la « Non-intervention », le reproche de considérer le secours donné à un peuple opprimé comme une exception au principe de « Non-intervention ». Vous avez évité cette erreur, et vous admettez, comme moi, le principe sans aucune exception.

Je n'aurais certes la prétention de comparer mon étude, écrite à la hâte et négligemment, avec votre étude, la *meilleure que je connais*, sur la matière de la « Non-intervention »; je relève seulement ce qu'il y a de commun entre elles, et je n'insiste pas sur les différences, car ceci n'est pas dans mon intérêt.

Je profite de cette occasion pour vous envoyer mon étude, et pour vous prier de vouloir bien agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

JEAN TANOVICEANO.[1]

M. Eduardo Cimbali est un jurisconsulte distingué, dont on avait déjà deux volumes intitulés, l'un, *La Bulgarie et le droit international*, l'autre, *Les Peuples barbares et les Peuples civilisés, observations sur la politique coloniale*. Comme il est facile de le voir, d'après ces titres même, le premier de ces ouvrages était plutôt de l'ordre politique et le deuxième, quoique indirectement, de l'ordre économique. M. Cimbali y soutenait cette thèse, qui est celle des vrais amis du droit et de la liberté, que la colonisation par la conquête, que la dépossession violente des peuples réputés barbares par les peuples prétendus civilisés n'est rien de plus et rien autre chose qu'une forme du vol, un vol en grand, le vol d'État.

De cette étude, il ressortait que la colonisation, pratiquée de cette manière, que l'acquisition de territoires ainsi réalisée, n'avait aucun fondement en droit, qu'elles n'étaient basées que sur la faiblesse des peuples barbares et sur la force des peuples civilisés, que, par conséquent, le degré de puissance militaire devenait, en quelque sorte, la propre mesure de la civilisation, une espèce d'échelle mobile sur laquelle avançaient ou reculaient, au gré des mieux armés, les bornes de ce qui est légitime et de ce qui ne l'est pas. Il ressortait encore de cette étude que ce que nous appelons « la civilisation » étant une chose vague, contingente, relative, malaisée à définir, il restait permis à tout peuple de traiter son voisin de barbare, et pourvu qu'il en eût les moyens matériels, de le lui prouver, soit en l'asservissant, soit en

[1] Autore del libro *De l'intervention au point de vue du droit international*; Paris, L. Larose et Forcel, libraires-éditeurs, 1884.

lui arrachant quelques provinces et quelques milliards, au mépris de l'*habeas patriam* des individus et de l'*habeas corpus* des nations.

Dans le nouveau travail qu'il nous donne aujourd'hui, M. Eduardo Cimbali examine le problème délicat de *la non-intervention*. On sait que c'est le principe qui règle présentement les relations internationales. L'ambassadeur accrédité près d'un gouvernement étranger ne doit nullement intervenir dans les affaires intérieures du pays où il a résidence. C'est à peu près le seul principe ferme et universel sur lequel les divers États aient réussi à se mettre d'accord, ce qui ne signifie pas d'ailleurs que tout le monde s'y conforme scrupuleusement et qu'on n'en puisse pas signaler de fréquentes violations. En fait, il est tels pays de l'Europe — ceux dont l'organisation est débile et qui paraissent voués à une ruine plus ou moins prochaine — où les autres États n'entretiennent des ambassadeurs que pour intervenir dans leurs affaires intérieures et hâter ainsi l'ouverture de leur liquidation. Mais c'est le fait et non le principe, et les États européens ont du moins la pudeur de recouvrir ce vice de la grande hypocrisie du droit.

Au reste, le fait du manquement à un principe ne saurait infirmer et détruire ce principe. Il ne s'agit que de savoir si le principe est juste et bienfaisant, et nous croyons inattaquable la règle de la *non-intervention*. Nous voudrions seulement la voir absolue, impérative en tout, partout et par tous obéie. C'est également l'opinion et le désir de M. Eduardo Cimbali qui est, sur ce point et sur d'autres, un disciple résolu de M. Rolin-Jaequemyns. Si nous avions un reproche à lui faire, ce serait d'être, ici ou là, un peu trop Italien, un peu trop radical. (D'une manière générale, cette critique s'applique à l'ensemble du livre: M. Cimbali est un esprit radical, c'est-à-dire logique jusqu'à l'excès, catégorique et exclusif, bien plus géométrique que juridique). M. Eduardo Cimbali parle trop en Italien, au chapitre qu'il consacre aux questions religieuses prises pour prétexte d'intervention, et, comme on dit outre les monts, en Italien *italianissimo* qui ne peut détacher ses yeux du Vatican. Il parle trop en radical quand, par exemple, il le prend de si haut avec le *Droit international codifié* de Bluntschli, et se donne l'air de lui refuser toute valeur théorique; mais comment lui en voudrait-on, puisque, d'une part, il est Italien et que, d'autre part, il dresse théorie contre théorie, sur un terrain où il faut prendre position retranchée, dans des questions auxquelles il faut répondre simplement par oui ou par non, et qui n'admettent pas de moyen terme?

Il est hors de doute pourtant qu'on retirera de la lecture de cet ouvrage un profit positif et qu'il intéresse même les économistes, encore qu'il soit, en apparence et en réalité, un livre de droit pur. On n'a pas, en effet, besoin de faire observer que, si les enseignements et les doctrines de l'économie politique ont grandement servi la cause du rapprochement entre les peuples et contribué, plus que quoi que ce soit de philosophique et de philanthropique, à l'amélioration des rapports internationaux, par une réciprocité indéniable, il importe beaucoup à l'expansion de la doctrine et au triomphe des vérités économiques, que les rapports officiels et pratiques des États entre eux soient soumis à des règles fixes et que ces règles soient les meilleures possibles. M. Eduardo Cimbali a cherché, avec un zèle, dont l'ardeur même prouve la sincérité, à établir une de ces règles. C'est assez pour qu'il mérite notre encouragement, que nous ne lui marchandons point.

(Charles Benoist, nel *Journal des Économistes*, 4e série, t. XLVII, 15 juillet 1889).